



IN THE CUSTODY OF THE

BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF Nº
ADAMS
241.4









HISTOIRE

DELA

CONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH D'ORLÉANS, SURNOMMÉ ÉGALITÉ. ·Ē, E, Š, L, Ž, V, L, E A + Si

TANKS THE SECTION OF





HISTOIRE

DE

LACONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH D'ORLÉANS,

Premier prince du sang; duc d'Orléans, de Chartres, de Nemours, de Montpensier et d'Etampes, comte de Beaujolais, de Vermandois et de Soissons, surnommé ÉGALITÉ.

PAR l'Auteur de l'Histoire de la conjuration de Maximilien Robespierre.

Ego unquam fuisse tale monstrum in terris nullum puto......

Quis turpioribus viris conjunctior ?.... Quis tetrior hostis
huic civitati ? Quis in voluptatibus inquinatior ?.... Quis in
rapacitate avarior ?... Quis in largitione effusior ?.... Omnes
omnibus ex terris homines improbos auducesque collegerat.

CIC. ORAT. pro Celio, cap. 5 et 6.

Je ne crois pas qu'il ait jamais existé sur la terre un pareil monstre. Fut-il jamais homme plus lié que lui, avec les gens les plus décriés ?.... Cette ville eut-elle jamais un ennemi plus farouche ?.... Quelle vie plus dissolue que la sienne?.... Qui jamais poussa plus loin l'avarice dans ses rapines, et la prodigatité dans ses largesses ?.... Il avoit rassemblé de toutes parts tout ce qu'il y avoit d'hommes perverset audacieux.

TOME PREMIER.

A PARIS.

1796.

ADAMSL41.4

INTRODUCTION.

Aucune conjuration n'a été plus extraordinaire, ni n'a enfanté plus d'erreurs, de désordres, de rapines, d'assassinats, de calamités de tout genre, que celle dont j'entreprends aujourd'hui d'écrire l'histoire. De cet épouvantable amas de sottises, de forfaits, de malheurs, il sort une grande leçon qui, si elle est bien entendue, doit désormais rendre les nations et plus heureuses et plus sages. Nul écrit donc, sous ce seul point de vue, ne mérite mieux que celui qu'on va lire, d'intéresser toutes les classes de lecteurs; nul n'est plus digne d'ètre présenté à la méditation de quiconque est appellé à instituer ou à gouverner un peuple.

Je ne me suis point dissimulé combien la tache que je m'imposois étoit difficile: j'écris dans un tems où plusieurs des personnages dont j'ai à parler, vivent encore, dans un moment où des factieux, pour avoir perdu leur chef, n'ont perdu ni la volonté, ni l'espoir de déchirer de nouveau le sein de leur patrie; dans un siècle ou des scélérats dignes de l'exécration de tous les siécles, trouvent encore des admirateurs; dans un pays en in où les divers partis qui l'ont tour-à-tour désolé, conservent les idoles qu'ils se sont créées. Là on adore Danton; ici Phélippeaux; là on rend un culte religieux à Camille-Desmoulins, ici à Pétion et à Manuel. Il n'y a pas jusqu'au fameux Mirabeau qui n'ait aussi des adorateurs. Quels hommes il me faudroit louer, si je voulois contenter tous les partis Il me faudroit rendre hommage mème à Marat, mème à Rolespierre, mème à Carrier.

Mais enfin, quelles que soient les contradictions, quels que soient les mécontentemens qui naîtront de la publicité de cet ouvrage, il faut bien que quelqu'un se dévoue à courir le danger de le publier; il faut bien que quelqu'un ait le courage de peindre aux générations à venir, les folies et les crimes de la génération actuelle. Malheur sans doute à celui qui a été complice de ces folies, de ces crimes; mais si la révélation de cette complicité est un toit, c'est le tort de l'histoire et

non de l'historien : ce que je n'eusse pas

dit, un autre l'eut révélé.

Je suis d'ailleurs dans une telle indépendance de tout parti, de toute faction; j'ai fait un tel apprentissage d'impartialité, que je me crois en état de juger ceux des complices de d'Orléans, qui vivent encore, comme les jugera la po térité. Je suis à leur égard, ce que sont les hommes de cet àge, à l'égard des françois qui ont figuré dans les guerres civiles de la ligue et de la fronde.

On conçoit également que si les poignards de d'Orléans ne m'ont pas effrayé pendant qu'il vivoit, je n'aurai pas aujourd'hui de timides ménagemens pour sa mémoire. On comprend que si la vue d'une mort presque certaine ne m'a point empèché d'être juste et vrai aux jours les plus orageux de notre révolution, je saurai l'être aujourd'hui où ce n'est plus

la terreur qui règne sur nous.

Mais je ne tranirois pas moins et la justice et la vérité, si aux forfaits dont ce malheureux prince s'est soullé, j'ajoutois des délits imaginaires. C'est un défaut particulier à notre nation, de tout outrer.

Nous ne savons mettre aucune modération, ni dans nos censures, ni dans nos éloges. Le peuple françois, comme on le lui a si souvent et si justement reproché, est extrème et dans son amour et dans sa haîne. C'est de ce penchant à l'exagération, que je saurai me défendre. Je ne dois pas tracer de d'Orléans un portrait plus ĥideux que n'a été l'original. Si de ce coeur dont l'ambition, la soif de la vengeance, et des amis pervers avoient fait la sentine de tous les vices, il s'est échappé quelque sentiment généreux, pourquoi n'en ferois-je pas l'aveu? Si dans cette lamentable et trop longue suite d'attentats que lui reprochent ses contemporains, je puis démèler une bonne action, pourquoi la tairois-je? Si parmi les nombreuses accusations qui s'élèvent contre lui, il s'en trouve qui ne soient appuyées que sur des contes populaires, m'est-il permis de solliciter pour celles ci comme pour les autres, le même dégré de croyance? Je prie enfin qu'on n'oublie point que l'historien ne doit hommage qu'à la seule vérité, qu'il ne doit obéissance qu'à une seule loi, à celle qui lui défend d'oser

rien dire de faux, mais qui lui ordonne en mème tems d'oser dire tout ce qui

est vrai (1).

Je crois aussi devoir faire remarquer, avant d'entrer en matière, qu'il ne faut pas exiger d'un historien, plus qu'il ne peut et ne doit dire. On entend par exemple des personnes qui, lorsqu'on leur parle d'un de ces événemens qui ort influé sur le sort d'une nation entière, vous répondent en secouant la tète d'un air myst rieux : Il y a dans cet événement un dessous de carte qu'on ne saura jamais. Si ensuite un écrivain entreprend de donner l'histoire de ce même événement, ces personnes aveuglées par la même prévention, se persuadent qu'il n'a pas tout dit, soit parce qu'il n'a pas voulutout dire, soit parce qu'il a manqué de renseignemens.

Or il me semble que c'est là une conséquence aussi injuste, que le principe dont on la fait découler est absurde. Comment veut-on que l'auteur sache ce

⁽¹⁾ Qui nescit primam esse historice legem, ne quid falsi dicere audeat, deinde ne quid veri non audeus? Cic. liv. 2, de orati.

qu'il est décidé qu'on ne saura jamais? Il est évident qu'il n'est possible de révéler que ce qu'il est possible de sa-voir. S'il pouvoit se faire que dans la conjuration dont d'Orléans a été le principal artisan, il y eut quelque mystère qui sera à jamais impénétrable, n'y auroit-il pas une sorte de folie à exiger que je le dévoilasse? Ne faudroit-il pas que je susse doué d'une puissance surnaturelle pour pénétrer ce qui est impénétrable? Tout homme raisonnable conviendra donc qu'à moins de consentir à composer un roman au lieu d'une histoire, je ne dois aucun égard à une prévention aussi injuste.

Je me suis procuré tous les renseignemens qu'il étoit en mon pouvoir de recueillir; je n'ai rien omis pour me mettre en état de dire sur la conjuration dont j'écris l'histoire, tout ce qu'on peut raisonnablement désirer et connoître; je ne donne pour véritables que les faits qui sont prouvés ou par la notoriété publique, ou par des témoignages irrécusables; quant à ceux qui n'ont pas l'un ou l'autre de ces appuis, je me borne à les rapporter, sans les donner comme certains. Voilà je crois, tout ce qu'un lecteur judicieux a droit d'exiger de moi.

Si au surplus il se trouvoit parmi mes contemporains, des hommes qui sussent sur les trames de d'Orléans, des particularités qui ne sont pas venues à ma connoissance; si le tenns doit dévoiler de nouvelles iniquités de ce conspirateur, ces pages, en ne les considérant que comme des mémoires propres à completter l'histoire de sa conjuration, ne seroient pas encore indignes d'ètre pré-

sentées au public.

Nous avons mis aujourd'hui un tel bouleversement et dans les idées et dans les choses, que je dois présenter encore ici quelques observations qui, si elles ne rétablissent pas ce que nous avons bouleversé, me justifieront du-moins de la marche que je me vois obligé de suivre au milieu de ce cahos. Je dirai d'abord qu'il ne faut pas s'attendre que les siècles et les autres peuples souscrivent à toutes les opinions que nous nous sommes faites dans ces derniers tems. Plusieurs de ces opinions, malgré les assassins et les

bourreaux qui en étoient les apôtres, ont déjà disparu. Celles d'entr'elles qui règnent encore, et que la raison, si je puis m'exprimer ainsi, frappe de son veto, passeront de même malgré tous les efforts qu'on fera pour consolider leur empire. Ainsi dans ce moment, nous appellons un empereur, un roi, un prince souverain, un tyran (i); mais avant nous ces mots n'étoient pas synonymes; ils ne le sont pas chez les autres peuples; ils ne le seront pas pour la postérité. Soupçonneroit - on mon patriotisme, si je n'adoptois pas la puérile manie de ces écrivains, qui ne disent plus le roi d'Angleterre, le roi de Suède, mais le tyran d'Angleterre, le tyran de Suède? Mais ces mèmes écrivains, s'il s'élevoit un roi parmi nous, seroient les premiers à le métamorphoser en demi-Dieu. Mais Robespierre disoit aussi le tyran d'Angleterre, le tyran de Suède, et Robes-pierre bien loin d'ètre patriote, fut un ennemi féroce de sa patrie.

⁽¹⁾ J'écrivois ceci au commencement de 1795, vieux style,

Comme donc avant moi, on a dit que Titus étoit l'amour et les délices du genre humain, on me pardonnera aussi de conserver le même esprit de justice, le n ème langage de vénération, lorsque l'occasion s'en présentera dans le cours de mon récit. Comme avant moi on a dit Auguste empereur et non tyran de Rome, je dirai de même Louis XIV roi de France. Je perdrois toute croyance auprès du lecteur honnète, je m'avilirois à mes propres yeux, si j'appellois l'humain, le bienfaisant Louis XII, le bon, le généreux Henri IV, tyrans des françois. L'histoire en un mot slétrit les méchans rois, c'est tout ce qu'elle peut saire; mais les diatribes des écrivains qui recoivent l'impulsion d'une forte de mode qu'on voit naître dans un tems d'orage, et finir avec lui, n'aviliront jamais ce qui ne peut ètre avili. La royauté sera toujours un sacerdoce, une magistrature auguste. Dans les relations politiques des peuples entr'eux, les envoyés des rois auront toujours comme ceux des républiques, un caractère facré. Quand le sénat romain conséroit à un prince

le titre de roi, il le lui conféroit comme un titre d'honneur. Quand Athènes et Rome ne voulurent plus ètre gouvernées par un roi, elles prirent des précautions pour que ce nom même continuat d'inspirer un respect religieux. La première de ces villes décora de ce titre le second de ses Archontes (1). Cet Aschonte étoit revètu de fonctions faintes : il jugeoit fouverainement les débats qui s'élevoient entre les prètres; il punissoit l'impiété, les blasphèmes, tout ce qui outrageoit la religion; et le tribunal-où il siégeoit, s'appelloit le Portique Royal. Rome environnoit ses deux consuls de tout l'appareil, de tous les ornemens de la royauté; elle appelloit Roi (2) celui qui ordonnoit tout ce qui étoit nécessaire pour les sacrifices.

Ainsi ces deux républiques, même après avoir aboli la royauté, lui confervèrent l'hommage des peuples, en continuant de placer parmi les titres d'honneur, le titre de roi, et en consiant

⁽¹⁾ Il s'appelloit Basileus.

⁽²⁾ Rex.

au magistrat à qui elles le conséroient, des sonctions religieuses. Rien n'est plus sage: il importe que toute nation exige le respect pour ce qui est respectable en soi-même; il est d'un intérêt général que quel que soit le nom des diverses autorités qui gouvernent les divers peuples, elles soient toutes investies de la considération dont elles ont besoin pour obtenir l'obéissance des sujets, car sans cette obéissance, aucune société ne peut subsisser. Celle qui chercheroit à briser ce lien chez les autres peuples, donneroit au droit des gens une atteinte dont les suites retomberoient tôt ou tard sur elle-mème.

Après l'exemple qu'ont donné les villes d'Athènes et de Rome, combien doivent paroître petits les efforts de ces hommes qui se sont fait une affaire capitale d'effacer le mot roi, et les signes de la royauté, de tous les monumens où leus mains ont pu atteindre! comme s'ils pouvoient briser tous les trônes, comme s'ils pouvoient déchirer toutes les pages de l'histoire. Celui qui l'écrit la profaneroit, s'il descendoit à de pareilles puérilités.

On ne doit point également être for-malifé, si en parlant de la naissance de d'Orléans, je l'appelle une haute naiffance. Il est généralement reçu d'appel-ler ainsi l'origine de quiconque compte parmi ses ancètres, ou des rois ou des héros, ou des personnages qui ont été revètus de dignités éminentes. Nul homme sans doute ne doit rougir de son extraction; il est même très-vrai de dire que fi un plébéien et un patricien arrivent à l'immortalité par des fervices d'une égale importance, celui-là est plus recommandable, parce qu'il a eu plus d'obstacles à vaincre pour s'élever à cette hauteur. Mais naître dans la pauvreté ou l'opulence, dans une chaumière ou un palais, libre ou esclave, de parens misérables ou d'un père jouissant de la considération publique, d'un malsaiteur ou d'un homme de bien, sont des choses absolument différentes; et les systèmes qu'on a voulu mettre en vogue dans ces derniers tems, ne pourront jamais faire disparoître cette différence. Les termes qu'un écrivain emploie pour l'exprimer ne sauroient donc sans injustice lui ètre imputés à crime.

Il n'y auroit pas moins d'injustice à me blamer de faire précéder le nom propre de certains personnages, du titre honorifique dont ils étoient décorés. Il est bien vrai que dans ce moment, nous ne voulons ni princes, ni ducs, ni barons, ni comtes, ni marquis, ni chevaliers, ni nobles; mais nous en avons eu, et nous ne pouvons pas faire que ce qui a existé n'ait existé. Un des devoirs de l'historien, c'est de désigner avec une telle clarté les personnages dont il parle, qu'on ne puisse confondre ceux du mème nom. L'attention de laisser à chacun d'eux, le nom de l'emploi, de la charge, de la dignité qu'il occupoit parmi ses contemporains, est un des moyens qui obvient à cette consusion.

Je ferai enfin observer qu'en dépit des préjugés qui subsistent encore dans ce moment, il m'est impossible d'adopter le nouveau nom que l'on a donné aux princes qui ont régné sur les françois. Cette nouveauté, lorsqu'on l'a adoptée, étoit appuyée sur des considérations qui pouvoient ètre de quelque poids pour les inventeurs. Il se flattoient que le

nom burlesque de Capet, jetteroit une sorte de mépris sur la personne à qui on le donneroit. Cette petite ruse qui pouvoit ètre fort bonne pour l'exécution des desseins qu'on avoit en vue, est indigne de la majesté de l'histoire. Je blesserois de plus la vérité, si je donnois aux rois de France, un nom qu'ils n'ont jamais poité. Presque tous ont eu des surnoms tirés ou de leur caractère, ou de quelque qualité phyfique, ou de quelque partie de leur costume. L'un a été surnommé le Grand, l'autre le Juste. En remontant plus haut, on trouve le restaurateur des lettres, le père du peuple, Charles-le-Sage, Charles-le-Bel, Philippe-le-Long, Philippe-le-Hardi, Philippe-Auguste, Louis - Hutin, Louis-le-Jeune, Louis-le-Gros, Robert-le-Dévot, Hugues-Capet, Robert-le-Fort. Si je transformois un de ces fur-noms en nom propre, il me faudroit rendre raison de cette bisarrerie, il me faudroit dire pourquoi je donne une préférence exclusive à l'un d'eux; il me femble plus naturel de laisser à cet égard les choses dans l'ordre consacré par un usage de plusieurs siécles.

Toute mai'on, toute famille est en possession d'un nom; c'est une serte de propriété à laquelle il n'appartient point à l'historien d'attenter. Je serois inintelligible mème pour mes contemporaius, si je me rendois complice d'une telle innovation. Qui me comprendroit, si je disois Capet XIV, Capet IV, Capet I, Capet XII? Mais tout le monde me comprendra quand je dirai Louis XIV, ou Louis-le Grand, Henri IV, Fran-çois I, Louis XII? Tous les princes en un mot de la maison de France, à l'exemple de ceux des maisons de Lorraine, de Savoye, d'Autriche, n'out jamais eu d'autre nom propre que ceiui qu'ils reçevoient sur les fonds de baptème, et le surnom commun à tous, a toujours été celui de leur souveraineté. Cela est s'i vrai que ce même Hugues, surrommé par son siècle Capet, est appellé par tous les historiens. Hugues de France, son ayeul Robert de France, son fils également Robert de France. Il ne dépend point de moi de rien changer à cette loi que m'ont tracée les écrivains qui m'ont précédé, et je n'aurois jamais

xvj INTRODUCTION.

fini, je promènerois mes lecteurs dans des ténèbres épaisses, si j'allois transporter sur les événemens et les vérités de l'histoire, ce néologisme qui est encore une des maladies épidémiques de ces derniers tems.

Je me borne à ces observations pré liminaires. Je ne dis rien hi sur le style de cet ouvrage, ni sur la méthode que j'ai suivie pour sa composition. Si dans la manière dont je développerai les diverses scènes qui vont passer sous les yeux du lecteur, je n'ai pas atteint la perfection, son indulgence du moins me saura gré des esforts que j'ai faits pour n'ètre pas au-dessous de la grandeur et de l'importance des événemens.

HISTOIRE

DE LA

CONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH D'ORLÉANS, SURNOMMÉ ÉGALITÉ.

LIVRE PREMIER.

Précis historique de la vie des derniers ancêtres de Louis-Philippe-Joseph. Enfance, jeunesse, portrait de ce Prince. Particularités de sa vie privée.

Louis-Philippe-Joseph d'Orléans naquit à Saint-Cloud, le 13 avril 1747, de Louise-Henriette de Bourbon-Conti, et de Louis-Philippe d'Orléans. La vie de Louis-Philipe ne fut marquée d'aucune action d'éclat. Il avoit de la timidité dans le caractère, l'es
Tome I.

prit paresseux, l'ame indolente, nul goût pour le mouvement, une forte aversion, pour tout rôle qui eût pu fixer sur lui les yeux de la cour et du public. Il étoit d'ailleurs, bon, généreux, affable, religieux. Il accordoit des pensions à plusieurs gens de lettres: de ce nombre, étoit feu Fréron, trop décrié par les prétendus philosophes de son siècle, et dont, aujourd'hui, on commence à mieux apprécier les écrits et les opinions: à mesure que sa mémoire s'avancera dans les siècles, cette justice s'accroîtra.

Ce n'est pas que Louis-Philippe cultivât les sciences, et recherchât les savans, mais c'étoit, de son temps, une sorte d'étiquette, que la maison qu'on appelloit la seconde ma'son du royaume, protégeât ceux qui se faisoient un nom dans les arts utiles, ou agréables; et Louis-Philippe croyoit qu'il lui conveneit de se piquer de cette munificence. Il tournoit fort proprement, aimoit la bonne chère, la société des femmes, et ces jeux tranquilles qui fixent pendant plusieurs heures auprès d'une table. Il préféroit au plaisir de la chasse, et en général aux exercices violens, les occu-pations paisibles qui ne contrarioient point son amour pour le repos. Sa physionomie avoit de la donceur, et ne manquoit pas d'une certaine noblesse; mais l'embonpoint qui épaississoit sa taille, sans être extraordindire, donnoit à sa démarche, de l'embarras et de la lourdeur. Les fonctions de

son corps, comme celles de son ame, étoient lentes; il digéroit avec peine, et se plai-guoit quelquefois sérieusement à ses mé-decins, de ce qu'ils ne savoient pas lui donner le tempérament robuste d'un portefaix. Ses habitudes morales et physiques lui venoient peut-être de ce que sa complexion manquoit de ce degré de sécheresse propre à tenir dans une juste ten-sion, le ressort qui met en activité le genre nervoux. Cette remarque, justifiée par la dependance où est notre esprit de l'organisation du corps qui l'enveloppe, pourroit aider à connoître par les formes extérieures, les mœars, le génie et le caractère d'un homme; mais le matérialiste par doit tipor avent a contract de cette d'un homme. ne doit tirer aucun avantage de cette observation, parce que la dépendance où est l'ame, de la portion de matière qu'elle anime, n'est pas un esclavage; et l'expérience dé-montre qu'un esprit, naturellement timide et lent, peut, par l'empire qu'il sait pren-dre sur les mouvemens du corps, devenir courageux et actif.

Louis-Philippe ayant perdu Louise-Henriette son épouse, partage i successivement son lit avec des in âtresses, sans former aucunattachement solide. L'aned'elles enfin, par la décence de sa conduite, par les qualités de son cœur, par les charmes d'un esprit orné, le fixa, quoiqu'elle n'eût plus la beauté du premier âge. Le libertinage des mœurs suit toujours le libertinage

A 2

d'esprit; mais celui-là ne suppose pas toujours celui-ci. Louis-Philippe, dans tous les temps de sa vie étoit resté sidèle aux principes de sa religion. Pour que le nouvel attachement qu'il venoit de former, ne fût point criminel, il en serra les nœnds aux pieds des autels. Ce mariage resta secret. : a nouvelle épousene fut jamais connue dans le monde que sons le nom de Madame de Montesson. Il étoit naturel qu'elle conçût le desir de voirreconnoître solemnellement une union, qui, à la faveur de cette solemnité, l'élevoit au rang de première Princesse du sang. Elle ent en effet cette ambition; mais elle fut mal secondée de son auguste époux. Il falloit, pour arriver à cette hauteur, une activité, une persévérance dont le caractère indolent de celui ci ne le rendoit pas capable. Elle n'eut pas même le foible privilège à la mort du prince, de draper en noir. Il fut deci-dé qu'elle porteroit dans l'intérieur de sa maison, le deuil qu'elle jugeroit à propos, mais non en public. Elle passa dans un couvent la première année de son veuvage.

Louis-Philippe mettoit la plus grande circonspection dans ses rapports avec la cour. Sa grande étude étoit de ne donner aucune jalousie au chef de la nation. C'est à cette étude que tendoient tous les efforts de son esprit. Plus sa naissance l'approchoit du suprême pouvoir, et plus il craignoit que ce voisinage même lui fût imputé à crime. Le premier août 1752, le dauphin, fils de Louis XV, fut attaqué de la petite vérole. Il avoit alors 22 ans. Cette cruelle maladie s'annonça par les symptômes les plus effrayans. La chaleur de la saison, l'âge du prince en augmentèrent la malignité: on désespéra presque de la vie du malade. Il n'avoit à cette époque, qu'un enfant mâle encore au berceau. La mort du dauphin rétrécissoit l'intervalle qui se trouvoit entre le trône et Louis-Philippe. Celui-ci devenoithéritier présomptif de la couronne, si le fils unique du dauphin venoit à suivre

son père au tombeau.

Louis-Philippe mit tous ses soins à ne pas laisser croire qu'il se berçoit des brillantes espérances que de semblables conjectures pouvoient lui faire concevoir. De toutes les personnes que cet évènement attiroit sans cesse à la cour, il se montra constamment le plus affligé: mais plus sa douleur avoit de l'ostentation, et moins les courtisans, qui lisent mieux que les autres hommes dans le fond des pensées, vouloient y croire. Ils sourioient des efforts du prince, et ils trouvoient que l'appareil même qu'il mettoit dans son affliction, la déguisoit mal. Lorsqu'ensuite le dauphin fut rendu à la vie et à la santé, Louis-Philippe donna des fêtes qui l'emportèrent de beaucoup en magnificence, sur toutes celles que l'on fit pour célébrer cet événement: et les courtisans dirent encore qu'il en avoit trop fait.

Une personne dont je n'ai nulle raison

A 3

de récuser le témoignage, m'a raconté que, lors de la subversion qui fut faite dans notre ancienns magistrature par René-Nicolas-Augustin de Meaupeon, chancelier de France, un parti qui s'étoit élevé dans la Bretagne contre cette subversion, envoya douze députés à Louis Philippe. Je tiens de la même personne, que ces deputés eurent une audience à laquelle elle-même eut permission d'assister; qu'ils offrirent au prince de le mettre à la tête de soixante mille Bretons armés de pied en cap; que l'objet de cette lavée de boucliers, seroit de briser l'autorité des ministres; et que le pis-aller d'un tel monvement dont on ne peut jamais bien calculer les suites, seroit de changer la dynastie régnante. Le prince; m'at-on dit, accueillit cette proposition sans courroux, et remercia très-affectueusement ceux qui la lui présentoient, de la consiauce qu'ils lui témoignoient, et des vues qu'ils avoient pour l'élévation de sa maison, ajoutant toutesois que l'entreprise étoit trop au-dessus de ses so ces, et qu'il conserve-roit toute sa vie, trop d'attachement envers la personne de Louis XV, pour oser jamais se prêter à rien de semblable.

Cette anecdote ne sort point de la vraisemblance. L'expérience prouve qu'en tout pays et en tout temps, dès qu'il se trame une insurrection, les premières espérances des conjurés se portent sur la famille qui suit immédiatement celle où le pouvoir suprême est héréditaire. Il faut convenir , d'un antre côté, que les membres de cette famille sont dans la nécessité de mettre beaucoup de ménagement dans toutes leurs actions, parce qu'ils doivent s'attendre à être observés de près, et à ce que chacune de leurs domarches aura son interprétation.

Louis-Philippe mournt à Saint-Assise, le 18 novembre 1785, à l'âge de 60 ans et demi, non pas comme on le débita dans le public, des suites d'une indigestion, mais d'une attaque d'apopléxie qui l'emporta subitement. Une saignée qui lui fut faite à propos, ne put lui rendre la vie. L'histoire lui doit cette justice, qu'il soulagea toutes les infortunes qu'il fut en son pouvoir d'adoucir, et que dans aucune circonstance, personne n'eut à se plaindre de lai. Il étoit né à Versailles, le 12 août 1717, de Louis d'Orléans et d'Auguste-Marie-Jeanne, princesse de Bade.

Louis, Duc d'Orléans, de Valois, de Chartres, de Nemonrs, de Montpensier, premier prince du sang, premier pair de France, chevalier de la toison d'or, colonel-général de l'infanterie françoise et étrangère, gouverneur du Dauphiné, et grandmaître des ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, fut un prince à qui ses excellentes qualités permettoient d'aspirer à la plus brillante renommée. Deux évènemens domestiques sirent sur son esprit la plus forte impression,

A 4

et le convainquirent qu'il y avoit des biens plus solides que toutes ces grandeurs dont sa naissance l'environnoit. Le premier de ces évènemens fut la mort du régent son père, arrivée à la cinquantième année de l'âge de ce prince, et qui l'entraîna brusquement du sein de la volupté, dans la nuit du tombeau. Le second de ces évènemens fut la mort de sa propre épouse, arrivée à la vingt-deuxième année de l'âge de cette princesse, à qui des vertus aimables et solides, et une santé en apparence florissante, sembloient promettre un long cours de prospérités.

Cette seconde adversité acheva de mûrir.

les réflexions que Louis avoit faites en perdant son père. Dès ce moment, il réso-lut fermement de dévouer tout son être à chercher et à se procurer le seul bonheur que la mort ne peut pas ravir. Il se traça un plan de conduite, auquel il resta fidèle jus-qu'au dernier moment de sa vie. Il partagea tout son temps entre les devoirs qu'il avoit à remplir dans le monde, les exercices de la religion et l'étude des sciences utiles. Quatre années après la mort de son épouse, il prit un appartement dans la maison de l'abbaye de Sainte-Geneviève, où il alloit fréquemment, loin du bruit et du tracas de son palais, jouir delui même. Son goût pour cette retraite ne sit que s'accroître par la facilité qu'il y trouvoit de se livrer sans distraction, aux seuls travaux qu'il aimoit; si bien que la cinquième année après y être entré,

il y fit un séjour plus habituel. Enfin, douze ans après le commencement de ce genre de vie, il prit congé de la cour, renonça absolument au monde, et ne vint plus à son palais, que pour assister aux séances de son conseil.

Ce prince avoit de grandes connoissances en histoire, en géographie, en histoire na-turelle, en physique, en chymie, en bota-nique. Il faisoit cultiver dans ses jardins, des plantes médicinales de toutes les sortes, n'épargnant ni soins ni dépenses pour se procurer celles des pays les plus lointains; et par ses ordres, on les distribuoit gratuitement aux malades. Il n'étoit point étranger aux arts de pur agrément; il se connoissoit principalement en peinture. Il étoit également versé dans les langues latine, grecque et orientales. Il composa dans sa solitude, divers ouvrages; entr'autres, un traité contre les spectacles, une réfutation de l'écrit intitulé les Hexaples, plusieurs autres dissertations du fameux livre hébreu, qui a pour titre, Bouclier de la foi (1); il avoit aussi traduit littéralement du grec, les épitres de Saint Paul, et de l'hébreu, les pseaumes et une grande partie de l'ancien testament. Ilavoit enrichi ces traductions de paraphrases, de commentaires et de notes savantes. Sa modestie, dit l'auteur du dictionnaire histo-

⁽I) Kisouch Emouna.

rique, ne lui permit de faire imprimer aucun de ses ouvrages. Il les légua tous par son testament, ainsi que sa bibliothéque,

à l'ordre de Saint Dominique.

Il fonda plusieurs hospices, plusieurs maisons d'instruction, et d'autres établissemens atiles, dont les plus remarquables furent un collège à Versailles, et une chaire en Sorbonne pour l'explication du texte hébreu des saintes écritures. Il étoit libéral envers les gens de lettres, et distinguoit particu-lièrement ceux dont les écrits avoient pour but, l'utilité publique. Les choses flatteuses dont il accompagnoit ses libéralités, en rehaussoient le prix. Dans le brevet d'une pension qu'il accorda an savant abbé François, il motiva ainsi sa générosité: « voulant prendre sur moi, la reconnois-» sance de l'obligation qu'a le public à » l'abbé François, auteur d'un ouvrage ré-» cent sur les preuves de notre religion, » et le mettre en état de continuer destra-» vaux aussi utiles, etc. ».

Nul homme n'exerça à un plus haut degré que ce généreux prince, ectre bienfaisance qu'on a tant vantée, et si méconnue dans ce siècle. Sa piense sollicitude pour les malheureux, lui rendoit tout possible. Ses bienfaits alloient les chercher jusques dans la Silésie, jusques dans l'Amérique, jusques dans les Indes orientales. Il s'exprime dans son testament, sur l'immortalité de l'ame et sur le dogme de la résur-

rection, avec cette éloquence qui est le langage de la conviction et de la vérité. Il mourut à l'âge de quarante-huit ans et six mois, quittant ce monde, et tout ce que les hommes y recherchent avec le plus d'ales hommes y recherchent avec le plus d'avidité, sans regret, sans se plaindre de ce
que le ciel bornoit à un aussi petit nombre
d'années, son séjour sur ce globe. Aux
yeux du vulgaire c'est un malheur de ne pas
prolonger le cours de ses ans jusqu'au dernier terme de la vieillesse; mais aux yeux
du sage une vie n'est jamais courte, quand
elle est pleine de bonnes actions. Celle de
Louis fut tranquille, belle et pure comme
son ame. Elle ne présente aucun de ces exploits guerriers, aucun de ces hauts faits
de politique, qui éblouissent la multitude,
et subjuguent l'admiration des siècles: mais
la gloire qu'on acquiert par la pratique
constante de toutes les vertes sociales et religieuses, sans être aussi brillante que celle ligieuses, sans être aussi brillante que celle dont on se couvre en cueillant des lauriers au sein des orages, est aussi solide, et peut-être plus réelle. Dempter toutes ses passions, quand tout invite, tout excite à les satisfaire, c'est aussi de l'héroïsme; car qui doute que la sagesse ait ses héros, comme la valeur? Laisser à sa famille et à ses contemporains, l'exemple d'une probité aimable qui ne se dément jamais, c'est aussi servir son pays: car on ne le sert pas moins en y consolidant le règne des bonnes mœurs, qu'en y faisant aimer les sanglans

succès des combats. Heureuse, mille fois trop heureuse notre patrie, si le petit-fils de Louis, dont la vie fut à peu près de la même brièveté, eût suivi les traces de son ayeul! La France n'eût peut-être pas été exempte d'un bouleversement; mais il est à croire que les divers partis n'ayant point où s'appuyer, ses agitations n'eussent été ni aussi multipliées, ni aussi douloureuses. Louis étoit fils de Marie-Françoise de

Bourbon, fille naturelle de Louis XIV et de ce fameux Philippe qui conquit la ré-gence du royaume; qui de son palais-royal, de ce palais, où de nos jours, tous les désordres ont été prêchés et commis, souffla sur la France, le poison des mauvaises mœurs; qui mit en honneur tons les genres de libertinage; qui, par ses honteuses dé-bauches, ternit la gloire dont le couvroient les batailles de Stinkerque, de Nerwinde, les conquêtes de Lerida, de Tortose, et les blessures qu'il avoit reçues dans la Lom-bardie; qui ne voulant, ou ne sachant pas faire un sage emploi des véritables trésors qu'il avoit sous la main, couroit après des trésors imaginaires, et s'environnant de charlatans, prétendoit que la chymie le douât, comme Midas, du pouvoir de convertir en or, tout ce qu'il toucheroit; qui ensin créa ce funeste papier dont la circu-lation engendra tant de désordres, dévora les propriétés individuelles, et ébranla d'une manière effrayante, la fortune publique; effet déplorable, mais nécessaire de ces opérations qui, à un métal qu'une convention de tous les temps, de tous les peuples, enrichit d'une valeur réelle, substituent un signe auquel la force seule peut donner un crédit momentané, et contre lequel, celles des sociétés policées qui ne l'adoptent pas, ne voudroient pas échanger l'objet du prix le plus vil.

Philippe fut soupçonné d'aspirer au trône, du vivant même de Louis XIV. A l'époque où un tel soupçon s'éleva, ce roi étoit plus que septuagénaire. Entre le trône où il étoit assis et Philippe, on comptoit quatre princes: deux furent portés dans le même mois, au même tombeau; le troisième les suivit deux ans après. Tout sembloit présager que le quatrième alloit passer du berceau au cercueil; sa santé devint tout-à-coup si languissante qu'on désespéra de sa vie; on craignit que le temps ne manquât, si on recouroit à l'étiquette ordinaire, pour les cérémonies du baptême; on se hâta de les faire, et on prit pour parrain et pour marraine, les deux personnes qui se trouvèrent dans la chambre de l'enfant agonisant : ce furent le marquis de Prie et la duchesse de la Ferté. C'est cet enfant, conservé contre toute espérance, qui depuis, régna sous le nom de Louis XV; mais dans ses premières années, il eut toujours une complexion extrêmement délicate et valétudinaire.

Une voix presque universelle, qui s'éleva

de tous les coins de la France, accusa Philippe d'avoir abbreuvé de poison ces quatre princes, et désigna Homberg, chymiste et médecin de Philippe, pour exécuteur de ce forfait. « Le cri public, dit Voltaire, étoit » affreux. Il faut, ajoute cet écrivain, en » avoir été témoin pour le croire ». Le médecin Boudin interrogé sur ce qu'il pen-soit de ces morts précipitées, répondit : « nous n'entendons rien à de pareilles maladies ». Cette réponse accrédita beaucoup l'accusation. Le soupçon qui frappoit Phi-lippe, prit une telle force, que le chymiste Homberg se rendit de lui-même, à la bastille, demandant un jugement: mais comme le gouverneur n'avoit point ordre de le recevoir, il fut renvoyé. Philippe lui même forma une semblable demande. Le marquis de Canillac, dit encore l'anteur que je viens de citer, étant allé le voir dans son palais, au fort de cette rumeur qui s'é-levoit contre lui, le trouva étendu par terre, versant des larmes, et l'esprit pres-qu'aliéné. Canillac ne put le dissuader de sol-liciter que cette cruelle affaire fût éclaircie. La lettre de cachet s'expédia en effet; mais le monarque ne la signa point. D'Argenson cependant, cut la commission d'examiner les témoignages et les pièces qui pouvoient servir de fondement à un tel bruit, etd'assister à l'ouverture des corps des princes morts. Il déclara qu'il ne s'étoit trouvé aucun indice de poison.

Cette déclaration n'empêcha pas qu'on ne consignât ces terribles soupçons dans quelques écrits et plusieurs histoires; et la forte impression qu'ils produisirent dans le temps, n'est pas même aujourd'hui généralement effacée. Un poëte, lorsque Philippe fut regent, eut la hardiesse de les réveiller, et crut les éterniser par les deux strophes suivantes d'une de ces quatre odes qu'il intitula, Philippiques.

Nocher des ondes infernales,
Prépare-toi, sans t'effrayer,
A passer les ombres royales
Que Philippe va t'envoyer.
O disgraces toujours recentes!
O pertes toujours renaissantes!
Sujets de pleurs et de sanglots!
Tels, dessus la plaine liquide,
D'un cours éternel et rapide,
Les flots sont suivis par les flots.

Ainsi, les fils pleurant leur père,
Tombent frappes des mêmes coups;
Le frère est saivi par le frère,
L'épouse devance l'époux:
Mais, à coups toujours plus funestes!
Sur deux fils, nos uniques restes,
La faulx de la parque s'étend:
Le premier est joint à sa race;
L'autre, dont la couleur s'efface,
Penche vers son dernier instant;

Voltaire est le premier de nos historiens modernes qui se soit attaché à venger la mémoire de Philippe, de cette horrible inculpation, à laquelle aucun homme sage ne croit plus. Il faut laisser au vulgaire cette déplorable manie qui fait que, plus une accusation est atroce, invraisemblable et impossible à prouver, plus on est porté à y ajouter foi. Si celui qui en est frappé, jouit de grands avantages, on persiste avec une sorte d'acharnement, à croire à cette accusation: cela atoujours été et sera toujours ainsi, parcequ'il est dans le cœur de l'homme

d'abaisser celui qui est élevé.

Ceux-là cependant raisonnent mal, qui prétendent que, si Philippe eût été l'auteur des désastres de la famille de Louis XIV, il ne se seroit point arrêté dans cette carrière de forfaits, et qu'étant devenu le maître, il n'auroit pas eu horreur d'un régicide, sans lequel tous les autres devenoient inutiles, puisque c'étoit celui-là qui devoit le mettre en possession du sceptre. Ce raisonnement n'est pas bon, parce que personne n'ignore que les soins affectueux, et l'inquiète vigilance de la duchesse de Ventadour pour son pupile, ne permettoient à Philippe aucun accès d'intimité auprès de l'enfant roi. On regarde cette accusation de poison comme une fable, parce qu'elle n'a été crue et propagée que par la malignité et l'ignorance, et encore parce que les écrivains judicieux et éclairés n'en

ont parlé que comme d'une imposture grossière, destituée de toute espèce de preuves.

Mais si l'histoire absout Philippe de cette imputation, elle le laisse entaché d'avoir tenté de monter sur un trône, par une lâche perfidie. Elle nous a transmis, qu'ayant été envoyé en 1707, en Espagne, par Louis XIV, pour y commander l'armée de Philippe V, il avoit, au lieu de répondre à ce témoignage de confiance, fait une ligue avec quelques grands d'Espagne, pour s'emparer de la couronne de ce même Philippe V. C'est ce que le même poëte, que j'ai déjà cité plus haut, exprime si bien dans la strophe suivante, dont les premiers vers s'accordent avec le témoignage de tous les historiens.

Contre ses villes mutinées,
Un roi l'appelle à son secours;
Il lui commet les destinées
De son empire et de ses jours:
Mais, prince aveugle et sans allarmes,
Vois qu'il ne prend en main les armes,
Que pour devenir ton tyran,
Et pour imiter la furie,
Par qui jadis ton Ibérie
Souffrit le joug del'alcoran.

Ces derniers vers contiennent une calomnie qui est purement de l'invention du Tome I. B poëte. Il suppose que, comme le comte Julien, à la prière de sa fille qui avoit à se plaindre de Rodrigue, roi d'Espagne, appela les Maures qui s'emparèrent de ce royaume; de même, Philippe comptoit régner sur les Espagnols, à l'aide de l'épouse de Philippe V, qu'il prétendoit, suppose toujours le poëte, épouser, après avoir empoisonné son mari et ses enfans.

La conspiration tramée en Espagne par Philippe, ayant été découverte, Louis XIV le rappella en France, et ce monarque, à la considération de sa fille, épouse de Philippe, ne donna aucune suite à la décon-verte du complet. Il est à croire que ce fut cet altentat qui détermina Louis XIV à priver, par son testament, Philippe, de la régence. Il est assez vraisemblable aussi, que lorsque quatre ans après, la mort moissonna la famille de Louis XIV, la connoissance qu'on avoit dans le public, des trames de Philippe en Espagne, ne contribua pas peu à le faire regarder comme auteur de ce désastre. De nos jours, lorsqu'on a vu les intrigues et les forsaits du descendant de Philippe, on s'est rappelé le genre d'ambition de celui-ci, et on a dit, avec assez de raison, que la soif de régner étoit héréditaire dans la branche d'Orléans.

Philippe mourut à la cinquantième an-née de son âge. Il passa subitement des bras d'une de ses maîtresses, dans ceux

de la mort. Il étoit fils d'Elisabeth-Charlotte de Baviere, et de Monsieur, frère unique de Louis XIV. Elisabeth étoit, la seconde épouse de Monsieur. Il avoit épousé en premières noces, cette infortunée Henriette-Anne qui, par les graces de sa personne, les excellentes qualités de son cœur, et la beauté d'un esprit peu ordinaire, fut, dit Bossuet, le digne objet de l'admiration de deux Royaumes, et dont la mort tragique, arrivée au printemps de sa vie, fit couler des larmes de tous les yeux. Le genre de cette mort fit naître bien des conjectures, élever bien des soupçons qui frappèrent sur Monsieur lui-même, mais qu'il faut mettre au rang de ces mystères qui ne seront jamais éclaircis. Henriette étoit fille de ce malheureux Charles premier, dont l'ambitieux et fanatique Cromwel fit tomber la tête sur un échafaud. Exemple bien terrible de ce que peut un homme hardi et adroit dans ces grandes révolutions qui ébranlent les empires. L'adversité fut l'héritage de Charles premier. Nous avons vu, de notre temps, le malheur s'attacher avec une opiniatre et affligeante persévérance sur les pas de son dernier descendant, prisonnier parmi nous, à Vincennes, et ne trouvant ensuite dans l'univers entier, qu'un seul souverain assez généreux pour lui donner l'hospitalité : tant il est vrai que le malheur et le mal-

B 2

heureux sont ce que les hommes craignent

le plus d'approcher.

Monsieur avoit l'esprit foible, sonpçonneux et des goûts bisærres. Il se plaisoit à s'habiller en femme, et parcourut plus d'une fois à pied, dans cet accoûtrement, les rues de Paris. On le sonpçonnoit d'avoir les inclinations de ce sexe, d'être mol et efféminé; cependant le 11 avril 1677, au Mont-Cassel où il livra bataille au prince d'Orange, et le défit entièrement, il montra l'intelligence d'un capitaine et la bravoure d'un soldat. Il mourut d'apoplexie à St-Cloud, à l'âge de soixante-un ans. Aucun prince de sa branche n'a jusqu'à présent été audelà de ce terme, et je remarque en passant que tous, à l'exception de Louis, ont été emportés par une mort violente.

Par Monsieur fils de Louis XIII et d'Anne d'Autriche, Louis-Philippe-Joseph dont il est question dans cette histoire, remontoit à la plus haute origine, et comptoit pour ancêtres une longue suite de rois. Si les événemens qui l'ont fait descendre au dernier dégré de l'opprobre, et l'ont traîné à sa perte, étoient moins graves, on seroit tenté de rire en voyant ce prince environné de tout l'éclat que lui donnoit une telle naissance, troquer le nom de ses ayeux dont plusieurs ont été mis au rang des héros,

contre le nom burlesque d'Égalité.

L'enfance de Louis-Philippe-Joseph ne pré-

ite!

sente aucun trait qui mérite d'être recueilli. C'est sur-tout pour les jeunes princes, que l'éducation publique est d'une nécessité indispensable. Le dauphin fils de Louis XV, étant encore enfant, eut une conversationavec le fou prince de Conti. Au sortir de cet entretien, Louis XV fit au prince de Conti cette question: « Comment trouvez-vous mon fils? Sire, lui répondit le prince, il lui manque ours de leur vie, sont destinés à jouir d'une supériorité marquée sur leurs semblables, qu'il importe de donner une telle leçon: sans compter que l'œil d'un camarade voit des défauts que trop souvent un instituteur, ou n'apperçoit pas, ou n'ose réprimer, l'indulgence de celui-là est tounir funeste, la sévérité de celui-là est toujours utile. Il est évident que ceux de nos princes qui ont reçu l'éducation la plus heureuse, ont été élevés dans des colléges. De ce nombre sont le grand Condé, le prince de Conti, son frère, et de nos jours, le prince de Condé actuel, et le feu prince de Conti élevés au collége de Louisle-Grand.

Si les premières années de d'Orléans ne reçurent pas une culture heureuse, ce n'est pas qu'on n'eût environné son enfance des personnes les plus propres à la guider; mais
B 3

dans ce choix on est presque toujours trompé. On interroge l'opinion publique, et on appelle auprès de l'élève, ceux qu'elle désigne comme des hommes parfaitement instruits; mais outre que l'opinion publique egare sur cet article comme sur bien d'autres, outre qu'il est des réputations usurpées, de ce qu'un homme est versé dans l'art ou la science dont il s'est approprié l'étude, il ne s'ensuit pas qu'il soit un habile instituteur. Bien savoir et bien enseigner sont deux talens qui vont rarement ensemble. De-là vient qu'il n'y aura jamais en France une bonne éducation, tant qu'il n'y aura pas un corps enseignant. De-là vient que les études sont tombées parmi nous: que les études sont tombées parmi nous; que les lettres et les sciences n'ont plus produit des hommes d'un grand génie, dès l'instant où l'on a detruit cette société, dont les membres faisoient un long apprentissage de l'art d'enseigner. De-là vient que, de cette école militaire où l'on réunissoit fastueusement les secours propres à donner aux élèves, tous les genres de connoissances, il n'est cependant gueres sorti que des hommes médiocres. La justice veut qu'on convienne que chacun des professeurs de cette école possédoit parfaitement la partie d'instruction qui lui étoit confiée, mais aucun ne connoissoit cet art de patience qui fait germer et développe dans l'âme des enfans les dispositions heureuses. De-là vient enfin que cette école normale (1) dont, dans ce moment on parle tant, ne produira jamais que bisarreriz et confusion, parce que les professeurs dont on la compose, sont admis sur la renommée qu'ils se sont faite, sur le rôle qu'ils ont joué dans une académie, et non sur les preuves qu'ils ont données de leur habileté dans la science de l'éducation. Il eût mieux valu cent fois les choisir parmi les anciens professeurs de l'université, parmi les maîtres de pension, parmi les instituteurs particuliers.

Dès que Louis-Philippe-Joseph sortit de sa première enfance, il manifesta des goûts pervers, des inclinations honteuses. Jusqu'à la mort de son père, ainsi qu'il se pratiquoit parmi les princes du sang, il porta le nom d'une des principales terres de l'apanage de sa maison; il ne fut connu que sous le nom de duc de Chartres. C'est sous ce nom qu'il remplit Paris et la France des bruits de son libertinage. Il se livra avec une sorte de brutalité au jeu, au vin, aux prostituées; il ne mit ni décence, ni mystère dans ses aventures lubriques. Il se plaisoit à leur donner de l'éclat, à en exagérer la turpitude; il cherchoit à déshonorer par la calomnie,

⁽I) Elle étoit encore en faveur, lorsque j'écrivois ceci.

les femmes qu'il n'avoit pas pu perdre par la séduction.

Son exemple auquel son rang, ses richesses, ses espérances donnoient une con-tagion funeste, corrompit une nombreuse eunesse. Il ne pouvoit pas en être autre-ment dans un siècle où la chasteté du mariage étoit un ridicule, où les principes religieux s'appelloient superstition; dans une ville corrompue où un luxe effréné et l'avidité pour tous les genres de plaisirs bruyans et dispendieux, non - seulement n'attiroient aucun mépris, mais étoient en quelque sorte et presque généralement, des titres d'honneur et d'avancement. Tous les jeunes libertins que rensermoit la capitale, avoient sans cesse les yeux sur le duc de Chartres; ils cherchoient à l'imiter; il étoit leur guide, leur modèle; ils s'enfonçoient comme lui dans la débauche. Ceux à qui leur naissance permettoit d'approcher de sa personne, le recherchoient et en étoient recherchés. Ceux qui, placés dans le second ordre de la noblesse, ne pouvoient aspirer à s'élever à cette sorte d'égalité avec lui, briguoient du moins l'avantage d'être mis au rang de ses serviteurs; et malheureusement quiconque dans cette classe étoit le plus décrié par ses mœurs, obtenoit la préférence sur ses concurrens. Il fit toute sa vie à cet égard, les choix les plus singuliers comme les plus honteux. Ceux qui, par leur naissance et leur fortune, étoient privés de l'espoir d'arriver jusqu'à lui, mettoient du moins leur étude et leur gloire à être parmi leurs égaux, ce qu'étoit le duc de Chartres dans le cercle où l'avoit place sa naissance. Il fant compter parmi les maux qu'il a faits à son pays, l'influence empoisonnée qu'a eue la licence de sa vie sur les mœurs d'une portion considérable de ses contemporains. C'est à la société dont il s'étoit environné, qu'il faut attribuer principalment les démarches criminelles où il s'est vu entreîner dans la suite; c'est là qu'il trouva la première idée de la conjuration dont il a été l'artisan; c'est-là enfin que se découvre la source de nos désastres.

Ce qui est déplorable et un effet nécessaire de la dépravation qui s'étoit glissée
dans toutes les classés de la société, c'est
que le duc de Chartres presqu'aussi longtemps qu'il eut parmi nous ce nom, ne fut
point mésestimé du public. Ses défauts et
ses vices n'excitoient ni le mépris ni la haine.
Les Parisiens le voyant sans cesse parmieux,
le rencontrant dans tous leurs spectacles,
dans toutes les promenades publiques, partout où il y avoit un grand concours, lui savoient gré de se rapprocher ainsi continuellement de la multitude; ils le chérissoient, ils le
couvroient de leurs applaudissemens; ilétoit,
pour ainsi dire, le seul de nos princes qu'ils
semblassent appercevoir. Le peuple a été le
même dans tous les temps: on l'a toujours
vu porter plus volontiers son affection vers

les princes dont les vices ont un certain éclat, que vers ceux qui ne sont ornés que de vertus modestes.

Les excès cù donnoit journellement le duc de Chartres, étoient regardés comme des actions louables à son âge et dans son rang, comme un juste emploi de son temps et de sa fortune. On rioit aux dépens des jeunes seiguenrs qui, voulant courir avec lui la même carrière de libertinage, ne pouvoient l'ysuivi e long-temps. Les uns contractoient des dettes qu'ils étoient ensuite dans l'impuissance d'acquitter; ceux-là rainoient leur santé, et au printems de l'âge, tomboient dans la caducité; d'autres étoient enlevés par une mort prématurée. Au nombre de ces derniers, la voix publique plaça le jeune prince de Lamballe. Il étoit intimement lié avec le duc de Chartres, dont il partageoit les plaisirs. Sa mort arrivée à la vingt-unième année de son âge, vint à la suite d'une maladie engendrée par l'excès du plaisir. Lorsqu'il mourait, il n'y avoit pas seize mois qu'il étoit marié à Marie - Thérèse-Louise de Savoye-Carignan. Comme il étoit seul enfant mâle du duc de Penthièvre, ét qu'il mouroit sans postérité, sa mort rehaussoit beaucoup les espérances du duc de Chartres. Il s'agissoit dès-lors de faire épouser à celui-ci la sœur unique du prince de Lamballe, qu'il épousa en effet depuis. Au moyen de ce mariage, l'immense fortune du duc de Penthièvre devoit un jour venir se verser dans la maison d'Orléans, qui devenoit ainsi une des plus riches maisons de l'Europe. Le duc de Penthièvre étant grand amiral de France, le duc de Chartres avoit encore l'espoir d'être un jour l'héritier de

cette belle charge.

Ce furent tous ces avantages qu'il trouvoit dans la mort de l'infortuné Lamballe, qui portèrent à croire qu'il avoit lui-même causé cette mort, en présentant au jeune prince l'appas d'un plaisir auquel il s'étoit laissé prendre, et qui l'avoit mis dans la cruelle nécessité d'endurer une douloureuse et humiliante amputation à laquelle il n'avoit pu survivre. Le génie du duc de Chartres étoit digne d'enfanter une aussi infernale spéculation. Mais la jeunesse de la cour et de la ville, bien loin de la blâmer, en plaisanta, et lui donna le nom innocent d'espiéglerie.

Ces dispositions où le duc de Chartres avoit mis à son égard, sans effort, la majeure partie du public, étoient un acheminement vers le but où nous l'avons vu marcher; mais sa maladresse lui fit perdre dans la suite, l'intérêt qu'il avoit inspiré presque généralement, avant d'être duc d'Orléans. Tout se réunissoit pour en faire un chef de parti; et il ne faut pas le confondre avec cet autre misérable conspirateur, dont j'ai déja écrit l'histoire. Maximilien n'étoit qu'un idiot, ivre de sang, dépourvu de tout moyen de se produire

avantageusement; la nature n'avoit rien fait pour lui. Elle n'avoit pas mal partagé Louis Philippe-Joseph, que la fortune, en outre, avoit couvert de ses faveurs. La forte haine qu'il excita depuis contre lui, l'a peint, et le peint encore aujourd'hui, comme un homme difforme au physique, ainsi qu'au moral. La chose a été portée au point que j'ai entendu des personnes, qui le connoissoient aussi bien que moi, soutenir avec entêtement, qu'il étoit horrible à voir. C'est-là le langage de la prévention;

ce n'est pas celui de la vérité.

Louis-Philippe-Joseph étoit bel homme, dans toute l'étendue du sens que l'on peut donner à cette expression. Sa taille audessus de la médiocre, avoit des contours gracieux, et nul défaut. On ne sauroit être mieux fait qu'il l'étoit dans la partie inférieure du corps, à partir de la ceinture. Le reste de sa taille s'étoit un peu épaissi dans les dernières années de sa vie; mais cet embonpoint ne lui donnoit pas mauvaise grace. Il portoit fort bien sa tête, et savoit quand il le vouloit, donner à sa contenance, de la dignité. Tous les traits de sa physionomie étoient dessinés avec régularité, mais sans vigueur; ils présen-toient plutôt l'image d'une ame efféminée, que d'un cœur mâle; ses yeux bleus, ni trop grands ni trop petits, avoient plus de langueur que de vivacité. Son front s'é-toit de bonne heure dégarni de cheveux;

ce défaut qui prenoit sa cause dans les ex-cès, où dès les premières années de son adolescence, il se plonges sans ménage-ment, n'avoit rien de trop désagréable, et déponilloit son regard de cet air de dureté que donne toujours un front rétréci par une chevelure épaisse. Je dirai en passant, qu'il fut un temps, où l'engouement pour ce prince alla au point que les jeunes gens se faiscient épiler le front, pour avoir au se faisoient épiler le front, pour avoir au moins un trait de ressemblance avec le duc de Chartres. Ses débauches avoient encronté son visage, son nez et la partie inférieure de son front, d'un assemblage de petits boutons rouges; et c'est cette sorte de masque dont il étoit en effet enlaidi, mais que le libertinage, et non la nature lui avoit donné, qui faisoit dire à bien des gens, que sa physionomie étoit hideuse. Il avoit d'ailleurs, les dents assez belles, la peau d'une blancheur et d'une finesse peu com-

Lorsqu'il parloit, le sourire étoit presque toujours sur ses lèvres. Il dansoit avec grace, nageoit fort bien, et excelloit dans l'art de l'escrime; en général, il se tiroit avec adresse, de tous les exercices du corps, qu'il préféra toujours à ceux de l'esprit. Il avoit une forte antipathie pour les occupations sédentaires; il cherchoit l'agitation: c'étoit son élément. Il aimoit le bruit, les chiens, les chevaux, les traîneaux. Mais, sa passion dominante étoit de conduire

lui-même, un cabriolet; c'étoit-là le scul talent dans lequel il excellât : et nul, après Néron, n'a plus mérité qu'on dise de lui :

Pour toute ambition, pour vertu singulière, Il excelle à conduire un char dans la carrière.

Il n'est pas inutile d'instruire la postérité que telle fut l'exécration qu'on porta à ce malheureux prince parmi ses contemporains, qu'ils allèrent jusqu'à lui disputer sa naissance. L'opinion qui a régné longtemps à cet égard, n'est pas encore détruite, et n'est pas non plus sans quelque fondement. Louise-Henriette de Bourbon-Conti, sa mère, fut la Messaline de son siècle. Comme l'impudique femme de Claude, elle se prostituoit aux hommes de toutes les conditions, et partageoit son lit même avec des valets. Plus d'une fois, emportée par les accès de sa lubricité, elle alla, aux approches de la nuit, dans les allées du jardin de son palais, solliciter, par de dégoutantes caresses, le premier venu, d'éteindre les feux impurs qui la dévoroient.

Le bruit public vouloit que Louis-Philippe-Joseph fût le fruit des amours de cette princesse avec un valet d'écurie. La sorte de fureur avec laquelle il se métamorphoseit en cocher, en postillon, faisoit dire qu'il ne dégénéroit point de son père; que ses goûts le rendoient digne d'une telle naissance, et suffisoient seuls pour la dé-celer. Ce n'étoit-là qu'une conjecture; mais ce qui n'en est point une, c'est que Louis d'Orléans, son ayeul, partageant la croyance publique, refusa opiniâtrément jusqu'au lit de la mort, de le reconnoître pour son petit-fils; et il faut convenir que l'opinion d'un prince aussi vertueux, devoit paroître de quelque poids. Je tiens d'un chanoine de Sainte-Geneviève, qui fat témoin des derniers momens de Louis d'Orléans, que ce prince vivement sollicité, à diverses reprises, dans sa dernière maladie, de se désister d'une opposition abso-lument inutile, puisque les loix légit moient la naissance de son petit-fils, ne céda enfin, et ne signa l'acte de reconnoissance, que sur la menace qui lui fut faite par son confesseur, qu'il ne recevroit pas l'absolution, s'il persistoit dans son refus. C'est ce trait qui me fit dire dans un écrit, du vivant même de Louis-Philippe-Joseph, que c'étoit par une sorte de pressentiment de ce qu'il seroit un jour, que son ayeul avoit eu tant de peine à le enter sur la branche des Bourbons.

L'usage vouloit à la cour de France, que les princes du sang ne fussent admis dans l'ordre du St. Esprit, et n'en reçussent le cordon, qu'après leur première communion. Cette époque passée, le roi fixoit le jour qu'il jugeoit à propos pour la cérémonie. Le candidat mettoit un habit de

toile moire ou d'une autre étoffe d'argent; il avoit des chausses troussées, des bas de soie blancs, des escarpins de velours, de la même couleur, un manteau court de damas noir, brodé, un rabat de point ou de dentelles; il portoit sur sa tête, une toque de velours noir, garnie d'un cordon de diamans, et ornée d'un bouquet de plumes blanches, du milieu duquel s'élevoit une aigrette noire; le foureau de l'épée étoit de velours ou de satin blanc. Ce fut avec ce costume que le jeune duc de Chartres, placé entre le dauphin, père de Louis XVI, et Louis-Philippe d'Orléans, son père, vint recevoir le cordon bleu des mains de Louis XV. Ce grouppe formoit un coup d'ocil ravissant. L'innocence de l'âge du candidat qui ne laissoit point encore appercevoir sur son visage, ces taches honteuses qu'une vie dissolue y imprima dans la suite, l'éclatante blancheur du costume qu'il portoit, l'embonpoint même des deux princes qui étoient à ses côtés, tout contribuoit à rehausser l'éclat de sa physionomie et de ses formes, et à donner à ce tableau une sorte de magie. Les assistans étoient dans l'admiration; et malgré la sainteté du lieu, malgré le respect que commandoit la cérémonie, plus d'un ne put s'empêcher de s'écrier, que ce n'étoit point un enfant, que c'étoit un ange qu'on recevoit chevalier: hélas! que de malheurs, que de forfaits ont démenti ce présage! Louis

(33)

Louis-Philippe-Joseph dans toutes les circonstances où quelque solemnité l'appelloit à la tête des princes et des pairs, se montroit grand, magnifique, fastueux. Hors de ces occasions, les habits les plus simples étoient de son goût, et il aimoit à marcher suivi au plus de trois ou quatre domestiques. Mais ses vêtemens, pour être modestes, ne furei t jamais négligés. Ses habits, son linge, sa coëffure étoient toujours d'une extrême propreté. Il ne manquoit point, quoiqu'en en ait dit, de bonnes qualités. Dans son intérieur, il se montra en tout tems bon et compatissant; aucun de ses gens n'eut jam is à se plaindre de lui. Tous ses serviteurs, il est vrai, l'abandonnèrent dans ses malheurs, mais il eut cela de commun avec les meilleurs maîtres; il étoit affable jusqu'à la familiarité avec ses inférieurs; il avoit l'humeur enjouée et caustique, il aimoit à railler et souffroit sans impatience qu'on le raillât lui-même. Passant la très-grande partie de la journée parmi des créatures tirées de la lie du peuple et plongées dans la fange de la débauche, il avoit contracté dans la fréquentation de ces malheureuses, des manières grossières, un ton malhonnête qu'il portoit souvent au milieu des compagnies choisies où son rang l'appelloit. Lors même qu'il conversoit avec une femme recommandable par la sagesse de sa conduite et la dé-cence de ses mœurs, il sembloit faire effort sur lui-même pour ne pas laisser échapper dans sa conversation quelque trait de cynisme; mais si par hasard il laissoit percer quelque envie de sortir des bornes de la plus rigoureuse modestie, un simple coup d'œil suffisoit pour l'y retenir, et alors il n'étoit pas incapablé de dire des choses extrômement gracieuses et même assez ingénieusement tournées.

Son horreur pour tout genre d'applica-tion, et principalement pour la lecture, pourroit passer pour un phénomène. L'ai entendu dire que depuis le moment où ses instituteurs l'avoient abandonné, jusqu'à celui qui a terminé sa vie, il n'avoit pas lu dix volumes. Je le croirois volontiers, car jamais il n'y eut un homme ni aussi ignorant ni aussi crédule, ni moins soucieux de l'avenir. Cependant soit que cela vînt des soins de ses premiers maîtres, soit que ce fût l'effet d'une disposition née avec lui et étouffée ensuite par la licence de sa manière de vivre, il n'étoit pas sans aptitude ni même sans amour pour les connoissances utiles. Il eût été principalement jaloux de parler toutes les langues vivantes de l'Europe, et de se bien connoître en musique et en peinture. Il appelloit à cet effet successivement auprès de lui les maîtres qui avoient la réputation de bien posséder ces divers talens; mais ces essais furent toujours infructueux : il se dégoûtoit après quelques leçons, et ne put jamais aller jusqu'à le quinzième, dans aucun genre d'instruction utile.

Il se persuada que ce qu'il ne pouvoit apprendre dans une chambre à côté d'un maître, il l'apprendroit en parcourant les pays étrangers. C'est là le motif de son premier voyage en Angleterre, et de celui qu'il fit en 1777, sous le nom de comte de Joinville, dans les Pays-Bas et en Hollande. Mais toujours dominé par la brutalité de ses passions, il ne vit chez les divers peuples qu'il visita, que des spectacles, des académies de jeu, des lieux de prostitution, des

charlatans, des frijons.

Il voulut aussi en 1778 voir nos provinces. Il visita dans la Basse - Bretague les mines de plomb de Poulavoine et de Plouagat; elles avoient à cette époque environ cinq cent pieds de profondeur. On descend dans l'intérieur de la mine, au moyen d'échelles placées le long d'un puits perpendiculaire. Le duc de Chartres parvint par cette route aux endroits les plus profonds. Il passa trois heures à examiner les travaux, à entendre expliquer les procédés, à voir exploiter la mine. Ce voyage souterrain fut vanté par plusieurs journalistes comme un exploit et une preuve du grand courage du duc de Chartres.

Jamais prince n'eut moins de droit que lui d'être placé parmi les hommes courageux: il a poussé, dans les divers rôles que sa conspiration lui a donné lieu de jouer, la timidité, la couardise, à un point qui est à peine conceyable. Cependant, peut-être

 C_2

(36) ne manquoit-il pas d'un fond de bravoure. La manière dont il se comporta au combat naval d'Ouessant, ne dément pas cette conjecture. Il y montoit le vaisseau le Saint-Esprit, que commandoit le brave la Motte-Piquet qui fut grievement blessé pendant l'action. Tout le monde convient que l'en-nemi fit de grands efforts pour s'emparer de ce vaisseau qui essuya un seu très-violent et courut un tel danger, que sans l'habileté et le courage du comte de Latouche, commandant l'Artésien, qui parvint à le dégager, il seroit infailliblement tombé au pou-voir des anglois. Les récits sur la part que le duc de Chartres avoit eue à l'action, ont beaucoup varié. On a dit que si le Saint-Esprit s'étoit trouvé dans un tel danger, la faute en étoit au prince et aux courtisans qu'il avoit amenés de son Palais-Royal, qui égarés par la frayeur, et prenant en sens contraire les signaux du comte d'Orvilliers, commandant de la flotte, avoient mis le désordre dans la manœuvre, et s'étoient cachés à fond de cale, y entraînant avec eux le prince.

Mais des témoins oculaires m'ont assuré qu'il ne les suivit point dans cette honteuse retraite, qu'il se tint constamment pendant la bataille sur le tillac, exposé au feu ennemi, et même que voulant s'assurer si ses confidens avoient bien entendu le sens des signaux, il s'étoit jetté dans une chaloupe, et avoit été pour s'assurer de la vérité, se

(37) présenter au vaisseau que montoit le comte d'Orvilliers qui lui avoit répondu avec humeur, qu'il venoit trop tard, que le mal

n'étoit pas réparable.

Il est certain que dans le premier bruit que fit cette affaire, le public jugea que le duc de Chartres n'avoit pas manqué de cœur pendant la bataille. Etant venu à Paris immédiatement après l'action, il reçut des té-moignages éclatans de l'estime qu'on croyoit lui devoir. Les personnes qui occupoient les maisons situées dans l'enceinte de son palais, celébrèrent son arrivée par des concerts, des illuminations, des feux d'artifice. A l'Opéra où l'en jouoit Ermelinde, un acteur se tournant vers lui, et lui présentant une couronne de laurier, lui adressa ces vers de la pièce

Jenne et brave guerrier, c'est à votre valeur, Que nous devous cet avantage; Recevez ce laurier, il est votre partage: Ce fut toujours le prix qu'on accorde au vainqueur.

Quoique ce dernier vers fût évidemment une exagération, puisque le duc de Chares, ni même l'officier sous lequel il avoit combattu, n'étoient sortis vainqueurs de la bataille, l'action du comédien n'en fut pas moins ap-plaudie avec enthousiasme. Les applaudissemens sont une monnoie, si je puis parler ainsi, dont les parisiens n'ont jamais été avares.

Le duc de Chartres ne resta que quelques jours à Paris. Il retourna joindre la flotte qui étoit rentrée dans la rade de Brest. Revenu

dans la capitale, il trouva après ce second voyage, les esprits entièrement changés à son égard. On avoit fait courir des relations du' combat où il s'étoit trouvé, dans lesquelles on attribuoit à sa lâcheté le peu de succès de cette affaire. On le chansonna dans quelques cercles, on lui lança des épigrammes. Il dévoraces affronts, non pasavec philosophie, mais avec impudence, témoignant par sa conduite et ses discours, qu'il ne, tenoit aucun compte de l'estime des hommes, et qu'il mettoit son plaisir au-des-

sus de tonte considération.

Se trouvant un jour dans un cercle, il lui arriva de tracer un portrait peu avantageux et infidéle d'une femme considérée à la cour, qui se trouvoit dans le même cercle, mais derrière lui, de manière qu'il ne la voyoit pas. Cette femme ne l'interrompit point; mais lorsqu'il eut achevé, elle se leva, passa devant lui, et lui dit en se retirant: "Il me paroît, mon prince, que vous nevous connoissez pas mieux en signalement qu'en signaux. » Chacun comprit cette allusion à l'affaire d'Ouessant. Le prince la comprit lui-même, et fit voir par sa mauvaise contenance, que son esprit ne lui suggéroit aucun moyen de sortir de l'embarras où le jettoit la juste leçon qu'il venoit de recevoir voir.

C'étoit autrefois l'usage dans la marine appellée royale, qu'on ne pouvoit y obtenir un commandement sans avoir passé par tous les grades. Le duc de Chartres fut obligé de (39)

se conformer à cette règle. Parti de Rochefort pour aller s'embarquer sur le SaintEsprit, avec l'uniforme de simple garde
marine, il fut nommé successivement pendant la campagne, enseigne, lieutenant,
capitaine de vaisseau, chef d'escadre, et
la campagne finie, il fut élevé au grade de

lieutenant-général.

Ce n'étoit pas précisément ce dernier grade qu'ambitionnoit le duc de Chartres. Le véritable motif qui l'avoit porté à paroître dans la marine, étoit la ferme croyance que cette carrière le conduiroit à la survivance de l'éminente et lucrative charge d'amiral de France, dont se trouvoit pourvu son beau-père le duc de Penthièvre. Mais il en fut autrement. Il parut que le chef de la nation n'avoit pas sur sa conduite, à l'affaire d'Ouessant, une opinion différente de celle du public. Il transpira que la charge d'amiral, après la mort du titulaire, passeroit à un des enfans du comte d'Artois. Cependant pour récompenser le duc de Chartres des services qu'il avoit rendus dans sa campagne sur mer, on créa tout exprès pour lui un emploi de colo-nel-général des hussards, grade militaire qui jusqu'à cette époque, avoit été inconnu parmi nous.

Cette création étoit bien une faveur; mais donner pour récompense de services rendus sur mer, un poste sur terre, c'étoit une sorte de mocquerie, une véritable censure. Le public prit la chose ainsi, et les parisiens qui

C 4

rioient encore alors, recommencerent leurs plaisanteries sur le prince. Il les sût dédaignées par le système d'insensibilité qu'Asétoit fait sur l'opinion publique, mais il se vit avec un mortel déplaisir, frustré de ses esperances sur la possession de la charge d'amiral qu'il n'avoit cessé de convoiter. Ce fut là la première étincelle de cette haine qu'il avoit vouée au chef de sa maison, et que les attentats qu'il commit pour l'assouvir, ne purent jamais éteindre. Tant est vraie en politique, cette maxime, que quand on est dans la nécessité de faire une offense, il faut anparavant prendre des mesures pour que celui qui la reçoit, ne puisse pas s'en venger. Il convenoit ou de laisser au duc de Chartres l'espoir d'aspirer au grade d'ami-ral, ou de le réduire à l'impuissance phy-sique de jamais donner aucune suite à son mécontentement.

Les personnes qui ont été à portée de connoître intimement le cœur de ce prince, assurent que la vengeance étoit sa passion dominante, sa seule passion, et qu'il mettoit tout son bonheur à se repaître de l'idée qu'il pourroit environner de toutes les sortes de désastres ceux qu'il croyoit avoir sujet de haïr. Tel étoit le caractère atroce de ce prince; c'est celui des furies. Quand il avoit conçu un projet de vengeance, il avoit l'art de dissimuler au-dehors le sentiment qu'il nourrissoit au fond de son ame; mais sa passion, pour être comprimée, n'en

étoit que plus ardente, et plus terrible dans son explosion, quand les circonstances lui permettoient de la faire éclater.

Une autre particularité de sa vie privée, contribua à nourrir l'opinion qu'il n'avoit nul courage. Mais cette particularité fut mal rendue au public, et la conséquence qu'on en tira, n'en découloit pas naturellement. Voici à cet égard l'exacte vérité que ment. Voici à cet égard, l'exacte vérité que j'accompagne de quelques détails, pour qu'elle soit plus intelligible à la postérité. Montgolfier avoit imaginé une machine de forme sphérique, et d'un volume plus ou moins grand, qui ressembloit assez à ces ballons creux, dont les bonds sont un des amusemens et des exercices de notre ieu amusemens et des exercices de notre jeunesse. On remplissoit cette machine creuse de gaz ou vapeur qui l'exhaussoit dans les airs, et l'y tenoit suspendue jusqu'à ce que l'aliment de la vapeur fût détruit. On attachoit au-dessous de cette ingénieuse machine, une espèce de nacelle dans laquelle on ne mit d'abord que des animans qui après avoir vogré dans les airs. maux qui après avoir vogué dans les airs, descendirent doucement surterre, sans avoir reçu aucun mal. Des hommes furent ensuite assez hardis pour monter dans la nacelle, et s'éleverainsi au dessus des nuées. Un physicien nommé Blanchard, eut même la témérité de faire dans cet étrange navire, le trajet de Douvres à Calais, et cette péril-leuse expérience lui réussit. Il débarque heu-reusement sur les côtes de France. Deux autres physiciens tentèrent la même aventure, ils essayèrent de passer ainsi du territoire françois sur le rivage anglois; mais à peine furent-ils élevés à une hauteur assez considérable, que le feu consuma le char qui les voituroit, ils tombèrent brusquement sur la terre, brisés et sans vie : ce qui prouve que de tels voyages n'étoient pas sans péril, et que ceux qui les entreprenoient, n'étoient

pas sans quelque courage.

En France et sur-tout à Paris, tout ce qui est nouveau, et a une apparence de merveilleux, séduit et occupe exclusivement tous les esprits, jusqu'à ce qu'une nouvelle merveille fasse oublier celle qui l'a précédée. On ne cessoit de faire des expériences sur ces machines, qu'on appella indifféremment ballons, aréostats, ou Montgolfières du nom de leur inventeur: On en vint à se persuader qu'on pourroit les diriger dans les airs, comme à l'aide des voiles et du gouvernail, on dirige en mer un navire. Deux frères appellés Robert, et leur beau-frère nommé Collin Hullin, tous trois habiles mécaniciens, construisirent un de ces aréostats; ils lui donnèrent la forme cylindrique, cinquante-deux pieds de long sur trente-deux - de diametre, ct l'armèrent de rames et d'un gouvernail; ils annoncèrent ensuite qu'ils s'éléveroient dans les airs au moyen de ce globe, et qu'à la faveur des rames et du gouvernail, ils le dirigeroient à leur volonté, contre le gré du vent. Le duc de Chartres voulut être du voyage.

(43)

Ce fut dans le parc de Saint-Cloud, que se fit l'ascension de l'aréostat. Les deux Robert, Collin Hullin et le duc de Chartres montèrent dans la nacelle qui devoit les emporter dans les régions aëriennes. Les deux femmes des deux Robert tenoient les cordes qui arrêtoient le ballon, en attendant qu'il s'élevât. A huit heures du matin les cordes furent lâchées, et l'aréostat monta majestueusement. Un public immense étoit présent à ce spectacle. Les personnes éloignées témoignèrent à grands cris qu'elles dési-roient que celles qui étoient plus près du lieu de la scène s'agenouillassent, pour lais-ser à chacun la liberté de jouir du coupd'œil que présentoit le départ de cette superbe machine. Ce désir fut exaucé : d'un mouvement unanime, chacun mit un genou en terre. Au milieu de cette multitude ainsi prosternée, l'aréostat s'éleva lentement. Jamais image ne fut plus imposante. Au bout de trois minutes, les spectateurs perdirent le ballon de vue. Il s'éleva à une telle hauteur, que les voyageurs non-seulement n'apperçurent plus la terre, mais qu'ils se sentirent portés dans une région bien différente de celle qu'ils venoient de quitter; tout-à-coup, quoique le tems fût calme, ils furent emportés et comme engloutis dans une vapeur épaisse; un vent impétueux frappant avec rapidité sur la surface que présentoit le gouvernail, fit tourner trois fois l'aréostat sur lui-même. Les voyageurs abandonnèrent alors l'espoir de diriger leur navire, et pour ôter toute prise au vent, ils déchirèrent le taffetas du gouvernail. Au même moment des nuages épais se roulant à plusieurs toises au-dessous de leurs pieds, sembloient leur interdire le retour vers la terre. Ils furent entraînés rapidement à la surface de cette mer de nuages. Là le soleil produisit à la vapeur que renfermoit le ballon, une dilatation effrayante. Le duc de Chartres jugea qu'il y auroit de la folie à braver de plus longs dangers. Pour que la descente se fît sur-le-champ, il imagina de vuider le ballon d'une partie du gaz qui le tenoit suspendu au-dessus des nuées. Pour cela il déchira de la longueur d'environ sept à huit pieds le taffetas dont la machine étoit composée. Le gaz se faisant brusquement passage par cette ouverture, elle descendit avec la plus grande rapidité; mais aucun des aréonautes ne fut blesse. Cette manœuvre et la rapidité de la descente furent attribuécs à la poltronnerie du duc de Chartres. Ce jugement n'étoit pas juste : sa conduite dans cette occasion étoit plutôt une preuve de prudence que de poltronnerie. Les quolibets et les sarcasmes n'en plurent pas moins de toute part sur le prince. On disoit qu'il avoit rendu les trois élémens témoins de la lâcheté qui lui étoit naturelle.

Le duc de Chartres perdoit ainsi journelment la considération publique, et jusqu'à l'estime de cette nombreuse portion de (45) parisiens, qui s'étoit d'abord si fort engouée de lui. Un nouveau trait acheva de le couvrir de mépris et de haine. Il imagina de rétrécir le jardin de son palais, qui n'étoit déjà pas trop spacieux. Les maisons qui avoient vue et des issues sur le jardin, se trouvèrent, au moyen de l'exécution de ce plan, privées de cet avantage, et furent masquées par d'autres maisons; de sorte que ceux qui les habitoient, n'eurent plus devant eux, au lieu d'une promenade agréable, qu'une rue étroite, obscure et boueuse. Le principal but du duc de Chartres dans cette opération, étoit de doubler le revenu que lui produisoit le terrein qui formoit l'enceinte de son palais. Et en effet il loua depuis les nouvelles maisons à un prix si exorbitant, qu'il en accrut con-sidérablement ses richesses. Mais cette soif de l'argent, dans un prince qu'on savoit de-voir être un jour le plus riche particulier de l'Europe, passa pour une basse avidité. D'un autre côté, cette opération faisant baisser de plus de la moitié le prix des anciennes maisons, on cria qu'il ne lui con-venoit pas de fonder sa fortune sur la ruine des propriétaires de ces maisons.

Des clameurs s'élevèrent de toute part; les plus ardens à murmurer, comme on pense bien, furent ces mêmes propriétaires. Ils eurent avec ce prince des conférences et de vives altercations. Dans un de ces pourparlers, il leur dit: « On a beau faire, on a (46)

beau crier, je ne me désisterai point de

mon plan, par la raison que j'ai besoin

d'argent, et qu'on ne répond rien à cette

raison. — Monseigneur, lui répondit

le marquis de Voyer, vous avez besoin d'argent, nous en avons, non pas pour vous le donner, mais pour nous défendre. On plaida en effet; l'affaire fut portée au parlement, et eut l'issue qu'elle devoit avoir : chacun est maître de sa chose, et libre de disposer de son terrein comme il l'entend. Le duc de Chartres sortit vainqueur de ce combat. Mais jamais on n'avoit invoqué avec plus de chaleur, et aussi avec plus de raison qu'on ne le fit dans cette rencontre, l'axiôme:

summum jus, summa injuria.

La haine et le mépris que cette affaire acheva d'inspirer contre le duc de Chartres, semblérent ne pouvoir monter plus haut, et laissèrent dans tou's les esprits des traces qu'on croyoit qu'il ne parviendroit jamais à effacer. Des personnes ayant voulu un jour l'allarmer sur les désagrémens inséparables d'une opinion aussi défavorable, il leur répondit impudemment : « Je » ne donnerois pas un écu de l'opinion pu» blique ». Un prince qui avoit au fond du
cœur cet insolent mépris pour le public,
qu'il faut quelquefois plaindre, mais ne jamais mésestimer, devoit être capable de
pousser l'immoralité au-delà de toutes les
bornes: et repousser avec cette insolence,
l'appui sans lequel on ne peut rien faire, c'étoit déceler un génie vuide de toutes vues

politiques.

Je grossirois beaucoup trop ce volume, si je voulois y faire entrer toutes les anecdoctes que fournit la conduite qu'a tenue ce prince dans l'intérieur de son palais, dans ses divers serrails., parmi ses courtisans, au milieu des compagnons de ses débauches. C'est une tâche d'ailleurs que je ne dois pas entreprendre: j'écris l'histoire de sa conjuration, et non celle de sa vie privée. Je me borne donc au petit nombre de traits qu'on vient de lire; ils suffiront pour peindre son caractère, son ame, son esprit, et pour donner une idée des ressources qu'il a pu trouver en luimême dans le cours de cette révolution orageuse, qui lui rendit si facile la conquête d'une couronne. Si dans la suite de cet écrit, j'ai encore à parler de quelqu'une de ses actions privées, ce ne sera qu'autant qu'elle se liera à l'histoire de sa conspiration. Les scènes qui vont s'ouvrir aux yeux du lecteur, le représenteront comme un prince déloyal, dissimulé, fourbe, hypocrite, de peu de jugement, toujours favorisé de la fortune, toujours laissant échapper les occasions qu'elle lui présente échapper les occasions qu'elle lui présente d'atteindre à son but, et cependant, ja-mais rebuté par les revers, jamais découragé par son impuissance, marchant avec une inconcevable opiniâtreté vers le trône. Ce qui n'étonnera pas moins, c'est qu'emporté par la fougue de toutes les passions, souillé des voluptés les plus sales, noirci des crimes les plus odieux, il ne put parvenir à étouffer au fond de sa conscience, cette voix qui enfin au dervier terme de sa vie, le contraignit à rendre hommage à la religion de ses pères.

Fin du Livre premier.

HISTOIRE

DELA

CONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH D'ORLÉANS,

SURNOMMÉ ÉGALITÉ.

LIVRE SECOND.

Aggrégation du duc d'Orléans à la société des Francs-Maçons. Coalition de ce prince avec toutes les cours souveraines de France. Sa première conspiration. Son exil à Villers-Cotteret. Agitation que cet événement produit dans toute la France.

C'est à l'histoire générale à développer les causes éloignées et prochaines dont le concours a enfanté la révolution qui a fait à la France, des plaies si profondes. Ce développement n'est pas de mon sujet. Je dirai en deux mots, que notre patrie n'a cessé depuis deux siècles, de nourrir dans son Tome I. (50) sein, des partis ennemis de l'ordre poli-tique qui régloit parmi nons autrefois la hiérarchie sociale. Les calvinistes d'abord, dans la suite, les jansénistes, les encyclo-pédistes, les économistes, toutes les sectes, sans en excepter celle dont les membres prenoient le nom burlesque de francs-maçons, ont marché par des routes diverses, vers une forme de gouvernement, autre que celle qu'ils trouvoient établie. Il n'a jamais manqué à ces divers partis, qu'un homme de tête, dont le nom, le rang, la fortune, l'audace pussent réaliser les espérances que tantôt la force, tantôt la raison essayoient en vain de leur faire abandonner.

Lorsque de nos jours, les germes d'insur-rection semés au sein de toutes les classes de la société, ont été à leur maturité, les yeux de tous les noveteurs se sont tournés vers Louis-Philippe-Joseph. Il est difficile de fixer avec exactitude l'époque où il con-çut le plan de sa conjuration. L'histor en qui vondra suivre et étudier avec attention les mouvemens orageux qui ont marqué la fin de l'avant-dernier régne, et le commencement du dernier, trouvera pent-être que le bouleversement de notre ancienne magistrature, sous le despotique Manpeou, que le massacre sur la place ci-devant Louis XV; que le pillage des boulangers sous le minis-tère du *Philosophe* Turgot, ne sont pas des événemens étrangers à cette conjuration. Nulle raison cependant ne fait présumer

que Louis-Philippe-Joseph ait eu personnellemeut part à aucune de ces agitations. Il est également incontestable qu'on ne le vit jamais lié ni avec les calvinistes, ni avec les jansénistes. Mais il recherchoit et caressoit les écrivains qui prêchoient l'indépendance des autorités religiouses et civiles, alors existantes. On le trouvoit souvent dans les cercles où ils étoient admis. Chacun sait que dans leurs cotteries, ils parloient avec beaucoup d'irrévérence des rois et des grands. Louis-Philippe-Joseph étoit le seul prince dont ils ne médiso ent pas.

Ses liaisons avec les francs-maçons furent plus marquées, et d'une nature qui eût dû allarmer ceux qui gouvernoient alors, s'ils enssent en une surveillance plus active, et si en même-temps, ils eussent voulu aban-donner la fausse idée que les opinions ne

pouvoient pas renverser un trône.

La franc-maçonnerie nous étoit venue d'Angleterre. Elle y devoit, disoit-on, son origine à ceux des Templiers qui échap-pèrent à la proscription dont le pape Clément V et le roi de France Philippe-le-Bel frappèrent tout l'ordre. Ce ne fut que sous le protectorat de Cromwel que les francsmaçons qui s'incorporèrent alors avec les ind pendans, et formèrent ainsi un parti très-nombieux, furent soufferts. Vers la fin du dix septième siècle, ils parvinrent à se réunir en plusieurs assemblées particulières, et à tenir des séances à des jours réglés. Les

membres de ces assemblées prirent le nom de freys-maçons, hommes libres, ou maçons libres.

Les Anglois et les Irlandois qui passèrent en France avec Jacques II, nous apportèrent cette nouveauté qui ne fut long-temps connue que parmi les troupes. Insensiblement la société fit des prosélytes qui se répandirent dans la plupart de nos villes, et s'y réunirent en assemblées. L'obscurité où elle languit pendant plusieurs années, la déroba à la vigilance de la police, et lorsque la police voulut la surveiller, elle échappa à ce danger, en mettant à sa tête le comte de Clermont, abbé de Saint-Germain-des-Prés, et en recevant dans son sein plusieurs personnages de la plus hauté distinction. Le comte de Clermont étant mort, on lui donna pour successeur Louis-Philippe-Joseph.

On recevoit indistinctement dans cette

On recevoit indistinctement dans cette société, des hommes de tous les pays, de toutes les sectes. Elle se divisoit et se subdivisoit en grandes et petites sections, appellées loges. Elle n'initioit à la totalité de sa doctrine et de ses mystères, ni les souverains, ni leurs ministres, ni leurs agens fidèles: elle ne les admettoit que pour en être illustrée, et écarter d'elle tous les soupçons. Elle usoit de la même reserve envers les indiscrets et ceux qui auroient eu un intérêt réel à combattre sa doctrine et ses mystères. Ces sortes de personnes n'étoient promues qu'à des grades subalternes, mais

on leur persuadoit qu'on n'en connoissoit pas d'autres dans la société, que ceux auxquels on les avoit élevés. On n'eut pas ces ménagemens pour Louis-Philippe-Joseph : il monta au grade le plus éminent ; il sut tout ce qu'un véritable franc-maçon pouvoit savoir.

On n'accordoit une révélation complette de l'esprit et du but de la société qu'à celui qui étoit personnellement intéressé à adopter cet esprit, à marcher vers ce but. Et pour cela on le soumettoit préalablement à des épreuves qui conduisoient à connoître jusqu'à quel point on pouvoit compter sur sa constance et sa fidélité. Lorsqu'il avoit subi tentes ces épreuves, alors tous les secrets lui étoient dévoilés; alors il savoit que les véritables francs-maçons avoient pour de-vise: Ennemi du culte et des rois. Dès 1789 quelques personnes, du nombre desquelles entr'autres étoit le baron de Menou, membre de la première assemblée constituante, se servoient pour les lettres qu'ils adressoient à leurs amis, d'un cachet où cette devise étoit empreinte.

Voici en peu de mots un précis de la doctrine, au maintien et à la propagation de laquelle Louis-Philippe-Joseph jura de contribuer de tout son pouvoir, lorsqu'il fut admis au grade de chevalier Kadosch (1).

⁽¹⁾ Ce mot est hébreu; il signifie : qui renouvelle.

» Tous les hommes sont égaux; nul ne » peut être le supérieur d'un autre, ni lui » commander.

» Les souverains doivent appartenir à la » multitude; les peuples donnent la souve-

» raineté comme ils veulent, et la repren-

» nent quand ils veulent.

» Toute religion présentée comme l'ou-

» vrage de Dieu, est une absurdité.
 » Toute priissance se disant spirituelle,

» est un abus et un attentat ».

Pour être admis au grade de chevalier Kadesch, Louis-Philippe-Joseph fut introduit par cinq franc-maçons appellés frères, dans une salle obscure. Au fond de cette salle étoit la représentation d'une grotte qui renfermoit des ossemens éclairés par une lampe sépulchrale. Dans un des coins de la salle, on avoit placé un mannequin couvert de tous les ornemens de la royauté, et au milien de cette pièce on avoit dressé une échelle double.

Lorsque Louis-Philippe-Joseph eut été introduit par les cinq frères, on le fit étendre par terre, comme s'il eut été mort; dans cette attitude, il eut ordre de réciter tous les grades qu'il avoit reçus, et de répéter tous les sermens qu'il avoit faits. Ou

Le but de ce grade est de renouveller le genre humain; c'est-à-dire, de le faire passer de l'esclavage à la liberté.

(55)

lni fit ensuite une peinture emphatique da grade qu'il alloit recevoir, et on exigea qu'il jurât de ne jamais le conférer à aucun chevalier de Malthe. Ces premières cérémonies finies, on lui permit de se relever; on lui dit de monter jusqu'au haut de l'échelle, et lorsqu'il fut au dernier échelon, on voulut qu'il se laissât choir. Il obéit, et alors on lui cria qu'il étoit parvenu au nec plus

ultrà de la maçonnerie.

Aussi-tôt après cette chûte, on l'arma d'un poignard, et on lui ordonna de l'enfoncer dans le mannequin couronné; ce foncer dans le mannequin couronné; ce qu'il exécuta. Une liqueur couleur de sang jaillit de la plaie sur le candidat, et inonda le pavé. Il eut de plus l'ordre de couper la tête de cette figure, de la tenir élevée dans la main droite, et de garder le poignard teint de sang dans la main gauche; ce qu'il fit. Alors on lui apprit que les ossemens qu'il voyoit dans la grotte, étoient ceux de Jacques de Molai, grand-maître de l'ordre des Templiers, et que l'homme dont il venoit de répandre le sang, et dont il tenoit noit de répandre le sang, et dont il tenoit la tête ensanglantée dans la main droite, étoit Philippe-le-Bel, roi de France. On l'instruisit de plus que le signe du grade auquel il étoit promu, consistoit à porter la main droite sur le cœar, à l'étendre ensuite horizontalement, et à la laisser tomber sur le genou, pour marquer que le cœur d'un chevalier Kadosch, étoit disposé à la vengeance. On lui révéla aussi que l'attou-

D 4

chement entre les chevaliers Kadosch, se donnoit en se prenant les mains comme

pour se poignarder,

Enfin toutes ces burlesques et tragiques scènes se terminèrent par un interrogatoire qu'on fit subir au nouveau chevalier, et dont voici les principaux articles:

D. Que prononcez-vous en venant de la

grotte?

R. Nekom. (1).

D. Qu'avez-vous en main?

R. La tête du traître qui a assassiné notre

père, et un poignard.

D. Comment nomme-t-on les ouvriers qui s'unirent pour la construction du nouveau temple?

R. Paul-Kal, Pharas-Kal. (2).

Je pense qu'on ne sauroit blâmer ceux qui au travers de toutes ces noires folies, croiroient voir une véritable conjuration contre les successeurs de Philippe-le-Bel. En ne considérant ces sanguinaires sottises que comme des divertissemens, on ne sauroit s'empêcher d'en avoir horreur, parce que des jeux où l'on manie des poignards, où l'on se couvre de sang, où l'on coupe

⁽¹⁾ Mot hebreu qui signifie : je l'ai retranché du nombre des vivans.

⁽²⁾ Mots hébreux qui signifient : ceux qui mettent à mort les profanes.

des têtes, sont des jeux exécrables qui donnent des mœurs atroces; et il est à croire que si de telles plaisanteries fussent venues à la connoissances des souverains, ils ne les enssent nullement goûtées.

ils ne les eussent nullement goûtées.

Comme ce qui est sçu de plus d'une personne n'est jamais bien caché, une partie de ce que je viens de rapporter, transpira dans le public vers les premiers jours de la révolution, et par ce penchant qu'on a en général à exagérer même le mal, on prétendit que le mannequin que Louis Philippe - Joseph avoit frappé d'un poignard, représentoit la personne de Louis XVI. Sans m'arrêter aux bruits populaires, et pour m'en tenir au sens que présentent naturellement les actions, il me paroit qu'on pent raisonnablement présumer que Louis Philippe-Joseph fit parmi les francs-maçons, apprentissage de cruauté; qu'en se faisant initier à leurs plus hauts mystères, il eut l'idée de les bien convaincre qu'il leur étoit entièrement dévoué, et qu'enfin ce sut dans entièrement dévoué, et qu'enfin ce sut dans leur sein qu'il conçut l'espoir de s'étayer des menées et des ressources de cette nombreuse société, pour arriver au but que lui montroient sa vengeance et son ambition. Il sembloit s'en écarter en se déclarant avec énergie l'ennemi des rois et l'ami de la liberté et de l'égalité. Mais la philantropie est le masque de tous les usurpateurs; quand c'est à l'aide de la multitude qu'ils prétendent s'élever, il faut bien qu'ils donnent dans

son sens, il faut bien qu'ils lui présentent un appas; et plus ils sont grands, plus ils cherchent à paroître petits, afin de la bien convaincre de l'attachement qu'ils feignent

de lui porter.

1.ouis-Philippe-Joseph, en concevant l'idée de se faire des francs-maçons, un parti puissant, ne raisonnoit point mal; car cette singulière société couvroit de ses loges l'Europe entière : et l'évènement a prouvé que sa prévoyance ne l'avoit point trompé. Au moment en effet, où la révolution éclata, tous les francs-maçons ardens, non-seulement de la France, mais des pays étrangers, furent de son bord. Ce fut sous le nom de Jacobins, que ceux qui étoient parmi nous

se rangèrent sous ses étendaris.

Je viens actuellement aux crises qui précédèrent immédiatement l'époque où il fit le premier essai du plan de la conjuration qu'il avoit ourdie. Cette époque arriva en 1787, deux ans après la mort de son père, qui lui donna avec le titre de duc d'Orléans, nom sous lequel je le désignerai désormais, un accroissement de richesses propre à seconder ses projets. Pendant ces deux années, il ne parnt faire aucun effort pour reconquérir l'estime publique qu'il avoit tota-lément perdue, depuis l'affaire d'Ouessant et depuis les nouveaux travaux de son palais. Mais à la première convulsion qui agita la France, il sortit de cette apathie, il travailla visiblement à grossir le nombre de ses partisans, et à se rendre maître des

monvemens du peuple.

Un homme venu de Genève, sorti des emplois obscurs de la banque, s'étoit élevé jusqu'au ministère; il s'appelloit Necker. Vain, entêté, inconsidéré, enslé de la réputation que lui avoient faite les philosophes, il briguoit toutes les sortes de gloire, et par-dessus tout, la faveur populaire. De lui-même, il se plaça entre deux écueils: il promettoit au monarque une augmentation de pouvoir, et au peuple, un gouvernement démocratique. La France soutenoit alors conjointement avec l'Espagne et la Hollande, une guerre contre l'Angleterre qui cherchoit à retenir dans sa dépendance, ses colonics de l'Amérique Septentrionale. Cette guerre, sans être ni utile ni glorieuse à la France, lui fut extrêmement dispendieuse, comme le sont toutes celles d'outre-mer. Necker y fit face, sans étab'ir aucun nouvel impôt; et dans tousles écitsauxquels il eut part, il exalta cette conduite comme la prenve d'un talent rare en administration, et en même temps, comme un témoignage de sa sollicitude pour les intérêts du peuple. Ce n'étoit qu'une jonglerie; car, pour ne pas recourir à la ressource d'un subside, il grêva la nation d'une masse d'emprunts à des intérêts si exorbitans, qu'il en résulta pour la monarchie une dette qui n'a jamais été bien calculée.

« Il ne faut pas toujours, disoit le parlemont à Louis XVI, à l'occasion de ces emprunts, (1) « déterminer la nécessité » d'emprunter sur le besoin d'acquitter des » dettes, lorsqu'il est prouvé que l'intérêt » de l'argent emprunté est à un taux beau-» coup plus fort que celui des objets au » remboursement desquels on veut pour-» voir. Le crédit, ajoutoit le parlement, » souffre prodigieusement de cette multi-» plicité d'emprunts réitérés si souvent, » sans qu'on puisse se persuader de leur » nécessité. Un des principaux inconvé-» niens de ces emprunts est d'obliger à in-» venter mille formes nouvelles, souvent » même peu régulières, pour attirer la » confiance, et amorcer les spéculateurs. » L'on verroit encore les particuliers prê-» ter leurs fonds à cinq pour cent, en » rentes perpétuelles, si le grand nombre » d'emprunts faits depuis peu d'années, et » montant à des sommes effrayantes, n'a-» voient allarmé les Prêteurs, et énervé le » crédit. Les emprunts, en rentes viagères » sur-tout, présentant des appas séduisans, » par l'espoir d'un grosintérêt, et par d'an-» tres formes onérenses à l'emprunteur, » en même temps qu'elles ruinent celui-ci, » portent aux familles le plus grand préju-» dice, en facilitant à des pères égoïstes,

⁽¹⁾ Voyez remontrances de décembre, 1785.

(61)

» les moyens d'accroître leurs revenus ac-» tuels, au détriment de leurs enfans.

Ce ne furent pas des raisons de ce genre qui convertirent la cour; la nécessité de trouver de l'argent pour acquitter les charges qui s'augmentoient dans une proportion allarmante, ne lui permit pas de s'arrêter à de pareilles considérations. Necker se perdit par sa seule vanité. Quoique calviniste, il voulut être admis au conseil, dont une loi défendoit l'entrée aux gens de cette secte. Sa retraite excita un léger mouvement qu'on étouffa avec assez de facilité, mais qui fit pressentir ce que dès lors on méditoit. Necker fut successivement remplacé par un viellard et un jeune homme. Le premier, appelé Joly de Fleury, ima-gina quelques droits sur les entrées de Pa-ris. Cette foible ressource ne produisant rien, il se retira. Le second, appelé d'Ormesson, trouva le fardeau au-dessus de ses forces, et ne tarda pas à l'abandonner. On appella de Calonne que les parlemens n'aimoient pas, et que la cour estimoit.

De Calonne, d'un travail facile, d'un génie fécond en expédiens, voulut encore essayer de la ressource ruineuse et usée des emprunts. Il fit adresser au parlement un édit portant ouverture d'un emprunt de quatre-vingt millions. Une des dispositions de l'édit affectoit à cet emprunt le troisième vingtième, dont la perception devoit cesser au premier janvier suivant. Les magistrats

qu'on appelloit gens du roi, firent observér à de Calonne, avant de présenter cet édit à l'enregistrement, qu'il n'étoit pas raisonnable d'affecter un emprunt sur un impôt qui alloit cesser. La d'sposition fut changée, et l'édit présenté aux chambres assemblées. Le parlement arrêta des remontrances au roi, qui lui furent portées par le premier président. Le roi répondit qu'il vouloit être obéi. Le parlement au lieu d'obeir, chargea son premier président d'an-noncer au roi qu'il lui présenteroit de nou-velles remontrances. Le roi répondit qu'il étoit très mécontent, et cependant consentit à recevoir ces nouvelles représentations. Après les avoir entendues, il ordonna qu'on enregistrât l'edit sans différer. Le parlement enregistra; mais ce qui étoit sans exemple, il ajouta à la formule de l'enregistrement, les motifs qui avoient dicté ses remontrances. Le roi le manda en corps, à Versailles, et biffa tout ce qui excédoit la formule ordinaire de l'enregistrement.

Ces débats ne donnèrent pas de la faveur à l'emprunt, et firent désespérer d'en créer un nouveau. De plus, Louis XVI pro-nonça solemnellement dans son conseil, ces mots: « Je ne veux plus ni impôts ni emprunts ». Ce sont ces mots qui ont dé-

terminé la révolution.

Il fallut en effet, chercher d'autres moyens pour vivifier le crédit national, et alimenter le trésor public. De Calonne s'occupa,

pendant quelques mois, de plans qu'il appeloit de reforme, mais qui tous aboutissoient à l'établissement de nouveaux impôts. Pour les sanctionner d'une sorte de vœu national qui imposat silence au parlement, il engagea Louis XVI à convoquer une assemblée de notables. Il fit à cette assemblée l'aven, que la dépense excédoit la recette de c nt dix millions. Cet aveu lui aliena tous les esprits; on ne voulut rien entendre, rien recevoir de lui. Necker écrivit pour prouverque ce déficit ne pouvoit lui être imputé. De Calonne le fit exiler. Necker étoit alors l'ami du peuple; son exil rendit Calonne odieux. Joly de Fleury, premier successeur de Necker, fit parvenir à Louis XVI, par la voie de Hue de Miromesnil, alors gurdedes sceaux, une lettre qui venoit à l'appui de l'apologie de Necker. De Calonne fit oter les sceaux à Hue de Micomesnil; ils furent donnés à Lamoignon, président au parlement de Paris, et ennemi ardent de son corps. Les contradictions qu'éprouvoit de Calonne, l'aigrirent; il crut s'appercevoir que le baron de Breteuil, ministre de Paris, ne donnoit pas dans son sens, et il exigea du monarque, que ce ministre fût aussi disgracié; mais la reine qui avoit toujours mal auguré des opérations de Calonne, et qui estimoit le baron de Breteuil, soutint celui-ci du crédit dont elle jouissoit auprès de son auguste époux : le baron de

breteuil resta, et de Calonne eut ordre de se retirer.

Les notables, de leur côté, furent congédiés, et de retour dans leurs provinces, ils semèrent, de tous côtés, des germes de mécontentement contre la cour. Le déficit dévoilé par de Calonne, futle signal de ralliement pour toutes les factions. La peur qu'il fit à la presque totalité de la nation, servit merveilleusement tous les conspirateurs. On commença à tenir dans le palais du duc d'Orléans, des conciliabules nocturnes. Quelques jeunes conseillers des enquêtes qui avoient attiré à leur parti deux ou trois de leurs confrères de la grand'chambre, se trouvoient à ces conciliabules. Les principaux de ces conjurés étoient Le Coigneux, Sabattier et Huguet de Sémonville. Ils ne s'occupèrent d'abord que des moyens qui pouvoient accroître la frayeur que saisoit généralement le désicit; et ils avoient pour vue ultérieure de tourner à la ruine des ministres et de la famille royale, l'inquiétude dont la révélation du déficit travailloit tous les esprits. Mais les conférences que les conjures avoient entr'eux, furent d'abord si secrettes que la cour n'en sut rien.

Pour ajouter à la fermentation qui se manifestoit dans toutes les parties de la France, et jetter les ministres dans des embarras inextricables, les conseillers qui cabaloient avec le duc d'Orléans, poussèrent le parle-

ment de Paris à demander qu'il lui fût permis de faire le procès à de Calonne; ils présumoient avec raison qu'une telle procédure acheveroit de donner au public une idée singulièrement désavantageuse de la manière dont les deniers publics étoient administrés apparent le parle manière dont les deniers publics étoient administrés sous le nouveau règne. Le parlement se laissa séduire, il crut qu'il importoit au bien public, de prouver à ceux que le monarque faisoit dépositaires de son autorité, qu'ils n'étoient pas inviolables. Les Pairs se joignirent au parlement, et à l'exemple de cette compagnie, demandèrent que de Calonne vint aux pieds de la justice, rendre compte de son administration.

La chaleur que l'on mit à poursuivre l'exécution de ce vœu, inquiéta la cour, et effraya celui qui étoit le sujet ou le prétexte de tout ce bruit. La cour crut donner une

de tout ce bruit. La cour crut donner une sorte de satisfaction aux pairs et au parle-ment, en obligeant de Calonne à rendre le cordon bleu qu'il portoit comme officier de l'ordre du St.-Esprit. De Calonne, de son côté, craignit que cette humiliation ne suffit pas pour désarmer ses ennemis; il passa la mer et se retira en Angleterre, laissant en France une réputation équivoque, et emportant la triste certitude d'avoir le premier poussé les esprits vers une insurrection générale.

Si, au lieu de convoquer une assemblée de notables, de Calonne eût brusquement appellé les États-généraux eux-mêmes, Tome I.

peut-être les factieux n'eussent pas obtenu des succès aussi prompts et aussi funestes. La pressene jouissant pas alors d'une liberté indéfinie, on n'eût pas élevé tant de ques-tions impolitiques, on n'eût pas eu le temps d'abreuver tant de classes de citoyens, du poison d'une morale antisociale. Quoicu'il en soit, il reste certain que tous les partis tirèrent un grand avantage de la convocation des notables; ils augurèrent que cette nouveauté en améneroit de plus sérieuses encore: il s'agissoit seule-ment de profiter avec habileté, de la dispo-

sition où elle mettoit les esprits.

Les conjurés du Palais Royal mirent tout en œuvre pour donner la plus grande force au mouvement inquiet et avengle, qui entraîncit presque tous les François vers une grande innovation. L'exil volontaire de Calonne sur une terre étrangère, ne per-mettoit plus de rien exiger de la cour, contre ce ministre; mais on savoit qu'elle n'aimoit ni n'estimoit Necker: on glissa parmi le peuple, que lui seul pouvoit sauver la France, pouvoit restaurer les finances. Si la cour refusoit de l'appeler, elle sembloit dire à la nation, qu'elle ne vouloit pas la prosperité publique; si elle l'appelloit, elle se mettoit dans la dépendance d'un ministre, qui, croyant ne devoir son rappel qu'an peuple, et qui ayant la folle ambition de mettre au-dessus de tout, la favour de la moltitude. la faveur de la multitude, seroit l'instru-

ment de la fact on qui se diroit le peuple. Voilà comme, dès l'origine de nos trou-bles, ceux qui gouvernoient, ont com-mencé à ne plus marcher qu'entre des écueils.

écueils.

Cette idée, que Necker pouvoit seul régénérer la France, fut jettée dans le public, par le parti du duc d'Orléans, avec un tel zèle, et un tel succès, qu'elle prit la plus grande faveur. Le tiers-état, le clergé, la noblesse, tous les corps, et ce qui est à peine concevable, le parlement lui-même qui avoit des sujets graves de mécontentement contre cet homme, désirèrent avec ardeur, de le voir replacé à la tête des finances. Necker qui n'ignoroit pas qu'il avoit la principale obligation de ce vœu général au duc d'orléans, fut poussé par la reconnoissance, dans la faction de ce prince, qui, le regardant comme sa créaprince, qui, le regardant comme sa créature, conjectura qu'il pourroit, dans toutes les occasions, compter sur son dévouement.

La cour lutta aussi long-temps qu'elle le put, contre l'opinion qui lui présentoit Necker comme l'unique sauveur des François; elle donna pour successeur à de Calonne, Lomenie de Brienne, successivement archevêque de Toulouse et de Sens; elle se hâta de l'élever à la place de principal ministre, et en fit en quelque sorte, un sur-intendant des finances. Ce prélat décrié pour son impiété et ses manyaises décrié pour son impiété et ses mauvaises

(63) mœurs, mais extremement cher à la secte philosophique, avoit usurpé une renommée d'habileté en économie politique, qui trompa le monarque. Jamais homme ne fut moins propre que Brienne, à manier les rênes du gouvernement. Il s'en fut à peine saisi, que son incapacité frappa tous les esprits; il fit les fautes les plus grossières, et ne sut en réparer aucune. Il avoit contribué plus qu'aucun autre, à la disgrace de Calonne; il en avoit décuié, avec emportement, toutes les opérations; et cependant, dès qu'il se vit à la tête des finances, ne sachant rien imaginer par lui-même, il se saisit de tous les plans de son prédécesseur, et voulut arriver à leur exécution, non, comme le premier, par la persuasion, mais par la violence. Entre les plans de réforme imaginés par

Entre les plans de résorme imaginés par de Calonne, deux sur-tout étoient remarquables; c'étoit deux projets d'édits, dont l'un établissoit un impôt, appellé subvention territoriale; et l'autre soumettoit à la formalité du timbre, toutes les patentes qui donnent droit à une charge ou à un emploi, et tous les actes par lesquels les citoyens contractent entr'eux. Le premier de ces impôts auroit frappé sur les grands propriétaires, et auroit procuré le soulagement de la classe la moins sortunée; le second contenoit des dispositions, qui, et par ellesmêmes, et par les amendes prononcées contre ceux qui n'obéircient pas à ces dis-

(69) positions, auroient singulièrement grêvé

le peuple.

Il est incontestable que si de Brienne eut commencé à envoyer au parlement, la subvention territoriale, cette compagnie n'eût osé en refuser l'enregistrement. Son resus eût allumé contre les cours souveraines, la haine de la multitude, qui n'eût pas manqué de crier que le parlement ne rejetoit la subvention, que parce que cet impôt pesoit sur ses membres. De Brienne pouvant ainsi s'armer de la faveur populaire, eut, la maladresse de faire une démarche qui l'empêcha de pouvoir jamais la recouvrer. Il envoya d'abord au parlement, un édit qui contraignoit les gens de la campagne à la corvée. Le nom seul de corvée avoit été de tout temps, parmi nous, si odieux, qu'on ne conçoit pas qu'il se soit trouvé un ministre assez dépourvu de sens, pour oser le prononcer, dans des jours où l'on ne devoit avoir d'autre sollicitude, que de diminuer le nombre des mécontens. La complaisance du parlement à enregistrer cet édit, n'est guères moins étonnante. A ce premier édit, de Brienne en sit suc-

céder un second bien plus désastreux encore pour le peuple ; celui-ci permettoit l'exportation des grains. Le parlement l'en-registra comme le premier, sans beaucoup de difficultés. Ce second édit, comme on le verra, donna au duc d'Orléans, une déplorable facilité à satisfaire son ambition et

(70)

sa vengeance. Il s'en sit un instrument pour accélérer la révolution, lui donner un mouvement rapide, et faire pleuvoir sur

nos têtes, tous les genres de désastres.

Enfin de Brienne, comme s'il n'avoit pas assez soulevé contre la cour, ce qu'on appeloit alors le tiers-état, présenta encore au parlement, avant de lui parler de la subvention territoriale, l'onéreux édit du timbre. Ceux des membres de cette compaguie, qui conspiroient avec d'Orléans, n'eurent pas de peine à la porter à refuser ce troisième édit; ils répandirent ensuite, que l'intérêt seul des négocians, des mar-chands, de tous ceux qui tenoient au troi-sième ordre, avoient engagé le parlement à

ne point enregistrer cet édit.

Le motif donné à ce refus, produisit le plus grand effet: il attira au parlement, tout le peuple. Derrière un tel rempart, les cours souveraines se crurent à l'abri de toutes mesures ultérieures que la cour pour-roit prendre contr'elles. On commença dès lors, à tenter, à séduire, à soudoyer les petites gens des fauxbourgs et des marchés, qui haïssent le travail, et aiment l'oisiveté, le bruit et le désordre. Ces genslà se rendoient assidûment au palais, et encourageoient les magistrats, par leurs vociférations, et de bruyans applaudisse-mens, à tenir ferme dans leur opposition. Ils jettoient des couronnes de laurier, à ceux des conseillers dont la résistance aux

vues de la cour, étoit plus marquée; d'au-tresfois, ils les prenoient dans leurs voitures, lorsqu'elles arrivoient, et les portoient en triomphe jusqu'à la porte de la salle où le parlement tenoit ses séances. C'est aujour-d'hui une vérité notoire, que l'argent qui soudoyoit ces jongleurs, sortoit des coffres du duc d'Orléans.

Ce fut au milieu de la rumenr qu'excitoit ce troisième édit, que de Brienne finissant par où il auroit dù commencer, fit présenter an parlement, la subvention territoriale. On ne pouvoit se conduite avec plus d'ineptie. Le nouvel édit arriva trop tard. Le parlement, en refusant l'impôt du timbre, avoit déclaré qu'il restituoit à la na-tion, le droit qu'il disoit tenir d'elle, d'en-registrer les édits bursaux; ajoutant qu'il se reconnoissoit désormais incompétent pour ces sortes d'enregistremens. Toutes les cours souveraines tinrent le même langage.

On reproche aujourd'hui à nos auciennes compagnies de magistrature, d'avoir émis une telle déclaration. Comme ce reproche retentira dans la postérité, il me semble qu'il est de mon devoir de dire, qu'en blâmant le parlement, on porte plus son attention sur les maux qui ont suivi cette démarche, que sur les raisons qui l'ont dictée. Les cours souveraines venoient de recevoir coup sur coup, des édits portant création d'impôts; ces édits arrivoient

à la suite d'une succession d'emprunts qui avoient dû verser au trésor public des sommes immenses. Quand la subvention territoriele arriva, les magistrats deman-dèrent aux ministres de fixer le terme où ils voudroient s'arrêter. De Brienne répondit que l'impôt territorial seroit le dernier subside qu'on présenteroit à l'enregistrement. Le parlement répliqua qu'il n'y avoit aucun fond à faire sur une telle promesse; que l'exemple du passé prouvoit qu'on ne pourroit pas plus compter sur celle - là que sur celles qui l'avoient précédée; qu'un événement imprévu, tel qu'une guerre, une disette, rendroit sans doute ce nonveau secours insuffisant: qu'au de la compte qu'une guerre qu'au secours insuffisant. doute ce nouveau secours insuffisant; qu'au surplus, de Brienne ne pouvoit s'engager que pour lui seul, mais qu'il ne donnoit aucune garantie que ses successeurs tiendroient cet engagement; et qu'il étoit vraisemblable qu'un nouveau système dans l'administration des finances amèneroit de nouvelles demandes.

Ces raisons étoient spécieuses. Le zèle avec lequel de jeunes conseillers des enquêtes, admis dans les conciliabules du Palais-Royal, les firent valoir, séduisit la majorité du parlement. Des magistrats, d'ailleurs très-éclairés, et d'une probité sans tache, s'exagérant la disproportion qui se trouvoit entre la recette et la dépense des deniers publics, et créant à la France des maux imaginaires, se laissèrent aller à la

(73) persuasion, qu'il étoit nécessaire pour la restauration des finances, et le rétablissement-de toutes choses, de faire revivre les états généraux. Le parlement fut le premier qui en fit la demande solemnelle. Tous les ordres, tous les corps de l'état, et presque tous les françois firent entendre le même vœu. Il faut avoir été témoin de la sorte de frénésie avec laquelle on l'entendoit répéter de toutes parts, pour juger de la situation où cette unanimité jettoit la cour, et pour se faire une idée de la joie que ressentit le duc d'Orléans, de ce premier succès de-ses

intrigues.

intrigues.

Il n'y avoit pas de milieu: ou la cour refuseroit les états-généranx, ou elle les accorderoit. Dans le premier cas, elle entroit nécessairement en guerre avec le parlement; et les amis que le prince avoit dans cette compagnie, lui faisoient voir avec beaucoup de vraisemblance, que l'issue de cette guerre seroitsa propreélévation: ils s'engageoient à poasser leur corps dans de telles démarches, qu'il ne lui restât d'autre ressource, pour échapper à une destruction totale, que le premier prince du sang. Ils lui montroient d'un autre côté, le peuple entier, soulevé par la résistance des compagnies souveraines, et se rangeant, de pagnies souveraines, et se rangeant, de lui-même autour du prince, qui seul, parmi les personnages de son rang, faisoit cause commune avec ces compagnies.

Si au contraire la cour accordoit les états-

généraux, cette condescendance devoit être suivie de troubles qui nécessairement améneroient quelque circonstance, dont le prince profiteroit pour l'accomplissement de ses vues. L'avenir qui se préparoit, démontroit la justesse de ces calculs, et persuadoit à d'Orléans, que les espérances qu'il concevoit depuis long-temps, avoient enfin un fondement solide. Comprenant que dans ces premiers jours de trouble, le succès dépendoit de son union avec le parlement, il témoigna à cette compagnie, beaucoup d'estime; et ceux de ses membres qu'il s'étoit déjà attachés, firent tous leurs efforts pour y augmenter le nombre de ses partisans. Tout cela fut conduit avec un tel, art; que quelques jours après le refus d'enregistrer la subvention territoriale, il y ent une véritable coalition entre le duc d'Orléans et les cours souveraines; la majorité des membres de ces compagnies ne vovoit pas jusqu'où cette coalition les entraîneroit; plusieurs même n'en connoissoient l'existence que confusément, mais elle n'en étoit pas moins réelle, et pour être peu connue, elle n'en étoit que plus dangerense; car comment se défendre du piége qu'on ne voit pas?

La cour de son côté, recevoit bien quelques lumières sur les trames du duc d'Orléans; muis les inquiétudes saus nombre, l'océan d'affaires où elle étoit journellement plongée, ne lui permettoient pas de

(75) suivre ses démarches. Elle avoit d'ailleurs, un profond mépris pour ce prince; elle le croyoit trop borné, trop abruti par la débauche, pour avoir même le talent de conjurer; et quiconque dans ce temps-là, eût dit aux ministres, que le duc d'Orléans ambitionnoit le trône, eût été éconduit comme un insensé. L'imprévoyance d'un côté, l'esprit de vertige de l'autre, ont fait tous nos maux.

Le duc d'Orléans cependant, mettoit à profit tous les évènemens. Louis XVI avoit fait enregistrer en sa présence, dans un lit de justice, l'impôt du timbre, et celui de la subvention territoriale, d'abord refusés par le parlement. Monsieur et le comte d'Artois, frères du monarque, furent envoyés, le premier à la chambre des comptes, le second à la cour des aides, pour y faire enregistrer, de l'ordre du roi, ces deux édits. Il est hors de donte qu'il se fit dans cette circonstance, une conspiration contre la vie du comte d'Artois. Depuis plusieurs jours, on répandoit contre ce prince, les bruits les plus injurieux et les plus propres à le rendre odieux au peuple de Paris. Lorsqu'il arriva au palais, il en trouva les salles pleines d'une foule si considérable, qu'il eut toutes les peines du monde à gagner celle où la cour des aides tenoit ses séances. Il fut accueilli par cette foule, avec des huées, des injures, des menaces On remarquoit parmi ceux qui se mon

(76) troient les plus acharnés, plusieurs garçons bouchers. Il est à croire qu'on s'étoit persuadé que ce prince, sensible à ces affronts, ordonneroit à sa gardé et aux suisses, dont il étoit colonel, de lui en faire raison ; que des épées seroient tirées ; qu'au milieu du désordre qu'exciteroit dans une enceinte aussi resserrée, le tumulte des armes, le comte d'Artois, et peut-être aussi Monsieur seroient égorgés. Par qui un pareil plan pouvoit-il avoir été conçu, si ce n'est par le duc d'Orléans qui avoit un sigrand intérêt à diminuer le nombre des marchesdu trône, cù il vouloit s'asseoir? Quel autre que lui, pouvoit avoir soldé cette bande d'assassins.

Sorti de la cour des aides, le comte d'Artois fut couvert des mêmes injures, des mêmes menaces qui l'y avoient accompagné; on se pressa autour de sa personne, on le serra de si près que sa vie fut dans un véritable danger. Le zèle et le courage de sa garde l'en tirèrent; elle y parvint sans faire couler une seule goutte de sang. C'est cette modération qui ne laissant aux assassins aucun prétexte de faire usage de leurs armes,

fit échouer leur projet. D'Orleans en conçut un autre qui alloit plus directement à ses vues. Ses complices lui persuadèrent qu'il étoit tems de s'avancer vers l'autorité suprême; suivant eux le mé-, contentement général qu'inspiroit la conduite des ministres, lui permettoit de tout

oser. On arrêta d'engager le parlement, soit par séduction, soit par force, à le proclamer ou lieutenant - général, ou régent du royaume, de manière que par le titre qui lui seroit déféré, il se trouvât à la tête des affaires, et eût, dans sa dépendance, la famille royale. Ce projet tout bizarre qu'il paroît, ne fut point mal concerté. On devoit à prix d'argent soulever tout le peuple des faubourgs : en se promettoit argeit ple des faubourgs; on se promettoit aussi de faire concourir à l'exécution du complot tous les clercs des procureurs au parlement, et tous ceux des procureurs au châtelet. On espéroit gagner cette jeunesse qu'on savoit avide de tout ce qui portoit un caractère de hardiesse, en lui faisant entendre que la cour avoit des desseins sinistres à l'égard du parlement, et que ces desseins échoue-roient, si les clercs des procureurs mon-troient l'intention ferme de faire, à cette compagnie, un rempart de leurs corps.

La conspiration devoit éclater le quin-ze du mois d'août. En exécution d'un vœu formé par Louis XIII; l'usage vouloit que ce jour-là, le parlement et la chambre des comptes se trouvassent à la procession que faisoit le clergé de la métropole. Des gens apostés par le parti d'Orléans, auroient offert des couronnes de laurier aux membres du parlement, et les auroient, à l'issue de la procession, ramenés en triomphe, au palais. Au même moment une grande ru-mour se seroit élevée dans les faubourgs et

au palais royal; une foule immense se seroit précipitée vers le lieu des séances du parlement. Tandis que les magistrats auroient été ainsi pressés de toutes parts, sans pouvoir se soustraire à la sorte de violence qui leur seroit faite, des voix les auroient proclamés pères du peuple, et auroient exigé qu'ils rendissent arrêt pour le rappel de Necker, et l'élévation du premier prince du sang à un poste qui lui donnât toute autorité sur les ministres.

Si ce complot cût réussi, il est difficile de dire ce qui seroit arrivé. Ceux qui l'avoient ourdi, ne promettoient pas à d'Orléans, que dès le jour de son exécution, il monteroit au rang de lieutenant-général ou de régent du royaume, mais ils lui faisoient entendre que les troubles qui s'élèveroient, l'amèneroient nécessairement à son but. Cette conjecture avoit beaucoup de vraisem-

blance.

On ne put rien tenter de semblable, parce que la cour eut vent d'une partie de ce qui se tramoit; elle exila le parlement à Troyes, avant la solemnité du 15 août. Comme elle n'avoit point de preuves parécrit contre les conjurés, elle dissimula à l'égard du duc d'Orléans, et donna pour motif apparent de sa rigueur envers le parlement, les protestations dont cette compagnie avoit fait suivre l'enregistrement forcé des deux derniers édits.

C'est ainsi que pour cette première fois,

les vues du duc d'Orléans furent déjouées. Il ne se rebuta point. Faisant cause commune avec le parlement, et croyant qu'il seroit possible d'amener cette compagnie à lui déférer le titre de régent, il jugea qu'il lui importoit de la ramener à Paris, où il auroit bien plus de facilité à la circonvenir et à l'entraîner dans des démarches extraordinaires. Les mesures qu'il prit pour la replacer au foyer de la fermentation, eurent le plus prompt et le plus heureux succès. Les conseillers qui lui étoient dévoués, en-gagèrent leurs confières à se rapprocher de la Cour. L'ennui que tous éprouvoient à cette distance de la capitale, loin de leurs foyers et de leurs habitudes, donna beaucoup de force aux raisons que firent valoir les amis de d'Orléans. Le corps entier entra en négociation avec la cour, qui de son côté, donna complettement dans le piége; elle rappella le parlement à Paris, après en avoir exigé pour toute satisfaction, la continuation de l'impôt du deuxième vingtième jusqu'en 1792, et la promesse que désormais il seroit moins difficile sur l'enregistrement des édits qui lui seroient pré-sentés. Il est inconcevable que le parlement oubliât avec cette légèreté, la déclaration solemnelle qu'il avoit saite peu auparavant de son incompétence à enregistrer des iuipôts; mais un esprit de vertige se prome-noit alors sur toute la nation, et dans ces grands mouvemens qui ébranlent les bases (80) d'un empire, il n'est pas moins difficile aux corps qu'aux particuliers, de ne pas sortir

des routes ordinaires.

La contradiction dans laquelle le parlement de Paris venoit de tomber, devoit lui faire perdre l'amitié du peuple; mais ce qui doit arriver n'est pas toujours ce qui arrive. Les émissaires de d'Orléans recrutèrent dans les atteliers et dans les cabarets, des gens qui se livrèrent à des témoignages bruyans d'allégresse pour célébrer le retour des magistrats. Ces mouvemens qui se renouvel-loient à l'approche de chaque nuit, se ter-minoient cependant sans désordres. La bonne contenance de la garde de Paris, des gardes-françoises, des gardes-suisses, con-tenoit la pétulence de la foule soulevée. D'Orléans d'ai leurs, n'avoit nul besoin de la pousser à la dernière sédition. Il lui suffisoit de la tenir dans l'agitation, de manière qu'elle fût toujours prête à se porter où il voudroit la diriger. Il savoit que l'ac-cord fait entre le parlement et la cour, devoit de lui-même exciter au premier ins-

tant, de violens orages.

Cet instant en effet, ne tarda pas à arriver. Les ministres voulurent recueillir le fruit des promesses qu'ils avoient reçues du parlement. La pénurie où se trouvoit le trésor public, leur commandoit impérieusement de tenter sans retard, de nouveaux moyens pour se procurer de l'argent. De Brienne sit décider dans le conseil du roi,

qu'on

qu'on présenteroit au parlement, de nouveaux édits. Le plus remarquable créoit un emprunt successif de quatre cent-vingt mil-lions; c'étoit celui dont l'enregistrement importoit le plus à la cour. Les autres etoient des projets de loix qu'on croyoit devoir être agréables au public. Parmi ces derniers, on en distinguoit un qui, conformément aux idées que les philosophes avoient consacrées depuis un siècle, accordoit aux non-catholiques, tous les droits dont jouissoient les citoyens catholiques. De Brienne avoit la puérilité de croire qu'une telle loi donneroit une haute idée de sa politique. Comme à cette époque, la Hollande étoit agitée de grands troubles, il pensoit de bonne foi que la faveur qu'il présentoit aux non-catholiques, feroit affluer en France, avec leur industrie et leurs trésors, tous ceux des Hollandois qui voudroient fuir les mouvemens de leur patrie. De Brienne pensoit encore fermement que son emprunt de quatre cent - vingt inillions, se trouvant comme consondu parmi tant d'autres édits dont l'enregistrement ne lui paroissoit pas devoir souffrir la moindre difficulté, seroit à peine apperçu, et obtiendroit comme eux un enregistrement pur et simple.

Avant cependant de présenter solemnellement tous ces édits au parlement, il s'aboucha avec plusieurs membres de cette compagnie, pour avoir leur avis. Tous, amis et ennemis, lui donnèrent l'assurance

Tome I.

(82) que dans cette occasion, le corps entier lui seroit dévoué. Les premiers lui parloient lui seroit dévoué. Les premiers lui parloient ainsi de bonne foi, et par le désir qu'ils avoient de voir règner la bonne intelligence entre les magistrats et la cour; les autres lui tenoient ce langage pour l'attirer dans un nouveau piége. On convint cependant que pour une prompte et sûre exécution, le roi viendroit en personne au parlement, faire enregistrer toutes ces loix, et que la séance qu'il y tiendroit, seroit appellée, non un lit de justice, parce que ce nom commençoit à être odieux, mais séance royale.

royale.

Le conseiller Sabbatier qui fut admis à cette conférence, étoit parvenu, par des manières souples et de grandes protestations d'attachement, à capter les bonnes graces de de Brienne qu'il trahissoit. Il rendit compte aux conjurés du Palais-Royal, des derniers projets de ce ministre; il leur apprit le jour où le roi viendroit apporter les nouveaux édits. La nuit qui précéda ce jour, tous les conjurés membres du parlement se réunirent chez le duc d'Orléans. De ce nombre, étoient Sabbatier, Lecoigneux nombre étoient Sabbatier, Lecoigneux, Robert de S.-Vincent, Janséniste fanatique, homme dur, brutal, emporté, Fréteau de S.-Just, plus fanatique encore que Robert de Saint-Vincent, hypocrite à l'excès, fourbe, vindicatif, recherchant les applaudissemens de la canaille, haïssant son corps, ses égaux, la cour, les ministres, les grands.

On arrêta dans ce conciliabule, de demander au roi, après la lecture des édits, que l'enregistrement s'en fît, en recueillant les voix, comme dans les délibérations ordi-

naires du parlement.

Sortis du Palais-Royal, les conjurés se rendirent chez Duport, autre conseiller, qui à un esprit étroit, à un caractère brouillon, à des mœurs dissolues, réunissoit une ame dévorée d'ambition, avide de richesses. La maison de Duport étoit depuis quelque tems, le rendez-vous de plusieurs mécontens qui sans être instruits des me-nées des conspirateurs du Palais-royal, les secondoient par l'impulsion que ceux-ci savoient leur donner. D'Eprémesnil, conseiller des enquêtes, assistoit ordinairement aux conférences qui se tenoient dans la maison de Duport; il y fut appellé dans cette circonstance. D'Eprémesnil, bon père, bon mari, excellent ami, religieux sans superstition, ferme dans sa croyance sans fanatisme, faisant aimer ses principes par sa bienfaisance, étoit doué d'une éloquence riche, d'une diction pure et facile, d'un son de voix sonore, agréable, d'une mémoire prodigieuse, de connoissances peu communes. Lorsqu'il parloit, ses gestes se déployoient avec grâce, la mélodie de son accent pénétroit l'ame; et si on l'écoutoit en silence, on ne pouvoit s'empêcher de goûter et d'adopter ses raisons. Malheureu-sement d'Eprémesnil avoit l'imagination vive

et romanesque; il voyoit les choses, les hommes, son pays, son siècle sous des rapports fantastiques; il s'exagéroit les abus qui existoient, et en trouvoit souvent où il n'y en avoit pas; simple, crédule, confiant, il se livroit avec facilité aux charlatans, aux imposteurs, et prenoit trop à la lettre les démonstrations d'amitié qui lui étoient faites. Dès sa jeunesse il avoit conçu l'idée de rendre à la France, ses anciens Étatsgénéraux. Depuis il avoit tourné vers cette idée, toutes ses lectures, toutes ses méditations, toutes ses études, tous ses travaux. Quand on vouloit l'intéresser à un projet, on étoit sûr de le séduire, si on parvenoit à lui persuader que l'exécution intéressoit ou le bien public, ou au moins une branche de l'économie politique. Voilà le piége dont il ne savoit jamais se défendre.

J'ai connu particulièrement d'Eprémesnil; j'ai été son ami; je l'ai deux fois arraché des mains de ses assassins; sa mort a fait à mon cœur une plaie que le tems ne guérira pas. Les ombres dont j'accompagne son portrait, seront donc un témoignage de mon impartialité; car, combien ne me seroit-il pas doux, en parlant de lui, de ne suivre que mon penchant, de n'écouter que la haute opinion qu'il m'avoit inspirée de ses lumières et de sa probité? Mais des affections personnelles ne peuvent adoucir la loi qu'impose la sévérité de l'histoire. Celui qui l'écrit ne peut être dispensé par aucune

considération, de peindre avec la plus scrupuleuse vérité tous les portraits qu'il présente au lecteur. C'est avec regret que j'o-béis, dans cette occasion, à ce rigoureux devoir. Je trouve du moins un dédommagement à la gêne qui m'est imposée, dans la persuasion que nos neveux, plus équitables et plus indulgens que nous ne l'avons été, rendront à d'Eprémesnil la justice que ses erreurs prenoient leur source dans des motifs louables, et que ses intentions furent bujours droites, pures et dirigées vers le bien public.

Les personnes assemblées chez Duport, n'eurent pas de peine à faire entendre à d'Eprémesnil, que la séance royale offroit une occasion naturelle de mettre à l'autorité des ministres, des bornes qu'ils ne pussent jamais franchir, et de contraindre le monarque à accorder les États-généraux. D'Eprémesnil saisit avec avidité une idée qui s'accordoit si bien avec le systême politique qu'il s'étoit fait depuis long-tems. Il promit de donner dans cette circonstance, l'essort à son zèle, et d'appuyer de toutes les forces de son éloquence, la demande des Etats-généraux.

Le lendemain, Louis XVI sans être revêtu des ornemens de la royauté, vint au parlement, accompagné de sa cour, de ses ministres, des princes et des pairs. Le duc d'Orléans à qui on avoit fait entendre qu'il seroit possible que la séance lui donnât occasion de parler, s'étoit gorgé de vin avant d'arriver, afin que cette liqueur, en allumant son sang, fit naître dans son ame l'audace et le courage qu'il n'avoit pas naturellement. L'un des conseillers qui avoit conjuré avec lui la nuit précédente, ayant rencontré le garde-des sceaux dans la salle qu'on appelloit le Parquet, voulut sonder ce ministre sur la manière dont on procéderoit à l'enregistrement des divers édits qu'il apportoit; il lui demanda s'il se feroit sans recueillir les suffrages. Eh! sans doute, répondit Lamoignon, est-ce que vous voulez que le roi ne soit qu'un conseiller au parlement?

De Lamoignon développa cette pensée dans la séance, et déclara qu'on n'iroit point aux voix comme dans une assemblée du parlement. Il motiva cette déclaration sur ce qu'il ne convenoit pas que le monarque fût réduit à n'avoir que sa voix, comme un simple conseiller. « Si le roi, disoit le garde-des-sceaux, étoit obligé de conformer sa volonté à celle de la majorité, alors ce seroit celle-ci qui dicteroit la loi, et non le monarque, ce qui, ajoutoit-il, ne sauroit s'allier avec la constitution de notre gouvernement, qui est une monarchie, et non une aristocratie ». C'est la première fois qu'on a entendu prononcer parminous ce terrible mot qui a fait couler tant de larmes et de sang. La manière dont on l'a employé est tout à-la-fois un bien funeste et bien bizarre

exemple de la crédulité des peuples. On a toujours appellé aristocrates, et on a voué comme tels à la haine publique et aux proscriptions, les moins aristocrates des hommes, puisque ceux qu'on qualifie ainsi, prétendoient qu'il falloit s'en tenir au gouvernement d'un seul; et ce qui est le comble du délire, c'est que ceux qui jusqu'à présent ont battu leurs adversaires en les frappant de cette qualification, ont tonjours été de véritables aristocrates, puisqu'ils n'ont cessé de gouverner la France aristocratiquement. Qui ne sait en effet que l'aristocratie est le gouvernement de plusieurs? Or, n'est-ce pas là depuis le milieu de l'année 89, le gouvernement de la France?

Le garde-des-sceaux cependant, annonça que la volonté du monarque étoit que chacun dît librement son avis sur les édits qu'il s'agissoit d'enregistrer, mais que lorsqu'il croiroit avoir recueilli suffisamment de lumières, il ordonneroit ce qu'il jugeroit à propos, et qu'alors il ne resteroit à l'assem-

blée d'autre parti que celui de l'obéissance. Les orateurs qui se distinguerent dans cette séance, furent d'Eprémesnil, Robert de S.-Vincent, Fréteau, Sabbatier. Le premier parla de la nécessité de convoquer les états-généraux, avec une telle énergie, avec des raisons si séduisantes, avec des formes oratoires si gracieuses, que le monarque fut touché et ébranlé. On crut un instant qu'il alloit à l'heure même se rendre au vœu de d'Epré-F 4

mesnil. C'eût été pour ce magistrat un triomphe bien flatteur. Malheureusement il avoit fait avant que la séance commençat, une bien grande faute. En arrivant dans la grande cour du palais, il fut arrêté par les gardes, et prié de remiser ailleurs sa voiture, parce qu'elle ne pouvoit trouver place dans cette cour. Comme d'Epremesnil ne la voyoit point assez garnie de carrosses pour que le sien ne pût y entrer, il demanda la raison de la difficulté qu'il éprouvoit. On lui répondit qu'on attendoit encore les voitures du roi et des princes. D'Eprémesnil n'étoit point naturellement hautain, mais il avoit la tête exaltée par les éloges dont on l'avoit enivré la nuit précédente chez Duport, et par les applaudissement que sa présence par les applaudissemens que sa présence excitoit actuellement parmi le peuple. Comme il étoit en pourparler avec les gardes, il vit arriver le comte d'Artois; il osa crier de sa portière, qu'il ne devoit y avoir aucune distinction entre les membres de la cour des pairs; il se récria contre la suite nombreuse qui environnoit le prince, et prétendit que la voiture du comte d'Artois, arrivant après la sienne, c'étoit à celle-là à se remiser ailleurs que dans la grande cour. Il fallut cependant qu'il obéit à la consigne qu'avoient reçue les gardes.

Arrivé dans la grand' salle du palais, il commit une seconde imprudence, non moins blâmable que la première. Les passions rendent injuste : il regardoit comme

un affront, la préférence qui avoit été donnée sur sa voiture à celle du comte d'Artois, tandis qu'avec plus de raison, on eût pu regarder sa prétention comme un mouvement d'orgueil. Encore ému de cette scène, il fut environné de quelques uns de ses collègues qui lui demandèrent comment il croyoit que les choses se passeroient à la séance royale. Reposez-vous-en sur moi, ré-

pondit-il, je saurai museler le lion.

Ces deux fautes avoient été faites trop publiquement, pour qu'elles ne parvinssent pas aux oreilles des ministres qui à leur tour, en instruisirent le monarque. Il est à présumer qu'elles se retracèrent à la mémoire de Louis XVI au moment où il paroissoit se rendre, et que ce fut ce souvenir qui lui donna la force de vaincre le mouvement qu'excitoit en lui l'éloquence du magistrat. Il est même certain que la double imprudence de celui-ci, fit sur l'ame de Louis XVI une impression que ne purent effacer les témoignages de zèle et de fidélité qu'il en reçut dans la suite. D'Epremesnil me disoit luimême quelques mois avants a mort, que Louis XVI n'avoit jamais pu l'aimer: tant il est vrai que l'indiscrétion est ce qui nuit le plus au succès de toute affaire.

Robert de Saint-Vincent harangua brutalement les ministres, il fit une satyre aigre de ce qu'il appelloit le faste de la cour, lança des sarcasmes grossiers contre les grands, il parla sans adresse et avec peu de ménagement du monarque lui-même. Ainsi au lieu d'amener les esprits à un sentiment commun, ce qui est le but de tout orateur, il ne chercha qu'à les exaspérer.

Sabbatier se perdit dans des déclamations vagues, sur la nécessité de recueillir les suffrages individuellement, et finit par une sortie insolente contre les dépenses de la fa-

mille royale.

Fréteau laissant là tout ce qui devoit faire l'objet de la séance, se jetta dans une discussion des travaux diplomatiques du roi et de ses ministres. Il critiqua avec autant d'ignorance que de mauvaise foi, toutes les opérations du cabinet. Il avoit lu dans les journaux, le conclusum de la paix que venoient de contracter les puissances qui avoient pris part dans la guerre de l'Amérique septentrionale; il s'éleva contre ce conclusum, et mêla ses déclamations de traits extrêmement injurieux pour la cour.

Quelques autres magistrats parlèrent également contre la teneur des édits, mais avec plus de modération. Le roi mit fin à la discussion, en déclarant qu'il entendoit que son édit portant création d'un emprunt, fût enregistré sur-le-champ. Le garde-dessceaux, après avoir pris les ordres, comme c'étoit l'usage lorsque le roi se trouvoit en personne au parlement, dit que pour plus prompte expédition, il falloit mettre sur le repli de l'édit : « La cour, toutes les cham-» bres assemblées, le roi, les princes et

» pairs y séant, oui et ce requérant le pro-» cureur-général du roi, a ordonné et or-« donne que l'édit, etc... soit enregistré » pour être exécuté suivant sa forme et te-

L'assemblée entière, après avoir entendu l'ordre, resta dans le silence, et le greffier se mit en devoir d'obéir. Le duc d'Orléans, hardi et audacieux pour la première et l'unique fois de sa vie, jette un coup-d'œil d'indignation sur les magistrats, se lève brusquement, et regardant avec insolence le monarque, lui demande d'une voix ferme, si la sécreta présente set une sécreta revale si la séance présente est une séance royale ou un lit de justice. C'est, répond le roi, une séance royale.

« Sire, continua le duc d'Orléans, je » supplie votre majesté de permettre que je » dépose à ses pieds, et dans le sein de la cour, la déclaration, que je regarde cet neregistrement comme illégal, et qu'il seroit nécessaire, pour la décharge des personnes qui sont censées y avoir délibé-ré, d'y ajouter que c'est par exprès com-

» mandement du roi ».

Cette déclaration qui annonçoit à la France entière, que le premier prince du sang se mettoit à la tête des mécontens; qu'il rompoit avec le roi et ne vouloit plus garder avec lui aucun ménagement, fut un véritable coup de vigueur de la part du duc d'Orléans, et la circonstance étoit bien choisie pour le frapper. Ce trait prouve que son

ame n'étoit pas tellement dépourvue d'énergie, qu'elle ne fût capable de quelque force. Il fut porté à cette action par le besoin de réchauffer le courage de tous ceux qui sou-piroient après de grands troubles; il y fut porté aussi par son avarice. Il avoit accaparé tous les effets d'un emprunt précédent de 125 millions; il comprit que si le nouvel emprunt avoit lieu, il feroit une perte considérable sur le premier. Dans un moment donc où il avoit besoin de grandes richesses pour l'exécution de ses desseins, il lui importoit de mettre obstacle à un enregistre-ment qui le privoit d'une partie du gain que lui avoit procuré l'usure et l'agiotage. Que le duc d'Orléans ait été pris par cette sordide cupidité, il n'est rien là d'étonnant; mais qu'une nation éclairée se soit jettée au devant de ce prince, sans vouloir examiner les motifs qui le guidoient, voilà ce qui est vraiment digne de pitié.

Le roi se contenta de répondre qu'il ne faisoit rien dans cette séance, qui ne fût trèslégal, et persista à ordonner l'enregistrement de l'emprunt; il fut obéi, et se retira,

suivi des princes et des ministres.

Le roi fut à peine dans sa voiture, que le duc d'Orléans rentra dans le parlement. Le duc de Bourbon, son beau-frère, fut le seul prince qui l'y suivit. Les conseillers qui s'étoient trouvés la nuit au Palais-Royal, s'échauffèrent beaucoup, et prétendirent que ce qui venoit d'être fait, étoit d'une illégalité

révoltante. Au grand contentement du duc d'Orléans, cet avis prévalut, et il intervint l'arrêté suivant, qui rendit l'emprunt illusoire:

« La cour considérant l'illégalité de ce qui vient de se passer à la séance du roi, où les voix n'ont point été comptées et réduites en la manière prescrites par les ordonnances, de sorte que la délibération n'a point été complette, déclare qu'elle n'entend prendre aucune part à la transcription ordonnée être faite sur ses registres, de l'édit portant établissement d'emprunts graduels et progressifs pour les
années 1788, 1789, 1790, 1791, 1792...»
Le roi de retour à Versailles, raconța

Le roi de retour à Versailles, raconța aux personnes qui jouissoient de sa confiance, qu'il étoit offensé, non de la déclaration du duc d'Orléans, mais du ton presque menaçant dont il l'avoit prononcée, ainsi que de l'insolence avec laquelle il l'avoit fixé en parlant. Il ajouta qu'il étoit instruit que quelques conseillers du parlement, et notamment Fréteau, Robert de Saint-Vincent, Sabattier, tenoient des conférences secrètes et nocturnes au Palais-Royal, et que leur conduite dans la séance royale, étoit le résultat d'une délibération prise la nuit précédente chez le duc d'Orléans. Quelque ressentiment qu'eut Louis XVI de ce qui venoit de se passer, il assura qu'il ne donneroit aucune suite à son mécontentement. La reine qui avoit beaucoup d'empire

sur son esprit, n'imita pas sa modération; elle soutint que la majesté royale ayant été outragée plus particulièrement par le duc d'Orléans, les conseillers Fréteau et Sabattier, il convenoit de les punir. Elle demanda leur exil. La duchesse de Polignac qui vivoit dans la plus grande intimité avec la reine, lui représenta qu'une telle mesure étoit du genre de celles qui par leur insuffisance, bien loin de guérir le mal, ne font que l'aggraver; que si l'on pouvoit infliger au duc d'Orléans une punition qui le mît désormais hors d'état de remuer, il falloit la lui infliger, mais que la difficulté du temps actuel ne permettant pas de recourir à un semblable moyen, il falloit savoir dissimuler.

D'autres courtisans joignirent leurs représentations à celles de la duchesse de Polignac. La reine ne revenoit jamais de la résolution qu'elle avoit une fois prise. Elle persista à demander l'exil du duc d'Orléans, de Fréteau et de Sabattier. Elle revint si souvent et avec tant de chaleur à la charge, qu'elle fut exaucée. On assigne au duc d'Orléans son château de Villers - Cotteret pour lieu d'exil. A peine la triple lettre de cachet eut été expédiée que la plupart des courtisans furent frappés de consternation, par le pressentiment sans doute des malheurs qui naîtroient de cette rigueur.

La majorité du parlement n'aimoit ni n'estimoit le duc d'Orléans. Elle voyoit avec une sorte de dépit dans son sein, le janséniste Fréteau qui avoit déja rendu de fort mauvais services à sa compagnie; elle faisoit peu de cas de Sabattier qui depuis les premières années de sa jeunesse, avoit toujours été mal famé. Les ministres crurent que la disgrâce de tels personnages, bien loin de déplaire au parlement, lui donneroit au fond quelque satisfaction, et que, ne fut-ce que par pudeur, il n'oseroit témoigner de l'intérêt pour des hommes décriés auprès des honnêtes - gens, et dépourvus de tout titre de recommandation. Les ministres se trompèrent : les cours souveraines entraî-nées par l'impulsion que donnoit le duc d'Orléans, prirent feu sur la disgrâce de ce prince, et renouvellèrent cette coalition dont elles avoient donné l'exemple pendant la minorité de Louis XIV. Le parlement de Paris adressa auroi des représentations auxquelles il donna le nom modeste de suppli-cations. Voici comme il s'exprimoit au sujet du duc d'Orléans.

« Sire, la douleur publique a précédé » votre parlement aux pieds du trône. » Le premier prince de votre sang est » exilé. On cherche vainement quel est le » tort de cet auguste prince. En seroit-ce. » un d'avoir dit la vérité dans la séance de » votre majesté? de l'avoir dite avecune fran-» chise respectueuse, digne de vous plaire? » Si M. le duc d'Orléans est coupable,

nous le sommes tous.

» Il étoit digne du premier prince de votre sang, de représenter à votre majesté, » qu'elle transformoit la séance en lit de » justice: sa déclaration n'a fait qu'énoncer » nos sentimens; sa conscience a deviné la » nôtre, et par l'effet de cet accord que » rien ne peut détruire, entre les vœux et » les devoirs de votre parlement, si M. le » duc d'Orléans a montré un courage digne » de sa naissance et de son rang, il n'a pas » moins manifesté un zèle nécessaire à votre

» gloire.

» Si l'exil est le prix de la fidélité des princes de votre sang, nous pouvons nous demander à nous-mêmes avec ef-» froi, avec douleur, ce que vont devenir » les loix, la liberté publique, étroitement » liées à la nôtre, l'honneur national et » les mœurs françoises, ces mœurs si dou-» ces, si nécessaires à conserver pour l'in-» térêt commun du trône et des peuples.

» De tels moyens, sire, ne sont pas dans » votre cœur, de tels exemples ne sont pas » les principes de votre majesté; ils vien-

nent d'une autre source.

Notre parlement, sire, supplie votre majesté, très humblement, très-instamment, par l'intérêt de votre gloire, de repousser ces conseils déplorables, d'écouter son propre cœur, de n'écouter que lui : et la justice avec l'humanité, consolées par le retour du premier prince

de votre sang, se hâteront d'essacer un exemple » exemple, qui finiroit par opérer la des-» truction des loix, la dégradation de la » magistrature, un découragement univer-» sel, et le triomphe des ennemis du nom

» françois ».

On ne peut se disimuler que cette pièce ne fait nul honneur à la sagesse d'une compagnie qui passoit, avec raison, pour le premier corps de magistrature de l'Europe. On ne trouve dans ce foible plaidoyer pour le duc d'Orléans, ni principes, ni prévoyance, ni logique. Le parlement montra aussi des témoignages d'interêt pour les deux conseillers; mais on eut la maladresse de dire que leur arrestation s'étoit faite avec inhumanité, et rien n'étoit plus faux. Fréteau lui-même, désavoua ce mensonge par une lettre qui fut rendue publique. Le roi dans la réponse qu'il fit à cette supplication, tira avantage des faussetés qui l'entachoient. Voici cette réponse:

« Le jour de ma séance au milieu de » vous, mon garde des sceaux vous a dit,

» par mes ordres:

» Que plus je me montrois bon, quand » je pouvois me livrer aux sentimens de » mon cœur, plus j'étois ferme, quand je » pouvois entrevoir que l'on abusoit de ma » bonté.

» Je pourrois finir là ma réponse à vos sup-» plications; mais je veux bien y ajouter, » que si je ne blâme pas l'intérêt que vous

» me témoignez sur la détention de deux Tome I.

» magistrats de mon parlement, je n'ap-» prouve pas que vous en exagériez les cir-» constances et les suites, et que vous

» sembliez l'attribuer à des motifs que le » libre cours que j'ai laissé aux opinions, » ne vous permet, pas mana de mésumer

» ne vous permet pas même de présumer.

» Je ne dois compte à personne des mo
» tifs de mes résolutions. Ne cherchez pas

» plus long-temps à lier la cause particu
» lière de ceux que j'ai punis, avec l'in
» térêt de mes autres sujets, et des loix.

» teret de mes autres sujets, et des loix.
» Mes sujets savent tous que ma bonté
» veille perpétuellement sur leur bonheur;
» et ils en reconnoissent les effets jusques

» dans les actes de ma justice.

» Chacan est intéressé à la conservation » de l'ordre public, et l'ordre public tient » essentiellement au maintien de mon au-» torité.

» Quant à l'éloignement de M. le duc » d'Orléans, je n'ai rien à ajouter à ce » que j'ai déja dit à mon parlement ». Les conseillers amis du duc d'Orléans,

Les conseillers amis du duc d'Orléans, ayant intérêt à ce que cette guerre s'allumât sérieusement, parvinrent à engager leur compagnie à la conduire aussi loin qu'elle pourroit aller. Le parlement revint à la charge; il présenta au roi de nouvelles observations, qu'il appella cette foisci, non supplications, mais représentations. Elles renferment des principes qui embrasèrent toutes les têtes. Voici en

substance, ce que portoient ces représentations:

« Sire, votre parlement, les princes et » pairs y séant, nous a chargés de porter » aux pieds du trône, ses respectueuses » représentations sur la réponse de votre » majesté à ses supplications.

» Les vrais magistrats et les bons ci-» toyens sont également consternés des reproches qu'elle renferme, et des prin-

» cipes qu'elle manifeste.

» Ce n'est point une grâce que votre » parlement revient solliciter; il revient,

» sire, vous dem inder justice.

» La justice a des règles indèpendantes » des volontés humaines, et les rois même » y sont assujettis. Henri IV reconnois-» soit qu'il avoit deux souverains, Dieu » et la loi.

» Une de ces règles, est de ne condam-» ner personne sans l'entendre. Elle est de » tous les tems, de tous les lieux; c'est le » devoir de tous les hommes; et votre ma-» jesté nous permettra de lui représenter » que ce devoir l'obligeroit autant que ses » sujets.

» Ce n'est pas une des fonctions de votia » majesté de condamner elle-même les cri-» minels; cette pénible et dangereuse fonc-» tion, le roi ne peut l'exercer que par ses » juges : et les personnes qui se plaisent à » voir sortir de la bouche de votre ma» jesté, ce redoutable mot de punition, » qui lui conseillent de punir sans en-» tendre, de punir elle-même, d'ordon-» ner des exils, des enlèvemens, des cm-» prisonnemens, blessent également et » l'éternelle justice et les loix du royaume » et la plus douce prérogative de votre » majesté.

» Si de fortes raisons motivent l'exil de » M. le duc d'Orléans; si c'est une bonté, » que de ne pas laisser deux magistrats ex-» posés à périr dans des prisons étroites, » dans des lieux mal sains; s'il faut qu'à » leur égard, ce soit l'humanité qui tem-» père la justice; ils sont donc bien cou-» pables! C'est à votre parlement de les » juger: nous demandons seulement que

» leurs crimes soient connus.

» Le dernier de vos sujets n'est pas moins » intéressé au succès de nos réclamations, oui, sire, non-seulement un magistrat,
non-seulement un prince de votre sang,
mais tout François puni par votre majesté, et sur-tout puni sans être enten-» du , devient nécessairement le sujet de » l'allarme publique. La liaison de ces » idées n'est pas l'ouvrage de votre par-» lement; elle est celui de la nature, elle » est celui de la raison, elle est le prin-» cipe des plus saintes des loix, de ces loix » qui sont gravées dans toutes les cons» ciences, qui s'élèvent dans la vôtre...

» La cause de M. le duc d'orléans et des

» deux magistrats, est donc sans nous,

» par la seule force de ces principes, la

» cause du trône et de la nation....

» Cause du trône et de la nation...

» C'est au nom de ces loix qui préser
» vent les empires, au nom de cette liber
» té, dont nous sommes les interprêtes res
» pectueux et les modérateurs légitimes,

» au nom de votre autorité, dont nous

» sommes les premiers et les plus sûrs mi
» nistres, que nous osons réclamer le ju
» gement, ou la liberté de M. le ducd'Or
» léans et des deux magistrats éloignés,

» emprisonnés par des ordres surpris, aussi
» contraires aux sentimens qu'aux intérêts

» de votre majesté ».

Le parlement, comme on le voit par ces représentations, s'égaroit de plus en plus. Comment pouvoit-il oublier que la principale et la plus sainte fonction des rois, étoit de rendre la justice à leurs sujets? Sans doute, lorsqu'ils ne peuvent pas exercer cette fonction par eux-mêmes, il faut bien qu'ils la déléguent; mais par là même qu'ils la délèguent, ils prouvent qu'elle leur appartient toute entière, et que ceux à qui elle est confiée, ne peuvent la retenir que comme un dépôt qu'il est libre à celui qui l'a confié, de retirer en tout ou en partie, quand il lui plait.

L'événement a prouvé que le duc d'Orléans, au moment où il fut envoyé en exil,

G 3

méditoit une innovation funeste à l'ordre actuel des choses. Si son jugement eût été abandonné au parlement, il est évident qu'il eût été absous; et puisque cette compagnie s'étoit mise dans une situation qui ne lui permettoit pas de condamner le plus dangereux factieux qu'ait eu la France, à qui le droit de le juger apparteno t-il, sinon à celui qui par la magistrature suprême dont il étoit revêtu, se trouvoit le premier juge de ses sujets?

La réponse du roi à ces représentations, fut courte; elle ne contenoit que ces mots: « Je ferai connoître mes intentions à mon

» parlement ».

En attendant que les intentions du monarque fussent connues, le parlement délibéra sans relâche, sur cette malheureuse affaire, et voulut que le premier président ne cessât de presser le roi de faire droit

aux vœux de la compagnie.

Les autres cours souveraines et les parlemens des provinces fatiguèrent la cour de la même demande; et tous ces corps copièrent les principes du parlement de Paris. Le duc d'Orléans étoit par-tout l'objet de ces sortes de réclamations. Voici comment s'exprimoit à son sujet, le parlement de Toulouse:

« Sire, votre parlement de Toulouse » vient joindre sa voix à celle de toute la » magistrature. » Le premier prince de votre sang a été

» éloigné de votre personne.

» La nation consternée ignore quel est » son crime; elle n'ose le croire innocent, » puisqu'il a encourn la disgrâce de votre » majesté: pourroit-élle le croire coupable? » il n'est pas accusé.

» Ne souffrez pas que la nation, que » l'Europe entière puissent croire que la » réclamation faite en votre présence,

» par M. le duc d'Orléans, et la noble assu-» rance avec laquelle il vous a dit la vérité,

» aient causé sa disgrâce.

» Il étoit digue du premier prince de » votre sang, osons le dire, il étoit de son » devoir de vous représenter que, puisque » vous faisiez usage de la plénitude de votre » puissance, l'arrêt d'enregistrement de-» voit énoncer que la transcription de la loi avoit été faite de l'exprès comman-» dement de votre majesté.

» S'il étoit possible que cette réclama-» tion fût le motif de la disgrâce de M. le » duc d'Orléans, quel est celui de vos su-

» jets qui oseroit vous dire la vérité »?

Tandis que les parlemens des provinces faisoient unanimement des réclamations pour le rappel du duc d'Orléans, des deux magistrats emprisonnés, celui de Paris obsédoit la cour de représentations et d'arrêtés qui étant ensuite imprimés, se répandoient avec profusion dans le public, et y entrete-noient une fermentation dont le Prince espéroit recueillir bientôt le fruit. Le roi fitigué de tous ces écrits, répondit solemn llement le 9 Janvier 1788, qu'il ne jugeoit point à propos de déférer aux instances qui lui étoient faites. Il déclara qu'il trouvoit indiscrettes les expressions des dernières représentations qui lui avoient été adressées; il ordonna que ces piéces fussent supprimées des registres du parlement, comme contraires au respect et à la soumission dont cette compagnie devoit l'exemple; il défendit enfin d'y donner aucune suite,

et d'en faire à l'avenir de pareilles.

La saine partie de la Nation attendoit avec inquietude l'issue de cette guerre, et les conspirateurs du Palais-royal soupiroient après le moment où elle permettroit au prince de se mettre en évidence. Le parlement le servoit avec une infatigable activité; bien loin que cette compagnie se crût hors de combat par la dernière réponse du roi, elle revint à la charge avec plus de force qu'elle n'avoit encore fait; elle adressa au monarque de nouvelles remontrances qui mirent en feu et la capitale et les provinces. Je crois devoir les transcrire dans leur entier : elles sont l'ouvrage de d'Eprémesnil dont il est intéressant de connoître les principes à cette époque; elles présentent en outre un tableau fidèle des maximes qui avoient de la vogue à la même époque; enfin par l'effet qu'elles produisirent, elles mirent la cour dans la nécessité de céder à l'opinion qui dominoit, et d'ouvrir au duc d'Orléans, le chemin au trône. Sous ce triple point de vue, aucun monument de notre révolution ne mérite plus que celui-

là d'être présenté à la postérité.

» Sire, la réponse de votre majesté, du 17 de ce mois, est affligeante; mais le courage de votre parlement n'en est point abattu. L'excès du despotisme étoit l'unique ressource des ennemis de la nation et de la liberté; ils n'ont pas craint de l'employer. Leur succès est le présage des plus grands maux. Les prévenir, s'il est possible, sera jusqu'au dernier moment, l'objet du zèle devotre parlement. Il trahiroit par son silence, les plus chers intérêts de votre majesté, en livrant le royaume à toutes les invasions du pouvoir arbitraire. Telle en effet, seroit la conséquence des maximes surprises à votre majesté. Si vos ministres les faisoient prévaloir, nos rois ne seroient plus des monarques, mais des despotes; ils ne régneroient plus par la loi, mais par la force, sur des esclaves substitués à des sujets ».

» La marche des ministres ambitieux est toujours la même. Etendre leur pouvoir sous le nom du roi, voilà leur but; calomnier la magistrature, voilà leur moyen. Fidèles à cette ancienne et funeste méthode, ils nous imputent le projet insensé d'établir dans le royaume, une aristocratie de magistrats. Mais quel moment ont-ils choisi pour cette imputation? Celui où votre parlement éclairé par les faits, et revenant sur ses pas, prouve qu'il est plus attaché aux droits de la nation, qu'à ses propres exemples ».

» La constitution françoise paroissoit oubliée, on traitoit de chimère l'assemblée des Etatsigánéraux. Richelicu et ses cruantés, Louis XIV et sa gloire, la régence et ses désordres, les ministres du feu roi et leur insensibilité, sembloient avoir pour jamais effacé des esprits et des cœurs jusqu'au nom de nation. Tous les états par où passent les peuples pour arriver à l'abandon d'eux-mêmes, terreur, enthousiasme, corruption, indifférence, le ministère n'avoit rien négligé pour y faire tomber la nation françoise. Mais il restoit le parlement : on le voyoit frappé d'une léthargie en apparence universelle; on 'se trompoit. Averti tout-à-coup de l'état des finances, forcé de s'expliquer sur des édits désastreux, il s'inquiète, il cesse de se faire illusion : il juge de l'avenir par le passé: il ne voit de ressource pour la nation que la nation ellemême. Bientôt après de mûres et sages réflexions, il se décide. Il donne àl'univers l'exemple inoui d'un corps antique, d'un corps accrédité, tenant aux maximes de l'état, qui remet de lui-même à ses concitoyens un grand pouvoir dont il usoit pour eux depuis un siècle, mais sans leur con ntement exprès. Un prompt succès répond à son courage. Le 6 juillet il exprime le vœu des états-généraux; le 19 sep-

tembre, il déclare formellement sa propre incompétence; le 19 novembre, votre majesté annonce elle-même les états-généraux; le surlendemain elle les promet, elle en fixe le terme: sa parole est sacrée. Qu'on trouve sur la terre, qu'on che rche dans l'his-toire, un seul empire où le roi et la nation aient fait paisiblement d'aussi grands nas, le roi vers la justice, la nation vers la liberté! les états-généraux seront donc assemblés! les états-généraux rentreront dans leurs droits! nous ponvons le demander à vos ministres : à qui le roi doit-il ce grand dessein? à qui la nation doit-elle ce grand bienfait? et vos ministres osent nous accuser auprès du roi, auprès des penples, d'aspirer au pouvoir aristocratique! On n'avoit pas songé à nous faire ce reproche en 1697, quand votre parlement enregistroit la capitation; en 1710 quand il enregistroit le dixième; depuis 1710 jusqu'en 1782, quand il consentoit la prorogation, ou même l'accroissement par le meyen d'un troisième vingtième. Quel est donc ce nouveau zèle? Les ministres ne doutent pas de nos pouvoirs, les ministres rendent justice à nos bonnes intentions, tant qu'ils espèrent abuser de nos suffrages pour accabler la nation d'emprunts et d'impôts, et ne voient plus en nous que d'ambitieux aristocrates, quand nous refusons de favoriser ou partager leur despotisme ».

»Non, sire, point d'aristocratie en France, mais point de despotisme. Telle est la constitution, telle est aussi le vœu de votre par-lement, et l'intérêt de votre majesté ». » Qu'on admette un moment les maximes

surprises à votre majesté; que sa seule volonté fasse l'arrêt en matière d'administration et de législation, et que les conséquences se tirent enfin sur le principe ».

» L'héritier de la couronne est nominé par la loi, la nation a ses droits, la pairie a les siens. La magistrature est inamovible, chaque province a ses coutumes, ses capitulations; chaque sujet a son juge naturel; tout citoyen a ses propriétés; s'il est pauvre,

il a du moins sa liberté ».

" Or nous osons le demander : quels sont les droits, quelles sont les loix qui pourroient résister à la prétention annoncée par vos ministres sous le nom de votre majesté »! » La seule volonté sera la loi en matière de législation. Elle pourra donc par une loi, disposer de la couronne, choisir ses héritiers, céder ses provinces, priver les étâtsgénéraux du droit d'accorder les subsides, dénaturer la pairie, rendre la magistrature amovible; changer les coutumes, intervertir l'ordre des tribunaux, s'investir elle-même du droit de juger seule, ou de choisir les juges en matière civile, en matière criminelle ; se déclarer enfin propriétaire des biens de ses sujets, et maîtresse de leur liberté».

» L'administration embrasse les emprunts et les impôts; la volonté du roi fera l'arrêt:

le roi pourra donc augmenter à son gré les emprunts et les impots ».

» S'il plaisoit au roi trompé de supprimer et sur-le-champ de recréer toutes les cours souveraines de son royaume, pour les borner à rendre la justice: s'il lui plaisoit de transporter d'une province à l'autre des citoyens, des magistrats, des familles, des compagnies ent'ères ; s'il lui plaisoit d'élever sur les ruines de l'ancienne magistrature, un corps unique qui fût non-seulement un si-mulacre de liberté, mais un instrument de servitude ; s'il lui plaisoit , par l'effet d'une surprise encore plus funeste, de laisser les ministres semer la division parmi les magistrats, nous opposer les uns aux autres, nous placer entre l'opprobre et la disgrâce, choisir dans le parlement ceux qui perdroient, ceux qui conserveroient le droit de vérification, il faudroit donc quitter son domicile, renoncer à son pays, se dépouiller de ses affections, s'arracher à ses confrères, violer son serment, trahir l'état, s'exposer au déshonneur, ou se livrer aux coups du despotisme? et tout cela sur un seul mot de la bouche du roi ».

»Dira-t-on que le roi n'abusera jamais du droit qu'on lui suppose? qu'il sera toujours juste? que ses loix et ses arrêts respecteront toujours les droit de tous, depuis son fils aîné jusqu'au dernier de ses sujets? Votre parlement, sire, sera forcé de répondre que la supposition est impossible; que les rois sont hommes, qu'il n'est point d'homme infaillible: et c'est précisément parce qu'il n'est point donné aux rois d'être sans cesse en garde contre l'erreur eu la séduction; c'est pour ne pas abandonner la nation aux malheureux effets des volontés surprises, que la constitution exige en matière de loix, la vérification libre des cours; en matière de subsides, l'octroi préalable des états-généraux, pour être sur que la volonté du roi sera conforme à la justice, et ses demandes aux besoins de l'état ».

"» Le droit d'accorder librement des subsides ne fait pas des états-généraux une aristotocratie de citoyens. Le droit de vérifier librement les loix, ne fait pas des parlemens

une aristocratie de magistrats ».

» On est gouverné par des aristocrates! mais votre parlement n'aspire point à gouverner; dans ses jugemens, il est soumis aux loix; sa volonté n'est rien; il prononce, mais la loi a décidé. Nous faisons gloire d'en convenir, et nous aimons à retrouver dans les mémoires de nos concitoyens, cette phrase usitée: La cour ne peut se dispenser de rendre tel arrêt. Ils ont raison : cette phrase qui rend hommage à la justice de votre parlement, lui rappelle ses devoirs. La cour ne peut se dispenser de juger suivant la loi : la cour ne peut se dispenser de remontrer suivant la loi; la cour ne peut se dispenser de résister avec respect suivant la loi ».

» S'ensuit-il cependant que votre parlement prétende réduire la volonté du roi à la valeur de l'opinion d'un de ses officiers? Non, sire, il est aux pieds du trône pour l'appuyer et l'éclairer; cette place suffit à son ambition. Ses droits, même les plus certains, il ne sait les exprimer qu'en termes respectueux; mais le respect n'est pas incompatible avec la liberté. S'agit-il d'un procès? le roi n'a peint de volonté, la loi est faite, elle doit decider. Il est le premier juge. Votre auguste prédécesseur l'a reconnu dans l'affaire de Bretagne. La plupart des témoins de son avis jugent encore au parlement et dans votre conseil. On affecte, il est vrai, de répandre la maxime contraire ; on prétend que les biens, la vie, la liberté, l'honneur des citoyens sont dans la main du roi. Présent, dit-on, il fait l'arrêt; absent, il peut le changer. La servitude elle-même ne tiendroit pas un langage plus vil, mais du moins vos ministres n'ont pas encore poussé les choses jusques-là ».

» S'agit-il d'un subside ? c'est à la nation à l'accorder. La liberté des états-généraux n'a pas encore fait la matière d'un doute ».

» S'agit-il d'une loi? C'est aux cours à la vérisser librement; mais le droit de vérisser librement les loix n'étant pas celui de les faire, les cours ne peuvent ni forcer ni suppléer la volonté du roi. Votre parlement, Sire, l'a déja protesté, et le répétera aussi

souvent que les ministres tâcheront d'obscurcir cette vérité ».

» Au reste, dans leur propre systême, la pluralité n'a pas été connue de votre ma-jesté le jour même de la séance. Il est inconcevable que les ministres distinguent le résultat des opinions de la pluralité, comme si la pluralité n'étoit pas le résultat, et qu'ils veuillent persuader à votre majesté, que pour avoir entendu des opinions isolées, elle a pu juger par elle-même du résultat qu'auroient donné les avis résumés, comme s'ils ignoroient que les premiers opinans sont quelquesois ramenés par les der-

» S'il étoit arrivé que votre parlement eût refusé des loix utiles, il faudroit plaindre l'humanité, sans rendre le roi despote, sans détruire la constitution, sans établir la servitude par le système de la seule volonté. Mais est-il vrai que votre parlement ait à se reprocher des refus de cette espèce? Il ose demander quelles sont les loix utiles qui font la règle de ses jugemens, et dont la France est redevable à l'autorité absolue de ses rois »?

» Ce n'est pas le concordat. Le parlement en a, il est vrai, différé la publication; mais toute la France pensoit comme lui. Votre majesté n'ignore pas que cette loi faisoit gé-mir également l'église et l'état ». » Ce n'est pas l'ordonnance de Moulins : le

parlement

parlement a combattu, non pas la loi, mais l'article second de cette loi, lequel portoit atteinte au droit sacré de l'enregistrement; article déplorable, le premier de son genre, et le sujet du repentir de l'Hôpital mourant.

» Ce n'est pas l'ordonnance de 1629, vulgairement appellée le code Michaux. L'article 53 offroit le même vice que le 2° article de celle de Moulins. Le code Michaux avoit d'ailleurs d'autres inconvéniens : il fot enregistré en lit de justice, mais il n'a pas eu

d'exécution.

» Ce n'est pas l'ordonnance de 1667 : on peut dire au contraire qu'elle fut en partie l'ouvrage du parlement. Ses députés l'ont concertee avec les commissaires du conseil. Ceux-ci soumettoient les articles au roi, les députés du parlement en rendoient compte à leur chambre respective. On reportoit aux conférences les intentions du roi et les réflexions des chambres. L'ordonnance fut ensin rédigée. Cette loi étoit utile, mais le titre premier qui détruisoit le droit de véri-fication étant inadmissible, Louis XIV crut avoir besoin d'un lit de justice. C'étoit sans doute le moyen de compromettre l'exécution de l'ordonnance. Quel fut l'événement? le parlement eut le courage de ne pas reconnoître le premier titre, et la sagesse de consacrer par ses arrêts le surplus de l'ordonnance.

» Lui seroit-il permis d'opposer à son tour Tome I.

auxennemis du droit de vérification, la fouie des loix fâcheuses dues aux lits de justice? Sans remonter plus haut que la régence, si de-puis cette époque, nos loix, nos mœurs, la for-tune publique, tous les états, toutes les com-pagnies, la plupart des familles ont éprouvé tant de secousses, ne sont-ce pas les tristes fruits du pouvoir arbitraire manifesté par des lits de justicé! si les impôts n'ont fait qu'augmenter les dépenses, n'est-cé pas un effet de la sécurité que les lits de justice inspiroient aux ministres? Si l'économie a pris sérieusement la place de la prodigalité, n'est-ce pas au moment où les ministres ont cessé de compter sur la même facilité? Le regne du feu roi, (pourquoi le tairions-nous? au défant du parlement, l'histoire l'observeroit.) Ce regne marqué par tant de lits de justice, l'est aussi par l'excès des im-

pôts, des emprunts et des profusions.

» En vain pour justifier le despotisme, on affecte de craindre pour le législateur. Il aura donc autant de volontés que de cours dans son royaume. Telle est l'objection de vos ministres. La réponse est dans l'histoire, la réponse est dans les loix. Un serment général, celui du sacre, lie à toute la France son souverain. Mais le roi ne regne pas sur toutes les provinces au même titre. En Normandie, en Bretagne, en Guyenne, en Languedoc, en Provence, en Dauphiné, en Alsace, en Bourgogne, en Franche-Cointé, dans les pays conquis, dans les pays unis, différentes conditions réglent

l'obéissance. En Bearn, le premier article de la coutume est un serment du roi d'en respecter les privilèges. Ce serment est re-nouvellé par le roi en personne aux députés des états de cette province, après quoi la province prête le sien. Vous avez vous-même, sire, renouvellé le vôtre. La volonté du roi pour être juste, doit donc varier suivant les provinces. Ce ne sont pas les cours qui l'en-chaînent, mais les principes. Chaînes heu-reuses, qui rendent plus solide le pouvoir légitime! Chaque province a demandé un parlement pour la défense de ses droits particuliers. Ces droits ne sont pas des chimères, ces parlemens ne sont pas de vaines institutions. Autrement le roi pourroit dire à la Bretagne : je vous ôte vos états ; à la Guvenne, j'abroge vos capitulations; au peuple du Béarn : je n'entends plus vous prêter de serment; à la nation même: je veux chan-ger celui du sacre; à toutes les provinces: vos libertés sont des chaînes pour le législateur; vos parlemens l'obligent à varier ses volontés, j'abolis vos libertés, je détruis vos parlemens.... Il est certain qu'alors la volonté du roi pourroit être uniforme. Mais, sire, ah! qu'il soit permis à votre parlement d'en concevoir quelques allarmes, seroit-elle juste? seroit-ellemudente? seroitil enfin possible que vos ministres eussent formé de tels projets? Ce n'est sûrement ni l'intention, ni l'intérêt de votre majesté.

» Pour votre parlement, ses principes, ou

plutôt, sire, ceux de l'état, qui lui sont confiés, sont immuables. Il n'est pas en son pouvoir de changer de conduite. Quelquefois les magistrats sont appellés à s'immoler aux loix, mais telle est leur honorable et périlleuse condition, qu'ils doivent cesser d'être, avant que la nation cesse d'être libre.

Ce sont là,

le of

SIRE,

Les très-humbles et très-respectueuses remontrances qu'ont cru devoir présenter à votre majesté,

> Vos très-humbles et très-obéissans, très-fidèles et très-affectionnés serviteurs et sujets, les gens tenant votre cour de parlement.

L'humilité de cette formule contrastoit un peu avec le ton qui régnoit dans le corps des remontrances. Comment des gens qui avouoient tenir du roi les fonctions qu'ils exerçoient, avoient-ils la prétention d'être dans l'état une autorité indépendante du monarque? Depuis quand un commis n'est-il pas dans la dépendance immédiate et per-. His pétuelle du commettant? La postérité en lisant ces remontrances, en pourra louerle style, mais elle ugera sans doute que la

compagnie dont elles étoient l'ouvrage, avoit la vue bien courte. Si la gravité de l'histoire me permettoit de hasarder une comparaison familiere, je dirois que messieurs du parlement ne ressembloient pas mal dans cette occasion à ces animaux amphibies, qui ne voulant pas du roi débonnaire que Jupiter leur avoit envoyé, l'importunèrent tellement par leur croassement, qu'ils en obtinrent

un second qui les dévora tous.

Ce nouvel écrit cut un succès prodigieux; on n'alloit nulle part sans l'avoir dans sa poche, on en dévoroit la lecture; cela venoit de cet appel qu'on y faisoit à la liberté, et des traits qu'on y décochoit contre le despotisme. L'effervescence fut universelle; on' ne parloit que de recouvrer sa liberté, que d'abattre le despotisme : d'Eprémesnil qu'on d'Ip savoit être le rédacteur de ces remontrances, devint une idole du peuple. Il ne pouvoit plus paroître en public sans donner lieu à la foule qui le reconnoissoit, de s'emporter à mille pitoyables extravagances, en témoi-gnage d'allégresse. D'Orléans dont la résistance avoit amené tout ce bruit, et qui en avoit été payé par l'exil, étoit regardé toutà la fois comine le sauveur et le martyr de la patrie.

Le parlement, ébloui et trompé par les transports de joie et de reconnoissance qu'excitoit la guerre qu'il faisoit à la conr, n'en étoit que plus porté à la pousser avec vigueur. Tantôt il demandoit la prompte H 3

ttes

tenue des états-généraux, tantôt l'abolition de ce qu'on appelloit dans ce tems-là les lettres de cachet, et toujours le rappel du duc d'Orléans. « Nous sommes autorisés à croire, disoit-il dans de nouvelles remontrances qui parment deux mois après celles qu'on vient de lire, que le duc d'Orléans n'est point coupable. Nous ne cesserons, ajoutoit-il, de demander très-respectueusement à votre majesté, par une conséquence digne du prince dont nous sommes privés, la liberté personnelle de cet auguste prince. Ce n'est plus, disoit-il en finissant, un prince de votre sang que votre parlement redemande au nom des loix et de la raison, c'est un

françois, c'est un homme ».

Voilà à quel point le duc d'Orléans par des intrigues ténébreuses, avoit séduit tous nos corps de magistrature. D'Eprémesnil qui lorsque la révolution éclata, gémissoit des remontrances qu'il avoit composées, m'a raconté que ceux de ses collègues qui étoient dans les intérêts et les secrets du duc d'Orléans, avoient conquis sur le parlement une influence extraordinaire, et que lui-même avoit été complettement leur dupe. On ne peut rendre raison de l'enthousiasme aveugle avec lequel toutes les ceurs souveraines s'étoient jetées dans le parti de ce prince, qu'en disant que c'étoit un enchantement incompréhensible un délire presque surnaturel. Cependant un tel enchantement n'étoit pas l'effet du seul hasard, et il est impossible que

l'homme qui l'avoit produit, manquât de toute habileté. Il en falloit pour remuer ces masses, il en falloit dans le choix des agens qui devoient les empêcher de se raffermir, il en falloit pour former l'opinion qui égaroit ces grands corps et les mettoit à la dévotion de l'homme le moins digne de cet appui.

Il est incontestable qu'ainsi soutenu, le duc d'Orléans pouvoit aspirer à tout, et que par les succès qu'il avoit déjà obtenus, il devoit être porté à bien augurer de ceux qu'il auroit dans la suite. J'ai à parler maintenant des projets dont il s'occupoit dans son château de Villers-Cotteret. Ils prouveront qu'il n'étoit pas non plus sans prévoyance.

Fin du Livre second.

HISTOIRE

DELA

CONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH D'ORLÉANS,

SURNOMMÉ ÉGALITÉ.

LIVRE TROISIEME.

Projets de d'Orléans pendant son exil de Villers-Cotteret. Menées de ses complices dans le parlement. Succès qu'ils obtiennent. Soulèvement de la Mugistrature et de la Noblesse. Première manœuvre pour produire une famine générale. Scènes sanglantes. Premier acte de popularité que fait solemnellement le pue d'Orléans.

S J v s un extérieur simple et tranquille, le duc d'Orléans cachoit une ame extraor-

dinairement haineuse, vindicative et féroce. rancore Il étoit avec cela, le plus dissimulé des hommes; et quoi qu'on ait dit de son impéritie, jamais conspirateur n'entendit mieux que luil'art de ne pas se compromettre. Il l'emporta à cet égard, sur Catilina qui fit la faute de parler de ses projets, dans des lettres que Cicéron intercepta et lut en plein sénat. Avec de pareilles pièces il fut aisé de l'accuser, de le convaincre et de le condamner. Au lieu que d'Orléans mit une telle circonspection dans ses menées, qu'il ne donna jamais prise sur lui. On le devinoit bien; mais on ne pouvoit pas lui opposer des preuves matérielles. C'est même une chose, qui tient en quelque sorte, du prodige, qu'ayant dans la capitale et dans les provinces, des milliers de complices de sa conjuration, il n'y eut dans aucun temps, une correspondance écrite entr'eux et lui; ou que s'il y en eutune, il fut tou-jours impossible à ceux qui avoient intérêt de le démasquer, d'en offrir au public aucune trace.

Depuis le moment où, comme on l'a vu Lisapp plus haut, il s'étoit cru frustré de l'espoir de succéder au duc de Penthiévre dans la charge de grand amiral de France, il avoit voué au monarque, une haine qu'il désiroit impatiemment de satisfaire. L'ambition s'étoit mêlée à la haine; ces deux passions brûloient son ame de tous leurs feux. Son exil de Villers-Cotteret exalta au plus haut degré s sentimens qui l'agitoient. Au premier instant de sa disgrace, son sang s'alluma, il tomba dans un véritable délire. Revenu de ce premier accès, il s'emporta en imprécations, en menaces contre le roi, et principalement contre la reine, qu'il savoit être la seule cause de l'humiliation qu'il venoit de recevoir. Pendant plusieurs jours il fut inabordable; il sembla avoir perdu le jugement. Il brisoit ses meubles, il maltraitoit ses gens; ce qui paroissoit d'autant plus extraordinaire, que comme je l'ai dit, il étoit naturellement bon avec ses serviteurs.

Un de ses valets de chambre qui avoit toute sa confiance, ne le perdoit pas de vue, et ne laissoit approcher de lui, que deux ou trois domestiques dont la fidélité étoit reconnue. Ce valet de chambre ne cessoit de le supplier à mains jointes, de se modérer, et lui représentoit tout le danger qui pouvoit résulter des indiscrétions auxquelles il se livroit. « Eh bien! lui dit un pour d'Orléans, dussè-je périr, je péri rai content, si j'entraîne dans ma perte le roi, et sur-tout la reine; et je le jure le jure pe les y entraînerai, je les rendrai auss malheureux que des créatures vivantes peuvent l'être; j'y dépenserai toute ma

Ces scènes de frénésie ne farent pas s secrettes qu'il n'en perçât quelque chos dans le public; mais si elles parvinrentaux

» fortune; j'y perdrai la vie même, s'i

oreilles de ceux qui avoient un si grand intérêt à mettre d'Orléans dans l'impossibilité de leur nuire, ils regardèrent ces menaces comme les premiers mouvemens d'une rage impuissante, et les dédaignèrent. Ce fut une grande faute: la haîne est industrieuse; elle peut rendre redoutable l'ennemi le plus foible en apparence; et d'Orléans, par les circonstances qu'avoient amenées ses intri-

gues, n'étoit plus un ennemi foible.

Il se rendit enfin aux représentations du consident de ses projets de vengeance. Il se modéra, et reprit le masque de l'hypocrisie; mais loin de rien changer pour cela à ses résolutions, il jura, au contraire, d'en obtenir, à quelque prix que ce fût, l'accomplissement. Il comprit qu'il lui importoit plus que jamais, de dissimuler et de fortifier l'opinion où on étoit à la cour, que son inapplication, sa légéreté, son goût exclusif pour le plaisir, le mettoient dans l'impuissance de tenter ni de suivre aucune entreprise sérieuse. Il reprit donc un extérieur gai et tranquille, et parut ne rechercher comme auparavant, que des occupations frivoles. Mais au milieu de cette apparence de dissipation, il concerta les moyens de faire reussir les desseins qu'il formoit. Ses ri-chesses et son nom lui donnoient déjà de grandes facilités pour arriver à leur exé-cution. Quoiqu'il fût très peu versé dans l'histoire, il sentit que ce n'étoit point en-core assez de ces moyens, et qu'il devoit

commencer par jouir de l'amour et de l'estime de ceux qu'il vouloit séduire. Il essaya donc de conquérir la considération publique. Ses amis de l'aris lui gagnèrent la plupart des journalistes; et ceux-ci lui vendirent avec complaisance leur plume. Ils en publièrent des actions qui le représentoient comme un prince entièrement revenu des erreurs de sa jeunesse, et qui n'avoit plus d'autre ambition que d'être utile à son pays et aux malheureux. Ces écrivains travaillèrent également de la meilleure grace du monde, à lui faire une réputation de courage, sans laquelle un chef de conspirateurs ne peut

jamais s'élever.

Je ne rapporterai ici qu'un seul des traits que racontérent de lui, les feuilles publiques. C'est celui qui fit le plus de bruit, et lui attira plus de louanges. Ce prince, disentles journalistes, passoit sur un méchant pont de pierre, snivi d'un de ces valets, qu'on appelloit Jockey, du nom qu'ils avoient en Angleterre. A peine le prince eut passé, que le pont s'écroula, et le Jockey tomba dans la rivière. Le duc d'Orléans revient aussitôt sur ses pas, se jette généreusement à l'eau, nage long-temps, parvient n saisir son domestique par les cheveux, et le ramène sain et sauf à terre. Là, le Jockey se met aux genoux de son auguste libérateur, les embrasse, les arrose de ses larmes, et ne trouve point d'expression pour rendre sa reconnoissance. Le prince le re-

Bridge

Jockey.

lève avec bonté, et d'un air riant lui dit: « Le seul témeignage de reconnoissance, » mon ami, que je te demande, est de ne » plus à l'avenir, te faire couper les che-» veux d'aussi près; car tu vois la peine

» que j'ai eue à te tirer d'affaire ».

J'ai connu des gens qui encore aujourd'hui, lorsqu'on leur parle de ce trait, s'emportent, et soutiennent que jamais le duc d'Orléans ne s'est honoré d'une sem-blable action. Je n'aurai pas la même assurance. Comme d'un autre côté, je n'ai point été le témoin oculaire de ce fait, je ne dirai pas que ce ne soit pas en-core là un roman des journalistes vendus à d'Orléans; cependant, je n'y trouve rien contre la vraisemblance; le prince savoit très-bien nager ; il y auroit de la partialité à croire qu'il ne fût pas susceptible d'un mouvement de générosité; et pouvant y obéir sans beaucoup de risque, pourquoi auroit-il rejetté cette occasion de sauver la vie à un de ses serviteurs, et de se couvrir de la gloire que lui vaudroit la publicité de cet acte d'humanité? J'ajonterai, que lorsque les feuilles périodiques en eurent parlé, on y crut généralement Les personnes même qui n'estimoient pas d'Orléans, ne le révoquèrent pas en doute. De sorte que ce fait étant du genre de ceux qui paroissent appuyés sur la notoriété publique, un historien pourroit le recueillir,

sans qu'on eût droit pour cela, de l'accuser de crédulité.

Les Parisiens à cette époque, étoient encore dans l'habitude de rire de tout, des bonnes comme des mauvaises actions. Il parut'sur nos quais, une estampe qui peignoit d'une manière assez facétieuse, l'action que je viens de raconter. Le prince étoit représente levant au-dessus de l'eau, la moitié du corps, nageant de la main gauche, et tenant de la dioite, la chevelure de son Jockey. Au-dessous de l'estampe on avoit gravé ces mots: Allons, Dieu soit loue! voilà un prince qui revient au-dessus de l'eau. Cette plaisanterie qui faisoit sourire, ne lui étoit point au fond injurieuse, et prouve que des lors il avoit fait quelque progrès dans l'estime d'une portion de scs

concitoyens.

tation Le duc d'Orléans ne négligea également aucun des moyens qui pouvoient lui gagner ularity. la bienveillance du peuple qui habite les campagnes. Il promettoit des dots aux filles nubiles; il tenoit sur les fonds baptismaux, les nouveaux nés; il répandoit à propos, quelques libéralités; il entroit dans toutes les chaumières; il s'asseyoit à côté du fermier, du laboureur, de l'ouvrier, et cansoit familièrement avec eux. On ne sauroit croire à quel point ces manières séduisent le petit peuple, et avec quelle facilité elles l'attachent aux princes qui savent descendre

à cette familiarité. J'entretenois, il n'y a pas long-temps, un paysan qui, tout en. convenant des crimes du duc d'Orléans, se senvenoit cependant encore avec attendrissement, de l'affabilité avec laquelle ce prince lui avoit parlé une fois, à lui, à sa femme et à ses enfans.

A l'égard de la cour, le duc d'Orléans entreprit de la tromper à force de dissimulation; mais de manière qu'il ne pût jamais être convaincu par le parti contraire, de s'être rapproché delle. Il étoit nécessaire à ses vues, qu'il lui fût libre de revenir à Paris. S'il en eût fait la demande par écrit, ses lettres auroient pu être produites. I fit donc solliciter par son épouse, son prompt retour. La princesse en priant le roi de déférer au vœu de son mari, le supplia d'oublier le passé, et se dit autorisée par le duc d'Orleans, de promettre que désormais, il ne prendroit plus aucune partaux affaires publiques, et qu'il n'auroit d'autre étude que de prouver par sa nouvelle conduite, tout le regret qu'il avoit de s'être privé des bonnes graces du monarque. Louis XVI partageoit avec la France entière, l'intérêt et la vénération qu'inspiroient les Jutches vertus de la duchesse d'Orleans. Il se rendit à ses sollicitations. Trompée la première par les protestations hypocrites de son époux, elle trompa à son tour, le roi, qui aimant à croire le prince revenu de ses égaremens, se fit illusion sur la

sincérité de son repentir et de son chan-

gement.

Aiusi assuré de son retour, le duc d'Orpoly of léans en attendant qu'il s'effectuât, concut pour opérer la ruine de ceux qu'il haissoit, et s'élever au trône, un projet si atroce, que rien de semblable n'avoit été tenté dans les siecles passés. Il imagina d'accaparer lui-même tout le bled de France; de se rendre maître de la subsistance de la nation entière, de produire une famine générale ; de concerter si bien ses intrigues à cet égard, qu'il pût persuader au peuple, que le gouvernement seul étoit coupable, et cause de cette terrible calamité. Il trouvoit encore dans ce systême de famine, l'avantage détestable de pousser au désespoir les habitans des villes et des campagnes, et de les conduire du désespoir à l'insurrection. De plus, si par suite du bouleversement qu'amèneroit la disette, il parvenoit à se saisir de l'autorité suprême, il seroit assuré de se maintenir dans son usurpation, en faisant renaître tout-à-coup l'abondance.

On ne manquera pas en effet, se disoit-il à lui-même, de préférer le nouveau règne au dernier; d'exécrer le roi qu'on croira avoir amené la disette, et d'idolatrer celui qui aura mis fin à ce désastre. L'impolitique édit qui permettoit l'exportation indéfinie des grains, fit concevoir à d'Orléans cet abominable dessein, et lui donna la funeste facilité de l'exécuter. Ce malheureux

édit a causé à la France plus de maux que ne lui en auroient fait vingt années d'une stérilité totale. Voilà comme une seule erreur en politique peut amener la chûte des empires les mieux affermis; et il n'est pas d'erreur plus cruelle en administration que celle qui prive le peuple de l'aliment de première nécessité. Lorsqu'il souffre de la faim, il ne s'en prend'ni à la ri-gueur des saisons, ni aux élémens, ni à aucune cause naturelle; il tourne ses regards vers ceux qui gouvernent, et conclut non sans quelque raison, que puisqu'ils ne savent pas le nourrir, ils ne sont pas non plus dignes de le gouverner. Quand il s'est pénétré de cette idée, il ne l'abandonne plus; il est capable de se porter à tous les excès. Les discussions politiques ne sauroient ni l'adoucir ni l'arrêter, parce qu'il vit de pain, et non de raisonnemens. En général, il ne faut jamais lui parler de sa subsistance; il faut qu'il la reçoive, sans connoître les efforts pénibles qui la lui pro-curent. S'il les connoît, il craindra leur insuffisance; et pour vouloir prévenir les maux qu'il redoutera, il s'enfoncera rapidement dans un abyme de misère. C'est sur tout à cet égard, que ceux qui gouvernent, doivent imiter la providence, dont nous recueillons les bienfaits, sans voir la main, sans connoître les loix qui nous les dispensent. Telles étoient les idées que d'Orléans rou-

loit dans son esprit, depuis son éloignement Tome I.

de la Cour; il ne désiroit s'en rapprocher, que pour se réunir à ses complices, que pour s'environner des agens et des instrumens propres à réaliser son système de famine. En attendant de recueillir les fruits du nouveau plan de conduite qu'il s'étoit tracé à Villers-Coteret, il jouissoit de l'opiniatreté avec laquelle les parlemens combattoient les ministres, à l'occasion de son exil. Les journalières remontrances de ces corps, l'impossibilité de se procurer de l'argent, jettèrent les ministres dans un labyrinthe d'où il leur fut impossible de sortir.

enne

Coteret

De Brienne, de concert avec Lamoignon, imagina de nouvelles mesures qu'il crut propres à lui procurer ce qu'il ne pou-voit obtenir des cours souveraines. Il fit, dans le plus grand secret, le travail qui devoit amener un autre ordre de choses; mais la nature même de ce travail exigea qu'il prît des précautions qu'on ne put pas décober à la connoissance du public. Tous les jours à Versailles, les ministres se rendoient chez le roi, avant son lever, et tenoient en sa présence un comité. On ordonna aux commandans et aux intendans de provinces, de se rendre dans les villes qui étoient siège d'un parlement. On envoya dans les mêmes villes, un conseiller d'état et un maître des requêtes; on leur dit verbalement à leur départ, qu'ils recevroient quand il en seroit temps, les ordres du roi; et que son intention étoit que sa volonté stit exécutée littéralement, sans interprétation ni modification. Des gardes environnoient nuit et jour, l'imprimerie royale. Personne du dehors ne pouvoit y entrer; aucun ouvrier n'avoit la liberté d'en sortir.

Ces mystérieux préparatifs, en allarmant les parlemens, les portèrent à se tenir plus que jamais sur leurs gardes, et à faire de nouveaux efforts pour ruiner entièrement l'autorité des ministres. D'Eprémesnil, et d'un autre conseiller, appellé Goislard de gais la Monsabert, entraînés et avenglés par les perfides insinuations des amis de d'Orléans, ne cessoient matin et soir, de faire à leur compagnie des dénonciations, tantôt contre des abus qu'ils disoient se commettre dans la perception des impôts, tantôt contre les lettres de cachet.

La publicité que l'on donnoit à ces dénonciations, achevoit bien de ruiner le crédit des ministres, et d'affoiblir le pouvoir du monarque lui-même; mais pour obtenir un succès complet, et tourner contrela cour les nouveaux coups dont elle menaçoit la magistrature, il s'agissoit de connoître l'objet du travail ténébreux dont elle s'occupoit. On désespéroit d'y parvenir, et on s'en tenoit à de simples conjectures qui ne permettoient pas de prendre une marche assurée. Cette incertitude ne dura pas longtems; le secret des ministres fut enfin éventé par l'imprudence de Brienne. Voici com-

ment la chose se passa.

Parmi les conjurés qui se réunissoient chez Duport, Huguet de Sémonville monwille troit le plus d'ardeur à exciter des troubles. Il avoit quelque crédit dans son corps, et toute la confiance des conspirateurs. Comme il avoit de la souplesse dans les, manières, et beaucoup de talent pour l'intrigue, il s'étoit depuis quelque temps, et avec leur autorisation, introduit dans le cabinet de de Brienne. Il persuadoit à ce ministre qu'il étoit auprès de lui, l'espion de sa compagnie; et la vérité est qu'il ne mentoit point; car il lui rendoit un compte fidele de ce qui se passoit au parlement et chez Duport. Cette conduite sit que de Brienne lui confia sans répugnance, toutes les opérations dont le secret intriguoit le parlement.

D'un autre côté, Huguet de Sémonville faisoit entendre à ceux de ses confrères qui s'assembloient chez Duport, qu'il ne visitoit si fréquemment de Brienne que pour les instruire des vues de ce ministre. Afin de les convaincre de sa sincérité, il leur communiquoit en effet une partie de ce qu'il apprenoit, D'Eprémesuil le pressa si vivement pour qu'il dit ce qu'il savoit de ce qui se passoit à l'imprimerie royale, il l'embarrassa de tant de questions, que pour ne pas se rendre suspect, il laissa échapper plus d'aveux qu'il n'avoit peut-être envie d'en faire. Quoiqu'il se tînt sur la réserve, pour le

fond même des nouvelles opérations qui alloient éclore, les demi-confidences que d'Eprémesnil lui arracha, suffirent pour faire deviner l'ensemble du plan.

C'est de cette manière qu'on eut connoissance des innovations que préparoit de Brienne (1). D'Eprémesuil court aussi-tôt solliciter une assemblée des chambres du parlement. Les ducs de la Rochefoncault, d'Uzès, de Praslin, de Charost, de Fitz-James, de Piney, de Gêvres, d'Aumont et de Villars-Brancas se trouvèrent dans cette assemblée. Ceux de ces ministres qui ont survécu à cette époque se souviennent encore aujourd'hui avec admiration de l'étonnante habileté avec laquelle d'Eprémesail

⁽¹⁾ On fit dans le temps, une autre version de la manière dont d'Epremesnil avoit en le secret de ces opérations. On raconta qu'un des ouvriers de l'imprimerie royale, gagné par l'argent de d'Epremesnil, avoit mis dans une boule de terre-glaise, une éprenve du neuveau code que préparoient les ministres, et avoit ensuite jetté cette boule par la fenêtre. Cette version a été adoptée par tons ceux qui ont écrit sur le commencement de notre révolution; ils se sont trompés. Moi-même j'ai consigné cette erreur dans un écrit précédent. D'Eprémesnil, qui n'avoit aucun intérêt à dégniser la vérité, m'a depuis raconté, le fait tel qu'on vient de le lire.

y déploya toutes les richesses, toutes les ressources de l'éloquence. Jamais il n'y eut un succès plus complet, plus universel. Qui lui eût dit alors qu'il ne servoit que le parti d'Orléans, l'eût étrangement étonné. Il émut, il persuada, il entraîna tous ses auditeurs. Tous sur son invitation s'engagèrent par un serment sacré à repousser au péril de leur vie, ce qui seroit proposé par la cour; et afin que le public partageât cet enthousiasme, on accompagna ce serment d'un arrêté qui accusoit sans détour les ministres de vouloir bouleverser la France. Voici la teneur de cet arrêté qui produisit tout ce que pouvoient en attendre ceux qui avoient mis d'Eprémesnil en avant.

"» La cour justement allarmée des événemens funestes dont une notorieté trop constante paroît menacer la constitution de l'é-

tat et la magistrature;

» Considérant que les motifs qui portent les ministres à vouloir anéantir les loix et les magistrats, sont la résistance inébranlable que ceux-ci ont mise à s'opposer à deux impôts désastreux, la demande qu'ils n'ont cessé de faire des états-généraux avant tout impôt nouveau, les projets que peuvent avoir ces ministres, de libérer l'état sans les convoquer, et en se servant d'un moyen auquel ils prévoyoient bien que les cours souveraines s'opposeroient constamment;

» Désirant ladite cour, avant tous évé-

nemens, poser les principes d'une manière

positive :

» Déclare que la France est une monarchie dans laquelle le roi gouverne par des loix fixes et établies; qu'au nombre de ces loix, il en est de fondamentales; celles qui assurent la couronne à la maison régnante, aux descendans d'icelle de mâle en mâle, par ordre de primogéniture; celle qui conserve aux états-généraux seuls convoqués légalement, le droit d'octroyer les impôts; celle qui assure l'inamovibilité des offices de magistrature; celles qui maintiennent la liberté individuelle et la propriété des citoyens, etc. etc.

» Déclare en outre ladite cour, que dans le cas où subjuguée par force, elle se trouveroit dans l'impossibilité de veiller par elle-même aux principes ci-dessus établis, elle dépose dès à-présent ce dépôt entre les mains du roi lui-même, des princes de son auguste maison, des pairs du royaume, des états-généraux et de tout le royaume.

» Déclare qu'elle n'entend prendre aucune part à tout ce qui pourroit être tenté contre ces principes, et que dans le cas où l'on prétendroit établir un corps quelconque pour représenter la cour des pairs, aucun membre de ladite cour ne peut, n'y n'entend y prendre séance, et m'entend reconnoître pour telle que celle qui existe ».

Il seroit difficile de peindre la joie qu'ins-

pira cet arrêté à ceux qui désiroient la con-tinuation et l'accroissement des troubles. Les gens sages gémissoient sur la mal-adresse des ministres qui s'étoient laissé deviner et prévenir; personne ne prévoyoit comment il seroit possible à ceux-ci de briser ces nouvelles entraves. Ce qu'on aura cependant peine à croire, c'est qu'eux seuls paroissoient tranquilles et insoucians. Au sein de la tourmente, eux seuls sembloient ne pas s'effrayer. Le vaisseau public se trouvoit jetté au milieu des écueils, et ils se jouoient avec le gouvernail. Lumoignon en sa qualité de garde-des-sceaux, devoit être l'exécuteur des projets qui alloient éclore. Quelqu'un lui ayant demandé à quoi la nation devoit s'attendre, et comment il s'y prendroit pour mettre la cour dans une entière indépendance des parlemens, il répondit avec une inconcevable légèreté : ce sera la montagne qui enfante la souris. Jamais on ne prophétisa plus mal.

Il s'agissoit dans les nouvelles vues du ministre de Brienne, de créer plusieurs grands bailliages, qui eussent diminué le ressort, le crédit et les épices du parlement. Il s'agissoit aussi de faire des réformes utiles au code criminel. On crioit depuis si longtems contre l'étendue du ressort du parlement de Paris; on l'avoit représenté aux peuples comme si nuisible aux intérêts des justiciables; on sollicitoit depuis un demissiècle avec tant d'ardeur, des changemens

dans les loix criminelles, que si de Brienne eût commencé par ces deux articles, il est assez vraisemblable qu'il eût mis dans ses intérêts la majeure partie du public, et que le parlement n'eût pas osé repousser des innovations qu'on croyoit généralement devoir être avantageuses. Mais l'inepte de Brienne ne savoit pas même faire le bien. Il commença son nouvel ouvrage par soulever le public entier, et lui inspirer une prévention insurmontable contre tout ce qui émaneroit du trône. Avant de rien proposer, il essaya de faire arrêter chez cux d'Eprémesnil et Goislard de Monsabert. Les exécuteurs de de Brienne eurent la mal-adresse de manquer leur proie. Les deux magistrats se é-fugièrent au palais. Les chambres se réu-nissent en un clin d'œil, les pairs sont convoqués; la rumeur est épouvantable; le par-lement met sous la sauve - garde du roi et des loix, d'Eprémesnil, Goislard de Monsabert, tous les magistrats, tous les citoyens. Dans aucune de nos guerres civiles, on n'a-voit vu une telle agitation; tout Paris étoit en feu.

La cour croyant que l'autorité du roi seroit compromise si les deux prisonniers n'étoient pas arrachés au parlement, lève surle-champune armée. Le régiment des gardes françoises et celui des gardes-suisses, commandés par le marquis d'Agoult, major du premier de ces régimens, homme hautain et impérieux, investissent le palais. Tous les membres du parlement, tant les pairs que les magistrats sont constitués prisonniers de guerre. Des fusilliers conduisent ceux qui sont pressés d'un besoin naturel. Le conseiller Titon de Villotran, surpris d'un accès de goutte, dont la douleur lui devient insupportable, demande la permission d'être remené chez lui, elle lui est refusée. Des soldats, les uns armés de haches, les autres de massues, se présentent aux portes de la salle où le parlement étoit assemblé, comme pour les enfoncer; elles s'ouvrent sans difficulté. D'Agoult paroît au milieu des magistrats, lit ses ordres, menace et ordonne à d'Eprémesnil et à Goislard de Monsabert de le suivre; ils obéissent; le premier est conduit aux isles Sainte-Marguerite, et le second à Pierre-Encise, citadelle de Lyon.

Quelques heures après leur départ, d'Agoult ordonne à tous les membres du parlement de se retirer; ils se retirent en effet, et défilent en robe devant les troupes. Les officiers des gardes françoises ferment toutes les portes, même celles de la Conciergerie, et en mettent les clefs dans leurs poches.

Il ne manquoit à Paris qu'un homme pour y entretenir et y diriger tout ce mouvement. Cet homme c'étoit le duc d'Orléans. La cour avoit fait la faute inexcusable de le rappeller de son exil, avant que les scènes que je viens de décrire commençassent; de sorte qu'il est assez probable qu'il eut quelque part

à cette nouvelle fermentation. Au moment où l'ordre de son rappel lui eut été porté, il ne perdit pas une minute pour revenir à Paris. Il étoit fort tard lorsqu'il y arriva. Le lendemain matin il parut à la cour, et eut un quart d'heure d'entretien particulier avec le roi. On n'a jamais su ce qui s'étoit passé dans cette entrevue; on s'apperçut seulement par l'air de contentement que parut avoir Louis XVI, lorsque le duc d'Orléans se fût retiré, que cet entretien avoit donné quelque satisfaction au monarque. On peut conjecturer qu'il reçut du duc d'Orléans des assurances de zèle et de fidélité qui le tranquillisèrent sur la conduite que ce prince tiendroit à l'avenir. Et en effet le duc d'Orléans commença dès ce moment à s'observer encore mieux qu'il n'avoit, fait. Il voyoit d'ailleurs à la tournure que prenoient les affaires publiques, que ses efforts pour se contenir, ne seroient pas de longue durée, et que l'instant ne tarderoit pas à arriver où il pourroit braver impunément l'autorité du

Chacun pensoit comme le duc d'Orléans, qu'au point où les choses avoient été amenées, une épouvantable explosion alloit éclater. De Brienne continuant à agir avec toute l'inconsidération que donne l'ignorance réunie à la présomption, n'omit rien pour hâter la crise que l'on prévoyoit, et pour la rendre plus terrible. A trois projets de loi relatifs à la création de grands bailliages,

et à la réforme du code criminel, il ajouta trois autres édits qui, vu les circonstances où l'on se trouvoit, étoient de véritables folies. Les premiers n'eussent peut-être pas été vus avec déplaisir, mais les derniers devoient couvrir leur auteur de ridicule et de haine.

Le premier de ces trois derniers édits portoit suppression de la seconde et troisième chambre des enquêtes du parlement, ainsi que de celle des requêtes; il réduisoit le corps entier du parlement à soixante - sept conseillers.

Le second édit portoit pour titre : rétablissement de la cour pléniere. Cette cour pléniere eût été composée du roi, du chancelier, en l'absence de celui-ci, du gardedes-sceaux, des présidens du parlement de Paris, des princes du sang, du grand au-mônier et des autres grands officiers de la couronné, des pairs, de deux archevêques, deux évêques, deux maréchaux de France, deux commandans de province, deux lieutenans-généraux, et en outre de quatre personnes qualifiées, d'un certain nombre de conseillers d'état et de maîtres des requêtes, d'un député de chaque province; et quand un grand nombre de magistrats se seroit trouvé absent, ils eussent été remplacés par des magistrats du conseil. C'est à cette cour qu'auroit été confié l'enregistrement des loix.

Enfin le dernier édit ordonnoit une sus-

pension totale du parlement jusqu'à ce que la création des grands bailliag s et des autres établissemens, portes dans les précédens

édits, eût eu son entière exécution.

On ne pouvoit plus mal choisir son temps pour entretenir la nation de semblables nouveantés. La cour ayant promis solemnellement les états-généraux; il devoit arriver qu'on diroit qu'elle n'avoit donc pas envie de tenir ce qu'elle avoit promis; car si les états-généraux étoient accordés, à quelle autre assemblée qu'à celle-là, étoit-il plus naturel de présenter des innovations d'une aussi

haute importance?

De Brienne marcha donc encore dans cette circonstance avec son inconsidération accoutumée. S'il se fût borné à parler d'abord au parlement, de la création des grands bailliages, et de la réforme des loix criminelles, il est possible qu'il eût été écouté; mais mêlant à des changemens que le public sembloit désirer, des nouveautés qui choquoient tant d'intérêts individuels, et que l'opinion repoussoit, il devoitéchouer.

Le lendemain du jour où le marquis d'Agoult eut sermé les portes du palais, le parlement reçut ordre de se rendre en corps à Versailles. Avant qu'il y arrivât, les pairs sur l'invitation qu'ils en avoient reçue, sur na dmis en présence du roi. Le monarque leur donna connoissance des divers édits qui alloient être promulgués, et leur dit

qu'il comptoit sur eux pour l'établissement

de la cour pléniere.

De retour à Paris, les pairs semblèrent hésiter sur le parti qu'ils avoient à prendre. Ils parurent consternés, et ce qui augmenta leur effroi, c'est qu'ils furent absolument abandonnés par les princes. Le duc d'Or-léans lui-même parut ne prendre aucune part ni à leur embarras, ni aux événemens qui se préparoient. Ne doutant pas d'après le rapport qui lui étoit fait par les amis qu'il avoit dans le parlement, d'une très-prochaine explosion, il l'attendit sans inquiétu de et sans s'agiter. La conduite qu'il tint dans cette occasion fut sage et adroite. Son apparente insouciance convainquit le roi qu'il étoit fidele aux engagemens qu'il avoit pris avec lui. D'un autre côté, il sut persuader aux magistrats par ses émissaires, qu'il présenteroit son appui aux cours souveraines, aussitôt qu'elles croiroient devoir l'invoquer. Les pairs s'étoient liés par serment comme les magistrats, pour s'opposer auxmesures qu'al-loient prendre les ministres. Le moment de la crise étant arrivé, quelques-uns manquèrent de résolution, et comme les princes, restèrent dans le silence. Les autres se réunirent chez le maréchal duc de Duras. Les ducs de Fitz-James, d'Uzès, de Piney, d'Aumont, de Praslin, de la Rochefoucault, furent seuls d'avis de s'en tenir à leur serment, et ils écrivirent chacun en particulier une lettre au roi, contenant leur protestation individuelle. Elle étoit ainsi

« Sire, je suis pénétré de douleur de la subversion presqu'entière que l'on tente d'opérer dans votre royaume. Je me ferai toujours un devoir de donner à tous vos sujets des exemples de respect et de soumis-sion; mais ma conscience et la fidélité que je dois à votre majesté, ne me permettent pas de remplir les fonctions que les nouveaux édits attribuent à la pairie. Je prends la liberté de déposer aux pieds du trône la déclaration qu'exige mon honneur, et qui m'est dictée par le zèle le plus pur pour les intérêts de votre majesté, inséparables de ceux de la nation ».

Le roi renvoya cette lettre à chacun de ces six pairs, avec la réponse suivante:

« Mon cousin, pour ne pas vous marquer trop de déplaisir de la lettre que vous. m'avez écrite, je vous la renvoie; je veux bien ne l'attribuer qu'à un premier mou-vement, et je vous prie d'y réfléchir sérieu-

Après la réception de cette lettre, trois de ces six pairs se désistèrent de leur opposition. Ainsi la division commençoit déjà à éclatter parmi des personnages qu'un même intérêt auroit dû ranger au même avis.

Il n'en fut pas de même du parlement. Le surlendemain du jour où il avoit été chassé du palais, il se trouva dès cinq heures

du matin à Versailles, suivant l'ordre qu'il en avoit reçu. Etant averti que le roi alloit tenir un lit de justice, il renouvella avant d'y paroître, le serment que lui avoit dicté d'Eprémesnil. Pendant la durée du lit de justice, il garda un morne et profond silence. La seance finie, tous les magistrats sans en excepter un seul, renouvellèrent leur serment d'opposition. Ce lit de justice au reste a été parmi nous, la dernière céré-

monie de ce genre.

Ni la séduction, ni les promesses, ni les menaces ne pouvant vaincre l'opposition du parlement, dont toutes les autres cours souveraines imitèrent la résistance, de Brienne voulut élever sa cour pléniere avec des bayonnettes. Il s'y prit avec une telle ineptie et un tel despot sme, qu'il éloigna du trône tous ceux qu'il auroit dû en rapprocher. Il est bien remarquable que partout ce fut la noblesse qui se souleva. La sermentation sut extrême dans cet ordre, principalement en Dauphiné et en Bre-tagne. Le sang coula dans cette dernière province. Trois officiers payèrent de leur vie leur soumission aux ordres dont ils étoient chargés contre les, magistrats. Quinze gentilshommes d'une part et quinze officiers de l'autre, se battirent en duel. Il fallut envoyer au secours du comte de Thyard, qui commandoit en Bretagne, le maréchal de Vaux avec une armée de quatorze mille hommes, pour étouffer dans cette province

la guerre civile qui commençoit à y éclater.

Les troupes que de Brienne employoit à faire exécuter ses opérations, recevoient par-tout des affronts. Un régiment de cavalerie s'étant présenté devant une ville, on lui en ferma les portes : officiers et soldats furent obligés de se loger dans des convents situés hors de la ville. Les officiers commencèrent à leur tour à prendre en haine le ministère qui leur étoit confié. Ceux de Bassigny publièrent une déclaration dans laquelle ils dirent qu'ils refusoient de faire le service auquel on les employoit. Ils envoyèrent cette déclaration aux officiers des autres régimens, avec invitation de la signer.

De Brienne ne savoit opposer à cés insurrections partielles, que des coups d'autorité qui aigrissoient de plus en plus le mal, au lieu de le guérir. Il fit casser le régiment de Bassigny; on déclara les officiers incapables de servir le roi, et on incorpora

les soldats dans d'autres corps.

La noblesse bretonne mécontente à l'ex-

cès, publia cette sorte de manifeste.

«Nous soussignés, membres de la noblesse de Bretagne, déclarons infâmes ceux qui pourroient accepter quelques places, soit dans l'administration nouvelle de la justice, soit dans l'administration des états, qui ne seroient pas avouées par les loix constitutionnelles de la province ».

L'original de cette déclaration fut déposé

Tome I. K

au greffe du parlement de Rennes, et une copie en fut remise au comte de Thyard par des députés de la noblesse qui lui tinrent cet étrange discours :

« Nous vous remettons la protestation que le procureur-général syndic des états de » Bretagne a déposée au parlement : elle » exprime le vœu de la noblesse. Nous ne » doutons pas que si sa majesté en étoit » instruite, elle ne retirât les ordres rigou-» reux.... qu'un vrai serviteur du roi ne

» sauroit exécuter ».

Le marquis de Boisgelin, le duc de Chabot, le marquis de la Fayette, la duchesse de Praslin, eurent une influence marquée sur ces mouvemens de la Bretagne. De Brienne fit ôter au premier la charge de maître de la garde-robe dont il étoit pourvu, Chabot et la Fayette furent privés de leurs pensions; la duchesse de Praslin perdit sa place de dame du palais de la reine.

Douze gentilshommes Bretons, députés par leur ordre, étant venus à Versailles présenter une requête au roi, de Brienne les fit ensermer à la Bastille. Leur arrestation mit le comble au mécontentement detoute la noblesse et de toute la magistrature de

France.

Le duc d'Orléans voyant avec quelle rapidité le feu de l'insurrection se communiquoit de toute part, crut que la coaliticn de ces deux grands corps lui permettoit de mettre moins de circonspection dans sa conduite. Les gentilshommes de la maison de Thyard lui étoient entièrement dévoués. Il fit inviter sous-main celui qui commandoit en Bretagne, à conduire les choses de manière que dans la guerre qui s'étoit élevée entre la noblesse de cette province et les ministres, la victoire ne restât pas à ceux ci. L'histoire au reste, ne peut rien blâmer dans la conduite du comte de Thyard. La cour cependant crut qu'il ne déployoit point assez d'énergie ; elle envoya à Rennes le maréchal de Stainville. Le duc d'Orléans fit demander à celui-ci un entretien. Le maréchal se rendit au palais-royal. D'Orléans prenant d'abord avec lui la chose sur le ton de la plaisanterie, lui fit cette question: « Eh! où allez vous donc, M. le ma-» réchal? - A Rennes, répondit Stainville. » - M. de Thyard revient donc? - Non, monseigneur. — A quoi donc la présence
 de M. Thyard à Rennes sera-t-elle néces-» saire, si vous y allez? — mouseigneur, » M. de Thyard reste à Rennes pour le » civil..... Oh! j'entends, répliqua le » prince, M. de Thyard reste là-bas pour » le civil, et vous, vous y allez pour l'in-

Le reste de la conversation fut plus sérieux. D'Orléans témoigna au maréchal qu'il le voyoit avec une extrême surprise accepter une mission qui lui vandroit la haine de tout ce qu'il y avoit de gentilshommes en France, et de laquelle il ne pourroit requeillir que

K 2

des désagrémens, parce qu'il étoit infaillible que les ministres succomberoient, et qu'ils entraîneroient dans leur perte tous ceux qui les auroient servis. « Eh, mon Dieu! » répondit Stainville, je n'accepte pas,

» j'obéis. » Il n'y avoit pas un officier général qui n'eût intérieurement la répugnance que ma-nifestoit le maréchal. Le duc d'Orléans au moyen des gentilshommes qu'il comptoit parmi ses serviteurs, et dont il étoit aimé, débaucha une bonne partie des officiers de l'armée. Plusieurs eurent recours à des prétextes pour ne pas obéir : il y en eut qui donnèrent leur démission ; d'autres furent rappellés par leurs parens; quelques - uns même cherchèrent à faire insurger leurs soldats. Comme dans le fond, cette querelle étoit étrangère à ceux-ci, ils restèrent en général, fidèles au roi; mais dès cet instant, le relâchement de la discipline commença à s'introduire dans les troupes de ligne, et on y adopta la maxime, que les soldats ne devoient combattre que les ennemis extérieurs, et non ceux de l'intérieur. Cette maxime comme je le dirai, gagna les gardes-du-corps eux-mêmes.

A Paris, ainsi que dans tout le reste de la France, les amis du duc d'Orléans s'employoient de tout leur pouvoir pour porter au plus haut dégré le soulèvement contre les ministres. Un jour les murs de la capitale se trouvèrent couverts d'un placard

qui menaçoit de l'arrivée prochaine d'une armée de quarante mille hommes, si on ne rendoit pas aux Parisiens leur parlement. Une autre fois, on eut l'audace de placarder contre une des loges de la comédie italienne, cette autre menace: les tyrans seront assassinés.

Les routes publiques qui conduisoient à la capitale, étoient couvertes jour et nuit et de soldats que les ministres y mandoient, et de députés que les provinces envoyoient à la cour. D'un bout à l'autre, la France étoit dans les convulsions. De Brienne mit le comble à cette effervescence : il fit sortir du conseil un arrêt qui souleva toute la classe des rentiers, et alarma d'une manière effrayante sur l'état du trésor royal. Cet arrêt portoit que les rentes perpétuelles et viagères au-dessus de 500 livres, seroient payées trois huitièmes en billets du trésor royal, et cinq huitièmes en argent; celles au-dessus de 1200 liv. devoient être payées trois cinquièmes en argent, et deux cin-quièmes en billets. Cette nouvelle opération de de Brienne excita de tels murmures, que pour la première fois, la cour sembla s'alarmer de la situation où se trouvoit la chose publique; le ministre lui-même perdit tout courage.

C'est dans ces circonstances que le clergé qui pour lors, étoit assemblé à Paris, cessa de rester spectateur immobile de tous ces mouvemens. Il céda au torrent qui avoit

K 3

poussé et la noblesse et les parlemens hors des limites que ces grands corps ne fean-chissent jam is sans que l'état entier n'en soit ébranlé. Le clergé adopta aussi l'idée que les états - généraux pouvoient seuls sauver la France : et concluant ensuite que le salut public n'arriveroit jama's assez tôt, il demanda au roi que leur convocation fût accélérée. Le roi ne fit aucune difficulté de se rendre à ce désir. On étoit alors au mois de Juillet. Un arrêt du conseil promit les étatsgénéraux pour le mois de Mai suivant.

Le clergé se félicita de la condescendance avec laquelle le roi l'avoit exancé, et il sembla croire que le succès de sa démarche lui vaudroit la reconnoissance des peuples. Malheureus ment il eut bientôt lieu de se convaincre que ce n'étoit - là qu'une illusion. Un nouvel arrêt du conseil, sollicité et obtenu par de Brienne, invita les savans et les académies à faire connoître le mode de convocation le plus avantageux. Cette invitation qui établissoit par le fait la liberté indéfinie de la presse sur toute matière politique, enhardit tous les ennemis du clergé à s'élever contre cet ordre, et à présenter ses propriétés comme le gage des créanciers de l'état. La France se couvrit de pamphlets, dont les auteurs donnant l'essor à leur imagination, prêchèrent tout, excepté la vérité. Ainsi ces lumières que la cour avoit sollicitées, bien loin d'éclairer le peuple, l'éga-rèrent. Toutes les sottises anti-sociales et anti-religieuses prirent faveur, et nous avons vu sous le règne de Robespiere jusqu'à quel point elles avoient effacé parmi nous tontes les notions d'ordre, de justice, d'humanité.

Tel est pourtant l'abîme sur le bord duquel la coalition du premier prince du sang avec les parlemens, avoit entraîné la France. Tout le monde étoit dans l'erreur, ceux qui demandoient les états-généraux comme ceux qui les accordoient. D Orléans croyoit qu'il y acquerroit une prépondérance qui le placeroit à la tête des affaires. Le parlement pensoit qu'une de leurs premières opérations scroit de sanctionner l'autorité dont il jouissoit, et de le débarrasser de la fon tion pénible de l'enregistrement des impôts. La noblesse imaginoit qu'elle y auroit une influence qui consolideroit son rang dans la nation, et diminueroit le pouvoir des ministres. Le clergé étoit dans la persuasion qu'il joniroit d'un grand crédit dans une assemblée où il tiendroit la première place, et dont les membres ne pourroient pas oublier qu'il avoit hâté leur convocation. Le roi lui même, qui étoit pressé par le besoin roi lui-même, qui étoit pressé par le besoin de soulager son peuple, et de rétablir l'é-quilibre entre la recette et la dépense, aimoit à croire que les états généraux lui don-neroient la facilité d'organiser la levée des impôts, de manière que la classe la moins fortunée fût exempte de tout subside, et que la dette publique fût acquittée par les deux premiers ordres.

K 4

Chacun aussi étoit guidé par des vues particulières; l'intérêt personnel se mêle à toutes les spéculations; c'est lui qui est le mebile des actions humaines, de celles des corps comme de celles des particuliers. D'Orléans avoit à se venger et de la perte de ses espérances sur la charge de grand amiral de France, et de son exil à Villers-Cotants. Le parlement se neuveit emblier que terets. Le parlement ne pouvoit oublier que l'on n'avoit convoqué la première assemblée des notables, que dans l'intention de se passer de lui; il conservoit aussi quelque ressentiment de sa translation à Troyes. La noblesse de la seconde classe voyoit avec déplaisir celle de la cour posséder les places éminentes; et la noblesse de la cour, qui pour se maintenir, étoit obligée de caresser les ministres, désiroit une occasion de les humilier. Le clergé du premier ordre sem-b'oit seul n'être mu par aucune considéra-tion personnelle; mais celui du second ordre avoit l'ambition de se placer dans une moins grande dépendance du premier. Le Roi de son côté, qui recevcit du déplaisir des dernières importunités du parlement et de l'union que la noblesse et le clergé venoient de contracter avec ce corps, se flat-toit qu'il pourroit s'aider du troisième ordre pour ôter aux deux premiers une partie de la prépondérance qu'ils avoient dans les af-faires publiques. C'est ainsi que chacun, en invoquant les états-généraux, avoit ses er-reurs et un intérêt qui n'étoit pas celui des

autres. Delà vient qu'il ne faut pas s'étonner des divisions qu'a engendrées notre première assemblée nationale : lorsque dans des innovations de cette importance, toutes les vues ne vont pas au même but, on a pour résultat, non une réforme, mais un déchirement.

De Brienne se rendant en fin justice, abandonna letimon de l'état, la cour et la France. Un autre pilote fut appellé : Necker vint pour la seconde fois reprendre le gouvernail. D'Orléans en ressentit une joie d'autant plus grande, qu'il regardoit cet étranger comme un homme à lui. Il soupçonna que son rappel pourroit donner une autre face aux affaires. Les véritables intentions du Roi, en appellant les états-généraux, ne lui échap-pèrent pas. Il ne douta point que le monar-que ne voulût s'appuyer sur le tiers - état pour diminuer le crédit des deux premiers ordres. L'arrêt qui donnoit aux écrivains une entière liberté d'émettre leur opinion sur l'état présent des affaires, lui parut une preuve qu'on vouloit élever une querelle de plume qui fût au désavantage de la noblesse, de la magistrature et du clergé. Le retour d'un ministre populaire dans des conjonctures difficiles qui sembloient n'avoir été amenées que par les oppositions des deux premiers ordres, acheva de le convaincre que la cour vouloit mettre le peuple de son côté.

D'Orléans d'après cette conviction, ju-

gea qu'il n'avoit pas de tems à perdre pour ôter à la cour la faveur du tiers-état, pour s'en saisir lui-même, et se mettre dans une situation qui lui permît d'abandonner le parlement sans danger, si ce corps venoit à être lui-même abandonné par le peuple. C'est en consé quence de ces idees qu'il se mit à marcher à grands pas vers l'exécution de son projet infernal de famine générale. Le ciel, comme s'il cût voulu faire de ce prince l'instrument des terribles rigueurs qu'il alloit déployer sur la France, sembla favoriser ce projet. Le 13 Juillet 1788, les champs les plus fertiles en bled furent couverts d'une grêle dont la grosseur tenoit du prodige, et quiles déponilla de leurs moissons.

D'Orieans profitant de ce triste évènement, se hâta d'accaparer les grains qui se trouvoient actuellement en France, et favorisé par l'édit de la libre exportation, il les envoya outre-mer. Il fit passer en Angleterre pour veiller au succès de l'opération, le marquis de Ducrest, son chancelier. Le marquis de Ducrest, frère de la marquise de Sillery; gouvernante des enfans du duc d'Orléans, étoit un homme de peu de jugement, d'une vanité et d'une présomption démesurées. Dans les derniers jours du ministère de de Brienne, il avoit osé remettre au roi un long et verbeux mémoire, où il se propesoit impudemment comme le seul François entendu en administration; il ne demandoit rien moins que la surintendance

des finances, et toute liberté de gouverner le royaume comme il l'entendroit. Mettant le comble à cet excès de folie, il fit imprimer son mémoire et le répandit avec profusion. La publicité d'une telle extravagance le couvrit de ridicule (1).

(1) Pour donner une idée de l'accueil qu'on fit dans le public, à cet étrange mémoire, je joindrai ici les couplets suivans auxquels il donna lieu. Ces sortes de pamphlets ne sont pas indignes de la gravité de l'histoire, quand ils ont le double avantage d'appuyer un fait de quelqu'importance, et de peindre l'opinion dominante.

Sur l'air : il povero Calpigi.

Sans bien, sans talent, sans figure,
De ma sœur l'humble créature,
Je fus en deux jours fort surpris
D'ètre colonel et marquis.
Mais bientôt las du militaire,
D'un prince je fus chancelier:
Voilà, voilà le bon métier!

C'est une place d'importance,
Au moins la première de France;
Mais l'état est dans l'embarras.
Allons, Marquis, offre ton bras.
Mais je déclare par avance,
Qu'il me faut la sur-intendance,
Sans quoi, messieurs, point de marquis;
On ne peut m'avoir qu'à ce prix.

Du Crest avoit concerté avec d'Orléans ce ridicule manège. Le prince qui n'étoit nullement connoisseur en matière de gouver-

Après tout, dans ce grand royaume, Est-il, je vons prie, un seul homme Que l'on puisse me comparer, Soit magistrat, soit financier? Calculs, états, plans et finance, De tout n'ai-je pas connoissance? Je suis l'unique en tout Paris. Allons, allons, saute marquis.

Je n'ai plus qu'un mot à vous dire:
J'aime tant le roi notre sire,
Que je lui veux par mes projets,
Rendre le cœur de ses sujets.
Je change tout le ministère;
Du peuple je me fais le père;
Et tous les François ébahis,
Chanteront: vive le marquis!

Si je n'étois pas si modeste, J'en pourrois bien dire de reste; Mais je ne veux pas me louer: A l'œuvre, l'on verra l'ouvrier. Il suffit, que par moi, la France Va se trouver dans l'abondance, Et sera pis qu'en paradis. Allous, allons, saute marquis! nement, avoit cru de bonne foi, sur la parole de son chancelier, que celui-ci étoit le plus grand homme d'état de son siècle. Le mémoire de du Crest paroissoit un chefd'œuvre à d'Orléans qui n'avoit rien lu. Celui-ci crut bonnement qu'une telle rapsodie séduiroit la cour, et qu'on ne feroit nulle difficulté, après l'avoir lue, de se jetter aveuglement dans les bras de son auteur. D'Orléans ne connoissant pas Necker aussi intimement que du Crest, n'eût pas été fâché que le dernier l'eût emporté sur celui-là pour la place de premier ministre.

L'auteur de ces vers, partageant l'opinion que le duc d'Orléans, bien loin d'être pour quelque chose dans la folle démarche de son chancelier, la désapprouveroit, ajouta sous le titre de réponse du duc d'Orléans, un dernier couplet, dont voici la copie:

Marquis, vous dansez à merveille; Mais je veux vous dire à l'oreille, Ce que j'entends dire à chacun: Vous n'avez pas le sens commun. Guérissez votre pauvre tête; Soyez moins vain et plus honnête; Ou je fais voir à tout Paris, Comme on fait sauter un marquis.

Il n'est pas étonnant que le poëte fût dans l'erreur. Le temps et les événemens qu'il a amenés, ont seuls révélé la part que le duc d'Orléans avoit eue dans cette pitoyable affaire. La chose n'ayant pas réussi à son gré, il envoya comme j'ai dit, du Crest en Angleterre, pour y veiller à l'emmagasinement des grains qu'il s'agissoit d'extraire de France.

Le départ de du Crest donna lieu à mille conjectures, et personne ne devina la vérité. Le prince répandit dans le public que son chancelier étoit chargé d'une mission importante auprès du cabinet de St.-James. Il paroissoit si extraordinaire qu'un tel homme pût être employé à une négociation avec un souverain, que personne ne voulut y croire. On s'arrêta à l'opinion que du Crest étoit tombé dans la disgrâce du Prince. Cette opinion devint générale. La vanité de du Crest en fut blessée; il voulut la démentir publiquement; il fit insérer dans les journaux François une lettre où il disoit : « bien loin » d'avoir démérité du prince, j'ai au con-» traire été chargé par son altesse, d'une mission importante et secrette pour elle en Angleterre, que j'ai sans doute remplie à la satisfaction du prince, puisqu'il s'est chargé de payer pour moi six cens mille ivres de dettes».

Cefut à l'époque où du Crest écrivoit cette sottise, que les grands magasins de Gersey, de Guernesey et de Philadelphie, se rempinent de nos bleds. Comme un tel transport sur les terres angloises ne pouvoit se faire sans que les personnes attentives n'en conçussent de l'étonnement, et peut-être de l'inquiétude, quelques journalistes de la Grande-Bretagne, copiés ensuite par des journalistes François, écrivirent que les Anglois, par cet esprit de prévoyance et de sagesse qui les conduisoit en toute affaire, ayant conjecturé que la calamité qui nous avoit frappés le 13 juillet, seroit suivie d'une grande disette, faisoient chez eux, pour échapper à la famine, des enmagasinemens extraordinaires.

On crut d'autant plus aisément à ces jour-nalistes, que plusieurs négocians Anglois aidoient d'Orléans de leurs fonds et de leur crédit, dans ses spéculations sur les grains. Le prince ne se mettant point en avant, ceux qui suivoient avec quelqu'attention les mouvemens des marchés, ne firent pas de doute que les productions de notre sol ne fussent en effet enlevées par l'Angleterre. Cette nation avoit à se venger d'une injure récente. Par cette considération, et aussi par d'autres motifs de politique qu'on présume assez sans que je les détaille, elle donna de l'encouragement à une opération qui ne pouvoit qu'être désavantageuse à sa rivale. Sans donte si le gouvernement Britannique ent prévu qu'un tel manège enfanteroit une révolution qui menaceroit toutes les institutions sociales de l'Europe, il eût adopté une autre politique; mais c'est une vérité, que dans ces derniers toms, les cabinets n'ont pas mieux lu dans l'avenir que les particuliers. Une autre vérité non moins humiliante, c'est que l'Angleterre n'a cessé de favoriser le parti d'Orléans, que lorsqu'elle a vu l'abîme entr'ouvert sous tous les trônes de l'univers.

Il falloit encore à ce prince un homme qui fût en France à la tête de l'accaparement, fût en France à la tête de l'accaparement, et derrière lequel il pût se cacher, comme il se cacho t dans la grande Bretagne, derrière les négocians Anglois. Il trouva cet homme qui le servit avec un zèle et un succès bien déplorables. Il s'appelloit Pinet, et n'avoit jamais été connu avant les orages qui annoncèrent notre révolution. D'Orléans ayant jetté les yeux sur lui, voulut qu'il se fit recevoir agent de change, afin que cette charge l'autorisât à recevoir des fonds de ceux qui voudroient lui en confier. Pinet étoit un homme de néant, doux, timide; flatté de se voir recherché par le premier prince du sang, il se livra à toutes ses volontés avec le plus aveugle dévouement. Il se mit, pour le compte du prince, à la tête d'une société de monopoleurs, qui répandus sur la surface de la France, achetoient les grains au prix qu'on leur en demandoit. Les premiers achats se firent avec l'argent que d'Orléans donna à Pinet. Cette l'argent que d'Orléans donna à Pinet. Cette ressource ne pouvant aller bien loin, on mit tout en œuvre pour amorcer la cupidité des capitalistes. Les mesures qu'on prit à cet égard, eurent un succès prodigieux. Pinet reçut l'argent des prêteurs au taux le plus ayantageux pour eux; il leur pavoit

trente, quarante, et jusqu'à soixante et quinze pour cent d'intérêt.

Il ne falloit aux bailleurs de fonds qu'une délicatesse ordinaire, pour éprouver des remords sur une telle manière de grossir leur fortune; il ne leur falloit qu'une sagesse commune pour concevoir des soupçons sur la solidité de l'emprunteur. Mais la cupidité, la plus avengle des passions, étouffe la voix de la conscience et le cri de la raison. Grands et petits, riches et pauvres, pères de famille et célibataires se portoient en foule chez Pinet, et versoient dans ses coffres, tout ce qu'il leur étoit possible d'y verser. Cette frénésie rappelloit presque ces temps de la régence, où l'on se battoit, où l'on se tuoit dans la rue Quincampoix, pour faire échanger son or contre des feuilles de papier. de papier.

Rien n'étoit plus extraordinaire que la manière dont Pinet se comportoit au milieu de ce mouvement. Il étoit scrupuleusement exact, soit à payer les intérêts qu'il promettoit, soit à restituer les capitaux. Si quelqu'un par hazard, lui témoignoit la plus légère envie de connoître l'emploi des fonds qu'on lui conficit, il ne répondoit rien; mais à l'instant même, il rendoit au curieux, l'argent qu'il en avoit reçu. On voyoit bien là du mystère; mais on ne se mettoit pas en peine de l'approfondir; et chaque exemple de fidélité que donnoit l'inet, ne servoit qu'à multiplier le nombre des prê-Tome I.

teurs, accroître et étendre leur confiance. Je ferai ici une réflexion bien douloureuse: dans cette foule innombrable qu'amorçoit l'appât d'intérêts si exorbitamment usuraires, il ne se fût peut-être pas trouvé un homme qui eût fait au gouvernement le sacrifice d'un écu, pour l'aider à libérer la dette de l'état. Et cependant, chacun de nous à cette époque, se vantoit de ne connoître d'autre passion que l'amour de la patrie. Ah! il faut le dire: la soif de l'or, le luxe, le désir exclusif des commodités de la vie, la corruption des mœurs, l'abus des lumières, le mépris pour la religion, la modestie, la simplicité, les coutumes de nos ancêtres avoient depuis long-temps, et presque généralement éteint ce feu sacré parmi nous.

D'Orléans, au moyen des fonds que lu procura Pinet, et des agens que celui-ci répandit sur toute l'étendue de la France, acheta la presque totalité du bled que la dernière grêle avoit épargné. Il en fit passer la plus grande partie en Angleterre, où Du Crest veilla à son enmagasinement, et à ce qu'il n'en revint en France, que la portion nécessaire aux vues du prince. Du Crest étant revenu dans sa patrie, pour des raisons que j'ignore, et qu'il importe peu de connoître, fut successivement remplacé par des créatures de d'Orléans, qui le servirent dans cette double mission, avec une intelligence meurtrière. L'intention de d'Orléans

léans, en se rendant maître de tout le grain, étoit de le revendre ensuite à un prix qui le dédommageât de ses avances personnelles, et qui outre l'intérêt exorbitant que payoit Pinet, lui procurât un gain considérable. Ainsi il trouvoit dans cette opération, l'avantage de disposer lui seul, et à son gré, de la subsistance du peuple; et en outre, de se procurer l'argent nécessaire pour solder des légions de séditieux.

Tout cela fut conduit avec une telle astuce, un tel secret et une telle activité, qu'au moment même où de Brienne quitta le ministère, le royaume se trouva dans un état absolu de disette. Quelqu'effort que fit le gouvernement pour dérober au peuple cette désastreuse vérité, il n'en put venir à bout; il fallut augmenter le prix du pain. On environna tous les marchés de troupes; il fut défendu, à Paris, aux commissaires de police de bouger de chez eux; les soldats eurent ordre de ne point quitter leurs casernes; et à la première réquisition d'un commissaire, on devoit lui envoyer douze fusiliers, deux caporaux et un sergent.

Ces allarmantes précautions n'étoient prises que pour se mettre en garde contre un pillage de grains, auquel les emissaires de d'Orléans poussoient sourdement la multitude. Les mêmes hommes, par la plus atroce des perfidies, répandoient que la cour, pour des vues qu'on connoîtroit bientôt, avoit fait passer en Angleterre, tout le

bled de France, et qu'elle seule produisoit la disette dont on commençoit à ressentir les premières atteintes. Il n'y eut personne qui ne prît le change, et qui ne mît en effet sur le compte de la cour, ce qui étoit le crime de d'Orléans. Jamais on n'imagina une manœuvre plus abominable; jamais aussi on n'en conduisit une avec plus d'habileté.

Le gouvernement qui avoit vu sans trop d'inquiétude, les agitations du parlement, de la noblesse, et l'union du clergé à ces deux corps, fut extraordinairement effrayé de cette disette dont on voyoit tout-à-coup la France menacée. Le roi en fut d'autant plus allarmé, qu'il ne comprenoit pas comment elle avoit pu être produite aussi subitement; qu'il ne connoissoit point les causes qui l'avoient amenée; qu'il ne voyoit pas la main qui s'étoit saisie de la clef de tous les greniers. Ce qui paroissoit également au roi une chose incompréhensible, c'est que cette calamité se fût manifestée au moment même de la récolte. Comment faire pour pourvoir aux besoins du peuple pendant le cours entier d'une année? Les émissaires que la cour envoyoit chez les fermiers, et. dans les marchés pour y acheter des grains, y trouvoient des hommes qui mettoient à l'achât du bled, un prix supérieur à celui qu'en offroient les particuliers et le gouvernement. Ces hemmes étoient les agens ae d'Orleans; ils ne marchandoient pas; ils

offroient tout ce qu'on leur demandoit. Les fermiers et les monopoleurs gagnoient seuls à ce manége: l'artisan, l'ouvrier, le pauvre ne pouvoient atteindre au prix qu'offroient les accapareurs; et ce n'étoit qu'en le surpassant, que le gouvernement pouvoit parvenir à arracher à ces vampires, une partie de leur proje. L'ineuffrence de convient leur de leur proie. L'insuffisance de ce qu'on leur enlevoit, et l'impossibilité où on se trou-voit par la pénurie du trésor public, de sa-tisfaire à une telle dépense, jettèrent le roi et son conseil dans une situation d'autant plus désolante, qu'on ne voyoit ni la cause ni le remède du mal.

Tout ce qu'il fut possible de voir, c'est que l'incapacité de de Brienne avoit laissé que l'incapacité de de Brienne avoit laisse engendrer ce désastre, et aggravoit le danger. Les frères du roi furent tellement frappés de cette vérité, qu'ils crurent tout perdu, si cet imbécile ministre n'étoit pas renvoyé sur le champ. Le comte d'Artois surtout, représenta au monarque avec une telle vivacité, que le salut public dépendoit de la prompte retraite de de Brienne, que Louis XVI ne balança pas à éloigner celui-ci de son conseil et de sa cour. On fit dans le temps bien des contes sur cet évédans le temps, bien des contes sur cet événement. Il est démontré aujourd'hui, que la disette où se trouva la France, dès le mois d'août 1788, fut la cause de l'éloigne-ment de de Brienne.

Il ne suffisoit pas d'ôter à ce ministre, toute part aux affaires publiques; il s'agis-

soit encore de le remplacer; et le malheur de la France voulut qu'il eût pour succes-seur, un homme entièrement dévoué dans ce temps-là, à d'Orléans. La cour fatiguée des tracasseries que lui avoient suscitées les deux premiers ordres, avoit projetté ainsi que je l'ai dit, de mettre dans ses intérêts le tiers-état. Si en effet, elle eût pu conquérir son amour, et se l'assurer, elle eat fait la loi au reste de la nation. Pour y parve-nir, elle rappela Necker qu'elle savoit être l'idole du peuple. La reine que tous les pamphlets sortis du Palais-Royal, représentoient comme ennemie du tiers-état, crut en gagner l'affection, en paroissant avoir eu la principale part au rappel de Necker. Elle lui écrivit un billet de sa propre main, pour lui annoncer que le roi lui rendoit toute sa confiance; elle l'entretint en particulier, pendant une heure; elle lui dit tout ce qu'elle crut le plus propre à l'attacher fortement aux intérêts de son auguste époux; elle ne fit qu'exalter sa vanité. Le roi qui survint à la fin de cet entretien, adressa à Necker ces paroles : « Je vous estimois il y a sept ans, aujourd'hui je vous estime et je vous aime ».

Les princes ne firent pas un accueil moins flatteur à Necker: Monsieur, frère du roi, lui dit en présence de tous les grands de la cour: « Le vœu de la nation vous rappelle ici; et je vous y vois avec le plus grand praisir. En 1781, j'avois quelque prévention contre vous, sans jamais cesser de vous estimer... à trente ans passés, on pense, on juge différemment qu'à vingt-cinq ».

Toutes les personnes attachées à la famille royale, tous les courtisans, imitant les maîtres, comblèrent Necker de complimens et de caresses. Il ne parut étonné ni de cet enthousiasme, ni de la difficulté des circonstances. Le péril où étoit la chose publique, le parti que chaque faction comptoit tirer de son retour aux affaires; rendoient sa position fort singulière. D'un autre côté, l'idée avantageuse qu'on s'étoit faite de ses lumières, la croyance à peu près générale, qu'il étoit l'homme le plus probe de ce siècle, l'empire despotique qu'il exerçoit sur l'opinion publique, lui donnoient de grandes facilités pour guérir la plaie de l'état. Il en trouva aussi dans le caractère du roi, et la confiance aveugle que ce prince lui accorda. Il eut avec le titre et le rang de conseiller d'état, et de directeur-général des finances, l'autorité d'un premier ministre.

A peine on sut dans Paris, sa nouvelle élévation, et le départ de de Brienne, que d'Orléans saisit cette occasion pour exciter des troubles sérieux. Le besoin pour le peuple de témoigner son allégresse de ces heureuses nouvelles, fournit un prétexte à ces premiers troubles; et la place Dauphine en fut le théâtre. Ils commençoient d'une manière, qu'il ne me paroît pas indifférent de décrire. Sur le soir, un petit polisson s'avan-

çoit au milieu de la place, tenant d'une main un chaudron de cuivre, et de l'autre un marteau d'orfêvre: Il frappoit à coups un marteau d'orfèvre: Il frappoit a coups redoublés, sur le chaudron, en criant à gorge déployée: Mes amis, à moi, charivari, charivari! En un clin d'œil, des nuées de jeunes gens sortoient des boutiques qui garnissent la place, et qui sont pour la plupart occupées par des orfèvres. Toutes les rues qui viennent y aboutir, étoient obstruées d'autres jeunes gens qui accouroient, ceux-là, des fauxbourgs, ceux-ci, du Palais-Boyal. Cette bouillante jeunesse du Palais-Royal. Cette bouillante jeunesse réunie sur ce petit espace, se livroit à toute la pétulance de son âge; elle contraignoit de mettre des lampions sur les croisées, lançoit des pierres à celles qui n'étoient pas éclai-rées, tiroient des fusées, faisoient des feux de joie; et dans ce tumulte, il arrivoit toujours quelque fâcheux accident.

Ainsi l'on peut regarder les ouvriers de la place Dauphine, comme les premiers acteurs qui ont figuré dans les scènes san-glantes dont se compose potre révolution

Ainsi l'on peut regarder les ouvriers de la place Dauphine, comme les premiers acteurs qui ont figuré dans les scènes sanglantes dont se compose notre révolution. Il est remarquable que depuis long-temps, cette placeest le quartier des calvinistes. Je ne parlerai que de l'un d'entr'eux. Il se nommoit Carles. Bijoutier de profession, il jouissoit d'une fortune honnête. Il se jetta avec fureur parmi ceux qui s'efforçoient d'accélérer le mouyement révolutionnaire; à peine ce mouvement se manifesta, que pour gagner des partisans à ce nouvel ordre de choses qu'il s'agissoit d'établir, Carles déploya une

magnificence, un luxe dont le plus riche financier n'ent pu donner l'exemple; il dépensa des sommes qui excédoient de beaucoup la fortune qu'on lui connoissoit. Il est à croire que c'est cet homme, qui poussé par les insinuations, et aidé de l'argent de d'Orléans, souleva la jeunesse de la place Dauphine. Ce que j'aurai occasion de raconter des menées de d'Orléans dans un des fauxbourgs de la capitale, donnera beaucoup de vraisemblance à cette conjecture.

coup de vraisemblance à cette conjecture.

Les scènes de la place Dauphine ne furent d'abord que bruyantes; elles devinrent ensuite injurieuses pour l'autorité royale, et prirent un caractère qui fit craindre pour la tranquillié de Paris. Un soir, on brûla en grande pompe, un mannequin décoré de tous les attributs de l'épiscopat; il représentoit le prélat ex-ministre. Le lendemain, on voulut répéter une semblable folie. La garde de Paris, qu'on appelloit le guet, s'empara des avenues de la place Dauphine, pour que personne n'y entrât. Il s'engagea sur le pont-neuf, entre cette garde et une foule de mutins, un combat meurtrier. Ceux-ci se battirent avec acharnement; mais ils furent vaincus: ils laissèrent sur la place, environ 200 morts. Un gentilhomme appelé le marquis de Nesle, se trouva au nombre des blessés. Il fut convaincu par les informations que prirent le lieutenant de police, et le Maréchal duc de Biron, alors colonel des gardes-Françoises, d'avoir excité à la sédition, les gens rassemblés sur le pont-neuf. Il se défendit mal de cette accusation; et cependant la cour qui alors, n'avoit d'autre volonté que celle de Necker, ne sévit point contre ce gentilhomme. Comme il étoit perdu de déttes et lié avec d'Orléans, il est probable que celui-ci l'avoit poussé, soit par des promesses, soit même par des libéralités, à échauffer les mutins.

Le lendemain de cette sanglante scène, il se forma encore des attroupemens; et cette fois-ci, la garde de Paris fut vaincue; des pelotons de fantassins et de cavaliers furent désarmés; on incendia quelques guérites, et entr'autres celles du pont-neuf. Par-toût les incendiaires faisoient retentir l'air des cris: Vive Henri IV, vive les Gardes-Françoises, vive les Gardes-Suisses! Mais ces mêmes Gardes-Françoises et ces mêmes Gardes-Suisses étant venus au secours de la garde de Paris, les choses changèrent de face: on fit feu sur les séditieux, on leur tua beaucoup de monde, et on dispersa les autres.

Le jour suivant, ils revinrent à la charge. Ils tentèrent de mettre le feu à la maison du chevalier Dubois, commandant du guet, et de forcer la prison où l'on avoit enfermé quelques-uns des leurs pris dans le combat de la veille. Ils n'eurent aucun succès, et perdirent encore quelques hommes.

Les gens de bien s'affligeoient de voir

ainsi couler le sang; ils s'étonnoient de ce qu'au lieu d'éclairer cette multitude, on ne sût lui opposer que des bayonnettes. Necker étoit l'homme le plus propre à la dé-tourner de ces désordres. Si lorsqu'elle se réunissoit pour se livrer à de tels excès, il eût paru au milieu d'elle, s'il l'eût haranguée, il eût fait par le seul crédit dont il jouissoit auprès du peuple, ce que la force des armes ne pouvoit obtenir. Personne ne doute de cette vérité; on en a conclu que Necker restant paisiblement à Versailles pendant ces orages, avoit intérêt de laisser ac-croître l'effervescence qu'allumoient l'or et les menées de d'Orléans. Ce n'est pas au reste, d'après un seul fait, d'après un fait isolé, qu'on peut croire à la réalité des liaisons de Necker avec d'Orléans, qu'on peut juger de leur nature, ainsi que de la part qu'il a eue aux secousses qui ont produit une insurrection générale. C'est dans l'ensemble de la conduite qu'il a tenue jusqu'à la fin de sa carrière politique, qu'il est pos-sible de puiser la connoissance des véritables. vues qui l'ont guidé.

De Brienne en quittant le ministère, égaré par la frayeur, étourdi de la résistance du parlement, avoit accusé ce corps de tous les malheurs qui se préparoient; son dernier conseil au roi, fut de ne jamais rappeller cette compagnie. Il y avoit plus d'humeur que d'équité et dans cette accusation et dans ce conseil. Ce n'étoit point

le parlement qui avoit vouit ni la guerre d'Amérique, ni les emprunts qui l'avoient soutenue; le déficit, non plus que sa révélation ne pouvoient lui être imputés. Voilà les véritables et premières causes de la situation où l'on se trouvoit. Les opérations qu'elles avoient déterminées n'étoient point encore l'ouvrage du parlement. Il n'avoit été à cet égard qu'un simple instrument entre les mains des ministres. Il est vrai que bien loin de leur avoir été utile, il leur avoit nui; mais c'étoit encore un problème de savoir si cela même venoit de l'instrument ou de la mal-adresse des mains qui

l'avoient employé.

Quoiqu'il en soit, de Brienne dans son dépit, le brisa. Necker, soit qu'il crût devoir ménager tout le monde, soit qu'il pensât se rendre encore plus agréable au peuple en rappelant les parlemens, rétablit ces compagnies dans toute l'intégrité de leurs fonctions. Leur retour prouva qu'elles n'étoient point encore revenues de l'aigreur qu'on leur avoit inspirée contre la cour : ce ne fut point à l'autorité royale, ce fut au peuple qu'elles offrirent d'abord leur hommage. Dès sa première séance, le parlement manda à sa barre, le lieutenant de police et le commandant du guet. L'un et l'autre étoient devenus extrêmement odieux à ceux qui avoient figuré dans les dernières émeutes. Par cette démarche, le parlement sembloit youloir caresser les mutins, et s'ex-

posoit à être accusé de fomenter les troubles, au lieu de chercher à les appaiser. Le maréchal duc de Biron, colonel des Gardes-Françoises déplaisoit aussi beaucoup aux factieux; le parlement n'osa pas le mander formellement à sa barre; mais il prit, pour lui enjoindre de comparoître, une tournure assez bizarre; il invita les princes et les pairs à venir prendre place dans l'assemblée des chambres; après ces mots: les pairs, le parlement ajouta: et notamment le maréchal de Biron.

Par un second arrêté, le parlement demanda au roi, que tous ceux qui pourroient avoir été emprisonnés ou exilés à l'occasion des derniers troubles, fussent mis en liberté; que l'on rétablît dans leurs dignités, tous ceux qui en avoient été privés par l'effet des intrigues ministérielles; que l'on remît en place tous les militaires qui avoient été destitués de leurs emplois.

Les arrêtés du parlement ne produisirent rien en sa faveur. Les circonstances n'étoient plus les mêmes. Le maréchal de Biron ne comparut point, et la considération universelle dont il jouissoit fit qu'on n'osât pas le contraindre d'obéir. On sçut même généralement mauvais gré aux magistrats d'avoir cherché à troubler les derniers jours d'un guerrier plus qu'octogénaire, estimé du public et idolâtré de ses soldats.

Le roi de son côté, ôta aux parlemens tout sujet de s'immiscer davantage dans les affaires

publiques: une déclaration royale remit les choses dans l'état où elles étoient avant le ministère de de Brienne. Le roi fit de plus cette réponse verbale aux magistrats: Ma bonté a prévenu levœu de mon parlement, en rappellant les personnes que j'avois jugé à propos d'éloigner. La distribution des grâces et la discipline militaire sont des choses étrangères

à mon parlement.

D Eprémesnil en effet et Goislard de Monsabert, ainsi que tous les autres prisonniers et exilés avoient été rappellés, avant même l'arrêté du parlement, qui demandoit leur liberté. Cette compagnie n'avant plus occasion de heurter la cour, et s'allarmant trop tard des effets que pouvoient produire les menées des factieux, rendit un arrêt coutre les attroupemens. On cria alors dans le public que le parlement abandonnoit les intérêts du peuple, et on regarda cet arrêt comme une marque insigne d'ingratitude, parce que le peuple, disoient les factieux, ne s'étoit soulevé que pour soutenir la cause du parlement.

Dès ce moment les dispositions de la multitude ne furent plus les mêmes pour cette compagnie. Mal vue de la cour, délaissée par le peuple, accusée par une portion du public d'avoir poussé les choses trop loin, elle fut absolument abandonnée à elle-même. Le duc d'Orléans comprenant qu'il n'avoit plus aucun service à en attendre, et que par le systême qu'adoptoit la cour, toute la force.

alloit passer du côté du peuple, laissa là les intérêts des deux premiers ordres, et prit

ouvertement le parti du tiers-état.

En dépit du dernier arrêt du parlement, il n'en continua pas moins à nourrir le goût que le petit peuple commençoit à contracter pour les mouvemens séditieux. Bien loin que les attroupemens cessassent, ils prirent un caractère très-alarmant. Lamoignon ayantà l'exemple de de Brienne quitté le ministère, les gens soldés par d'Orléans, sous prétexte de témoigner leur joie de cet évenement, se rassemblèrent à la place Dauphine, et y renouvellèrent la scène qui y avoit eu lieu lors de la retraite du principal ministre. La foule qui étoit innombrable, se partagea ensuite en trois troupes; une partie se porta vers l'hôtel du commandant du guet, l'autre vers celui de de Brienne, la troisième vers l'hôtel de Lamoignon. On se mit en devoir d'incendier ces trois hôtels. La garde, les régimens Suisse et des gardes Françoises fi-rent feu sur les incendiaires : il y eut dans cette occasion plus de deux cents morts

Ces excès durent prouver au parlement que son crédit étoit fini, et que ses arrêtés qui avoient eu la force d'abbatre l'autorité des ministres, n'avoient aucun pouvoir contre la licence. La multitude une foissoulevée, ressemble au torrent qui a rompu ses digues et changé de lit, il n'est plus possible de lui faire reprendre son premier cours, et il n'est pas toujours sûr qu'on pourra élever d'autres

digues pour le contenir dans le nouveau lit

qu'il s'est choisi.

Necker resta immobile au milieu de cette nouvelle frenésie; la cour ne sut opposer qu'une autorisation au colonel des Gardes-Françoises de repousser la force par la force; mais comme le pain commençoit à être rare et cher, et que les insinuations des émissaires de d'Orléans faisoient craindre que cet aliment ne vînt à manquer absolument, on entendoit dans des grouppes, des hommes qui disoient que si le peuple remuoit, c'étoit parce qu'on lui refusoit sa subsistance. Ils demandoient ensuite, si le roi prétendoit les nourrir avec des bayonnettes, et que dans ce cas il valoit mieux mourir par le fer des Gardes-Françoises, que de périr par la faim. On comparoit cette conduite à celle de Henri IV qui nourrissoit les habitans de cette même ville de Paris, soulevés contre lui. On se rappelloit avec attendrissement cette poule au pot, qu'il avoit promise aux paysans de son royaume. Ces réflexions portèrent au plus haut dégré la vénération pour la mémoire de ce prince; tous les soirs, aux approches de la nuit, des hommes mal vêtus se plaçoient devant sa statue équestre, qu'on voyoit sur le pont-neuf vis-à-vis la place Dauphine. Ils arrêtoient les passans et les contraignoient de saluer l'effigie du monarque; une telle céréinonie étoit une sorte de censure du roi actuellement régnant. D'Orléans passant un soir devant ces hypocrites

crites admirateurs du bon Henri IV, sit arrêter sa voiture, en descendit et rendit docilement à la statue l'hommage qu'on exigeoit. Ce sut là le premier acte de popularité qu'il st solemnellement, et personne ne crut que le hazard seul l'avoit conduit dans cette circonstance devant la statue du chef de sa maison. Il n'étoit pas croyable en esset qu'un prince qui, quelque tems auparavant avoit déclaré qu'il ne donneroit pas un écu de l'opinion publique, eût tout-àcoup cette complaisance pour une poignée de misérables. Il reste aujourd'hui prouvé qu'il étoit acteur volontaire dans cette scene qu'il avoit lui-même concertée et payée.

Ce fut aussi à cette époque que commença le système de terreur qui a si bien servi la révolution et dans ses commencemens et dans ses progrès. D'Orléans, à la crainte de la famine ajouta celle de la guerre civile. On répandir qu'une portion du peuple vou-loit tirer vengeance du sang qui avoit coulé dans les derniers mouvemens, et que les gardes-françaises seroient les premiers égorgés. On glissa sons les portes des maisons des billets qui avertissoient les parisiens de ne point se trouver dans les rues après onze heures du soir, parce qu'il étoit arrêté qu'on livreroit pendant une nuit un combat sandant une nuit une

glant au regiment des gardes-françaises.
En même tems que par des menées de ce genre d'Orléans travailloit à se frayer un chemin au trône, des écrivains à ses gages.

Tome I.

Servoient sa vengeance. Ils innondoient le public de lit elles contre la reine. D'un autre côté des oraleurs, dans l'enceinte du Palais-Royal échauffoient le peuple par des mensonges contre cette princesse, et par de violentes déclamations contre les personnes qui tenoient à la cour. On trouvoit de ces orateurs depuis le lever du soleil jusques bien avant dans la nuit. On rencontroit dans la plupart des cafés du même palais, des associations en apparence burlesques, mais qui toutes avoicnt pour objet de faire exécrer les autorités alors existantes. Ces associations n'étoient guère composées que de ces gens désœuvrés qui semblent n'avoir d'autre domicile que le café où ils se réunissent. On ne leur conneissoit ni état, ni profession, et il falloit bien que des libéralités secrettes les missent à l'abri de la pauvreté qui auroit dû être le fruit de la vie oiseuse qu'ils men sient. On voyoit cependant parmi eux quelques hommes qui se faisoient d'au-tant plus remarquer, que leur fortune et le rang qu'ils tenoient dans la société, les mettoit fort au dessus de cette tourbe de fainéans. En prêtant attention à leurs discours, on ne pouvoit douter qu'ils étoient là comme des apôtres qui cherchoient à faire des ennemis à la cour, et des prosélytes an premier prince du sang.

Le Palais - Royal étant un lieu public, d'Orléans pouvoit dire que chacun avoit le droit de s'y introduire, et qu'il n'é.oit nul-

lement responsable des sottises qui s'y débi-toient, ni des extravagances qui s'y fai-soient. Mais on pouvoit aussi lui demander pourquoi les factieux préféroient ce lieu public à tout autre, pourquoi il ne se servoit pas de l'autorité que lui donnoit sa qualité de propriétaire, pour y maintenir l'ordre, la décence, et en bannir tous ces forcenés qui y prêchoient l'insurrection? Il faut ici admirer l'extrême consiance de la cour qui ne s'étoit point allarmée des travaux, au moyen desquels d'Orléans s'étoit environné d'une population immense. N'auroit-on pas dû craindre que pendant des tems de troubles, il n'usât du crédit que lui donnoient sa naissance et ses richesses pour la pousser à la rebellion? Convenoit-il que le palais du premier prince du sang ne sût qu'un assemblage de tavernes, de lieux de débanches, d'académies de jeu, que la demeure de tous les vauriens, de tous les srippons, de toutes les prostituées de la capitale? Falloit-il en le laissant ainsi se placer au centre d'une telle corruption, lui donner la facilité de produire un grand mouvement sans sortir de son pa-lais? Bien loin de lui permettre d'en rétrecir l'enceinte, ne devoit-on pas le contraindre à l'aggrandir, à en étendre le jardin jusqu'au boulevard, à en éloigner toutes ces boutiques, toutes ces échoppes, toutes ces tabagies qui ne sont que des occasions de rassemblemens et des foyers de tumulte? La majestueuse magnificence d'un palais porto néces airement à la décence et à la tranquillité ceux qui y sont admis, parce qu'il est dans chacun de nons de respecter ce qui paroît respectable; mais les citoyens honnêtes se retirent de tout endroit qui n'est que l'asyle du bruit et du libertinage; la canaille seule s'y plait, et c'est avec la canaille, et non avec les citoyens honnêtes,

que se produisent les désordres.

D'Orléans tira un tel avantage de la sorte de gens qui peuploient son palais, que du moment où il entrevit qu'il lui devenoit inutile de continuer sa coalition avec les cours souveraines, il les enchaîna par la terreur. On eut immédiatement après les émeutes sanglantes que je viens de raconter, une preuve de la peur que faisoit au parlement le peuple de d'Orléans. Ceux d'entre les factieux qui avoient été pris les armes à la main, furent constitués prisonniers au châtelet, pour être jugés prévotalement. Le parlement n'avoit qu'à laisser aller cette procédure. Si les factieux étoient punis exemplairement, l'odieux de cette punițion ne pouvoit rejaillir sur lui; s'ils étoient acquittés, il ne pouvoit être accusé de foiblesse. Par une conduite qui income faille. blesse. Par une conduite qui prouve évidemment que cette compagnie cherchoit à ménager ceux que le duc d'Orléans mettoit en jeu, elle ordonna sur le requisitoire de Joli de Fleury, procureur-général, que les prisonniers seroient transférés des prisons du châtelet dans celles de la conciergerie,

pour leur procès leur être fait et parfait, comme on disoit alors. Le motif apparent de cet arrêt sut que cette affaire étoit naturellement dévolue au parlement, à qui les loix attribuoient la grande police de la ca-pitale. Cette raison n'étoit pas trop bonne, caren invoquant à chaque rencontre cette attribution de la grande police, le grand prévôt eût été dépouillé de toute jurisdiction. Tous les accusés furent mis hors de cour; on prononça une amende, avec injonction d'être plus circonspect à l'avenir, contre un d'entr'eux, perruquier de profession. Mettre hors de cour des incendiaires pris la torche à la main, certes, c'étoit une chose nouvelle et d'un terrible exemple. Cette cruelle indulgence fut à pure perte pour le parle-ment; elle ne servit qu'à prouver sa foi-blesse à tous les partis, et à enhardir les mutins.

Voilà comme les intrigues de d'Orléans avoient déja jetté en peu de mois dans toutes les parties de l'empire l'esprit d'insurrection; pour comble de malheur, Necker sur qui les espérances de tous les gens de bien se reposoient exclusivement, donna à la faction de ce prince une force qui renversa tout.

Fin du Livre troisième.

HISTOIRE

DELA

CONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH-D'ORLÉANS SURNOMMÉ ÉGALITÉ.

LIVRE QUATRIEME.

Conduite de d'Orléans pendant la seconde assemblée des notables. Il abandonne le parlement et les deux premiers ordres. Moyens qu'il emploie pour captiver la bienveillance du peuple. Il soudoye, dans la capitale et dans les provinces, des brigands, des assassins, des rebelles, des orateurs. Il établit dans son palais, un comité révolutionnaire. Singulier signal d'émeute qu'il imagine. Ses nouvelles menées sur les grains.

C'est une chose particulière à la conjuration de d'Orléans, que ce prince fut recherché et loué par tous les partis pendant qu'il vivoit, et qu'après sa mort tous l'ont désa voué, tous l'ont déprimé. J'excepte les royalistes, qui dans tous les tems l'ont exe-cré, et qui conservent à sa mémoire l'hor-reur qu'il leur faisoit pendant sa vie. Que ce prince ait appartenu à tous les partis, c'est un sait notoire, et qui résulte si évidemment de l'ensemble de l'histoire que j'écris, qu'il est inutile que je m'arrête à le prouver. Une femme appellée Roland, qui a été fa-meuse dans les dernierstems de notre révolution, et qui dans un de ses écrits qu'on nous a donné après sa mort, manifeste une grande prétention à l'impartialité, convient ellemême de ce fait, et elle en donne avec ingénuité une raison fort bonne: son nom, dit-elle, ses alliances, sa richesse et son conseil lui prêtoient de grands moyens (1). Cette même femme fait l'aveu que d'Orléans avoit une part secrette à toutes les agita. tions populaires (2). Donc tous ceux qui ont excité des agitations populaires ont eu, ou du moins ont cru avoir ce prince de leur côté. Aucune conséquence ne me paroît

⁽¹⁾ Appel à la postérité, par la citoyenne Roland. 1. v. pag. 41.

⁽²⁾ Ibid.

mieux liée avec son principe, et ceux qui portent le pyrrhonisme sur tous les faits de l'histoire, feront sans doute grace à celui-ci.

Comment arrive-t-il cependant que toutes les factions soulienn nt aujourd'hui n'avoir point en d'Orléans dans leur sein? Comment ce qui étoit vrai à cet égard pendant sa vie, cesse-t-il de l'être après sa mort? Ceux que cette contradiction embarrasse, croient se tirer d'affaire en disant que ce prince a été non l'homme, mais le mannequin de tous les partis. Or, c'est là ce me semble un nouvel aveu, que toutes les factions s'étoient emparé de lui. Le mot même de mannequin indique qu'elles l'ont conduit, manié, tourné, à leur gré; que toutes se sont servi de son nom, de ses alliances, de sa richesse, de son conseil; de ses grands moyens enfin, pour arriver à leur but. Que d'Orléans au reste ait été l'ame ou le mannequin des diverses factions, c'est un problême qu'on résoudra aisément lorsqu'on aura lu toute l'histoire de sa conjuration. Il s'agit seulement ici pour moi de faire observer que quand tous les partis s'accordent à affirmer qu'ils n'ont point été Orléanistes, l'un d'eux au moins ment.

Il en est des particuliers comme des factions. A entendre tous ceux qui ont figuré dans le bouleversement de notre patrie, au cun n'a été lié, ni de loin ni de près, avec d'Orléans. Cela cependant ne sauroit être, car dès que l'on convient qu'il avoit une part secrette à toutes les agitations populaires, il est nécessai e qu'il ait été secondé pour produire ces agitations. Il faut donc encore ici tirer cette conséquence que parmi ceux qui nient avoir été ses complices, il en est

certainement qui nient la vérité.

Je suis ces réflexions parce qu'il importe de les avoir présentes à l'esprit, lorsque dans la suite de mou récit il paroîtra sur la scène un personnage que sa conduite semblera accuser de complicité avec d'Orléans. Cette complicité ne peut pas se prouver par une correspondance écrite; parce que ce prince n'écrivoit point. Ce sera donc au lecteur à juger s'il y a eu réellement une liai-son de rebellion entre le duc d'Orléans et ceux que les faits paroîtront frapper de cette accusation.

Un exemple qui me raméne à mon sujet, me fera parfaitement comprendre. C'est une question qui a été long-temps agitée parmi nons, de savoir si Necker a été Orléaniste. Pour la résondre, il est clair que la simple dénégation de Necker ne suffiroit pas. D'Orléans a souffert une mort ignominieuse, et a laissé après lui une mémoire infâme. Qui oseroit anjourd'hui se dire son ami? Quel est l'homme qui avoue ce qu'il a un grand intérêt à nier? Dois-je, pour donner la solution du problême dout il s'agit ici, m'enfoncer dans une discussion? Non: l'historien ne discute pas; il raconte. Je me borne donc au simple récit des évé-

nemens de la seconde vie politique de Necker, en tant que ces événemens viennent se lier avec les forfaits de d'Orléans. Ce sera au lecteur à décider si par ce récit, Necker reste convaincu ou absous de com-

plicité avec ce prince.

Douze jours après que ce ministre eut été mis pour la seconde fois à la tête des finances du royaume, il fit rendre par le conscil du roi un arrêt dans lequel il étoit dit que les magasins suffisoient et AU-DELA pour les besoins du royaume. Il falloit donc que Necker avant de reparoître au ministère eût eu avec les monopoleurs dont d'Orléans étoit le chef, des lisisons qui lui donnoient la connoisance de la quantité de grains qui restoient en France, car il ne pouvoit pas avoir acquis cette connoissance en douze jours.

Mais cette assertion étoit un mensonge manifeste, et la preuve s'en trouvoit dans l'arrêt même du conseil; cet arrêt en effet n'avoit d'autre objet que de défendre l'exportation des grains. Dès que nous avions au-delà de nos besoins, quel pouvoit être le motif qui faisoit défendre d'exporter, ce superflu? une pareille défense auroit-elle eu lieu, si on n'avoit pas counu et si on n'avoit pas craint les abus de la liberté d'ex-

portation?

Il y a plus: deux arrêts subséquens accordèrent une récompense pécuniaire à eeux qui importeroient des bleds. Si la France eût eu en effet du superflu, des primes d'importation n'auroient pu avoir d'autre objet que d'affamer les royaumes voisins; ce qui est si absurde qu'on ne peut

pas même le supposer.
Enfin ce qui est mille fois plus extraordinaire encore, c'est que des hommes que la voix publique accusoit d'accaparement, accusoient Necker lui - même de monopole. Ça tonjours été la tactique des factieux de nos jours, de mettre-sur le compte de leurs adversaires, leurs propres crimes. Necker bien loin de se courroucer contre ces accusateurs, leur accordoit des lettres, des arrêts apologétiques qu'ils faisoient afficher au coin de toutes les rues. De tels ménage-mensont de quoi étonner. Caresser les monopoleurs, c'étoit autoriser et encourager leur détestable commerce : leur accorder des primes d'importation, c'étoit les récompenser du crime qu'ils avoient commis en exportant la subsistance du peuple.

L'interprétation la plus favorable que l'on puisse donner à une telle conduite, c'est que Necker n'osoit irriter le parti des monopoleurs; il craignoit que s'il usoit de sévérité envers eux, ils n'affamassent en un instant la France entiére; il espéroit que les caresses qu'il leur faisoit, que l'appui qu'il leur présentoit, les détermineroient à rendre au peuple une partie de sa nourriture. Une autre considération pouvoit aussi le guiden Ne desterte le guider. Ne doutant point que dans ce funeste agiotage tout ne se fît par et pour d'Orléans, il cût été dans la nécessité de le mettre en cause. Or, il lui paroissoit pentêtre dangereux, dans des tems peu tranquilles, d'appeler la vengeance des loix sur un prince cher à la multitude, et en faveur duquel les premiers tribunaux du royaume venoient de témoigner un vifintérêt. N'osant le combattre, il aima mieux être son ami.

La postérité ne saura point gré à Nocker de cette timidité; elle lui reprochera de n'avoir pas préféréà tout l'intérêt du peuple et le salut public. Jouissant lui-même de la faveur de la multitude, il ne lui étoit point impossible d'en dépouiller le premier prince du sang. S'il cût fait arrêter d'Orléans, s'il cût éclairé la nation sur les menées de ce conspirateur, s'il cût dévoilé tous les mystères des monopoleurs, la tête de leur chef fut tombée sans produire aucune secousse, les greniers se rouvoient, la France étoit sauvée, les factions se trouvoient abandonnées à elles-mêmes; et perdant avec le duc d'Orléans tous ces grands moyens qui les ont rendues si puissantes et si nuisibles, elles se fussent dissipées.

La nation ne retira aucun avantage des opérations de Necker, relatives à l'accaparement. Cependant pour faire croire au public que les primes d'importation nous apportoient du bled des pays étrangers, il fair-

soit sortir pendant les ombres de la nuit, des convois de grains, d'un de nos ports. Ces convois après avoir tenu la mer pendant deux ou trois jours, rentroient dans un antre port, et là, on en faiseit montre avec éclat; on disoit qu'ils avoient été achetés, tantôt en Angleterre, tantôt en Hollande. Ce manége a eu des millions de témoins, qui dans le tems n'y comprenoient rien; mais les événemens subséquens leur en ont

donné l'explication.

Ainsi Necker, soit par foiblesse, soit par connivence avec d'Orléans, laissa l'empire qu'il étoit appellé à sauver, en proie à toutes les insurrections que devoit amener la famine. La seconde calamité dont il devenoit instant pour lui de prévenir les effets, c'étoit ce malheureux déficit qui paralysoit toutes les branches de l'administration. Iciencore Necker tint une conduite qui ne pouvoit être plus favorable aux vues de d'Orléans. Ce ministre voulut que le tiers-état aux étatsgénéraux, mît dans une entière dépendance de ses volontés les grands propriétaires; comme ceux-ci dans toute société composent la portion la moins nombreuse, c'étoit mettre le petit nombre à la discrétion du plus grand, ce qui est le centraire du but de tout gouvernement, de toute association, où le grand nombre doit obéir au retit.

Dans un arrêt émané du conseil, le roi

annonça aux françois qu'il ne modeleroit point l'organisation des états-généraux sur ceux qui avoient eu lieu en 1614, parce qu'il lui paroissoit qu'à cette époque, le tiers-état n'avoit pas été suffisamment représenté. C'étoit se déclarer franchement pour cet ordre, et aliéner les deux autres. Mais ce qui fut une véritable folie, c'est que Necker voulut faire sanctionner ce vœu par ceux-là même qui avoient le plus grand intérêt à en empêcher l'exécution. Il convoqua ces mêmes notables que de Calonne avoit appellés une première fois; ils eurent à décider si le tiers-état devoit avoir aux étatsgénéraux, une représentation égale à celle des deux premiers ordres ensemble, ou égale à celle de chacun d'enx. Si les états-généraux devoient opiner par ordre, pen importoit au tiers-état d'avoir une représentation égale ou double de celle de chacun des deux premiers ordres. Si au contraire on opinoit par tête, tout l'avantage restoit au tiers - état, parce que la majorité faisant les décisions, elle seroit toujours de son côté, vu qu'ayant déja un nombre de représentans égal à celui des deux premiers ordres, il accroîtroit ce nombre de tous les amis qu'il auroit dans le clergé et dans la noblesse; la presque-totalité par exemple des curés qui appartenoient au tiers-état, devoit nécessairement lui être dévouée.

Il sembloit donc que la décision de la première question auroit dû être subordonnée

à celle de la seconde. Necker gardant pour son arrière pensée cette seconde solution, ne parla que de la première aux notables. Elle divisa les français en deux grands partis, et mit en guerre ouverte les deux premiers ordres contre le troisième. Ce ne fut qu'une guerre de plume. Le clergé, la noblesse, les parlemens firent des représentations au roi. Le tiers-état trouva pour défendre sa cause, des milliers d'écrivains, dont quelques-uns appartenoient même aux deux premiers ordres. Au nombre de ces derniers le comte d'Antraignes, gentilhomme languedocien, se fit remarquer. Et nous aussi, s'écria-t-il dans un écrit qui causa la plus grande fermentation, nous sommes vingt-cinq millions contre un, à qui nous avons donné nos pou-voirs (1). Depuis, ce gentilhomme a abjuré les principes qu'il professoit alors. C'est ce qui arrivera toujours à tout homme de bonne foi, qui juge avant l'expérience.

Il étoit aisé de voir que la plupart des écrivains sortis du sein du tiers-état, étoient encouragés et soldés par des hommes puissans; et ce qui est d'une déplorable bizarrerie, c'est que presque tous se déchalnoient contre cette même cour qui se dé-

⁽I) Il avoit pris pour épigraphe de cet écrit, ces paroles : Telles sont nos volontés ; à ces conditions sous serez notre Roi, si non, non.

claroit pour le tiers-état contre le clergé et la noblesse. La personne du roi, celle de ses frères étoient attaquées; la réputation de la reine étoit déchirée avec aigreur; on lui imputoit le désordre des finances; on l'appella dans mille pamphiets, madame déficit. Necker voyoit ce torrent, et le laissoit couler, sans se mettre en peine de lui opposer aucune digue. Le roi à qui cette ingratitude présageoit ce qu'il avoit à attendre du tiers-état, ne lui resta pas moins constamment dévoué, et ne changea rien aux résolutions qu'il avoit prises en faveur de cet ordre. Tout cela sera un vaste sujet de tristes réflexions pour la postérité. Nous qui en avons été témoins, pouvons nous payer de notre amour et de notre estime le ministre qui laissoit ainsi outrager ses augustes bienfaiteurs?

En même tems que Necker et d'Orléans poussoient les écrivains de la capitale à exiger la double représentation; le premier écrivoit dans les provinces pour qu'on y fît entendre le même vœu. La plupart des lettres qu'il a écrites à ce sujet à des particuliers du tiers-état, ont été recueillies par le parlement de Toulouse, et déposées en licu sûr, lors de la destruction de la compagnie.

Ces trames eurent un succès complet: presque toutes les villes de Normandic enoncèrent d'une manière énergique qu'elles tenoient pour la double représent t'on. En Languedoc, le tiers-état echaussé par l'es-

pèce de manifeste du comte d'Antraignes, déploya une violente haine contre le clergé et la noblesse. En Dauphiné, la double représentation fut conquise et effectuée dans les états de cette province. Une telle conquête fut le fruit d'une insurrection dans laquelle l'archevêque de Vienne, appellé Le franc de Pompignan faillit perdre la vie. Dans tous les diocèses de la Bretagne, le tiers-état rompit ouvertement avec les deux premiers ordres, et se retira de la commission intermédiaire de la province. La ville de Nantes envoya de plus en cour, douze députés chargés d'un mémoire où, sous couleur de demander la double représentation, on accabloit les ecclésiastiques et les nobles de reproches amers.

Necker appella tout ce bruit que lui-même avoit excité, le brait sourd de l'Europe, et dans la suite ayant fait l'affligeante expérience que les choses n'avoient point eu l'issue qu'il attendoit, il dit ces paroles : Si je n'eusse pas accordé au tiers - etaz la double représentation, il ne filt pas venu aux états-généraux. Mais si Necker n'eût pas parlé de double représentation, s'il n'eût pas engagé les provinces à se soulever pour l'obtenir, il est tout au moins douteux

que le tiers-état l'eût demandée.

Ainsi M. Necker avoit déjà déterminé l'opinion en faveur de la double représentation, lorsqu'il proposa froidement aux notables d'en discuter les avantages et les

Tome I.

inconvéniens. On avoit divisé cette seconde assemblée comme celle qui l'avoit précédée, par bureaux, dont chacun étoit présidé par un prince du sang. Celui qui avoit à sa tête Monsieur, frère du roi, vota conformément au desir de M. Necker; ce fut le seul : tous les autres arrêtèrent que le nombre de dé-

putés de chaque ordre sercit égal.

D'Orléans se montra très-peu à Versailles pendant toute la durée des délibérations. De cette manière, il persuada au roi qu'il n'y prenoit aucune part; d'un autre côté, le tiers-état ne put pas lui imputer l'arrêté du bureau dont il avoit été nommé président. Un autre motif le guida dans cette conduite. S'il eût été assidu aux séances, il eût été obligé, à l'exemple des autres princes, de tenir table, et d'y admettre journellement tous les membres de son bureau qui s'y seroient présentés. Il étoit bien aise d'économiser pour ses projets de conspiration, les sommes qu'une telle dépense lui eût fait prodiguer.

Voyant cependant avec quelle rapidité le tiers-état s'élevoit, et jugeant qu'il resteroit maître du champ de bataille, il ne tarda pas après la dissolution de la seconde assemblée des notables, à se prononcer en faveur du troisième ordre plus ouvertement qu'il n'avoit encore fait. Il rompit franchement avec le parlement et avec les princes. Ceux - ci présentèrent au monarque un mémoire où ils prédirent avec une fidélité frappante tous

les maux qui depuis, ont fondu sur la France. D'Orléans refusa de le signer. Quant au parlement, il dirigea sourdement contre cette compagnie quelques-uns des libellistes

qu'il soudoyoit.

Les magistrats accusés par ce même peuple qu'ils croyoient avoir si bien servi, et
n'ayant plus l'appui du premier prince du
sang, tinrent une conduite en apparence
contradictoire : d'un côté, ils refusèrent
d'adhérer au mémoire des princes, mais de
l'autre, ils l'approuvèrent. Un médecin,
appellé Guillotin, rédigea un petit écrit où
il exposoit sommairement et en assez bon
style, toutes les demandes que le tiers-état
avoit à former dans les états-généraux. Il
intitula cet écrit : Pétition des six Corps, et
le déposa chez un notaire, afin que chaque
homme du troisième ordre de Paris vînt y
apposer sa signature. Cette manière de procéder parut au parlement une sorte d'appel
à la sédition. Il manda à sa barre le médecin et le Notaire (1), mais il n'osa sévir
contre eux.

Le parlement touche-t-il à sa fin? Il mande, à ce que l'on publie, Le notaire et le médecin; Ah! que cela sent l'agonie!

⁽¹⁾ C'est à cette occasion qu'on décocha contre le parlement, cette épigramme qui étoit une véritable prophêtie:

Ensin, quelques conseillers à la tête desquels étoit d'Eprémesnil, tinrent conseil entre eux, et crurent avoir trouvé un moyen infaillible de mettre le parlement en état de regagner tous les cœurs. Ils demandèrent une assemblée des chambres, et ils répandirent que cette assemblée sauveroit la chose publique. Cette promesse rendit tout le monde attentif. Les princes croyant qu'on y traiteroit de la question qui divisoit actuellement les esprits, refusèrent de s'y trouver : le duc d'Orléans refusa également de s'y rendre. Les seuls pairs qui y parurent, furent les ducs de Luynes, de Gêvres, de Luxembourg, d'Aumont, et l'évêque comte, de Châlons, du nom de Clermont-Tonnerre.

La séance fut longue et vive; il en émana une déclaration qui fut intitulée : arrêté sur la situation actuelle de la nation. Le parlement y disoit qu'on ne pourroit considérer les états-généraux comme une assemblée na-tionale, que dans le cas où le roi, en les

convoquant, déclareroit:

Leur retour périodique; Leur droit d'hypothéquer aux créanciers de l'état des impôts déterminés;

Leur obligation envers les peuples, de n'accorder aucun autre subside qui ne fût défini et pour la somme et pour le terme;

Leur droit d'assigner et de fixer librement sur les domaines du roi, les fonds de chaque département;

\$ TT

La résolution du roi de concerter d'abord

la suppression de tous les impôts distinctifs des ordres, avec le seul qui les supportoit; ensuite leur remplacement avec les trois ordres, par des subsides communs également repartis;

La responsabilité des ministres;

Le droit des états-généraux d'accuser et traduire devant les cours, dans tous les cas intéressant directement la nation entière;

Les rapports des états-généraux avec les cours souveraines, en telle sorte que les cours ne dussent ni ne pussent souffrir la levée d'aucun subside qui ne fût accordé, ni concourir à l'exécution d'aucune loi qui ne fût demandée ou consentie par les états-généraux.

La liberté individuelle des citoyens, par l'obligation de remettre immédiatement tout homme arrêté dans une prison royale, entre

les mains de ses juges naturels.

Enfin, la liberté légitime de la presse.

D'Eprémesnil dont cet arrêté étoit principalement l'ouvrage, l'accompagna dans un écrit à part, de réflexions fort judicieuses. On accueillit généralement avec une espèce de mépris et l'arrêté et les réflexions. La cour qui avoit dédaigné de consulter le parlement, trouva hors de propos qu'il s'immisçât dans ce qui n'avoit pu concerner que les notables. Le tiers-état interprêta en mauvaise part qu'on eût éludé la question de la double représentation. Les gens sensés désapprouvèrent la liberté légitime de la presse.

Dès qu'on ne disoit pas ce que c'étoit que cette liberté légitime de la presse, cet article leur paroissoit trop ou trop peu.

L'on continua donc à persiffler le parle-

ment dans mille libelles, dont Necker n'eut garde d'inquiéter les auteurs, pour ne pas attenter à la liberté légitime de la presse.

Le clergé et la noblesse firent alors réflexion que la haine qui leur étoit portée par le tiersétat, ne venoit peut-être que des privilèges qui leur donnoient des exemptions pécuniaires. Ces deux ordres manifestèrent aussi-tôt dans toute l'étendue du royaume, la volonté de renoncer à tout privilège de cette nature; le collège des pairs écrivit à ce sujet au roi, et publia la lettre suivante:

« Sire, les pairs de votre royaume s'em-» pressent de donner à votre majesté et à la » nation des preuves de leur zèle pour la » prospérité de l'état, et de leur désir de » cimenter l'union entre tous les ordres, en » suppliant votre majesté de recevoir le vœu » solemnel qu'ils portent au pied du trône » de supporter tous les impôts et charges » publiques, dans la juste proportion de leur » fortune, sans exemption pécuniaire quel-» conque; ils ne doutent pas que ces sen-» timens ne fussent unanimement exprimés par tous les autres gentilshommes de votre proyaume, s'ils se trouvoient réunis pour pen déposer l'hommage aux pieds de votre » majesté ».

Cette lettre fut signée par tous les pairs

cansexception. Elle neproduisit d'autre effet que d'apprêter à rire au tiers-état qui avoit déjà la conscience de toute sa supériorité. Les écrivains Orléanistes répandirent que ces sacrifices n'étoient que des avances qu'on n'avoit pas envie de réaliser, et que le moment où ils arrivoient, ne permettoit pas de les regarder autrement que comme des

signes de crainte.

Parmi les personnes qui n'ont tenu à au-cune faction, il en est encore aujourd'hui qui trouvent que ce n'étoit point en effet assez de ces sacrifices. Les deux premiers ordres, disent ces personnes, devoient sur le champ, payer à eux seuls la somme nécessaire pour combler le deficit et rétablir l'équilibre entre la recette et la dépense. Par ce moyen, il devenoit superflu de convoquer les états-généraux, et la gloire d'avoir procuré le salut de l'état, restoit toute entière au clergé et à la noblesse. J'induirois la postérité en erreur, si le ne discis passent. la postérité en erreur, si je ne disois pas que cette objection n'est que spécieuse. D'abord les deux premiers ordres ne devoient nullement présumer que la première assemblée nationale, au lieu de sauver l'empire, le ruineroit. Ils avoient en second lieu, à demander, comme l'avoit fait le parlement dès l'origine des troubles, quelle garantie l'on donnoit à la nation que dans quatre ou cinq ans, il ne faudroit pas combler un nouveau deficit. On devoit naturellement penser que les états - généraux pouvoient

N 4

seuls poser les bornes que les ministres ne devoient pas franchir dans l'emploi des de-

niers publics.

En troisième lieu, il est incontestable que quand même le deficit eût été comblé de cette manière, la cour en conséquence du désir qu'elle avoit d'abaisser un peu la magistrature, la noblesse et le clergé, n'en eût pas moins convoqué les états-généraux; et Necker étoit loin de laisser refroidir ce désir.

Il est également certain que la générosité des deux premiers ordres, eût été interprêtée par les écrivains du tiers - état, de manière que la guerre commencée par celui-ci eût continué avec une égale ardeur; car ce n'étoit pas la restauration d'une branche de l'administration qu'il demandoit, c'étoit une révolution dans le systême entier du

gouvernement.

Enfin le deficit n'étoit pas la seule plaie de l'état. Il s'agissoit encore d'arrêter les ravages qu'alloit occasionner la disette des grains. Le gros de la nation ne connoissoit nullement la gravité de ce second fléau. On voyoit bien qu'il se faisoit un mouvement extraordinaire dans les marchés, et que le commerce des bleds paroissoit entravé; mais on étoit loin de croire qu'il existât une société de conspirateurs qui pouvoit, si elle le vouloit d'un moment à l'autre, réduire le peuple entier à n'avoir pas une once de pain. Indépendamment donc de tous les

sacrifices qu'auroient pu faire les deux premiers ordres, cette calamité suffisoit seule pour produire les maux dont nous avons été témoins, et de plus grands encore. Necker qui connoissoit et la grandeur et la cause du mal, avoit, il est vrai, le pouvoir d'y remédier; mais l'évènement ayant prouvé qu'il avoit laissé toute liberté aux monopoleurs de déchirer la France, cet empire n'eût pas été moins perdu, quelle qu'eût été la conduite des deux premiers ordres.

Plus cependant le tiers-état acqueroit de force, et plus d'Orléans faisoit d'efforts pour conquérir sa faveur. Ce prince qu'on avoit vu jusques-là uniquement occupé de spéculations mercantiles, et ne pas rougir de recourir aux moyens les plus vils et les plus iniques pour accroître son patrimoine, devint tout-à-coup libéral, ou du moins feignit si bien de l'être, que le petit peuple y fut trompé. On éprouvoit alors un hiver si excessivement rigoureux, qu'il est inoui que jamais la France eût été frappée d'un semblable fléau. Ce fut une émulation parmi les blable fléau. Ce fut une émulation parmi les gens riches, pour en préserver les artisans, les ouvriers, les pauvres. Dans tous les palais, dans tous les hôtels, on trouvoit des tables dressées où l'on admettoit indifféremment quiconque s'y présentoit. Des poëles énormes échauffoient les salles où les tables étoient dressées. On voyoit de plus sur toutes les places publiques, de grands feux continuellement allumés. Les sacrifices qui furent faits dans cette occasion sont incalculables. La seule duchesse de l'Infantado y dépensa plus de trois cens mille livres. L'archevêque de Paris y employa tout son revenu, et s'endetta en outre d'environ 400 mille liv.

· Le duc d'Orléans se distingua parmi ces bienfaiteurs de la multitude souffrante. Il l'emporta réellement sur eux, sinon par des libéralités effectives, du moins par l'ostentation. Traversant un jour seul dans son cabriolet, un des quartiers éloignés du fauxbourg S. Germain, il s'arrêta tout-à-coup comme vivement ému de l'image de misère qui se présentoit à lui; il déplora avec une hypocrite commisération, devant quelques personnes du peuple, le sort déplorable où se trouvoient tant de malheureux par la du-reté de la saison. Il descend ensuite de son cabriolet, et demande à qui appartiennent deux remises qu'un écriteau indiquoit être à louer. A sa prière on fait venir le pro-priétaire; il prend avec lui des arrange-mens pour trois mois. Au bout de quelques beures, on voit arriver des gens à la livrée du prince, qui établissent des cuisines dans ces remises. On y allume des feux; on y rôtit de fortes pièces, on les distribue ensuite aux indigens, avec le pain qui leur est nécessuire.

Cette générosité fit graud bruit. D'Orléans ne s'en tint pas là : il voulut que toutes les feuilles publiques insérassent une lettre qu'il

fit écrire au curé de S. Eustache par son Intendant des finances, Geoffroi de Limon. Cette lettre promettoit au pasteur des secours si considérables en argent pour les besoins de tous les malheureux, qu'un potentat eût été à peine capable d'une telle munificence. Il eût mieux valu cent sois ne pas promettre, et donner. D'Orléans promit et ne donna pas. Le curé trompé par la solemnité de l'engagement que prenoit le prince, avança une partie des sommes promises, et il n'en a jamais été remboursé. Les fastueuses aumônes de d'Orléans se réduisirent à un don de trois mille livres. Il n'en eut pas moins aux yeux du public tous les honneurs de la bienfaisance. Il savoit que son nom, son rang, son génie vindicatif contraindroient au silence l'e clésiastique qui pouvoit seul démasquer son hypocrisie; et ce fut en effet ce qui arriva. Le curé se tut, et ce n'a été que lorsqu'on a pu impunément faire le cal-cul des forfaits de d'Orléans que la chose s'est sque.

Les autres personnes de sa maison s'honorèrent par des largesses réelles : la duchesse son épouse, princesse qui réunit au plus haut dégré toutes les vertus aimables et solides, fit tout ce qu'elle pouvoit faire : la duchesse de Bourbon, sa sœur, princesse trop peu connue, et trop mal jugée par le public, fit plus qu'elle ne pouvoit faire. L'honneur qui revint à cette maison, de tant de l'béralités, rejaillit sur d'Orléans. Le petit peuple commença à croire que ce prince étoit naturellement généreux, et qu'il inspiroit sa générosité à tous ceux qui lui appartenoient. C'est ainsi que sans qu'il lui en coûtât beaucoup, il fut regardé comme le bienfaiteur des malheureux, tandis qu'il n'étoit réellement que le protecteur des séditieux.

Plus cet homme, le plus dangereux des conspirateurs, accroissoit sa popularité, et plus Necker travailloit au succès de la conspiration. La grande question qui avoit enflammé le tiers-état fut enfin décidée à l'avantage de cet ordre. Le roi et Necker voulurent qu'il eût aux états-généraux une représenta-tion double de celle de chacun des deux autres ordres. Tout ce que les membres du conseil purent obtenir après de longues et vives altercations, ce fut que cette grande assemblée tiendroit ses séances à Versailles et non à Paris. Necker tint pour la capitale avec un entêtement qui dès-lors, auroit dû paroître bien suspect. Rien n'eût été plus favorable aux vues de d'Orléans, que d'avoir sous sa main les députés aux états-généraux, parce qu'il lui en eût coûté moins de frais, moins de soins et moins de tems pour les circonvenir.

Les royalistes ont toujours regardé, et regardent encore aujourd'hui cette double représentation comme le coup qui avoit frappé d'une maladie mortelle, la monarchie et les deux premiers ordres. On m'a conté que Louis XVI, au retour du conseil où cet important problême fut résolu, avoit trouvé dans son cabinet, au lieu du portrait de son aïeul, qui l'ornoit depuis long-tems, celui de Charles Ier. L'infortuné Louis XVI, m'a-t-on dit, jetta les yeux sur l'image de Stuard, la fixa deux ou trois minutes, et comprenant à merveille ce que vouloient lui annoncer ceux qui l'avoient mise sous ses yeux, s'écria: « Je les entends; mais ils ont » beau faire; le tiers-état aura la double » représentation; c'est décidé irrévocable-» ment ». Louis XVI en effet à cette époque, épousoit sincèrement et avec chaleur les intérêts du tiers-état, et avoit quelque prévention contre ce qu'on appelloit le haut-clergé et la haute-noblesse. Il faut ici déplorer la terrible destinée de ce prince mille fois trop malheureux, qui voulant abaisser les uns pour élever les autres, ne fit d'une part que des mécontens, et de l'autre que des ingrats.

Je ne suis pourtant pas de l'avis de ceux qui pensent que la double représentation a amené la chûte du trône et la mort des deux premiers ordres; elle y a sans doute considérablement contribué. Le monopole sur les grains eût, indépendamment de la double représentation, engendré toutes les horreurs qui ont souillé les premiers jours de la révolution; et si le premier prince du sang n'eût pas été le chef de ce monopole, la France eût sans doute éprouvé de doulou-

11

reuses agitations, mais ses maux n'eussent pas été sans remède. Sous ce rapport, d'Orléans doit être présenté à la postérité comme le premier et le principal artisan des désastres qui ont ouvert le goufre où la France est venue s'engloutir, sans que nous puissions encore dire dans ce moment comment

il sera possible de l'en tirer.

Dès que la décision du conseil fut connue, d'Orléans voyant clairement que le tiers-état alloit être tout, et le reste de la nation rien, s'enfonça dans cet ordre. Il laissa là toute circonspection avec la cour, et se déclara franchement l'adversaire des deux premiers ordres, avec lesquels il avoit fait cause commune aussi long-tems qu'il avoit pu croire que la force étoit de leur côté. Il déchaîna contr'eux sa légion de libellistes qui s'attachèrent principalement à calomnier ceux qui, comme d'Eprémesnil, n'étant plus utiles à ses vues, pouvoient au contraire y faire obstacle. Il s'attacha de plus à organiser une armée de brigands et d'assassins qui exécutât à sa volonté, tous les forfaits que le besoin d'amener à bien sa conjuration pourroit solliciter. Le dévouement avec lequel ils l'ont servi est un véritable phénomène.

Les deux principaux chefs de ces scélérats furent pour la capitale, un nommé Coffiné et un nommé Poupart de Beaubourg. Une foule de particuliers ont été volés dans les deux premières années de la révolution, par des misérables aux ordres de ces deux mons-



tres. Les objets volés se portoient nuitamment au palais royal, où d'Orléans après avoir retenu pour lui la principale part, distribuoit le reste à ses satellites. Je tiens ce fait d'une personne qui connoissoit particulièrement Coffiné et Poupart. Comme par une suite d'affaires, elle se trouvoit intéressée à les ménager et pour sa fortune et pour sa vie, elle vivoit avec eux dans une sorte d'intimité, et en a su toute l'histoire des vols et des assassinats auxquels ils ont eu part. Entre ces vols, un de ceux qui rapporta le plus à d'Orléans, fut fait à Lucienne, chez la comtesse du Barri; ce fut Coffiné qui introduisit nuitamment les voleurs chez la comtesse; ils lui prirent à peu près tous ses diamans, que d'Orléans fit ensuite passer à Londres pour y être vendus.

Ce furent encore les émissaires du prince

Ce furent encore les émissaires du prince qui volèrent et assassinèrent, dans la rue de l'Échelle, une femme avec laquelle d'Orléans avoit depuis long-tems des liaisons étroites; il lui faisoit annuellement une rente viagère de douze mille livres. Cette femme qui poussoit l'économie jusqu'à la parcimonie, avoit accumulé une quantité considérable d'argent monnoyé. D'Orléans en cennoissoit le montant. L'infortunée fut égorgée, et après sa mort, l'on ne trouva chez elle ni bijoux, ni numéraire, ni portefeuille. Dès qu'on eut connoissance de ce meurtre, on courut chez le neveu de cette infortunée, qui étoit premier clerc chez un

notaire appellé Paulmier, pour qu'il assistât au procès-verbal de l'assassinat et du dépouil-lement de sa tante; il eut toutes les peines du monde à arriver chez elle; il fallut qu'une forte garde protégeât sa marche. A chaque pas qu'il faisoit, des scélérats cherchoient à s'élancer sur lui pour l'égorger. Ils agissoient ainsi par ordre de d'Orléans qui croyoit que la mort du neveu assureroit mieux l'impunité de celle de la tante.

Voilà une des sources où cet atroce conspirateur puisoit une partie des sommes qu'il printeur puisoit une partie des sommes qu'il prouve à quel point les hommes en place ont poussé la timidité dans les premiers jours de la révolution, c'est que si par hasard on emprisonnoit quelqu'un des larrons ou des assassins qu'il employoit, on se hâteit de la relâcher. toit de le relâcher, dès qu'on connoissoit la main qui le faisoit agir. Ainsi Coffiné ayant été emprisonné au châtelet, après un assassinat qu'il étoit accusé d'avoir commis, recouvra sa liberté au bout de quelques jours, parce qu'on sut que dans sa prison, non seulement il ne nioit point être coupable de ce forfait, mais qu'il se vantoit encore d'avoir reçu du premier prince du sang l'ordre de le commettre. Ce même Coffiné rejetté dans la société, eut l'inconcevable audace de se glisser un jour parmi les courtisans, et de tenter d'arracher à la reine elle-même la montre qu'elle portoit. Il fut pris sur le fait; et ce qui est plus inconcevable encore, c'est que dès que l'on sut que le voleur étoit un des hommes de d'Orléans,

l'attentat fut impuni.

C'est à ce point qu'étoit poussée la frayeur qu'inspiroit le crédit de ce prince. Ceux même qui n'avoient nul doute de la perversité de son ame, n'osoient témoigner à leurs meilleurs amis l'horreur qu'il leur inspiroit; ils savoient que des assassins avoient sans cesse le bras levé pour égorger ses ennemis. Chaque évènement de la révolution

ne faisoit qu'accroître cette terreur.

D'Orléans pensa que ce n'étoit pas assez d'être environné d'une bande de malfaiteurs toujours prêts à se baigner dans le sang qu'il voudroit faire répandre. Il crut qu'il lui importoit encore d'avoir à ses ordres une armée de rebelles qui jettât dans Paris une telle confusion et une telle épouvante, que les Parisiens se vissent contraints, pour leur propre sûreté, de s'insurger euxmêmes. Il chercha dans les fauxbourgs des chefs à cette armée. Il tenta successivement la fidélité de quelques particuliers. Il s'adressa entr'autres au chef d'une manufacture de papiers peints, dont l'attelier occupoit un nombre considérable d'ouvriers. Cet homme, appellé Réveillon, repoussa sans Rece hésiter les propositions qui lui furent faites de la part du prince. On porta alors des paroles au chef d'une manufacture de sal-pêtre, appellé Henriot, voisin et ami de Henriot Réveillon. On l'engagea à porter son ami à seconder les vues de d'Orléans, et à réunir

Tome I.

l'un et l'autre leurs ouvriers pour exciter un grand mouvement qu'on lui représenta nécessaire au triomphe du tiers-état. Henriot

fut comme Réveillon, incorruptible.

- A leur défaut, on appella Santerre, brasseur de profession, et comme les deux autres, domicilié dans le fauxbourg Saint-Antoine. Santerre dérangé alors dans ses affaires, ignorant, insolent, brutal, ne doutant de rien, ayant les mœurs et les manières dupetit peuple du fauxbourg, aimant le vin et la débauche, doué d'une sorce de corps, d'un embonpoint et d'une taille qui le rendoient propre à une certaine représentation, possédant d'ailleurs cette éloquence verbeuse, ce langage burlesque et grossier qui conviennent à un orateur des halles, étoit l'homme qu'il falloit à d'Orléans. Il accepta avec joie le commandement des faux bourgs. Une personne de sa profession, qui a été son ami intime pendant quinze ans, m'a assuré qu'il avoit reçu pour premier paiement de ses fonctions, une somme de cinquante mille écus.

Cette libéralité et celles qui la suivirent, mirent Santerre en état de payer ses dettes, et de monter sa fortune plus que médiocre avant la révolution, à un dégré d'opulence qui a fini par égaler ses richesses à celles d'un de nos anciens financiers. Aussi longtems que d'Orléans a conservé quelqu'espoir de régner, on a vu Santerre vivre avec lui dans la plus grande intimité; on les a ren-

contrés plusieurs fois dans la même taverne, dans la même tabagie; Santerre avoit en tout tems son couvert mis au palais-royal, et d'Orléans venoit familièrement manger chez lui; des milliers de témoins les ont vus mille fois parcourir les rues de la capitale seuls dans le même cabriolet. Cette notoriété, indépendamment des faits que j'aurois encore à raconter, établit avec évidence l'étroite liaison qui a régné entre ces deux hommes. Santerre qui tiroit vanité de cette liaison pendant que d'Orléans vivoit, est aussi un de ceux qui renient aujourd'hui ce prince. Rien ne doit étonner dans ce genre. J'ai sous les yeux un écrit du comte de Lally-Tollendal, où il assure à l'Europe et à la postérité, que le marquis de la Fayette est un ardent royaliste. Si la Fayette se dit royaliste, Santerre peut bien se dire monarchien, consti-tutionnel, républicain, tout ce qu'il imagi-nera pour échapper au parti dominant. Que sait-on? Tel évènement pouvoit arriver du vivant de Marat, qui eût engagé cet antro-pophage à se dire un excellent serviteur du feu Roi. Mais l'histoire ne tient pas compte des dénégations; elle recueille des faits, et c'est sur ces faits que la postérité prononce.

D'Orléans ayant dans la dernière classe de la société, et dans la horde même des malfaiteurs, des chefs, voulut en avoir aussi dans le tiers-état qui mussent et dirigeassent cet ordre à son gré. Il laissa là ces jeunes

sénateurs qui avoient été au nombre des premiers conjurés, et dont il s'étoit servi pour mettre aux prises la magistrature et la cour. La magistrature, la cour, la noblesse, le clergé, perdoient journellement de leur crédit; le tiers-état acqueroit chaque jour un nouveau dégré de puissance. D'Orléans jugea donc qu'il devoit se comporter à l'égard de cet ordre, comme il s'étoit comporté à l'égard du parlement. Il fit choix dans le tiers-état d'hommes puissans par leur popularité et leur réputation, qui pussent égarer les représentans de cet ordre, de manière qu'ils

l'aidassent à s'élever sur le trône.

Je conçois qu'il seroit intéressant pour le lecteur que je pusse ici tracer les portraits de tous les chefs qui, soit parmi les brigands, soit parmi les assassins, soit parmi ces fainéans et ces vagabonds dont les grandes villes de France abondoient, soit dans le tiers-état lui-même, agissoient pour les vues ot les intérêts de d'Orléans; ce seroit une tâche qui demanderoit plusieurs volumes. Il me suffit de peindre dans chacune des classes que ce prince cherchoit à s'attacher, un ou deux de ses principaux complices. On jugera de ceux dont je ne parlerai pas, par ceux que j'aurai fait connoître. Entre les divers personnages qu'il appella autour de lui, dès qu'il eut rompu toute relation avec le parlement, et dont il voulut s'aider pour influer sur les mouvemens du troisième ordre, je nommerai seulement Laclos, le

comte de Mirabeau, l'abbé Syeyes, le marquis de Sillery, ci-devant comte de Genlis,

et je dirai un mot de chacun d'eux.

Je ne ferai pas une longue mention de dall Laclos. Monstre d'immoralité, il s'est peint lui-même trait pour trait dans le scélérat dont il a fait le héros de son impur roman des Liaisons dangereuses. Quiconque a lu ce détestable ouvrage, connoît les mœurs, les principes, le génie de Laclos. Il aime à mal faire par goût et par systême. La fange dont son ame est pétrie, jette au-devant de ses yeux un brouillard empesté qui enlaidit tous les objets qu'il voit. La probité dans les hommes, la pudeur dans les femmes, sont pour lui des êtres de raison. Persuadé que la perversité est l'élément de la nature humaine, de deux actions, l'une bonne, l'autre mauvaise, il fait celle-ci et rejette celle-là, pour ne pas se distinguer de ses semblables. Les gens de bien, selon lui, s'il en existoit, ne seroient que des agneaux au milieu d'un troupeau de tigres, et il estime qu'il vaut mieux être tigre, parce qu'il vaut mieux dévorer que d'être dévoré.

Mirabeau avoit l'esprit, l'ame, le corps du Mirab Thersite des Grecs. Il portoit sur un col qui s'enfonçoit dans de larges épaules, une tête monstrueuse pour la grosseur. Le reste de sa stature étoit une masse lourde, épaisse et informe. Son front toujours ridé, ses sourcils toujours froncés, lui donnoient un regard horrible. Lorsqu'une fortepassion l'a-

nimoit, il varioit d'une manière désagréable le son de savoix; c'étoit tantôt le bruit de Stantor, tantôt le ton aigre et déchirant de la chanterelle qui jure sous l'archet. Il ne considéroit jamais en face. Ses yeux se porteient sur les mains de quiconque l'abordoit, comme s'il eût craint que ces mains ne voulussent le punir de ses crimes. Tourmenté de la soif de l'or, il n'en avoit jamais assez, et tous les moyens lui étoient bons pour en acquérir. Escroc, frippon, mauvais fils; débauché à l'excès, il avoit déshonoré sa jeunesse par des vices honteux. Parvenu à l'âge mûr, les prisons l'avoient long-tems dévoué au glaive de la justice. Aussi long-tems qu'il vécut, il sut le désespoir de sa samille, le persécu-teur de ses créanciers, l'ennemi des hommes probes, le patron de tous les bandits, et n'eut point d'amis. Poltron à l'excès, il étoit brutal avec ceux dont il ne craignoit pas la résistance. Il frappoit ses domestiques, et au moindre retard qu'ils apportoient à ses ordres, il avoit le poingt ou le bâton levé sur eux. Au libertinage des mœurs il réunissoit le libertinage d'esprit. Il poussoit l'athéisme jusqu'à la puérilité, affectant de ne jamais prononcer le mot Dieu, même dans les douleurs les plus cuisantes, où il est si naturel à l'impie le plus frénétique, de le laisser, échapper involontairement. Avide de célébrité, il s'attachoit principalement à attaquer les personnes d'un mérite reconnu; et aimoit mieux inspirer la terreur que l'es-

time. Sa grande réputation lui venoit de ce qu'il écrivoit toujours sur les objets qui dans le moment actuel, fixoient le plus l'attention publique; mais il ne savoit point attacher à ses écrits un mérite durable; aucun ne lui a survécu. Dans ses discours à la tribune, il avoit moins les talens d'un orateur que les grimaces d'un baladin'; il s'étudioit moins à persuader qu'à insulter. Les applau-dissemens des hordes stipendiées dont il remplissoit les galleries de l'assemblée na-tionale faisoient tout le succès de ses harangues. Le néologisme de son style, la bi-zarrerie de ses paradoxes, la manière ori-ginale dont il rendoit des idées communes, le firent passer pour un des plus beaux gé-nies de ce siècle; et comme, suivant l'expression d'un auteur (1), les talens mélés de folie, se font toujours une espèce de vogue, Mirabeau dès qu'il fut sur le théatre des états-généraux, se fit suivre de la multitude. La principale folie de cet homme étoit de se croire né pour gouverner; il ne se proposoit dans toutes ses démarches, dans tous ses écrits, que d'arracher une ambassade, ou une place dans le ministère. On ne pouvoit plus mal se connoître; le plus grand désordre étoit dans son esprit comme dans sa conduite; il ne savoit, et ne pouvoit que

⁽¹⁾ Ducerceau, conjuration de Rienzi.

out brouiller; tout ce que ses mains tou-

choient, devenoit le cahos.

Syeves de Fréjus en Provence, prêtre et chanoine de l'église de Chartres, avant la révolution, est né avec une ame sombre, attrabilaire et mélancolique. Haineux, autant que l'étoit Mirabeau, il prend ce sentiment qui le porte à hair, pour le fruit d'un système de misanthropie qu'il croi ts'être fait. Il a cette circonspection qui vient, non de timidité, mais d'hypocrisie. Fier, insolent, dur avec les vaincus, il sait garder avec le parti dominant, des ménagemens qui lui permettent de l'abandonner sans se compromettre, s'il vient à être dévoré par un autre parti. Ces ménagemens lui sont extraordinairement pénibles, parce qu'il a dans le caractère, la roideur qui est dans ses gestes, dans ses manières, dans son maintien, dans toute l'attitude de son corps. Son visage livide et décharné, son front ridé, ses yeux creux et plombés, sa démarche taciturne semblent annoncer un homme qui médite un crime, ou qui rêve le malheur d'un empire. Sans énergie, sans chaleur, sans passions fortes, c'est avec calme, c'est paisiblement qu'il projette et qu'il veut la ruine de plusieurs. Quelqu'un lui demandant quand donc finiroit la révolution; «Lors, répondit-il, que ces paroles de l'écriture seront accomplies: Esurientes implevit bonis, divites dimisit inanes ». Cette réponse le peint, et donne une idée de la subversion

qu'avoient en vue certains novateurs; ils n'ont au reste, encore accomplide cet oracle de l'écriture, que ces deux mots : Divites dimisit. Comme Mirabeau avoit rêvé qu'il étoit homme d'état, Syeyes a rêvé qu'il étoit métaphysicien. Il enveloppe dans un jargon géométrique, dans des antithèses, dans des phrases tortueuses, quelques-uns des souvenirs qui lui sont restés de la lecture de Locke et de Condillac; et lorsque tout cela est devenu à peu près inintelligible pour lui-même, il s'y complait; il l'appele de la métaphysique. Il vous dit pédantesquement: «La connoissance de l'homme està l'homme, ce qu'est l'intrigue sociale à l'art social », et il croit avoir enfanté une idée sublime. Avec moins d'amour propre, il eût pu s'élever au rang des bons écrivains; mais la vanité a égaré son jugement, rétréci son esprit, et mis des bornes à ses connoissances. Pour lui, le mieux est ce qu'il dit, ce qu'il pense, ce qu'il écrit ; l'opinion qui n'est pas la sienne, est à ses yeux une monstruosité. Si Syeyes régnoit seul, il seroit le plus intolérant des hommes; quiconque ne seroit pas de son avis, iroit aux carrières. Il aime le mystère, marche sans bruit, et enveloppe sa conduite de l'obscurité où se perd le sens de ses pensées. Il a l'art de dominer les esprits foibles, fait agir ceux qu'il a subju-gués, se tient caché pendant les orages qu'il a excités lui même; reparoît quand le ciel est serein, donne tort aux vaincus, et

se range prudemment du côté des vainqueurs. Quoiqu'il idolâtre ses propres conceptions, et que rien ne puisse le détacher de cette idolâtrie, il met cependant au-dessus de tout, sa sûreté, sa vie, sa petite fortune; et n'a nulle peine, lorsque la force ou les circonstances le veulent, de manifester une autre conscience que celle qu'il s'est faite. Hébert et Anacharsis Clootz, le contraignirent d'apostasier: Robespierre lui eût fait

signer le Koran.

Sillery étoit né pour être un bas valet, il en avoit le ton, les manières, la contenance humble, le patelinage. Il étoit depuis long-tems attaché au duc d'Orléans, il se distinguoit de tous les courtisans de ce prince, par la stupide complaisance avec laquelle il car-ressoit tous ses vices, toutes ses erreurs; heureux au jeu, plus qu'on ne l'est quand on joue loyalement, il passoit pour partager avec son maître, le gain que l'adresse plus que le hazard lui procuroit journellement; il n'avoit au palais-royal d'autre emploi que de tenir table de jeu du matin au soir, et une grande partie encore de la nuit; c'étoit là son unique occupation; aussi indifférent que d'Orléans sur l'estime publique, il recevoit en souriant, les reproches d'im-moralité que ne lni épargnoient point les autres gentilshomme de la maison d'Orléans. Un trait peindra la bassesse de son ame. Une femme appellée la baronne d'Andelot avoit une fille dont la naissance étoit équivoque;

cette fille fut produite de bonne heure parmi les officiers des régimens de d'Orléans, et chacun savoit que dans la licence des camps, elle n'avoit pas vécu comme une vestale: il étoit notoire que le prince lui-même en avoit fait une de ses maîtresses; lorsqu'il fut rassasié de ses faveurs, il ordonna à Sillery de l'épouser, et Sillery obéit; c'est cette marquise de Sil- Mad lery à qui d'Orléans confia dans la suite l'éducation de ses propres enfans, et qui éprise de la folle vanité de marcher sur les traces des Sévigné, des Deshoulières, mit son nom à quelques écrits que lui composoient des gens de lettres qu'elle admettoit à sa toilette et à sa table. Elle traîne aujourd'hui sur une terre étrangère sa honte et ses remords. A son exemple, Sillery croyant effacer par la réputation de bel esprit, les honteux déréglemens de sa vie passée, se fit composer par Laclos, pendant la tenue des états-généraux, des discours que l'imbécille gentilhomme ne savoit pas même lire. Voilà les hommes qui furent les principaux

membres du conseil révolutionnaire de d'Orléans. Ce conseil tint d'abord ses séances au Palais-Royal pendant la nuit, et fut ensuite transféré à Passy, où l'on étoit moins exposé aux regards. Il remplaça les conciliabules où assistoient de jennes conseillers du parlement, et eut sur les mouvemens populaires, aussi long tems qu'il subsista, l'influence qu'eut après la formation des Etat-Généraux,

le club Breton, et qu'eurent dans la suite les Jacobins.

Syeyes a publié depuis peu un écrit (1) tout exprès pour assurer qu'il n'avoit eu aucune relation avec d'Orléans ni avec Robespierre. Le fait contraire est si notoire qu'il falloit autre chose qu'une simple dénégation pour le détruire; cette dénégation arrivée sept ou huit mois après la mort de d'Orléans, et cinq ou six mois après celle de Robespierre, prouve seulement que Syeyes a eu la prudence d'attendre que les deux personnages avec lesquels le public, lorsqu'ils vivoient, le croyoit en relation étroite, fussent hors d'état de lui donner un démenti. Dans des faits de ce genre, qu'il n'est pas possible d'appuyer de preuves matérielles, l'historien en doit regarder comme certain ce dont tous ses contemporains sont persuadés comme lui. S'ils se taisent, la postérité en conclud que la génération sous les yeux de laquelle il écrivoit, a vu comme il a raconté.

Certes s'il suffisoit à celui qu'accuse le témoignage de l'histoire, de recuser ce témoignage, les antropophages même de nos jours seroient transformés en anges de bonté. D'Orléans aussi a entrepris de prouver dans plus d'un écrit, qu'il étoit le meilleur des hommes. Quel est cependant celui d'entre

⁽¹⁾ Notice sur la vie de Syeyes.

nous qui ose croire à sa probité? L'opinion donc de la postérité à l'égard de tous ceux que l'histoire de ce tems mettra en scène, se formera, non de ce que chacun d'eux aura nié ou avoué, mais de ce que les contempo-

rains auront pensé sur leur compte.

Ce ne fut point assez pour d'Orléans d'avoir des armées de bandits, d'assassins, d'insurgés, et dans l'intérieur de son palais un comité d'insurrection, il soudoya encore des orateurs à qui il donna la charge d'échauffer la multitude. Il en eut pour les carrefours et les places publiques, ainsi que pour l'en-ceinte de son Pala s. Du nombre des premiers étoit un comédien pensionnaire du roi, appellé Grammont, homme d'une férocité si gram singulièrement atroce qu'il ne savoit prêcher que le carnage, et sembloit ne pouvoir vivre que de sang humain. Parmi les autres, les plus remarquables étoient Camille Desmou- Cam lins, un marquis de Saint-Huruge, et un américain appellé Fournier. J'ai parlé du Jour premier dans mon histoire de la conjuration de Robespierre. Le marquis de Saint-Huruge après avoir consumé son patrimoine dans la débauche, après avoir erré de prison en prison, avoit cherché un asyle en Angleterre contre ses créanciers et les tribunaux. Il accourut à Paris dès les premiers mouvemens qui annoncèrent une prochaine révolution; il vint s'aggréger à ces associations d'insensés qui dans un caffé du Palais-Royal régloient les destinées de la France. Son indigence le

laissa long-tems dans la foule, et quand il se fit remarquer, sa stupidité le rendit le jouet des sociétés où il se glissoit; mais le volume de sa voix qui égaloit le bruit du tonnerre, sa suffisance, son babil, l'épaisseur de sa taille, firent juger à ceux qui recrutoient pour d'Orléans, qu'il seroit propre à haranguer la foule. Ce fut là son emploi, et c'étoit le seul dont il put s'acquitter: dès qu'il falloit agir, il étoit de glace; à la plus légère apparence de danger, il fuyoit; un bâton levé le faisoit pâlir; il s'évanouissoit à la vue

d'une épée.

Fournier étoit un petit homme maigre, basanné, inquiet, mutin, flagorneur, aimant les aventures, le bruit, le désordre, ne s'échauffant jamais, parlant toujours d'un ton mielleux, sans esprit au reste, sans jugement. Il avoit long-tems langui dans les prisons de notre colonie de Saint-Domingue, et étoit venu depuis peu en France, par suite des procédures criminelles qu'il avoit essuyées outre-mer. N'ayant aucun principe fixe, ni de politique, ni de morale, il se fût vendu à un ministre comme il se vendit à d'Orléans, si un ministre eût pu l'appercevoir, ou si l'ayant apperçu il eût daigné l'acheter.

D'Orléans combina pour les provinces un plan d'insurrection semblable à celui qu'il avoit organisé pour la capitale. Partout il eut des chefs pour produire des émeutes. Ainsi à Cherbourg il avoit Dumou-

rice.

riez, et au Mans, Valence. Le premier Vale dans des mémoires qui portent son nom, a voulu se donner pour habile général, pour homme de bien, et pour l'ennemi de la maison de d'Orléans. Sur le premier article, je ne dirai pas comme bien des gens, que Dumouriez n'a ensoncé que des portes ouvertes; ce style épigrammatique n'est pas digne de l'histoire; elle doit attendre pour fixer la place de Dumouriez parmi les guerriers, que les événemens militaires auxquels

il a eu part soient mieux connus.

Sur le second article, il se condamne lui-même; car il convient avoir constamment joué un rôle qui n'étoit pas dans son cœur; or dans les dissensions civiles, les hommes à deux visages, sont les pires des hommes. Un seul trait suffira pour donner à connoître ce qu'il faut penser de la véracité de Dumouriez. Ne pouvant nier qu'il s'étoit coëffé du bonnet rouge dans la tribune des jacobins de Paris, dès qu'il eut été appellé au ministère de la guerre; il prétend que des circonstances qu'il ne pouvoit prévoir, l'avoientobligé de prendre cette hideuse coëffure; comme si aucune circonstance pouvoit déterminer le ministre d'un grand Empire à se respecter assez peu pour se revêtir de la livrée des mangeurs d'hommes.

De plus, les contemporains de Dumouriez n'ont pas oublié que long-tems avant cette scène, il étoit monté dans la tribune des jacobins de Lyon, ûo il avoit prononcé un discours qui n'étoit que le commentaire de cette phrase : je ne vois nullement qu'un roi soit nécessaire à la France : et une vérité bien frappante, c'est que Dumouriez est le premier françois qui ait prononcé crument cet arrêt contre la royauté. Que penser d'un homme qui avec les jacobins croyoit qu'un roi étoit inutile, et qui aujourd'hui, parce qu'il n'a plus nulle crainte des jacobins, et qu'il imagine que les partisans de la constitution qu'on nous a donnée en 1791, sont les plus forts, soutient qu'il a toujours tenu pour un roi constitutionnel.

Dans le tems où Dumouriez briguoit le ministère de la guerre, il prétendoit auprès de certaines gens, qu'il vouloit un roi tel que nous l'avions dans l'ancien régime. Quelle foi ajouter à un homme qui a cette versatilité dans les principes et le langage, et qui avoue lui-même avoir agi autrement

qu'il ne pensoit?

Quant à l'assertion, qu'il a toujours été l'ennemi de la maison d'Orléans, ce n'est pas ce que l'on disoit en 1789. A cette époque Dumouriez commandoit à Cherbourg; le fait est trop aisé à vérifier pour qu'il soit nécessaire de le prouver; j'ai de plus sous les yeux une lettre adressée à moimême, et signée Dumouriez, où le fait est ayoué,

avoué (1). Tout le monde dans ce tems-là regardoit comme certain que Dumouriez étoit à Cherbourg l'homme de d'Orléans. Attendre pour s'élever contre cette opinion universelle, qu'il n'y ait plus rien à espérer de d'Orléans, c'est attendre trop tard.

Tous ceux qui ont connu le feu comte Stinislas de Clermont-Tonnerre, savent qu'il eut à la vérité de grandes erreurs à se reprocher sur des matières importantes, mais que jamais le mensonge ne souilla ses lèvres. Voici ce qu'il déposa sous la foi du serment en présence de la justice (2).

« M. Mounier, lieutenant du corps royal du génie, m'a assuré que M. le maire de Cherbourg étoit en état et en disposition, s'il étoit interpellé, de donner des renseignemens exacts et appuyés sur des pièces, relativement aux alarmes données, et aux

⁽¹⁾ Toutes les pièces originales qui m'auront servi à composer cette histoire, seront déposées dans des mains où on pourra les compulser; mais je n'indiquerai le lieu du dépôt, que quand l'invention plus qu'asiatique des visites domiciliaires sera absolument passée de mode, et qu'il y aura sûreté que cet attentat contre la liberté publique et individuelle, ne pourra plus se renouveller.

⁽²⁾ Voyez procédure du Châtelet, imprimée chez Baudouin: deuxième partie, pag. 79 et 80.

faits à Cherbourg où commande M. Du-mouriez, ancien officier d'un des régimens de M. le duc d'Orléans, avant que les mouvemens hostiles qui ont décidé l'insurrection générale du royaume en juillet der-nier, aient pu y être connus ».

Il suit ce me semble, bien naturellement de cette déclaration du comte de Clermont. Tonnerre, que Dumouriez étoit un des agens que d'Orléans employoit à son œuvre d'insurrection. Aucun ouvrage n'a été plus répandu que celui où cette accusation, fortifiée de la religion du serment, fut consignée. Pourquoi Dumonriez lorsqu'il en eut connoissance, ne la repoussa-t-il pas? C'est qu'alors le public entier pensoit comme Clermont-Tonnerre, c'est qu'alors le duc d'Orléans vivoit. Au ourd'hui que nous sommes loin de l'événement, il croit que le souvenir s'en est effacé, et il ne craint plus de tomber dans la disgrâce de son patron.

Valence étoit fils du père du duc d'Or-léans, et de cette même madame de Montesson dont j'ai parlé dans le premier livre de cette histoire. Il avoit épousé la fille du marquis de Sillery, auquel il avoit voué, ainsi qu'au duc d'Orléans un dévonement sans bornes. Il commandoit dans la ville da Mans le régiment de Chartres, lorsque d'Orléans entreprit de soulever la France entière. Ambitieux et d'un esprit foible, il avoit bâti, sur les insinuations de son beau

père et les promesses de son bienfaiteur, un système gigantesque d'élévation. Persuadé que d'Orléans monteroit à la liente nance générale, ou à la régence, ou même peut-être plus haut, il se flattoit qu'alors sa naissance seroit légitimée, et qu'il jouiroit du titre et du rang de prince du sang.

Tous les hommes que d'Orléans débaucha dans les diverses classes de la société, se laissèrent prendre à un semblable piège. A ceux-là il donnoit de l'or, aux autres il promettoit un régiment, un gouvernement, une ambassade, une place dans le ministère. Mirabeau, lorsque la révolution commença, ne doutoit point qu'il ne fût bientôt premier ministre, et ce fut là le motif de l'ardeur avec laquelle il travailla à

amener un changement de dynastie.

Ayant ainsi combiné son plan de sédition générale, d'Orléans prit encore des mesures pourque dans l'exécution tout marchât avec harmonie. Pour que les mouvemens de la capitale fussent répétés le même jour dans toute la France, il s'assura de couriers sidèles, qui devoient aller prévenir les conjurés qu'il avoit dans les provinces, du genre de mouvement qui auroit lieu dans Paris, et de l'heure où il seroit produit. Quant à Paris même, il imagina un stratagême singulier et assez ingénieux, de donner le sigual d'une émeute. Il avoit fait construice des jetsd'eau de distance en distance, autour de ce bâtiment informe qu'on voit encore aujour-

d'hui au milieu du jardin de son palais. Les principaux chefs qu'il employoit à soulever le peuple, et qui recevoient directement de lui leurs ordres, devoient être attentifs au jeu de ces jets-d'eau. Si un seul jouoit, il désignoit par son rang parmi les autres, le quartier de Paris qu'il s'agissoit de soulever. Si tous ceux d'un côté alloient à la fois, c'étoit alors ou le quartier nord ou le quartier sud de Paris, qui devoit agir. Si tous-à-lafois jouoient, c'étoit alors le signal d'une insurrection générale. Par ce moyen il communiquoit ses ordres en un clin-d'œil; l'exécution arrivoit à l'heure même qu'il avoit fixée; il étoit dispensé de communiquer avec les subalternes, et il évitoit tous les dangers d'une correspondance écrite.

Un de ses premiers soins fut de travailler à affoiblir la popularité de Necker, afin de la prendre toute entière pour lui - même. Mirabeau qui consentoit à tout ce qui étoit extraordinaire, se chargea de cette tâche; elle n'étoit pas aisée à remplir, parce que Necker par son bienfait de la double représentation, combloit les espérances du tiersétat. N'importe; Mirabeau essaya de combattre ce dieu du jour. Il commença par répandre quelques pamphlets dans lesquels en parlant de cette double représentation, il ajoutoit perfidement: timeo Danaos et dona

ferentes.

Cette petite guerre n'étoit qu'un des passetems de d'Orléans; sa grande, sa journalière occupation étoit de continuer à épouvanter les parisiens, par le spectre de la famine, à les pousser au désespoir, et du désespoir à la rébellion. La cour commença à s'inquiéter des murmures qu'excitoient la disette et la mauvaise qualité du pain. D'Orléans pour ajouter à son effroi, sit couvrir les rues des fauxbourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau de placards qui menaçoient d'une sédition, si l'on ne diminuoit le prix du pain; et pour donner le change sur les véritables auteurs de ces désastres, il aposta sur le Pont-Neuf des hommes qui distribuoient aux passans un petit écrit intitulé : dénonciation au peuple. C'étoit une liste de plusieurs personnes en place, qu'on avoit intérêt de faire égorger, et qu'on accusoit de monopole. D'Orléans ne manqua pas de faire inscrire sur cette liste plusieurs magistrats qu'il choisit parmi ceux qui jouissoient d'une plus grande considération. Il devenoit de son intérêt d'abaisser ce corps pour l'empêcher de reprendre faveur auprès du peuple. peuple.

Ces menées et les calomnies que les écrivains Orléanistes répandirent contre la magistrature, réussirent si bien que le parlement lorsqu'il s'assembloit, ou qu'il paroissoit dans quelque solemnité, au lieu des applaudissemens qui auparavant éclatoient en sa présence, ne recevoit plus que des témoignages de mépris et de haines.

Dans plus d'une province, des magistrats furent non-seulement insultés, mais maltraités. Il se forma dans l'enceinte du Palais Royal une société qui prit le nom de Club des Enragés, et qui se mit en posses-sion de brûler avec des cérémonies burles-ques et avilissantes, les arrêts que les diverses cours souveraines rendoient, ou sur les excès dont elles avoient à se plaindre, ou sur les affaires publiques. Cette société, connue sous le nom de Club des Enragés, dit Syeyes (1), étoit nombreuse, répandue, active; elle a rendu, continue-t-il, des services réels, en répandant avec une généreuse profusion dans toutes les provinces, des pamphlets alors utiles. Et pour qu'on ne donté point des liaisons qui existoient entre d'Orléans et ces en agés qui inondoient les provinces de pamphlets, il ajoute ingénieusement, deux pages plus loin : pour ba-lancer le dangéreux crédit des princes, ils firent usage du nom de l'ex-duc d'Orleans.

La famine cependant faisoit des progrès; les murmures du peuple prenoient un caractère allarmant. La faction d'Orléans chercha si elle ne pouvoit pas tourner contre Necker lui-même l'accusation de monopole. Mirabeau et Syeyes parloient ouvertement

⁽¹⁾ Notice sur la vie de Syeyes, pag. 20.

contre ce ministre. Le premier continuoit à lui lancer des sarcasmes dans des pamphlets; le second témoigna dans un écrit intitulé: Qu'est-ce que le tiers-état, et qui eut une grande vogue, qu'il ne pensoit pas avantageusement du directeur des finances.

Les boulangers que le petit peuple inena-

çoit d'un pillage, commencèrent à prendre de l'humeur; ils firent grand bruit; ils annoncèrent hautement qu'ils connoissoient la véritable cause de la disette, et qu'ils alloient la révéler. Ils se mirent en devoir de tenir parole. Ils cherchèrent un avocat qui leur rédigcât une dénonciation qu'ils se proposoient de présenter au parlement. Il est assez vraisemblable qu'ils indiquoient le premier prince du sang comme le chef de l'accaparement; il est certain du moins que personne n'osa accueillir leurs plaintes. Enfin un chevalier de Rutleidge se chargea de leur dresser une requête; il ne manquoit pas d'esprit, mais malheureusement c'étoit nn misérable aventurier, qu'on n'avoit conna jusqu'alors que par des impertinences et des folies. De sorte que sa signature décrioit plus qu'elle ne fortifioit la plainte des boulungers. Il se conduisit cependant d'abord avec quelque prudence : il leur composa un mémoire où il ne leva qu'une partie du ridean.

Les boulangers présentèrent ce mémoire au parlement. Bien loin d'être accueillis, ils reçurent une mercuriale qui leur fut pro-

P 4

noncée au parquet par le procureur-géné-ral, et au parlement par d'Eprémesnil. Ils jettèrent alors les hauts cris, s'emportèrent en imprécations contre les magistrats, et présentèrent leur mémoire à Necker. Celuici les accueillit avec bonté, les paya par des défaites, et finit par ne leur donner aucune satisfaction. Ils revinrent à la charge, et lui présentèrent un second mémoire. Necker après les avoir exhortés à la paix, les renvoya à Valdec de Lessart, maître des requêtes et membre du comité pour les affaires d'administration. De Lessart temporisa, tergiversa, et finit par les éconduire honnêtement. Ils firent alors imprimer ces deux mémoires, et en présentèrent à Necker un troisième manuscrit. Celui-ci n'a jamais vu le jour; l'opinion générale est que d'Orléans y est désigné comme le chef des mono-poleurs qui affamoient le royaume.

Quelques jours après que ce troisième mémoire eût été présenté, le syndic des boulangers, dont il étoit l'ouvrage, et qui seul l'avoit signé, fut attaqué un soir en rentrant chez lui, par des scélérats armés de gros bâtons. Ils le renversèrent par terre, et le frappèrent jusqu'à ce qu'ils le crussent mort; il fut heureusement secouru à tems, et transporté chez lui où aucune de ses blessures ne se trouva mortelle. Cette aventure causa une grande rumeur, et effraya singulièrement tous ceux qui étoient tentés de penétrer ce mystère de l'accaparement.

D'Orléans coupable de ce forfait ne manqua pas de faire crier par les calomniateurs qu'il soldoit, que c'étoit des émissaires du parlement, de la police et de la quir qui avoient assassiné ce malheureux syndic, et le peuple qui ne sait, et ne veut rien approfondir, crut encore ce conte.

L'abbé Lecoigneux qui se croyoit toujours le confident de d'Orléans, et qui
n'étoit plus initié aux secrets du prince,
crut le servir en dénonçant à sa compagnie
le directeur des finances. Il représenta au
parlement, qu'étant notoire que le trésor
royal se trouvoit dans un état complet de pénurie, et que la cour ne retranchoit rien
de ses dépenses accoutumées, il falloit en
conclure que Necker faisoit face à tout avec
ce qu'il gagnoit sur le monopole des grains.
Il demanda en conséquence que la conduite
du ministre fût examinée. Le parlement
pour ne pas accroître sans doute la fermentation, ne fit point droit à sa dénonciation.

Lecoigneux croyant que la popularité de Necker étoit le seul motif qui faisoit craindre au parlement d'attaquer ce ministre, présenta à sa compagnie un autre homme qu'on pût battre impunément. Il dénonça Laborde de Méréville, alors garde du trésor royal; toujours se fondant sur l'assertion que le trésor royal n'étoit alimenté qu'avec les gains que la cour faisoit sur le commerce des bleds. La chaleur qu'il mit

dans cette affaire auroit pu la conduire loin, mais il ne savoit pas que Laborde étoit aussi un des amis intimes du duc d'Orléans; on se hâta de le lui apprendre, et de lui notifier que le prince avoit de fortes raisons pour que l'on ne troublât point le repos du garde du trésor royal. Lecoigneux retira alors sa dénonciation et se tut.

D'autres jeunes conseillers du partide Lecoigneux, emportés par le désir de compromettre la cour, se mirent sur les rangs, et importune ent le parlement, jusqu'à ce qu'ils en eussent obtenu qu'il prit connoissance du manége qui se faisoit sur les bleds. Le parlement cédant à leurs importunités, manda avec éclat à sa barre, les meûniers de Corbeil. Cette citation rendit tous les esprits attentifs; on crut qu'on alloit avoir le grand secret des monopoleurs. On n'eut rien; les meûniers furent interrogés comme des criminels, et l'interrogatoire se termina par un arrêt qui remit la délibération à huitaine. L'arrêt ne fut point exécuté, et la délibération n'a jamais en lieu. Ainsi dans cette malheurense affaire des grains, chaque fois qu'on étoit prêt à tenir le fil de la trame, on perdoit courage, on craignoit d'en trop savoir.

Cette conduite du parlement l'exposa plus que jamais aux calomnies de d'Orléans. Les libellistes du prince publièrent que si cette compagnie ne donnoit aucune suite, ni à la dénonciation des boulangers, ni à celle de Lecoigneux, ni aux révélations des meûniers de Corbeil, c'est que la plupart de ses membres étoient auteurs du projet

de famine qui s'exécutoit.

De tous les reproches qui ont été faits au parlement de Paris dans ces derniers tems, le seul mérité peut-être, c'est de n'avoir pas mieux conduit cette affaire de l'accaparement des grains. Il falloit la pousser avec vigueur; il falloit porter le flambeau de la justice dans ces ténèbres qui enveloppoient les monopoleurs; la marche des procédures criminelles conduisoit jusqu'à d'Orléans; leur publicité faisoit évanouir le charme qu'il avoit jetté sur le peuple; un décret de prise de corps contre ce prince sauvoit la France.

Il y a plus, et puisque le jour de toutes les révélations est arrivé, il faut le dire: plusieurs magistrats du parlement avoient acquis une connoissance parfaite du nœud et de l'auteur de cette intrigne; mais la crainte des veugeances de d'Orléans, le désir de ne point augmenter les troubles, ce sentiment secret et tyrannique qui nous porte à mettre au dessus de tout, notre repos, notre vie, nos propriétés, sentiment qu'on ne s'avoue pas toujours, mais qu'on n'arrache jamais du fond du cœnr; voilà ce qui porta ces magistrats à attendre du temps qui porta ces magistrats à attendre du temps seul, ce que le temps n'a jamais amené, et ce qu'il ne falloitattendre que de ses devoirs et du glaive de la justice. Lorsque des troubles s'élèvent, la pusillanimité dans les hommes en place, double la force et l'énergie des factieux.

On a vu par les détails qui ont fait la matière de ce quatrième livre, que l'horrible trame qu'avoit ourdie d'Orléans, et que la disposition où se trouvoient ceux qui auroient pu lui arracher son masque, le laissoient maître de continuer impunément le cours de ses vengeances et de ses assassinats; aussi le nombre de ses forfaits est-il incalculable, et rien n'est plus effrayant que la facilité avec laquelle il les a commis. Le ciel lui seul a pu l'arrêter dans cette carrière. Parmi ces forfaits, il en est de cachés qui ne seront jamais connus. Parmi les autres, je me borne, pour ne pas multiplier les volumes, à ceux qui se lient plus particulièrement au double but de sa conjuration. Il ne faut pas oublier qu'il se proposoit l'assassinat du roi et de la famille royale et sa propre élévation sur le trône. Ce second désir étoit subordonné au premier; car la vengeance avoit encore plus de prise que l'ambition sur le cœur de cet exécrable conspirateur.

Fin du Livre quatrième.

HISTOIRE

DE LA

CONJURATION

DE

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH D'ORLÉANS,

SURNOMMÉ É GALITÉ.

LIVRE CINQUIEME.

Louis XVI se rapproche du duc d'Orléans. Nouveaux efforts de celui-ci, pour accroître sa popularité. Ses menées et ses succès parmi les électeurs, et ensuite parmi les députés de la Noblesse. La cour rompt de nouveau avec lui. Dernier cri des princes du sang. Scène de carnage commandée par d'Orléans. Soupçons qui s'elèvent contre lui. Intrigues pour affamer la ville de Paris. Nouvelle conspiration de d'Orléans.

L ne pouvoit pas se faire que les menées de d'Orléans fussent toutes inconnues à la cour; mais tel étoit le mépris qu'on conti-nuoit à lui porter, qu'il ne venoit pas même à l'idée qu'il pût jamais rien tenter de funeste à la famille royale. Cependant Necker, qui savoit à merveille qu'il dépendoit du prince de priver en un instant la nation entière, de l'aliment de première nécessité, crut devoir tenter de le fléchir. Il engagea le roi à se rapprocher du duc d'Orléans, et à lui faire de telles offres, que l'attente de leur accomplissement le mît dans la nécessité d'accorder tout ce qu'on désireroit de lui. Louis XVI déféra à ce conseil; il offrit à d'Orléans de resserrer les nœuds de l'alliance qui étoit entr'eux. En conséquence de cette offre, la princesse, fille du duc d'Orléans, qui n'avoit pas encore alors at-teint sa douzième année, auroit épousé le duc d'Angoulême fils aîné du comte d'Artois; le jeune prince étoit dans sa quator-zième année. Le duc d'Orléans parut accep-ter avec joie cette proposition. On étoit alors au mois de mars 1788 : on convint que le mariage seroit célébré au commencement du mois de septembre suivant ; qu'inconti-nent après la célébration, la princesse se retireroit au couvent de Belle-Chasse, et que ce ne seroit que lorsqu'elle auroit atteint sa quinzième ou seizième année, que la réunion des deux époux se feroit. D'Orléans s'engagea à assurer, le jour du ma-riage, 400 mille liv. de rente à sa fille; et le jour de la réunion, 600 autres mille livres de rente, indépendamment d'un partage dans sa succession.

Louis XVI promit de plus de négocier avec le roi de Naples, un mariage entre le duc de Chartres, fils aîné du duc d'Orléans, qui avoit alors atteint sa quinzième année, et une des princesses de Naples. Louis fit entendre qu'aux termes où il en étoit avec le roi des deux Siciles, il pouvoit assurer d'avance, que ce second mariage auroit lieu.

Rien en apparence ne sembloit plus avantageux pour le duc d'Orléans; et il est à croire que si cette double alliance se fût en effet contractée, la branche d'Orléans, en se réunissant à deux maisons souveraines, eût confondu ses intérêts avec ceux de ces deux maisons. Les divers partis qui s'élevèrent avec les états-généraux eussent perdu tout espoir de trouver un chef parmilles Bourbons.

Les témoignages de consiance et de bonté dont Louis dans cette occasion, accabla d'Orléans, ne purent enchaîner ce tigre. La réflexion le rendit indifférent aux avantages qui lui étoient présentés. Croyant avoir dejà amené les choses au point que la couronne ne pouvoit lui échapper, il se dit à lui-même qu'être roi, c'étoit être tout; et que quand il seroit assis sur le trône, il auroit le choix des plus brillantes alliances.

Il en revint donc à ses détestables projets, et continua à s'enfoncer dans le crime, sans s'inquiéter des paroles qu'il avoit données au roi.

Toute la France étoit en mouvement pour l'élection de ses députés aux états-généraux. D'Orléans prit cet instant où l'on alloit se réunir en assemblées primaires, pour fixer sur lui, plus qu'il n'avoit encore fait, les yeux du tiers état. Il envoya dans tous ses bailliages, des ordres à ses officiers, pour qu'on eût à y traiter dans les assemblées, le troisième-ordre avec considération, et le petit peuple avec les plus grands égards. Il fit de plus une chose qui lui valut les bénédictions et l'amour des gens de la campagne. Il annonça qu'il renonçoit dans toute l'étendue de ses domaines, à ses capitaineries; et qu'ainsi chacun pouvoit se mettre en possession du droit de chasser sur son terrein. Cet abandon d'un privilège dont les princes et les grands propriétaires se montroient en général fort jaloux; la certitude de ne plus voir son champ désolé par le gibier, causèrent sur toutes les terres de la dépendance du prince, une joie qui alla jusqu'à l'ivresse.

Il ne s'en tint pas là: il fonda dans ses appanages, des académies, des hospices, et répandit par-tout quelques libéralités que les journalistes ensuite grossirent. Mais ce qui acheva de lui gagner les cœurs de la

multitude

multitude, ce fut un écrit qui porta son nom, et qui paroissoit être un témoignage non équivoque de la sincérité de son dévoucment pour le tiers-état., Cet écrit étoit un plan d'instructions à remettre aux députés que ses bailliages enverroient aux étatsgénéraux. Il y prescrivoit de demander tout ce qui dans le moment, faisoit l'objet des vœux du troisième ordre : la répartition égale des impôts, la suppression des capiégale des impôts, la suppression des capi-taineries, de tout privilège pécuniaire, le retour périodique des assemblees nationales, et autres semblables articles. Parmi ces articles, il y en eut un sur-tout qui parut fort extraordinaire, parce que les esprits n'avoient point été prépares à recevoir cette nouveauté. Il s'y agissoit de porter les étatsgénéraux à introduire en France le divorce. La religion catholique étoità cette époque, la religion dominante en France; et chacun sait que l'indissolubilité du lien sacré du mariage, est un point de la croyance des catholiques; aussi dans aucun des états où leur religion domine, le divorce n'est admis. Annoncer donc le désir de l'introduire parmi nous, c'étoit annoncer l'intention d'innover dans la religion.

Les personnes seusées regardèrent cet auticle comme une extravagance digne seulement de pitié, et aucun catholique ne daigna s'arrêter à le combatrre. Mais ce n'étoit point là une folie, et le prince raisonnoit consé-

Tome I. Q

quemment avec lui-même; il donnoit à entendre de quel parti il se rangeroit s'il parvenoit à l'autorité suprême. Les calvinistes ne se trompèrent point sur ses véritables vues; aussi ne dissimulèrent-ils point la joie que leur donnoit l'espoir qu'ils concevoient d'un tel article. On tira des milliers d'exemplaires de ces instructions, on en inonda la capitale et les provinces; on en fit dans tous les journaux un éloge emphatique. C'étoit une véritable frénésie. Le prince ne pouvoit plus paroître en public qu'on ne fit ret ntir l'air de ses louanges. Jamais la présence de Titus, jamais celle de Henri IV n'excita de tels transports. S'étant montré à la comédie Italienne quelques jours après la publicité de cet écrit, il n'y eut jamais moyen de continuer le spectacle, parce que les applaudissemens ne discontinucient pas. Acteurs, spectateurs, tous étoient ivres d'idolâtrie; la même scène se répéta avec les mêmes caractères de délire, à une promenade que les Parisiens faisoient à Long-Champs pendant la semaine sainte. D'Orléans s'y étant présenté accompagné de toute sa famille, à l'adoration de la foule, il la vit se presser sur son passage, se prosterner à ses pieds et le combler de bénédictions.

Avec un peu de réflexion cependant, et indépendamment du blâme que méritoit en elle-même l'introduction du divorce parmi des catholiques, il eût dû paroître souverai-

nement indécent qu'un Prince, à qui les vertus et les grâces de son épouse ne devoient laisser aucun regret sur la durée de l'union qu'il avoit contractée avec elle, eût osé émettre un semblable vœu. Chacun attribua à Syeyes la rédaction de cet écrit, parce que chacun crut y reconnoître son style et ses principes; et c'étoit encore une indécente bisarrerie qu'un tel article fût l'ouvrage d'un prêtre de l'église romaine. Syeyes depuis la mort de d'Orléans, a désavoué cet écrit; il a assuré n'y avoir eu aucune part : cette assertion eût eu plus de force, si elle fût arrivée du vivant du prince, et au moment même où tout le public lui attribuoit cette production. D'Orléans en l'envoyant à ses bailliages, l'accompagna de l'ouvrage qui avoit pour titre : qu'est-ce que le tiers-état? Je remarquerai en passant que le prince désavoué aujourd'hui par Syeyes, faisoit profession ouverte d'une profonde estime pour celui-ei: dans un écrit dont j'aurai occasion de parler (1), il lui donne la louange hyperbolique d'étrele plus fort de nos publicistes.

Il n'étoit pas possible que d'Orléans, faisant avec tant d'éclat tout ce qu'il croyoit propre à convaincre la nation qu'il ne dési-

⁽¹⁾ Exposé de la conduite de M. le duc d'Orléaus.

roit que le bien public, ne fût pas remarqué des assemblées bailliagères. Deux bailliages le nommèrent leur député; il accepta la députation de Villers-Cotterets. Tout ce semble, devoit finir là à son égard. Nommé député, et ayant souscrit à sa nomination, il n'avoit plus aucune part à prendre aux mouvemens qui se faisoient pour les élections. Il ne s'en jetta pas moins dans l'assemblée de la noblesse de Paris, à qui on avoit désigné l'église de l'oratoire pour lieu de ses séances. Il n'y perdit pas son tems; ses caresses, son affabilité, ses promesses lui firent des créatures, et il inspira à l'assemblée entière une telle confiance, qu'elle le nomma électeur.

Dans l'assemblée électorale, les menées de d'Orléans eurent encore plus de succès; il dirigea si bien les suffrages, qu'ils ne tombèrent que sur des gentilshommes qu'il avoit auparavant ou entièrement rangés de son parti, ou du moins détachés de celui de la cour. Les députés de la noblesse furent le comte de Clermont-Tonnerre, le comte de Lally-Tollendal, le duc de la Rochefoucault, le marquis de Montesquiou, le comte de Rochechouart, le comte de Lusignan, Duport, conseiller au parlement, Dionis du Séjour, aussi conseiller au parlement, l'epelletier de Saint-Fargeau, président à mortier, et le marquis de Mirepoix.

De ces dix gentilshommes, le dernier scu-

lement resta attaché à la cause du royalisme, les huit premiers précédèrent aux états-généraux les déserteurs de leur ordre ; ils se réunirent aux communes avant même d'Orléans, tant ils étoient empressés de tenir les engagemens qu'ils avoient pris avec lui. Clermont - Tonnerre et Lally-Tollendal ne tardèrent pas à avoir du regret de cette dé-marche, et à abandonner la faction du prince; mais ils lui appartinrent pendant la durée de l'assemblée électorale, et jusqu'au 22 Juillet 1789. La Rochefoncault, Roche-chouart, Lusignan, Dionis du Séjour, votèrent constamment pendant toute la tenue de la première assemblée nationale, commo votoit le parti d'Orléans. Montesquiou se jetta sans ménagement dans les intérêts du prince, et Saint-Fargeau lui resta fidèle jusqu'au dernier moment de sa vie.

Une bisarrerie qui prouve combien la majorité des électeurs gentilshommes étoit servilement dévouée à d'Orléans, c'est qu'ils le nommèrent leur représentant aux étatsgénéraux, quoiqu'il eût été déja nommé par deux bailliages, quoiqu'il eût accepté une des deux députations. C'étoit là une flagornerie d'une impudeur révoltante. D'Orleans les remercia, et ne pouvant en effet accepter une double députation, il refusa celle

de la noblesse de Paris.

La cour à la vue du crédit qu'acqueroit journellement d'Orléans, sembla se réveiller de sa léthargie, et craindre l'influence qu'il

Q 3

auroit dans les états-généraux. Il étoit naturel que pour balancer cette influence, elle introduisît les autres princes du sang dans la première assemblée nationale. Il n'en fut point ainsi : par une conduite qu'il est difficile d'expliquer, le roi leur témoigna qu'il auroit du déplaisir à les voir au nombre des députés, et ils obéirent. De cette manière le champ resta libre au duc d'Orléans. Le comte d'Artois, par tous les moyens qu'il avoit de se faire un grand nombre de partisans, auroit pu dans cette première assemblée nationale, entraver la marche séditieuse de d'Orléans. La noblesse du pays d'Albret le nomma son représentant. Il refusa ce témoignage de confiance par des motifs qu'il crut devoir tenir secrets. On ne les trouva du moins pas dans la lettre qu'il écrivit pour annoncer son refus à la chambre de la noblesse, lorsque cette chambre fut formée. Voici cette lettre qui fut adressée au président de la chambre.

« Je vous prie, monsieur, de faire part à la chambre de la noblesse que j'ai reçu par M. le baron de Batz, Sénéchal du duché d'Albret, l'offre de la députation de la Sénéchaussée de Tartas. Elle m'a été offerte de la manière la plus flutteuse et la plus honorable, et je n'oublierai jamais la sensible reconnoissance que je dois à cette marque d'estime et de confiance. Je vous prie encore, monsieur, de vouloir bien exprimer à la

ois.

chambre de la noblesse, qu'un descendant de Henri IV sera toujours honoré de se trouver parmi les gentilshommes François. As-surez-les que mon désir le plus ardent eût été de siéger avec eux et de partager leurs délibérations, sur-tout dans une circonstance aussi importante. Mais chargez-vous en, même-tems de déposer dans le sein de la chambre les regrets aussi sensibles que sincères que j'épronve d'être forcément obligé; par des considérations particulières, de ne pas accepter cette députation. Il m'eût été bien doux de connoître, de mieux apprécier encore, s'il est possible, les sentimens qui distinguent la noblesse Françoise; mais, monsieur, certifiez en mon nom à toute la chambre que forcé de renoncer en ce moment à l'espoir d'être un de ses membres, elle peut compter qu'elle trouvera toujours en moi les mêmes sentimens que je n'ai jamais cessé de démontrer et que le conser mais cessé de démontrer et que je conser-verai éternellement. Je profite avec empressement de cette occasion pour vous témoigner, monsieur, mes sentimens et une parfaite estime. Votre affectionné ami. Signé, CHARLES-PHILIPPE.

Le comte de Montboissier à la tête de plus de quarante gentilshommes, se rendit chez le comte d'Artois, non pas pour l'engager à révoquer son refus, mais uniquement pour lui présenter les respects de la chambre de la noblesse, et ses regrets de ne l'avoir

Q 4

pas dans son sein. Le prince fit au comte de

Monthoissier la réponse suivante.

« Monsieur, j'essayerois en vain de vous exprimer toute la reconnoissance que m'inspire la démarche honorable pour moi dont la chambre de la noblesse vous a chargé, et les regrets qu'elle veut bien éprouver. Ils augmenteroient ceux que ressent mon cœur, si cela étoit possible. Mais, monsieur, veuillez bien parler encore en mon nom à la chambre, et lui donner la ferme et certaine assurance que le sang de mon aïeul lui a été transmis dans toute sa pureté, et que tant qu'il m'en restera une goute dans les veines, je saurai prouver à l'univers entier que je suis digne d'être né gentilhomme François ».

On voit sans doute briller dans cette réciprocité d'égards entre le comte d'Artois et la noblesse, toute l'urbanité qui faisoit autrefois le caractère de notre nation; mais dans les grandes affaires d'état, il faudroit peut-être moins donner à l'affabilité, et plus

à la politique.

Le duc d'Orléans se trouva ainsi aux étatsgénéraux sans concurrent qui pût faire contre-poids aux ressources qu'il trouvoit en luimême; et ceux qui avoient un plus puissant intérêt à le tenir dans cet éloignement du trône que lui marquoit sa naissance, sembloient au contraire travailler d'eux-mêmes à lui en applanir le chemin.

Le seul effet que produisirent les soup-

cons que la cour commençoit à concevoir sur ses vues ultérieures, fut de lui faire perdre irrevocablement la bienveillance du roi. On lui notifia qu'il ne devoit plus penser au double mariage de sa fille avec le duc d'Angoulême, et de son fils aîné avec une princesse de Naples. Le comte d'Artois de plus, rompit entièrement avec lui. Dès ce moment, la haine de d'Orléans se changea en fureur; il jura de nouveau de n'épargneraucun forfait pour assouvir sa rage. Le désir de la ven-geance, le délire de l'ambition, achevèrent de dépouiller son ame de tout sentiment hu-main; il ne s'y trouva plus que l'instinct

du tigre.

Depuis cette époque, les calomniateurs à ses gages redoublèrent d'effronterie. La reine qui n'avoit encore été outragée que dans des écrits, le fut de vive voix publique. ment dans le parc de Saint Cloud, et quelques jours après à la comédie italienne. Les pamphlets se multiplièrent, et jamais la licence la plus effrénée de la presse n'en avoit fait éclore d'aussi insolens. Je ne puis me refuser à citer ici un de ces écrits, pour donner une idée et du zèle avec lequel on prêchoit déja dès lors l'assassinat, et de la sollicitude avec laquelle on travail oit à dépopulariser tant les hommes dont on croyoit n'avoir plus besoin, que ceux qu'on supposoit devoir être contraires aux vues de d'Orléans.

L'écrit dont je parle (1) contenoit en toutes lettres cet infernal et sacrilége souhait. per evangelica dicta deleantur carrifices magistratus et nobilitas. Amen. On voit dans ce peu de mots un des points du système Orléaniste. Dès que la magistrature et la noblesse n'étoient plus nécessaires, et pouvoient nuire à l'exécution de ses desseins, il entroit dans son plan et de les décrier, et de les envelopper dans un massacre général. Je rapporterai encore de cet ouvrage le passage suivant.

autres provinces à parlemens, doivent bien, se tenir sur leurs gardes, et surveiller sans cesse les démarches des robins et des ignobles. On doit affermir le roi et son ministre dans leurs louables projets, par un dévouement et une reconnoissance sans bornes: on doit hair et méprisor bien profondément tous les Conti, les le Noir (2), les Cogneux (3), les

⁽¹⁾ Il étoit intitulé: La Passion, la Mort et la Résurrection du peuple, imprimé à Jérusalem.

⁽²⁾ Ancien Lieutenant de Police.

⁽³⁾ Ce même Lecogneux conseiller au parlement, qui avoit si bien servi d'Orléans, mais qui maintenant lui devenoit inutile, et contre lequel on n'appelleit les assassins que parce qu'il en savoit peut-être trop sur les projets du prince. Au reste Lecogneux mourut quelque temps après l'ouverture des états-généraux.

Fréteau (1), et les Barrabas d'Eprémesnil du monde. Les citoyens de Nantes, de Rennes, de Besançon, méritent d'être déclarés traîtres à la patrie, s'ils n'exterminent leurs assassins et les esclaves de ces lâches, en brûlant sans délai, dans une place publique, toute la robinaille sacrilége et la noblesse insolente... Au nom de Louis XVI, du comte de Provence et de Necker, ainsi soit-il. »

L'insouciance du gouvernement sur le mal que devoient engendrer de tels écrits, est une des raisons qui a fait croire à une partie de la génération actuelle, que Necker dans les premiers tems de la révolution, étoit Orléaniste. Ce qui a confirmé cette opinion, c'est qu'en même tems qu'il laissoit répandre les calomnies les plus incendiaires contre la famille royale, le clergé, la noblesse, les parlemens, il sévissoit avec beaucoup de sollicitude contre ceux qui l'attaquoient personnellement. J'ai donné dans un autre écrit la liste de tous les ouvrages qu'il proscrivit à cette époque, et dont il fit arrêter les auteurs. Dans ces ouvrages il n'étoit absolument question que de sa personne, ou de son administration.

Le parlement condamna et fit brûler l'in-

⁽¹⁾ Conseiller au parlement; il avoit une grande réputation de piété; voilà pourquoi on le craignoit. Il prouva dans la suite aux complices de d'Orléans, qu'ils s'étoient étrangement trompés sur son compte.

fâme brochure dont je viens de parler. Ce genre de punition, impuissant depuis plus d'un demi-siècle, n'attira dans cette occasion au parlement, que des sarcasmes et un accroissement de haine. On étoit alors au tems du carême. Dès que l'arrêt eut été exécuté, les rues se remplirent de gens qui crioient comme des énergumènes : arrêt du parlement qui condamne à être brûlées, la passion, la mort, la résurrection. On trouva cette manière de promulguer l'arrêt tout-à-fait plaisante, et les royalistes eux-mêmes en rirent.

La chose cependant ne pouvoit être plus sérieuse pour eux. Les princes du sang, soit qu'ils dédaignassent de croire aux projets de d'Orléans, soit qu'ils pensassent devoir dissimuler l'opinion qu'ils en avoient, soit enfin qu'ils le jugeassent en effet incapable de concevoir, et encore moins d'éxécuter les idées qu'il nourrissoit, ne virent dans le bouleversement qui s'avançoit, que le péril de la monarchie; ils poussèrent en sa faveur un dernier cri, et déposèrent leurs allarmes dans le sein du roi. Ils signèrent et lui remirent un écrit qui a été le dernier de ce genre. Je le place ici pour qu'on puisse juger si les craintes des princes etoient fondées, et si leurs prédictions ont été accomplies.

« Sire, une révolution se prépare dans les principes du gouvernement, elle est amenée par la fermentation des esprits. Des institutions réputées sacrées, et par lesquelles cette monarchie a prospéré pendant tant de siècles, sont converties en questions problématiques, on même décriées comme des

injustices.

Les écrits qui ont paru pendant l'assemblée des Notables, les mémoires qui ont été remis aux princes soussignés, les demandes formées par des provinces, villes ou corps; l'objet et le style de ces demandes et de ces mémoires, toutannouce, tout prouve un système d'insubordination raisonné, et le mépris des loix de l'état. Tout autour s'érige en législateur; l'éloquence ou l'art d'écrire, même dépourvu d'études, de connoissances et d'expérience, semblent des titres suffisans pour régler la constitution des empires : quiconque avance une proposition hardie, quiconque propose de changer les loix, est sûr d'avoir des lecteurs et des sectateurs.

» Tel est le malheureux progrès de cette effervescence, que les opinions qui auroient paru il y a quelque tems, les plus repréhensibles, paroissent aujourd'hui raisonnables et justes, et ce dont s'indignent aujourd'hui les gens de bien, passera dans quelque tems peut-être, pour régulier et légitime. Qui peut dire où s'arrêtera la témerité des opinions? Les droits du trône ont été mis en question; les droits des deux ordres de l'état divisent les opinions; bientôt les droits de la propriété seront attaqués; l'inégalité des fortunes sera présentée comme un objet de réforme; déja on a proposé la

suppression des droits féodaux, comme l'abolition d'un systême d'oppression, reste de la barbarie.

» C'est de ces nouveaux systêmes, c'est du projet de changer les droits et les loix, qu'est sortie la prétention qu'ont annoncée quelques corps du tiers-état d'obtenir pour cet ordre, deux suffrages aux états-généraux, tandis que chacun des deux premiers ordres

continueroit à n'en avoir qu'un seul.

» Les princes soussignés ne répèteront pas ce qu'ont exposé plusieurs bureaux, l'injustice et le danger d'une innovation dans la composition des états-généraux, ou dans la forme de les convoquer; la foule des prétentions qui en résulteroient; la facilité, si les voix étoient comptées par tête et sans distinction d'ordres, de compromettre par la séduction de quelques membres du tiersétat, les intérêts de cet ordre mieux défendus dans la constitution actuelle; la destruction de l'équilibre si sagement établi entre les trois ordres, et de leur indépendance respective.

» Il a été exposé à votre majesté combien il est important de conserver la scule forme des états-généraux qui soit constitutionnelle, la forme consacrée par les loix et les usages, la distinction des ordres, le droit de délibérer séparément, l'égalité des voix, ces bases inaltérables de la monarchie françoise.

» On n'a point dissimulé à votre majesté que changer la forme des lettres de convo-

cation pour le tiers-état seul, et appeller aux états-généraux deux députés de cet ordre, même en ne leur donnant qu'une voix comme par le passé, seroit un moyen médiat et détourné d'accueillir la prétention du tiers-état, qui averti par ce premier succès, ne seroit pas disposé à se contenter d'une concession sans objet et sans intérêt réel, tant que le nombre des députés seroit augmenté, sans que le nombre des suffrages fût changé ».

Votre majesté a avssi pu reconnoître que la réunion de deux députés pour former un suffrage, peut par la diversité de leurs opinions, opérer la caducité de leurs voix, et que si la voix caduque est réputée négative, suivant l'usage admis dans les délibérations de divers corps, c'est augmenter les moyens de résistance contre les demandes du gou-

vernement.

» Ces principes ont été développés, et leur démonstration semble portée au dernier dégré d'évidence. Il ne reste aux princes soussignés qu'à y joindre l'expression des sentimens que leur inspire leur attachement

à l'état et à votre majesté.

» Ils ne peuvent dissimuler l'effroi que leur inspireroit pour l'état, le succès des prétentions du tiers-état, et les funestes conséquences de la révolution proposée dans la constitution des états : ils y découvrent un triste avenir ; ils y voient chaque roi changeant suivant ses vues ou ses affections, le droit de la nation: un roi superstitieux don nant au clergé plusieurs suffrages, les prodiguant à la nobjesse qui l'aura suivi dans les combats; le tiers-état qui dans ce moment, auroit obtenu une supériorité de suffrages, puni de ses succès par ces variations: chaque ordre, suivant le tems, oppressear ou opprimé; la constitution corrompue et vacillante; la nation toujours divisée, et dès

lors toujours foible et malheureuse.

» Mais il est encore des malheurs plus instans. Dans un royaume où depuis si longtems, il n'a point existé de dissentions civiles, on ne prononce qu'avec regret le nom de scission: il faudroit pourtant s'attendre à cet évènement, si les droits des deux premiers ordres éproavoient quelqu'altération. Alors l'un de ces ordres, ou tous les deux peut-être, pourroient méconnoître les étatsgénéraux, et refuser de confirmer eux-mêmes leur dégradation en comparoissant à l'assemblée.

» Qui peut douter du moins qu'on ne vît un grand nombre de gentilshommes attaquer la legalité des états-genéraux, faire des protestations, les faire enregistrer dans les parlemens, les sign'fier même à l'assemblée des états? Dès lors aux yeux d'une partie de la nation, ce qui seroit arrêté dans cette assemblée n'auroit plus la force d'un vœu national; et quelle confiance n'obtiendroient pas dans l'esprit des peuples des protestations qui tendroient à les dispenser du paiement des impôts impôts consentis dans les états? Ainsi cette assemblée si desirée et si nécessaire, ne seroit qu'une source de troubles et de désordres.

- » Mais quand même votre majesté n'éprouveroit aucun obstacle à l'exécution de ses volontés, son ame noble, juste et sénsible pourroit-elle se déterminer à sacrifier, à humilier cette brave, antique et respectable noblesse, qui a versé tant de sang pour la patrie et pour les rois, qui plaça Hugues Capet sur le trône, qui arracha le sceptre de la main des Anglois, pour le rendre à Charles VII, et qui sut affermir la couronne sur la tête de l'auteur de la branche régnante? En parlant pour la noblesse, les princes de votre sang parlent pour eux-mêmes; ils ne peuvent oublier qu'ils font partie du corps de la noblesse, qu'ils n'eu doivent point être distingués; que leur premier titre est d'être gentilshommes: Henri IV l'a dit, et ilsaiment à répéter les expressions de ces nobles sentimens.
- » Que le tiers-état cesse donc d'attaquer les droits des deux premiers ordres; droits qui non moins anciens que la monarchie, doivent être aussi inaltérables que sa constitution; qu'il se borne à solliciter la diminution des impôts dont il peut être surchargé; alors les deux premiers ordres reconnoissant dans le troisième des concitoyens qui leur sont chers, pourront, par la générosité de leurs sentimens, renoncer aux prérogatives Tome I.

qui ont pour objet un intérêt pécuniaire, et consentir à supporter dans la plus parfaite égalité, les charges publiques. Les princes soussignés demandent à donner l'exemple de tous les sacrifices qui pourront contribuer au bien de l'état, et à cimenter l'union des

ordres qui le composent.»

« Que le tiers-état prévoie quel pourroit être en dernière analyse, le résultat de l'infraction des dro ts du clergé et de la noblesse, et le fruit de la confusion des ordres. Par une suite des loix générales qui régissent toutes les constitutions politiques, il faudroit que la monarchie françoise dégénérâten despotisme ou devînt une démocratie; deux genres de révolution opposés, mais tous deux funestes. Contre le despotisme la nation a deux barrières, les intérêts de votre majesté et ses principes; et votre majesté peut être assurée que de véritables françois se refuserent toujours à l'idée d'un gouvernement inconciliable avec l'étendue de l'état, le nombre de ses habitans, le caractère national et les sentimens innés qui de tout tems, ont attaché eux et leurs pères à l'idée d'un souverain comme à l'idée d'un biensaiteur.

» Les princes sonssigués ne veulent pas porter plus loin ces reflexions; ils n'ont parlé qu'avec regret des malheurs dont l'état est menacé; ils s'occuperont avec plus de satis-

faction de ses ressources.

» Votre majesté s'élevant par ses vertus, au-dessus des vues ordinaires des souverains jaloux et ambitieux de pouvoir, a fait à ses sujets des concessions qu'ils ne demandoient pas; elle les a appellés à l'exercice de droits dont ils avoient perdu l'usage et presque le souvenir. Ce grand acte de justice impose à la nation de grandes obligations; elle ne doit pas refuser de se livrer à un roi qui s'est livré à elle. Les charges de l'état sanctionnées parla volonté publique doivent être suppor-técs avec moins de regret; la puissance royale plus réglée, et conséquemment plus imposante et plus paternelle, doit trouver de zélés défenseurs dans les magistrats, qui dans les tems dissiciles, ont toujours été les appuis du trône, et qui savent que les droits des rois et de la patrie sont réunis aux yeux des bons citoyens.

» Il se montrera encore avec énergie, ce sentiment généreux qui distingua toujours les François, cet amour pour la personne de leur roi, ce sentiment qui dans les monarchies est un des ressorts du gouvernement, et se confond avec le patriotisme; cette passion, cet enthousiasme qui parmi nous a produit tant d'actions béroïques et sublimes, tant d'efforts et de sacrifices que n'auroient pu exiger

les loix.»

» Les princes soussignés se plaisent à parler à votre majesté le langage du sentiment; il leur semble qu'ils n'en devroient jamais parler un autre à leur souverain. Sire, tous vos sujets voient en vous un père; mais il appartient plus particulièrement aux princes

R, 2

de votre sang de vous donner ce titre; vous en avez témoigné les sentimens à chacun d'eux, et la reconnoissance mêmeleur inspire les instances qu'ils font auprès de votre majesté. Daignez, Sire, écouter le vœu de vos enfans dicté par l'intérêt le plus tendre et le plus respectueux, par le désir de la tranquillité publique et du maintien de la puissance du rei le plus digne d'être aimé et obéi, puisqu'il ne veut que le bonheur de ses sujets. Signés, Charles-Philippe, Louis-Joseph de Bourbon, Louis-Antoine-Henri de Bourbon, Louis-François-Joseph de Bourbon.»

Monsieur, frere du roi, pour des considérations qui ne sont pas venues à ma connoissance, refusa de signer ce mémoire. Quant à d'Orléans, on ne le lui présenta seulement pas. Les princes étoient trop bien instruits de la part qu'il avoit à la fermentation actuelle, pour accoller à leur nom celui de l'ennemi de leur maison. Il se mit peu en peine de cette nouvelle marque de mépris, qui tourna toute à son avantage, car le peuple crut qu'il avoit courageusement notifié aux princes qu'on lui donneroit plutôt la mort que de lai faire signer un écrit qui attaquero t les prétentions du tiersétat. Cette pièce accrut donc son crédit dans le troisième ordre, et acheva de perdre les princes signataires dans l'opinion de cet ordre : on alluma dès cet instant contr'eux une telle haine, que leurs gens n'osèrent

plus se montrer dans le public avec la livrée de leur maître. Ce qui dut sur-tout les affliger, c'est que le roi lui-même ne leur sut aucun gré de cette nouvelle réclamation. Il l'accueillit de manière à donner à entendre

qu'elle devoit être la dernière.

D'Orléans se voyant maître des cœurs de la multimide, crut que l'instant étoit arrivé de frapper un grand coup. Il fut résolu par son conseil révolutionnaire, de jetter la capitale dans une telle confusion, de faire couler dans ses rues tant de sang, que la cour abandonnât la partie, et que les Parisiens vinssent d'eux mêmes se jetter dans les bras du Prince. On choisit le lundi 27 Avril (1) pour le jour de l'exécution. Je dirai en pas-sant, que les grandes insurrections, dans les premières années de nos mouvemens, se sont en général, toujours faites le lundi. D'Orléans avoit adopté ce jour, parce qu'il profitoit de celui de la veille, qui étoit consacré au repos, pour répandre ses émissaires dans les tavernes. Là, on endoctrinoit les ouvriers et le petit penple, et on leur distribuoit la solde du lendemain.

'Je dirai encore que le lundi 27 avril, étoit un jour remarquable. Il avoit eté fix par le roi pour l'ouverture des états-généraux. Comme cependant ce jour-là il ne se trouvoit point encore un assez grand nom-

^{(1) 1789.}

bre de députés à Versailles, la premiere séance des états fut remise au 4 mai suivant. Le conseil révolutionnaire de d'Orléans

Le conseil révolutionnaire de d'Orléans fit précéder le coup que le prince se proposoit de frapper le 27, d'émeutes, de mouvemens, de désordres partiels qui tenoient nuit et jour sur pied la garde et les deux régimens des gardes-Suisses et Françoises. Autant pour soulager ces trois corps que pour en imposer aux mutins, la cour fit venir deux régimens, un de dragons et un de cavalerie. Le même conscil avoit de plus, pris la précaution de faire arriver quelques jours auparavant par toutes les barrieres de Paris, des nuées de bandits à qui les conjurés avoient donné pour armes de gros bâtons noueux, et pour uniforme des haitlons. Il leur avoit été en outre enjoint de se défigurer le visage d'une maniere si hideuse, qu'ils fussent tous autant d'objets d'épouvante pour les Parisiens.

Ces mesures prises, tous les orateurs se mirent en marche. Ils crièrent dans les jardins publics, sur les places, dans les carrefours, que la cour ressentoit un regret mortel d'avoir convoqué les états généraux; mais que pour rendre cette convocation inutile, elle faisoit arriver des provinces, et soudoyoit dans la capitale des misérables qu'elle poussoit à commettre des désordres, afin d'avoir un prétexte d'amasser une armée innombrable dans les murs de Paris. « Elle se servira, continuoient les orateurs,

» de cette armée pour renvoyer dans leurs » provinces les députés arrivés; et si les Pa-» risiens privés de leurs états-généraux, » osent murmurer et remuer, le canon et » les bayonnettes extermineront ceux que

» la famine au a épargnés ».

J'ai honte de dire que cette fable, toute ridicule qu'elle étoit, fut crue par la trèsgrande majorité des habitans de Paris, et on ne peut concevoir à quel point les esprits en furent aigris et consternés. Comment pouvoit-il tomber sous le sens que la cour excitât des insurrections contre elle-même? Si elle les cût en effet excitées, elle les eût du moins dirigées, non contre elle, non contre les gens qui lui étoient dévoués, mais contre ses propres ennemis, et elle eût sans doute commencé par le prince et les membres de son conseil révolutionnaire.

Les conjurés comprenant qu'il falloit à leur monde d'autres armes que de gros bâtons, avoient fait emplette en Italie de poignards. Ils furent chargés dans des tonneaux qui arrivèrent heureusement à Marseille, et de Marseille jusqu'à deux barrières du nord de Paris; mais là les tonneaux furent arrêtés et visités par les commis. Pour que personne ne pût douter de l'étrange découverte qu'ils avoient faite, les tonneaux restèrent exposés pendant quelques jours avec ce qu'ils contencient, aux regards du public. Il y avoit là lieu de conjecturer que des scélérats méditoient un carnage. Les orateurs orléanistes

tournèrent les conjectures contre la cour elle même; c'étoit encore là, disoient-ils, une de ses ruses pour faire croire que la tranquillité publique étoit menacée, et s'envi-

ronner d'une grande force.

D'Orléans dans la nouvelle scène qui alloit s'ouvrir, se proposoit principalement de tirer une vengeance effrayante de Réveillon et d'Henriot qui n'avoient pas voulu se prêter à ses vues séditieuses, et de contraindre les parisiens à s'armer. Ce dernier point lui, importoit singulièrement, parce qu'il n'avoit pas la certitude de pouvoir corrompre les troupes que la cour faisoit venir. Se tenant sûr des cœurs des habitans de Paris, il pensoit que quand ils seroient armés, il les opposeroit avec succès aux soldats de ligne. Enfin il ne faisoit nulle doute que tous les marchands, que toute la bourgeoisie pro-priétaire, ne prissent en effet les armes, quand on verroit les propriétés de deux riches particuliers livrées au pillage, sans que ni les autorités, ni la force armée,

Tout étant ainsi concerté, on fait jouer dans la matinée du 27, le nombre de jets-d'eau nécessaire pour indiquer que le quartier du sud de Paris doit s'insurger; le prince arrange pour le lendemain 28, une course de chevaux à Vincennes; des gens dans les halles, dans les marchés, dans les cafés, disent mystérieusement à l'oreille de ceux qui veulent les écouter, que les princes si-

gnataires du mémoire sur le clergé, la noblesse, les parlemens, veulent anéantir les états-généraux à leur naissance; que la ville va être dévorée par la famine, et que la cour fait arriver une armée formidable qui la rendra maîtresse des députés et des parisiens.

Ces insinuations allarmantes jettent dans l'attente d'un événement désastreux. La matinée cependant se passe sans mouvement; mais tout-à-coup sur les trois heures après muli, des bandits mal vêtus, d'une figure hideuse, armés de bâtonsse répandent dans les rues. Ils traînoient au milieu d'eux un mannequin qui comme l'indiquoit l'écriteau qu'on lui avoit attaché sur la poitrine, étoit supposé représenter Réveillen. Les hurlemens, les blasphêmes de ces misérables qui étoient en assez grand nombre, les menaces qu'ils firent de mettre le lendemain toutes les farines et tous les bleds au pillage, répandirent l'effroi; à leur passage, chaque marchand se hâtoit de barricader sa boutique.

Comme il falloit cependant un prétexte à cette sédition, on entendoit de ces gens-là qui crioient aux passans: vivriez-vous bien avec quinze sols par jour? Nous croyez-vous fort heureux de ne payer le pain que trois sols et demi la livre (1)? Ils vouloient par-

⁽¹⁾ Ils se plaignoient de payer le pain trois sous es

là donner à entendre que Réveillon avoit dit que les ouvriers pouvoient fort bien vivre avec quinze sols par jour, et qu'ils étoient heureux de ce que le pain ne leur coûtoit

que trois sols et demi la livre.

Quand ils eurent vagué quelque tems dans les rues, ils s'arrêtèrent à la place Royale, où ils lurent un prétendu arrêt du tiers-état qui condamnoit Réveillon à être pendu en effigie. De-là ils se transportèrent à la place de Grève, et pendirent en effet le mannequin. Ils se dispersèrent ensuite, après être convenus d'un signal de ralliement, et allèrent passer la nuit dans des cabarets, où

ils se gorgèrent de vin.

Toute la ville après leur retraite fut en rumeur; les bourgeois de Paris qui aujour-d'hui sont fort dociles sur l'article du pain, ne craignoient rien tant dans ce tems-là, que d'en manquer. La crainte de n'en avoir pas pour le lendemain, fit qu'on se précipita chez les boulangers, et qu'on enleva tout le pain qui s'y trouva; de sorte que le lendemain en effet, plusieurs familles en manquèrent, les premiers venus en ayant pris beaucoup au-delà de leurs besoins.

Réveillon pour qui se faisoit tout ce

demi la livre. Au moment où j'écris, les malheureux le paient dix, dix-hait, vingt et vingt-cinq francs la livre: et quel pain encore! A Clermont dans le Beauvoisis, le sac de bled coûte dix-mille francs.

bruit, étoit électeur du tiers-état de Paris. Il se trouvoit dans leur assemblée lorsque cette sédition éclata. Le rapport qu'on lui en fit, ne lui laissa nul doute que ses propriétés et sa vie même étoient menacées. Il courut chez le lieutenant de police, ensuite chez le colonel des gardes-françoises pour leur demander un secours qui protégeât son domicile. On lui accorda un détachement de quelques hommes pour garder l'intérieur et les avenues de sa maison. On construisit de plus à chaque extrêmité de la rue où de plus à chaque extrêmité de la rue où elle se trouvoit, une forte barrière. Des soldats furent placés contre cette barrière en dedans, et au dehors pour empêcher qu'elle ne fût forcée. Réveillon tranquillisé par ces précautions, se tient paisiblement avec sa famille dans sa maison, et ne songe pas même à en faire sortir ses effets les plus précieux. Quant à Henriot, dont la maison étoit dans le même fauxbourg que celle de Réveillon, les brigands n'ayant pas même prononcé son nom, il étoit loin de concevoir aucune crainte.

Le lendemain matin tous ces scélérats sortent de leurs antres, se répandent dans les manufactures et les atteliers, et obligent les ouvriers de les suivre. Cette manière de grossir une troupe de séditieux, imaginée par d'Orléans, a été suivie dans tout le cours de la révolution. Ce sont d'abord une cinquantaine de mutins, hommes ou femmes, qui environnent la première personne qui

se rencontre sur leur passage; deux des mutins la serrent fortement sous les bras, et l'emmènent malgré elle. On fait ainsi à quiconque n'a pas le tems de fuir. A l'aide de ce manége, lorsque la troupe est arrivée sur le champ de bataille, elle effraye par son nombre ceux contre lesquels elle est di-

rigée.

Dans cette occasion, la horde des brigands étant grossie de tous les ouvriers qu'elle avoit enrôlés malgré eux, se transporta au fauxbourg Saint - Antoine, en menaçant Reveillon. Arrivée auprès de sa maison, elle fut contenue par la barrière et les soldats qui la gardoient, de sorte qu'elle ne put pas pénétrer au-delà de cette barrière. Dans l'impuissance de rien tenter il sembloit qu'elle auroit dû se retirer. Elle resta cependant. Les aides-de-camp de d'Orléans qui la conduisoient, vouloient sans doute avoir ses ordres avant de la faire retirer. Il y avoit parmi ces gens-là beauconp de femmes, et comme si le nombre n'en eût pas été assez grand, plusieurs hommes s'étoient déguisés en femmes; on les recon-noissoit aisément à leur physionomie et à leurs mouvemens. On m'assura même dans le tems, qu'on y avoit reconnu le comte de Mirabeau, vêtu comme un gueux, et ayant comme tous les autres un gros bâton à la main. Quoique ce trait fût certainement digne de lui, je n'en garantirai pas la vérité.

Pendant que cette troupe étoit là, et se fatiguoit en injures contre les soldats qui ne vouloient pas la laisser pénétrer chez Réveillon, on arrêta dans la rue Saint-Antoine deux charettes chargées de cailloux et de bâtons qui étoient destinés à armer ceux de ces bandits qui ne l'étoient pas. On arrêta également sur le port Saint-Paul un bateau rempli de semblables armes, et qui avoit la même destination.

Le bruit qu'avoient fait ces misérables en se rendant au fauxbourg Saint - Antoine, avoit de nouveau répandu la consternation dans Paris. Les boutiques s'étoient fermées;

les marchands craignoient un pillage. Enfin d'Otléans parut sur le champ de bataille. On ne pouvoit pas trouver extraor-dinaire qu'allant à Vincennes pour une course de chevaux, il prît sa route par le fauxbourg Saint-Antoine, et que le mouvement qui se faisoit dans la rue de Montreuil, où étoit la maison de Réveillon, l'eût, engagé à s'arrêter devant cette rue. Il s'y arrêta en effet, descendit de voiture, caressa ces gens-là, leur frappa sur l'épaule, leur parla, prit une connoissance exacte de la situation des choses, remonta dans son carosse et disparut. A peine fut-il sorti, qu'il envoya prier la duchesse son épouse de le venir joindre à Vincennes. Quoique la princesse n'eût jamais été d'aucune des parties de plaisir de son époux, quoiqu'elle ne se fût jamais trouvée à aucune

de ses courses de chevaux, on ne pouvoit cependant pas regarder comme bien étrange

qu'elle eût voulu assister à celle-ci. La duchesse se rendit donc à Vincennes. Sur le soir, la course qui n'avoit rien eude plus intéressant que toutes celles de ce genre, étant finie, le duc pria la princesse d'entrer dans le fauxbourg Saint-Antoine par la rue de Montrevil. Elle eut encore cette complaisance. A peine fut-elle devant la barrière qui préservoit la maison menacée, que les soldats par le respect dû à son rang, et qu'inspiroient ses vertus, ouvrirent d'euxmêmes cette barrière, pour que samarche ne fût point rallentie. Mais en cédant à ce sentiment de vénération, ils donnèrent passage à la foule. Quelque tems avant cette irruption, ces bandits s'étoient jettés dans la maisonde Henriot; ils avoient fait voler les meubles par les fenêtres, et y avoient mis ensuite le fen. Henriotetsa famille eurent dans leur infortune le bonheur de s'évader à tems.

Les brigands agirent chez Réveillon avecencore plus d'emportement que chez Henriot. Ils s'attachoient aux meubles les plus précieux, ils les mutiloient, ils les brisoient et les faisoient voler en éclats dans la cour, où

la flamme les dévoroit ensuite.

Dès que la nonvelle de cette invasion fut sçue dans la ville, on fit marcher contre les séditieux le guet à pied et à cheval, le régiment Royal - Cravate, les gardes-fran-çoises et les gardes-suisses. Rien d'aussi imposant ne s'étoit jamais montré aux yeux des parisiens. Cette armée trainant après elle quelques piéces de canon, marchoit en bon ordre, et alloit là comme elle fût allée à un combat qui auroit dû être sanglant; les canonniers tenoient la mêche allumée.

Quand ces troupes furent en présence des séditieux, des officiers déclarèrent à ceux-ci qu'on avoit ordre de repousser la force par la force, et les sommèrent de se retirer. Cette sommation leur fut réitérée jusqu'à trois fois, et quoiqu'ils ne fussent pas les plus forts, puisqu'ils n'avoient que des bâtons, ils n'en refusèrent pas moins d'obéir. Ce fut alors une nécessité d'engager le combat. Les séditieux furent les aggresseurs; ils firent pleuvoir sur les soldats une grêle de pierres, de tuiles, d'ardoises, de meubles brisés. Des femmes se jettèrent au milieu des rangs; elles animoient du geste et de la voix les mutins, et se montroient cent fois plus acharnées au combat que les hommes. Celles qui pouvoient se saisir d'un bonnet de grenadier, le mettoient sur leur tête; celles qui avoient pu faire la conquête d'un sabre le brandissoient avec une joie féroce.

Royal-Cravate fut maltraité par l'impétuosité de cette première attaque; il eut des soldats tués et des officiers blessés; il ne se laissa point aller cependant au désir si naturel d'user de représailles, il fut impassi ble. Cette immobilité ne faisant qu'enhardir les

agresseurs, les gardes-françoises reçurent à haute voix l'ordre de pénétrer dans la maison par toutes les issues, et de ne faire aucun quartier à ceux qui ne voudroient pas se retirer. Ce régiment forma dans la cour un bataillon quarré, et croyant qu'il suffisoit d'intimider cès malheureux, il les mit en jone, et perdit quelques coups en l'air. Ces, ménagemens qu'on emploie toujours inatilement contre une multitude ivre de vin et de sédition, ne servit qu'à doubler la rage et la force de ces brigands. N'ayant plus de meubles précieux à mettre en pièces, ils semblèrent vouloir arracher les toîts, les charpentes, les murailles, et jusqu'aux fondemens eux-mêmes; des poutres, des quartiers énormes de pierre, rouloient sur les soldats. Ceux-ci alors comprenant que tout ménagement étoit inntile avec de semblables bêtes féroces, et obligés de défendre leur propre vie, firent un feu roulant sur quatre faces. Ce moment fut terrible : les malheureux tomboient des toîts, les murs dégoûtoient de sang; le pavé étoit couvert de membres mutilés, de lambeaux de chair; les cris pitoyables de la douleur se mêloient aux lugubres hurlemens de la rage:

Les séditieux après cette decharge qui avoit tué tant des leurs, ne se montrèrent plus ni sur les toîts, ni sur les croisées, cessè rent les cris horribles dont ils avoient jusques là frappé l'air. Les sol lats sorpçonnèrent que cette retraite et ce silence cachoient un

piége. Ils pénétrèrent dans la maison la bayonnette au bout du fusil. Là il fallut disputer le terrein pied à pied; ils trouvèrent par-tout une résistance qui tenoit du prodige. Il n'y eut pas un de ces misérables qui ne se défendit jusqu'au dernier moment en désespéré. Il n'y en eut pas un qu'il ne fallut couvrir de blessures et mettre hors d'état de défense pour l'arracher de la place où il se

trouvoit, et le jetter dehors.

Les soldats qui s'engagèrent dans les caves, y furent frappés d'un spectacle qui les fit reculer d'horreur: ils virent la terre jonchée de ces misérables. Les uns qui s'étoient gorgés de vin ou dormoient, ou se rouloient dans l'ordure. Les autres qui trompés par leur avidité, s'étoient abreuvés d'acides nitreux et de drogues empoisonnées, destinées pour la teinture, expiroient dans des convulsions

douloureuses qui les défiguroient.

La nuit vint mettre fin à ce déplorable combat, qui de tous ceux de ce genre que nous avons vus se renouveller dans le cours de la révolution, n'a pas été un des moins meurtriers. L'obscurité et la difficulté qu'il y eut à pénetrer sur le champ de bataille après l'action, ne permettent pas de dire au juste combien d'hommes elle coûta de part et d'autre. Cependant à en juger par les morts et les blessés qui passèrent sous mes yeux, je ne crois pas porter trop haut la perte du côté de rebelles, en l'évaluant à deux cents morts et trois cents blessés. Du côté des Tome I.

troupes, j'estime qu'elles eurent quatrevingt blessés dont deux officiers, et dix morts tous soldats

Parmi les rébelles, on en vit plusieurs qui dès qu'un des leurs recevoit un coup mortel, le mettoient sur un brancart, le promenoient ensuite dans les rues avec une contenance triste, et crioient d'une voix pitoyable aux passans: voilà un défenseur de la patrie, Citoyens, de quoi l'enterrer. C'est là la première rencontre où les soldats de d'Orléans

se sont donnés le titre de citoyen.

Entre les blessés rébelles que j'eus occasion d'entendre converser, tous à l'exception de deux ou trois, moururent dans la nuit même. Quand on leur faisoit cette question: Malheureux, qu'allois-tu faire là? ils n'avoient tous qu'une même réponse : Ce que j'allois faire là? j'y allois comme vous, comme tant d'autres, pour voir. Il n'étoit pas possible de leur faire dire autre chose. Il n'y eut jamais d'exemple d'un tel laconisme, d'une telle discrétion. Comme cependant chacun tenoit à la main une arme quelconque, on insistoit et on faisoit cette autre question: Si tu allois là pour voir, pourquoi prenois-tu cette arme? Ils n'avoient encore tous qu'une même réponse à cette nouvelle question: Je l'ai trouvée par terre, et je l'ai ramassée. J'en ai cependant entendu un qui torturé par ses donleurs cuisantes, s'écria quelques minutes avant d'expirer : Mon Dieu! mon Dieu! faut-il être traité ainsi

pour douze misérables francs! Il avoit en effet sur lui deux écus de six francs, et c'étoit le seul argent qu'il cût dans ses poches. Tous ceux que j'ai vus, avoient depuis douze jusqu'à trente-six francs, pas une pièce de monnoie au-dessus, pas une au-dessous; cela étoit invariable. Cet argent se trouvoit partagé dans les deux poches, ou dans une seule du gilet; chez plusieurs il

étoit enveloppé dans du papier.

En général tous me parurent être de la lie du peuple; le seul d'un état un peu relevé, étoit marchand de vin dans la rue Saint-Antoine. Il jouissoit d'une assez bonne renommée, et passoit pour n'être point mal dans ses affaires. Le malheureux souffroit cruellement, une balle lui avoit percé une cuisse de part en part. Il n'étoit allé, disoitil comme tous les autres, dans la rue de Réveillon, que pour voir ; cependant lorsqu'on le prit, il tenoit à la main un bâton, au bout duquel étoit fiché un couteau ensanglanté; mais comme tous les autres encore, il avoit ramassé cette arme dans la rue. On lui trouva dans une poche de son gilet six écus de six livres, et il ne manqua pas de dire que cet argent étoit à lui; mais ce qui parut plus singulier, c'est qu'il avoit dans chacune des poches de son habit, un flambeau d'argent. Il y a apperence qu'il avoit volé ces flambeaux chez Réveillon ou chez Henriot; il soutint que c'étoit quel-

 S_2

ques scélérats qui les lui avoient glissés dans

ses poches.

Je remarquai que tous mouroient avec résignation, et quelques - uns même avec une sorte de gaîté. On remplit les prisons du châtelet de ceux qui ne moururent pas sur le champ de bataille, ou des suites de leurs blessures. La cour qui se souvenoit que le parlement n'avoit pas déployé une grande rigueur contre les incendiaires pris dans les derniers troubles, lui ôta la connoissance de cette nouvelle affaire. Tous les coupables furent renvoyés par lettres d'attribution devant le grand prévôt. Que la cour agît bien ou mal, elle encouroit toujours le blâme de ceux qui avoient intérêt de la décrier. Ainsi dans cette occasion, les Orléanistes crièrent qu'elle déroboit l'instruction de ce procès au parlement, parce que c'étoit elle-même qui avoit créé cette insurrection. Si elle en eût laissé la connoissance au parlement, on n'ent pas manqué de dire qu'elle ne l'ôtoit au grand prévôt à qui les loix du royaume attribuoient le jugement de ces sortes de délits, que parce que le parlement à cette époque étoit dévoué à la cour.

Les Orléanistes ne purent parvenir à accrediter leur calomnie. Il y amieux, un bruit sourd, mais presque général, accusa d'Orléans lui-même. Un gentilhomme dans la chambre des électeurs de la noblesse, demanda que la chambre s'occupât de ce qui

venoit de se passer dans le faux bourg Saint-Antoine: « Je ne pense pas, répondit le mar-» quis de la Quenille, électeur pour le dis-» trict des Petits-Augustins, que la chambre » doive s'occuper de cesévénemens; elle doit » en gémir. Il y a assez de personnes dont les » fonctions sont de s'en occuper, le parle-» ment de Paris qui a la grande police, le ministre de Paris et le lieutenant de police. » Mais je crois que les états-généraux, où » j'ai l'honneur d'être député, s'occuperont » d'en chercher les auteurs pour les faire » punir..... » A ce mot punir, d'Orléans parut effrayé, il interrompit brusquement le marquis de la Queuille, et lui cria : Punir! Comment? - Par la honte, Monseigneur, répondit la Queuille, et ils livreront les coupables à la justice du roi pour être punis corporellement. Ces derniers mots firent perdre toute contenance à d'Orléans; il pâlit, et sortit avec précipitation de la salle.

Cette singulière retraite ne fit que confirmer les soupçons qui s'élevoient contre lui; ils prirent de la consistance, et pouvoient finir par devenir très-nuisibles à ses vues. Il en eut une véritable crainte. Il publia par la voie des journaux, une apologie dans laquelle il convint que les soupçons qui le frappoient, étoient de nature à l'affecter et à l'allarmer; mais, ajoutoit-il, « la vérité ne tardera pas à être connue; je sais qui sont les véritables auteurs de l'émeute,

S = 3

dont on veut me rendre coupable; je les connois, je réclamerai contr'eux la justice du roi; je les dénoncerai, je les traduirai aux états-généraux pour qu'ils y soient jugés; je solliciterai pour eux la plus rigoureuse justice; enfin, je prends l'engagement solemnel d'imprimer, de rendre publique ma dénonciation. »

Dans cette apologie, d'Orléans convint avoir parlé aux seditieux le jour où ils étoient réunis aux environs de la maison de Réveillon, mais il ajouta que conduit là par le seul hasard, il leur avoit simplement dit: Allons, mes enfans, de la paix,

nous touchons au bonheur.

L'engagement solemnel qui terminoit cette apologie, n'a jamais été tenu; et il est à croire que d'Orléans ne se seroit pas avancé à faire une semblable promesse qu'il savoit bien ne pouvoir tenir, s'il n'eût eu la conviction qu'il alloit être incessamment proclamé chef suprême de l'état; il n'ignoroit pas qu'alors tous ses forfaits passés seroient légitimés, et que nul n'auroit la hardiesse de lui en demander compte.

Dans le moment cependant l'impudence avec laquelle il publia ce serment, fit illusion à quelques personnes. Dans la suite, la rapidité avec laquelle les événemens se succédoient, fit oublier ses promesses; plus d'ailleurs il avançoit dans la carrière du crime, plus sa force et la terreur qu'elle inspiroit s'accroissoient; de sorte que quel-

ques jours après, personne peut-être n'eût pu lui rappeller impunément qu'il avoit dit connoître les auteurs de la dernière émeute, et contracté l'engagement de les dénoncer.

et contracté l'engagement de les dénoncer.

Les poursuites du grand prévôt contre ceux des séditieux remis entre ses mains, ne laissèrent échapper aucune lumière. Henriot et Réveillon étoient les seuls qui eussent pu éclairer le public, s'ils eussent eu le courage de dire ce qu'ils savoient; mais ce courage leur parut une imprudence. Ils ne voulurent pas s'exposer une seconde fois à la vengeance du monstre qui avoit déchaîné contr'eux tant de bêtes féroces. Henriot se tut, et devint dès ce moment si nul, qu'il n'a point été question de lui pendant le reste de la vie de d'Orléans (1). C'est à cette sage obscurité qu'il dut la vie.

Quant à Réveillon, pour ôter au farouche

Quant à Réveillon, pour ôter au farouche d'Orléans toute idée qu'il eût l'intention de l'accuser, voici l'expédient qu'il imagina: Il avoit eu un démêlé judiciaire avec l'auteur de l'Histoire des cardinaux. Cet auteur étoit ecclésiastique et panvre; il s'appelloit Leroi. Sa que elle avec Réveillon l'avoit entaché d'une mauvaise réputation. On ne peut dire au reste de quel côté étoient les torts

⁽¹⁾ Il ne faut pas confondre ce Henriot avec l'Antropophage du meme nom qui buvoit à Saint-Firmin, le sang des prêtres, qui fut commandant de la garde ationale, et périt avec Robespierre sur l'échafaud.

dans ce procès, car jamais il n'a été jugé. Ce fut cet homme que Réveillon imagina de présenter au public comme le chef de la dernière sédition. Il savoit qu'il le frapperoit impunément d'une telle accusation, et il ne doutoit pas que d'Orléans ne lui sût gré d'avoir ainsi présenté au public un homme sur qui tous les soupçons pussent

se diriger.

Réveillon composa donc une longue apologie, où après avoir parlé emphatiquement de son moral, de ses principes, de son caractère de bonté, de sa modestie, de son désintéressement, de sa tendre commisération pour les ouvriers, il donnoit à entendre que l'abbé Leroi avoit soudoyé six mille brigands pour piller et incendier sa maison. En évaluant la solde de chacun de ces six mille brigands à un demi-louis, Leroi auroit donc dépensé pour se donner le plaisir de voir briser les meubles de Réveillon, trois mille louis. Eh! où cet ecclésiastique qui étoit notoirement le plus pauvre des hommes, avoit-il trouvé cette somme? dans cette fable, le malheur personnel à Henriot restoit sans motif.

Les gens de d'Orléans se jettèrent avec fureur sur l'écrit de Réveillon; on en multiplia les exemplaires; on cria de tous côtés que le voile étoit levé, que la reine, que le comte d'Artois avoient remis à l'abbé Leroi trois mille louis pour déchaîner une armée d'incendiaires contre la manufacture de Réveillon. Le petit peuple s'échauffa

contre l'accusé. On croyoit qu'il s'effrayeroit, et qu'il prendroit la fuite. Il n'en fit
rien. Les juges du Châtelet cédant à la rumeur populaire, le décrétèrent de prise de
corps. Il se constitua prisonnier. Ses interrogatoires furent simples, ses réponses à
l'accusation victorieuses. On le confronta
à tous les prisonniers qu'on avoit faits sur le
champ de bataille, et dont les prisons regorgeoient. Tous assurèrent ne l'avoir jamais
vu, et ne pas même le connoître de nom.
On fut donc obligé de lui rendre sa libeité.

On avoit arrêté en même tems que lui, une femme avec laquelle il vivoit dans la plus grande intimité, et qui lui étoit extrêmement chère. Cette femme après quelques jours de détention, fit savoir à Leroi, qu'elle manquoit de tout. Il lui envoya sa montre; c'étoit le seul bien qui lui restât au monde. Cette ressource épuisée, l'infortunée mourut de misère sur un grabat. C'est un fait que j'ai vérifié moi-même sur les lieux. Donc Leroi se trouvoit aussi pauvre après qu'avant l'émeute du fauxbourg Saint-Antoine. Et à qui feroit-on croire qu'ayant reçu trois mille louis pour payer cette insurrection, il eût mieux aimé rester dans l'indigence que de s'approprier une partie de cette somme?

La justice rendue à cet ecclésiastique, mit au désespoir le parti d'Orléans. On intrigua auprès de quelques conseillers au parlement; on circonvint Réveillon; celui-ci renouvella son procès contre l'abbé Leroi; il déclina la jurisdiction du Châtelet, et le cita au parlement. Le Roi assigné comparut avec sécurité. Avant de monter au tribunal, il entra dans un café à côté de la Conciergerie. Là, on vint lui dire que les esprits étoient extraordinairement échauffés contre lui, qu'il alloit être décrété de prise de corps, et que s'il se constituoit prisonnier, il iroit sous quinze jours à la Grève. Sans considérer si ceux qui lui parloient ainsi étoient amis ou ennemis, il se décida à ne point attendre le décret de prise de corps dont on le menaçoit. Il sortit du café sans que personne se mit en devoir de l'arrêter. Depuis ce moment il n'a plus été question de lui, et je ne peux dire ce qu'il est devenu.

Dans cette foule innombrable de prisonniers faits le jour du combat, les juges ne
trouvèrent que trois coupables, ou du moins
crurent devoir se borner à ne frapper que
trois têtes. Parmi ces trois condamnés, il se
trouva une femme qui s'étant déclarée enceinte, échappa à la mort. Le supplice des
deux hommes fut une fête pour les parisiens. La garde de Paris à pied et à cheval, les gardes-françoises, les gardes-suisses,
un régiment de dragons, un de cavalerie,
escortèrent les deux patiens depuis le châtelet jusqu'au fauxbourg Saint-Antoine, où
on avoit dressé les potences. L'entrée
triomphante d'un conquérant dans une

ville prisc d'assaut, n'est pas plus pompeuse que ne le fut la marche de ces deux malheureux au lieu de leur supplice. Ils reçurent la mort sans désigner aucun complice, sans fournir aucune lumière sur les chefs de l'émeute.

Ainsi se termina cette affaire qui ne produisit pas dans le moment à d'Orléans tout ce qu'il en attendoit. La bonne contenance que les troupes firent contre les rébelles rassura les parisiens, et ne leur permit pas de penser qu'il leur fût nécessaire de prendre les armes. Il est digne de remarque que Necker, dont cet événement auroit dû fixer toute la sollicitude, n'y donna aucune attention. Ce ne fut que plus d'un mois après qu'il sembla s'en occuper, et toute la part qu'il y prit se réduisit à annoncer par une lettre ostensible à Réveillon, les faveurs que le roi jugeoit à propos de lui accorder pour le dédommager du dégât qui avoit été fait à sa manufacture. Il est assez singulier encore que ces faveurs tombassent sur le seul Réveillon, et qu'Henriot fût oublié.

Dans les environs de Paris, dans les provinces, il se passoit des scènes à peu près semblables à celles du fauxbourg Saint-Antoine. Par-tout la disette des grains occasionnoit des mouvemens; par-tout le sang couloit. C'est sous ces funestes auspices que les états-généraux étoient convoqués. Il est certain qu'on vouloit que leurs premiers travaux fussent marqués par d'épouvan-

tables désastres. Ce qui le confirme, c'est qu'à cette même époque, il se pratiquoit une autre menée, à laquelle on ne sauroit trop dire qui avoit plus de part de Necker ou d'Orléans. Depuis le commencement d'avril, des fermiers, des meûniers, des boulangers, des marchands même de bœufs recevoient des lettres qui lenr ordonnoient de cesser tout approvisionnement pour Paris, depuis le 20 avril jusqu'au 15 mai suivant. Ces lettres étoient signées, Necker. Les gens qui les recevoient n'en faisoient point mystère, et ne savoient qu'en penser. Ils s'adressoient au ministre qui nioit les avoir écrites, mais qui s'en tenoit là, et ne se donnoit aucun mouvement pour éclaircir une manœuvre, dont le plus grand désordre pouvoit être le résultat.

Le premier mai un homme qu'on dit depuis s'appeller Lequeue, et qui étoit vêtu de la livrée des petites écuries du roi, se présente à la caisse d'escompte avec un bon pour toucher to mille écus. Ce bon se trouve signé de Necker et de son secrétaire; on ne fait aucune difficulté de le payer. Lorsqu'ensuite on le présente au ministre, il dit que la signature, quoique très-bien imitée, n'est point la sienne, et que celle de son secrétaire est aussi contrefaite. On donne de l'éclat à cette aventure; c'est alors sur-tout qu'on parle des lettres circulaires qui courent les campagnes, et on conclud qu'elles sont toutes l'ouvrage de l'homme qui a présenté

le bon de 50 mille écus à la caisse d'escompte. Pour s'assurer si cette conséquence étoit bonne, il falloit arrêter cet homme, il falloit éveiller le zèle des tribunaux, il falloit prendre des informations sur ceux qui recevoient ces lettres circulaires, et sur la manière dont elles leur parvenoient. Rien de tout cela ne fut fait, et Necker qui avoit un si grand intérêt à découvrir les auteurs de cette trame, resta dans une inaction fort extraordinaire; il ne se mit pas même à la recherche de ce Lequeue, dont il n'a plus été question depuis cette aventure; de sorte qu'on ne peut pas dire si cet homme agissoit pour autrui, ou pour son propre

compte.

Ces intrigues, ces agitations auroient dû paroître d'autant plus extraordinaires que le moment sembloit être venu de mettre fin à toutes les inquiétudes, de dissiper tous les soupçons, puisque la nation avoit enfin ces états - généraux qu'elle avoit tant desirés. Quel sujet de méfiance, de jalousie pouvoit-il rester au tiers-état lui-même. Le roi lui avoit donné la double représentation, et les deux premiers ordres venoient de renoncer solemnellement dans les assemblées primaires, à tout privilége, à toute exemption pécuniaire; le clergé et les nobles demandoient unanimement à être imposés à raison de leurs biens. Mais plus ces heureuses dispositions étoient propres à inspirer la confiance au tiers-état, plus la faction d'Or-

léans avoit intérêt à ne point le laisser s'endormir dans la sécurité que devoit engendrer cette confiance.

Ils s'ouvrirent enfin ces états-généraux si ardemment demandés, si impatiemment attendus, et qui par un enchaînement lamentable de machinations, de sottises, de forfaits, n'ont pas été moins funestes à la France qui attendoit d'eux son salut, qu'au monarque qui les avoit convoqués. Leur composition mérite d'être remarquée. L'or-dre du clergé y comptoit quarante - huit archevêques ou évêques, trente-cinq abbés, chanoines ou autres ecclésiastiques, et deux cent huit curés. L'ordre de la noblesse s'y trouva composé de dix-huit grands baillis ou sénéchaux, de deux cent vingt-quatre autres gentilshommes, et de vingt-huit magistrats de cours supérieures. La noblesse de Bretagne n'y envoya point ses députés qui auroient dû être au nombre de vingt-cinq; de sorte que cet ordre n'eut point aux étatsgénéraux un nombre de représentans égal même à la moitié de celui qu'on avoit accordé au tiers - état ; et comme d'Orléans, membre de la députation de la noblesse, s'étoit mis ainsi que tous les autres gentils-hommes qu'il avoit enchaînés à sa fortune, dans la nécessité d'accéder d'abord à toutes les demandes du troisième ordre, il étoit clair que celui-ci devoit remporter sur le second une victoire complette. Enfin le tiers-état eut pour le représenter aux états-généraux, deux ecclésiastiques, douze gentilshommes, seize médecins, dix-huit maires ou consuls, cent soixante-deux officiers de bailliages ou autres siéges inférieurs de judicature, cent soixante-seize bourgeois, négocians, propriétaires ou cultivateurs, et deux cent douze avocats.

Dans la procession qui se fit la veille du jour où les états-généraux tinrent leur première séance, le duc d'Orléans ne prit point place à la tête des princes du sang. Il se confondit parmi les gentilshommes, et parut avec les députés nobles du bailliage de Villers - Cotterets. Sa présence excita sur tout son passage des transports immodérés de joie. On jettoit les chapeaux en l'air, on battoit des mains, on ne cessoit de crier : Vive le duc d'Orléans. Il s'enivra de ces applaudissemens, et se crut pour toujours l'idole du tiers-état. L'insensé ne connoissoit pas la mobilité du peuple qui lui prodiguoit ces témoignages d'amour. Il étoit loin dans ces momens d'ivresse, de se dire à lui-même que ce même peuple feroit éclater de semblables transports d'allégresse, s'il le voyoit un jour traîner à l'échaffaud.

Rien au reste ne fut plus touchant, plus majestueux que cette procession, où ce que la religion a de plus auguste et de plus saint se trouvoit environné de la pompe de la cour et de l'élite de la nation. Cependant les personnes qui portèrent à cette cérémonie des vues pures, n'en reçurent pas

l'impression qu'elles en avoient attendue. Ces clameurs bruy entes dont l'air retentissoit sur le passage du tiers-état, étonnoient plus qu'elles ne réjouissoient. Ce silence sombre et presque faronche où l'on s'enfoncoit en présence de la noblesse et du clergé, frappoit d'une sorte de consternation. Ce délire exagéré qu'excitoit la vue du duc d'Orléans avoit quelque chose de sinistre qui paroissoit d'un mauvais présage. Lorsqu'ensuite on fixoit le monarque et sa compagne, on se surprenoit le cœur serré de tristesse et les yeux mouillés de larmes.

Ce fut encore une journée bien flatteuse pour le duc d'Orléans que celle da lendemain. Les députés furent appellés à la séance par bailliages. Le tour de celui de Villers-Cotterets étant arrivé, le prince et un curé se présentent ensemble à la porte de la salle; celui-ci s'éloigne et veut céder le pas au prince, qui lui fait observer que sa qualité de gentilhomme ne lui permet de passer qu'après les membres du clerge. Le curé se rend à cette observation, et le duc d'Orléans entre dans la salle à la suite de l'ecclésiastique. Dès qu'on apperçut le prince, tous les membres du tiers-état qui se trouvoient déja dans l'assemblée, se levèrent, agitèrent leur chapeau, et pendant un quart Many le duc d'Orléans. d'heure firent retentir la voute du cri : vive

Les trois ordres ayant pris leur place sui-

françoise, le roi parut environné de toute sa cour; la reine marchoit à côté de lui. Louis XVI étant monté sur son trône, la reine prit place à sa gauche dans un fauteuil moins élevé d'une marche que le trône. Les princes, les pairs et les grands se rangèrent à la droite et à la gauche du roi, sur le premier gradin au-dessous du trône. Dès que le roi fut assis, il chercha des yeux autour de lui le duc d'Orléans, et parut étonné de ne l'y point rencontrer. L'ayant apperçu au rang des députés de son bailliage, il le fit prier d'approcher de sa personne. « Je m'é-» tonne, lui dit le monarque, de ne point » voir auprès de moi le premier prince de » mon sang. Il me semble que dans une » circonstance telle que celle-ci, il seroit » de votre devoir de ne point abandonner » le roi. Pourquoi d'ailleurs faire scission » avec les princes? » - Sire, lui répondit d'Orléans, ma naissance me donne toujours le droit de me rendre auprès de votre majesté, mais je crois dans ce moment, devoir me placer dans le rang que me désigne le bailliage qui m'a député. » Le roi n'insista pas : le prince retourna parmi ses co-députés, et le tiers-état lui sut un gré infini de cette espèce d'abandon de son titre de premier prince du sang.

Je n'entreprendrai point le récit de cette première séance; et en général ceux des trayaux de nos assemblées nationales, qui ne se lient pas à l'histoire de la conjuration

Tome 1.

de d'Orléans ne sont pas de mon sujet. On eut bientôt lieu de se convaincre que le tiers-état n'entendoit pas que la conquête qu'il avoit faite de la double représentation, fût une conquête stérile. Il ne pouvoit en jouir qu'autant que les deux premiers ordres viendreient se confondre et se perdre dans son sein, parce qu'alors les voix se recueillant par tête, il formoit constamment la majorité, s'il pouvoit attirer à lui seulement quelques membres des deux autres ordres. Le tiers-état comptoit tellement sur cette supériorité, que dès la seconde séance, il parut s'étonner de ce qu'on sembloit vouloir la lui disputer. En entrant dans la salle quilui étoit destinée, il s'indigna de ne point y trouver le clergé et la noblesse. Chacun de ces deux ordres s'étoit en effet rassemblé dans sa salle particulière. On appella cela une scission. Ils ne pouvoient cependant guère agir autre-ment, car enfin il n'existoit encore aucune hoi qui les contraignît d'obéir plutôt au tiersétat qu'au roi; or la veille, ils avoient été formellement invités au nom du roi, par Necker, à se séparer. «La majorité des cahiers » des ordres privilégiés, leur dit ce ministre, » contenant pouvoir de renoncer aux privilèmes pécuniaires, il ne s'agit plus que de rémode de transaction à passer sur » cette même renonciation. En conséquence » sa majesté invite les privilégiés à se reti-» rer dans leurs chambres, pour y procéder » sans délai ». C'étoit donc une nécessité au clergé et à la noblesse qui ne pouv oien

être portés, ni par leur devoir ni par leur intérêt à désobéir au roi, de se retirer sans

délai dans leur chambre respective.

La chose ne fut pas prise ainsi : une terrible guerre s'alluma contre les deux pre= miers ordres de l'état; et ce qui devoit néces= sairement amener leur dissolution, c'est que cette guerre fut tout-à-la-fois pour eux générale et intestine, c'est-à-dire que chacun de ces deux ordres eut à se défendre et contre le tiers-état et contre une partie de lui-même. Des curés divisèrent la chambre des ecclésiastiques en deux partis, dont le moins nombreux comme cela devoit être, fut celui du haut clergé. Dans la chambre de la noblesse, d'Orléans mit en œuvre toutes les ressources que lui donnoient ses parlisans au tiers-état. Il ne dissimuloit plus

qu'il vouloit à quelque prix que ce fût, faire cause commune avec cet ordre; il comprenoit que c'étoit là seulement qu'il pourroit trouver les forces qui lui devenoient néces= saires pour obtenir un changement de dy-

nastie.

La franchise avec laque le il avouoit un Idol dévouement que sa conduite d'ailleurs jus-tifioit si bien, mit le comble à la confiance fluirel et à l'amour que lui portoit le tiers-état. Le // petit peuple témoigna aussi sa joie de sa nomination aux états-généraux. Les femmes, les hommes des halles, les petites gens des fauxbourgs vinrent à son Palais-Royal,

Cun

mêler leurs cris d'allégresse au bruit du tambour, au son des sifres et des hauthois. Dans ces occasions, d'Orléans ne se livroit pas avec trop d'empressement à la multitude. C'étoit toujours le hasard qui l'amenoit au-devant d'elle; un coup-d'œil, un sourire, quelques mots comme jettés à la dérobée lui suffisoient pour nourrir et encourager l'enthousiasme de la foule, et ne pouvoient pas le compromettre.

Dès que les états-généraux eurent commencé leurs travaux, d'Orléans partagea tout son tems entre les séances de cette assemblée, et celles de son conseil révolutionnaire. Il avoit dédaigné de paroître parmi les derniers notables; il fut très-assidu dans la chambre de la noblesse, et y servit la cause du tiers-étatavec le plus grand succès. Ce zèle lui venoit de ce qu'il croyoit qu'il alloit en recevoir incessamment la récompense. Les conjurés de Passy avoient formé à Versailles une association qu'on appella club Breton. Les chefs de cette association convinrent d'un plan de révolution, dont le premier article étoit, qu'il falloit par quelque moyen que ce fût, contraindre les deux premiers ordres à se réunir au troisiéme. Le second article portoit l'interdiction du roi, la mort de la reine, soit par des voies qui auroient une apparence de légalité, soit de toute autre manière qui ne pourroit pas mettre en évidence les conjurés, et enfin l'élévation du duc d'Orléans à la lieutenance générale. Comme l'exécution d'un tel complot étoit tout à son avantage, on peut croire aussi que l'honneur de l'invention lui appartenoit, et alors il faut conclure qu'au moins à cette époque, il menoit plus les conjurés qu'il n'en étoit mené. Il étoit évident que pour jouir du bienfait du second article, il falloit préalablement

avoir obtenu l'accomplissement du premier; car si les trois ordres restoient constamment séparés, il devenoit impossible, quelque ressort que l'on sit jouer, quelqu'événe-ment que l'on amenât, de faire prononcer l'interdiction du roi. Les dispositions où se trouvoient la très-grande partie des curés, donnoient la certitude qu'on n'auroit nulle peine à pousser le clergé dans le tiers-état qui dès-lors avoit quitté son nom pour prendre celui de Communes. La chambre de la noblesse donnoit de grandes inquiétudes. A l'exception des députés de Paris, les autres gentilshommes ne paroissoient nullement disposés à se prêter aux vues des conjurés. Les intrignes, les offres, les caresses, les menaces les trouvoient tous inébranlables. Plus même on cherchoit à les séduire, et plus l'attachement de plusieurs d'entr'eux, aux principes constitutifs de la monarchie, l'exaltoit, et devenoit une véritable passion. Il est certain en outre qu'il y eut parmi ces nobles, des hommes clairvoyans qui devinèrent toutes les combinaisons de scélératesse dont s'occupoit le génie infernal de d'Orléans; ils n'en devenoient que plus opiniâtres à se roidir contre toute manœuvre qui tendoit à

les jetter dans les communes.

Il paroissoit donc à peu-près certain qu'on n'obtiendroit rien de la noblesse, et que cet ordre consentiroit à tout plutôt qu'à sa réunion au tiers-état. Dans cet état de choses, d'Orléans usa de toutes les ressources de son imagination pour ébranler et diviser cette masse. Il fit entendre à tous qu'il convenoit que son rang, ses richesses, son mépris pour la cour devoient lui faire supposer des desseins ambitieux, mais il protesta que ses vues étoient pures, et qu'il ne demandoit autre chose que d'être mis à l'épreuve par ceux qui comme lui, désiroient uniquement le bien de l'état. Il promit ensuite à ceux qu'il savoit malades de l'anglomanie, qu'il se prêteroit à l'établissement de deux chambres organisées à l'instar de celles du parlement d'Angleterre. Ce fut là le piège où se prirent Lally-Tolendal et Clermont-Tonnerre, tous les deux jeunes, tous les deux impatiens de se montrer à l'Europe comme chefs de parti.

A d'autres, d'Orléans assura que son vœu le plus ardent étoit de voir un homme de génie donner à la France une constitution que les autres pays de l'Europe pussent prendre pour modèle, ajoutant qu'il mettroit toute sa fortune et tout son crédit à la

disposition de cet homme de génie. Voilà le charme qui séduisit le duc de la Roche-hou foucault.

Aux hommes avides de richesses et de dignités, il fit entrevoir la nécessité de se réunir à lui pour opérer une révolution qui obligeât de substituer de nouvelles maisons à celles qu'on voyoit depuis si long-temps jouir exclusivement des faveurs de la cour. Voilà l'appât qui enivra le comte de Crillon.

Enfin, à ceux qui soit pour conserver un immense patrimoine, soit pour acquérir des dignités et de la fortune, étoient prêts à se ranger dans le parti qu'ils croiroient le plus fort, d'Orléans fit entendre que le bouleyersement qui se préparoit, alloit tout engloutir, et que lui seul resteroit puissant. Lepelletier de Saint-Fargeau fut un de ceux que cette considération frappa, et mit à la suite

des courtisans du prince.

Par ces artifices, d'Orléans détacha une partie de sa chambre de la cause du royalisme, et ce ne fut pas là le seul avantage qu'ils lui procurèrent. Cette dernière conquête rapprochée de l'amour que lui portoit la presque-totalité du troisième ordre, fit croire que son parti étoit en effet beaucoup plus puissant qu'on ne le croyoit. L'opinion que Louis XVI étoit condamné à recevoir de son vivant même d'Orléans pour successeur, commença à se glisser et à prendre faveur; on soupçonnoit l'Angleterre de vouloir ce changement de dynastie. L'impunité

Γ 4

avec laquelle on outrageoit journellement le monarque et sa compagne, les flagorneries que les écrivains prodiguoient à d'Orléans, l'empressement avec lequel des courtisans couverts des bienfaits de la famille royale venoient se ranger autour du prince, la bonne intelligence qui paroissoit regner en-tre lui et Necker, tout, il faut l'avouer, contribuoit à faire conjecturer que la couxonne alloit passer dans la branche d'Orléans. De sorte qu'il arriva dans cette occacion ce qu'on avoit vu dans la dernière maladie de Louis XIV. Les courtisans abandonnèrent le lit du monarque agonisant pour courir se prosterner devant Philippe de France, entraînés par la seule idée que le genie ambitieux du prince sauroit lui faire conquérir la régence, si le testament du roi la lui refusoit. Il en fut de même à l'égard de Louis Philippe Joseph non moins ambitieux que son ayeul. Plusieurs françois se dévouérent à ses volontés, afin d'en être les premiers remarqués, lorsqu'il régneroit; d'autres sans montrer le même empressement à le servir, résolurent de se comporter au milieu de l'agitation universelle avec une telle circonspection qu'ils pussent, s'il par-venoit au trône, lui prouver qu'ils n'avoient jamais ni blâmé ni contrarié ses vues. C'étoit le 17 juin que d'Orléans devoit dans la chambre de la noblesse, produire un mou-vement dont le triple effet eût été la jonction des trois ordres, l'interdiction du roi et

la mort de la reine. Il y avoit ce jour là une fermentation extraordinaire dans la chambre du tiers-état, parce qu'elle s'étoit constituée en assemblée nationale. L'importance de la délibération avoit attiré à Versailles un concours prodigieux de personnes. Ceux des conjurés qui se trouvoient dans cette foule, ceux que renfermoit le tiersétatattendoient, comme on en étoit convenu, que le prince donnâtle signal, de la chambre de la noblesse. Quant à lui il devoit commencer son rôle au moment où on lui apprendroit que le tiers-état avoit pris la dénomination d'assemblée nationale. On vint en effet lui en donner la nouvelle : Ah! pourquoi, s'écria-t-il, ne l'ont-ils pas fait plus tard, nous y eussions été. Il se lève ensuite, et tire de sa poche un discours que les chefs des conjurés lui avoient composé. C'est du désordre que ce discours devoit jetter dans la chambre de la noblesse, qu'ils attendoient l'exécution de leur plan. Le prince commença sa lecture avec assez d'assurance; il faisoit ce jour-là une chalcur excessive, et l'on étouffoit dans la salle, parce que les fenêtres étoient fermées. D'Orléans en étoit à peine à sa troisième ou quatrième phrase, que le marquis de Montre-vel ne pouvant tenir à l'excès de la chaleur, s'écria : Qu'on ouvre les fenêtres! Ce cri rompit le charme que les conjurés avoient attaché au discours de d'Orléans. Le prince

crut qu'on devinoit ce qu'il alloit lire et faire; il imagina que Montrevel vouloit le jetter par les fenêtres aux séditieux qui l'attendoient au dehors; le papier lui tombe des mains; pâle et tremblant, il se jette sur son fauteuil, et s'évanouit. On le transporte dans le vestibule de la salle. Là, on se hâte de lui faire respirer des sels spiritueux, et pour procurer du jeu à sa respiration, on déboutonne sa veste. Quel ne fut pas alors l'étonnement des personnes présentes de voir le prince ceint d'une quadruple cuirasse? Son corps étoit enveloppé et serré de quatre gilets, don un en peau de renne. La précaution de se plastronner d'une manière si étrange et si nouvelle, ne laissa nul doute que d'Orléans n'eût en l'intention de tenter dans cette journée quelqu'entreprise où il auroit pu courir des dangers pour sa vie. L'entre-prise qui n'étoit autre que la conspiration projettée avec les principaux membres du club Breton, n'eut pas lieu par l'accident que la frayeur causa au prince; mais les choses n'en allèrent pas moins bien pour le tiers-état. Dans cette même journée d'Orléans lui conquit quatre vingt-seize membres de sa chambre. Ces quatre vingt-seize membres formoient cependant par proportion avec le reste de la chambre, un bien petit nombre, et dans toute assemblée délibérante c'est la majorité qui fait la loi. Il semble donc que ces gentils-hommes auroien

dû être enchaînés par la résolution de leurs autres co-députés; mais d'Orléans les determina à ne tenir aucun compte des arrêtés de la chambre, et à prendre place dans le tiers-état. Clermont-Tonnerre, Lusignan, Lally-Tollendal, la Rochefoucault, Rochechouart, Montesquiou, Duport, Dionis du Séjour se hâtèrent de se rendre à cet avis; ils crurent que leur empressement seroit agréable au tiers-état, et qu'il accroîtroit leur popularité. Ce furent-là les premiers déserteurs de l'ordre de la noblesse.

Il fut convenu ensuite que parmi les quatre vingt-huit autres gentils-hommes dissidens, quarante-cinq resteroient dans la chambre, pour y nourrir l'esprit de division. Ceux qui ressentoient une sorte de pudeur de se montrer trop tôt et trop ouvertement en guerre contre leur ordre, aimèrent mieux rester; ceux qui désiroient pardessus tout donner un témoignage de leur zèle à d'Orléans, demandèrent à le suivre. Il se mit à leur tête, et entra d'un air de conquérant dans la salle du tiers-état, suivi de ce troupeau. Le nom de ces gentilshommes formant le cortège de d'Orléans dans une occasion aussi solemnelle, appartient à la postérité. Ce furent le baron de Menou, le duc d'Aiguillon, le comte de Crillon, le vicomte de Beauharnois, le marquis de la Tour-Maubourg, le comte de la Touche, le comte de Montmorency,

Alexandre Lameth, Sillery, le baron d'Harembure, le duc de Luynes, d'André conseiller au parlement d'Aix, le marquis de Lezay-marnézia, le vicomte de Toulongeon, de Phelines, le vicomte des Androuins, le marquis de la Coste, le comte de Castellanne, le marquis de Blacons, le marquis de Langon, le comte de la Blache, le comte Antoine d'Agoult, le comte de Virieux, le comte de Morge, le baron de Challon, le comte de Marsanne, de Burle, d'Eymar, de Nomperre, de Champagny, Desprez de Crassier, Le marquis de Biancourt, d'Aguesseau, le Chevalier de Maulette, le marquis de Lancosne, Fréteau.

Cette conquête ne combloit cependant pas encore les désirs du tiers-état. Pour que la prétention d'être une assemblée nationale ne lui fût pas disputée, il lui importoit d'avoir dans son sein, sinon le clergé et la noblesse en entier, du moins la majorité de ces deux ordres. Il ne pouvoit pas quoique d'Orléans eût fait en sa faveur, dire que la chambre des députés du second ordre s'étoit réunie à lui, parce que cette chambre se trouvoit là où étoit la majorité de ses membres. Il n'y cut rien que les quarantecinq gentils-hommes laissés par d'Orléans au milieu de cette majorité ne tentassent pour la contraindre à venir aussi se perdre dans les communes. Comme sa persévérance ne venoit que de son attachement pour le

roi, on eut recours à un fort étrange expédient pour que ce motif même fût la cause de sa réunion au tiers-état. On prit des mesures qui donnèrent à la famille royale la conviction que le roi seroit assassiné si la majorité de la noblesse persistoit à faire une chambre séparée. Le comte d'Artois ayant fait part de cette découverte à la chambre, la majorité ne se rendit pas encore : Qu'importe, s'écria Cazalès gentilhomme dont la Cazal réputation s'éleva depuis bien haut, que le roi périsse, sauvons le royaume!

Le Monarque voulant mettre fin à une séparation qu'il voyoit être le prétexte des troubles, manda le duc de Luxembourg qui présidoit la noblesse, et lui recommanda de dire de sa part à la chambre qu'il lui faisoit les plus vives instances de se réunir sans

retard au tiers-état.

« Sire, lui répondit le duc de Luxembourg, ce n'est pas sa cause, c'est celle de la couronne que la noblesse défend aujourd'hui; oui, sire, la cause de la couronne. La noblesse n'a rien à perdre à la réunion que votre majesté désire : une considération établie par des siècles de gloire et transmise de génération en génération, d'immenses richesses, et aussi les talens et les vertus de plusieurs de ses membres, lui assûrent dans l'assemblée nationale toute l'influence dont elle peut être jalouse; et je suis certain qu'elle y sera reçue avec

Mis

transport. Mais a-t-on fait observer à votre majesté les suites que cette réunion peut avoir pour elle? Votre majesté n'ignore pas quel dégré de puissance l'opinion publique et les droits de la nation décernent à ses représentans: elle est telle cette puissance que l'autorité souveraine elle-même dont vous êtes revêtu, demeure comme muette en sa présence. Le pouvoir sans bornes existe avec toute sa plénitude dans les étatsgénéraux de quelque manière qu'ils soient composés; mais leur division en trois chambres enchaîne leur action, et conserve la vôtre. Réunis ils ne connoissent point de maître, divisés ils sont vos sujets. Le deficit de vos finances, et l'esprit d'insubordination qui a infecté l'armée, arrê ent, je le sais, les délibérations de vos constili; mais il vous reste, sire, votre fidèle noblesse. Elle a dans ce moment le choix d'aller comme votre majesté l'y invite, partager avec ses co-députés l'exercice de la puissance législative, ou de mourir pour défendre les prérogatives du trône. Son choix n'est pas douteux, elle mourra, et elle n'en demande aucune reconnoissance; c'est son devoir, mais en mourant elle sauvera l'in-dépendance de la couronne, et frappera de nullité les opérations de l'assemblée na-tionale, qui certainement ne pourra être réputée complette lorsqu'un tiers de ses membres aura été livré à la fureur de la

populace et au fer des assassins. Je conjure votre majesté de daigner réfléchir sur les considérations que j'ai l'honneur de lui

présenter.

« M. de Luxembourg, répliqua le roi, mes réflexions sont faites; je suis déterminé à tous les sacrifices; Je ne veux pas qu'il périsse un seul homme pour ma querelle. Dites donc à l'ordre de la noblesse que je le prie de se réunir aux deux autres; si ce n'est pas assez, je le lui ordonne comme son roi, je le veux.. Que s'il est un de ses membres qui se croie lié par son mandat, son serment et son honneur à rester dans la chambre, qu'on vienne me le dire, j'irai m'asseoir à ses côtés, et je mourrai avec lui s'il le faut.

Ces mots: Je le lui ordonne comme son roi, je le veux, déterminèrent la noblesse à ne pas faire une plus longue résistance, elle se mit à la discrétion de son ennemi. La chambre du clergé suivit cet exemple. Ainsi la victoire fut complette pour le troisième ordre. Il n'y eut plus en France que le seul tiers-état; les deux autres ordres ne furent plus regardés que comme des victimes destinées à être immolées. Ce pouvoir formidable que prenoit tout-à-coup le tiers-état, jetta d'Orléans dans la pleine confiance que rien désormais, ne pourroit faire obstacle à l'accomplissement de ses projets personnels. Mais quelque dévoue-

ment que lui portât le tiers-état, il ne négligea point en habile conspirateur, d'employer tous les autres moyens propres à accélérer le mouvement révolutionnaire qui devoit le mettre en possession du trône.

Fin du cinquième livre et du tome premier.











